

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2017
Décembre
N° 332



BULLETIN OFFICIEL

DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service des assemblées

Désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux personnes âgées-personnes handicapées Arrêté n° 2017-10035 du 29 novembre 2017.....	14
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité régional de l'habitat Arrêté n° 2017-10036 du 29 novembre 2017.....	14
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives de l'Isère (CCAPEX) Arrêté n° 2017-10037 du 29 novembre 2017.....	15
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de l'emploi et de l'insertion – commission plénière Arrêté n° 2017-10038 du 29 novembre 2017.....	16
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE) Arrêté n° 2017-10039 du 29 novembre 2017.....	16
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association médico-psychopédagogique de l'Académie de Grenoble Arrêté n° 2017-10040 du 29 novembre 2017.....	17
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance –ADEPAPE 38 Arrêté n° 2017-10041 du 29 novembre 2017.....	18
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Isère – ADSEA 38 Arrêté n° 2017-10042 du 29 novembre 2017.....	18
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Mistral à Grenoble Arrêté n° 2017-10043 du 29 novembre 2017.....	19
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans le domaine des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux de l'ARS Rhône-Alpes Arrêté n° 2017-10044 du 29 novembre 2017.....	20
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la PMI de l'ARS Rhône-Alpes Arrêté n° 2017-10045 du 29 novembre 2017.....	20
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de l'accueil des jeunes enfants – CDAJE Arrêté n° 2017-10046 du 29 novembre 2017.....	21

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de prévention de la délinquance, de la lutte contre la drogue, de la dérive sectaire, de la violence aux femmes Arrêté n° 2017-10047 du 29 novembre 2017	22
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées Arrêté n° 2017-10048 du 29 novembre 2017	23
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Groupement d'intérêt public Enfance en Danger Arrêté n° 2017-10049 du 29 novembre 2017	23
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance de l'Isère Arrêté n° 2017-10050 du 29 novembre 2017	24
Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Villeneuve-Village Olympique à Grenoble Arrêté n° 2017-10051 du 29 novembre 2017	25
Désignation des représentants du Département au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail Arrêté n° 2017-10499 du 4 décembre 2017	25
Politique : - Cohésion sociale Action départementale sur la politique égalité femme-homme Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 A 02 02.....	27
Politique : - Administration générale Orientations du Département de l'Isère en faveur du droit à la formation des élus départementaux Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 32 03.....	53
Politique : - Administration générale Délégations de l'Assemblée départementale à la Commission permanente Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 32 04.....	54
Politique : - Administration générale Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017 dossier n° 2017 C12 F 32 48.....	54
Direction performance et modernisation du service au public Politique : - Sécurité Avis du Département sur le projet de plan de prévention des risques technologiques des établissements VENCOREX et ISOICHEM sur la commune de Le-Pont-de-Claix Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier N°2017 C12 C 28 37	58
DIRECTION DES MOBILITES Politique : - Transports Programme(s) : - 2006P008 (op SEM VFD) - réseau <i>Transisère</i> Cession des actions du Département dans la SEM VFD Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 C 10 01	59
Service action territoriale Limitation de vitesse sur la R.D 518 entre les P.R. 72+170 et 72+515 sur le territoire de la commune de Saint-Vérand hors agglomération Arrêté n°2017-10547 du 04 décembre 2017	62

Mise en service temporaire du grand tunnel du Chambon sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+467 et 47+420 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération. Arrêté n°2017-10762 du 11 décembre 2017.....	63
Réglementation de la circulation sur la R.D 531 du PR 16+22 au P.R.21+22 sur le territoire des communes de Choranche et Rencurel hors agglomération. Arrêté n°2017-10764 du 12 décembre 2017.....	65
Réglementation de la circulation sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+400 et 48+800 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération. Arrêté n°2017-10803 du 12 décembre 2017.....	67
Mise en service du grand tunnel du Chambon sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+467 et 47+420 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération. Arrêté n°2017-10952 du 15 décembre 2017.....	69
Mise en service d'une section de la RD45 du PR 0+580 au PR 1+370 comprenant le pont sur l'Isère sur le territoire des communes de Saint-Quentin-sur-Isère et Tullins , hors agglomération. Arrêté n°2017-11176 du 19/12/2017	71

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Politique : Eau

Compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) : orientations pour l'action départementale et l'accompagnement des EPCI

Extrait des délibérations séance du 14 décembre 2017

dossier n° 2017 BP 2018 C 15 03.....73

Mission développement durable

Politique : - Environnement et développement durable

Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Département de l'Isère

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 C 20 0474

Service agriculture et forêts

Politique : - Agriculture

Programme(s) : - Aides aux agriculteurs

Aide à la protection des vergers contre les aléas climatiques et sanitaires : adaptation du règlement d'intervention

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 B 16 0177

Service eau et territoires

Politique : - Eau

Programme(s) : - Assainissement

Adaptation du règlement des aides départementales pour l'assainissement non collectif

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N°2017 BP 2018 C 15 0280

Politique : Eau

Approbation du contrat unique pour la préservation et la restauration des milieux de la vallée de la Bourbre 2017-2022

Extrait des décisions de la commission permanente séance du 15 décembre 2017

dossier n° 2017 C12 C 15 3382

Politique : - Eau

Programme : Hydraulique

Avis sur le projet de Stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) du territoire à risques importants d'inondation (TRI) Grenoble-Voiron

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017,

dossier n° 2017 C12 C 15 3482

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service des établissements et services pour personnes âgées

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile Arrêté n° 2017-9957 du 15 novembre 2017	140
Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Roseraie » à Fontaine Arrêté n° 2017-10224 du 1 ^{er} décembre 2017	142
Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Cerisaie » à Fontaine Arrêté n° 2017-10385 du 1 ^{er} décembre 2017	143
Autorisation de la résidence autonomie « L'Argentière » située à 38200 Vienne Arrêté n° 2017-10461 du 30 novembre 2017	145

Service des établissements et services pour personnes handicapées

Arrêté conjoint portant création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) pour personnes adultes handicapées présentant des troubles du spectre autistique d'une capacité de 45 places dont 3 places d'accueil temporaire et 3 places d'accueil de jour à Saint-Egrève. Gestionnaire : Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH) Arrêté n°2017-9056 du 27 octobre 2017	146
Politique : - Personnes handicapées Programme : Hébergement personnes handicapées Opération : Etablissements personnes handicapées Convention pour le fonctionnement des foyers et services Association Sainte Agnès à Saint-Martin-le-Vinoux Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier n° 2017 C12 A 06 17	149

DIRECTION EDUCATION JEUNESSE ET SPORT

Politique : Education Programme : Collèges publics Opération : Sectorisation Sectorisation des collèges publics grenoblois Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier n° 2017 C12 D 07 38	153
Politique : Education Renouvellement de la délégation de la restauration scolaire à la cité scolaire internationale Europole Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier n° 2017 C12 D 07 40	180
Service jeunesse et sport Politique : - Jeunesse et sports Evolutions de la politique jeunesse et sport Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 D 08 01	185
Politique : Education Programme : Collèges publics Opération : Mutualisation des EPLE Mutualisation des équipements de collèges hors temps dédié à la formation initiale et continue Extrait des décisions de la commission permanente Séance du 15 décembre 2017 dossier n° 2017 C12 D 07 39	188

DIRECTION DES SOLIDARITES

Politique : - Santé publique	
Programme : Lutte contre la désertification médicale	
Opération : Aide à l'installation de médecins	
Rapport d'orientation relatif à la lutte contre les déserts médicaux	
Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017 dossier n° 2017 C12 A 04 08	209

Service du logement

Politique : - Logement	
Programme : Logement social	
Opération : Aide aux organismes HLM	
Approbation du principe de cessions d'actions de la société d'habitation des Alpes- Pluralis à la société SACICAP Procivis Alpes Dauphiné	
Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier n°2017 C12 C 11 29	221

DIRECTION DES FINANCES

Politique : - Finances	
Budget primitif 2018	
Extrait des délibérations du 14 decembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05.....	223

Politique : - Finances	
Budget primitif 2018 – Autorisations de programme	
Extrait des délibérations du 14 decembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05.....	227

Politique : - Finances	
Budget primitif 2018 – Constitutions et reprises de provisions.	
Extrait des délibérations du 14 decembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05.....	229

Politique : - Finances	
Budget primitif 2018 – Clôture du budget annexe gestion du parc. 125	
Extrait des délibérations du 14 decembre 2017 dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05.....	229

Politique : - Finances	
Budget primitif 2018 – Durées d'amortissement.	
Extrait des délibérations du 14 decembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05.....	230

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Politique : - Ressources humaines	
Programme(s) :- Effectifs budgétaires - Effectifs budgétaires - Prestations d'action sociale - Subventions de fonctionnement	
Dispositions ressources humaines	

Extrait des délibérations du 14 decembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 31 01.....	231
---	-----

Service gestion du personnel

Délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse	
Arrêté n° 2017-8317 du 01/12/2017	247

DIRECTION CULTURE ET PATRIMOINE

Pôle ressources "culture-patrimoine"

Politique : - Culture et citoyenneté	
Programme(s) :- Patrimoine protégé	
- Patrimoine non protégé	
Plan Patrimoine en Isère 2018-2021 - Critères d'intervention	
Extrait des délibérations du 14 decembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 E 24 01	249

ISERE TOURISME

Politique : - Tourisme

Programme : Développement touristique local 148

Opération : Schéma départemental du tourisme 148

Contrat de performance des Alpes de l'Isère (plaine)

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017,
dossier N° 2017 C12 B 23 19..... 252

DIRECTION TERRITORIALE PORTE DES ALPES

service aménagement

Réglementation de la circulation sur la RD1006 du PR 9+0897 au PR 11+0708 (Vaulx-Milieu)

situés hors agglomération 150

Arrêté N° 2017-10362 du 4 décembre 2017, 254

Réglementation de la circulation sur la RD520 du PR 3+0589 au PR 5+0277 (Châteauvilain)

situés hors agglomération 153

Arrêté N° 2017-10395 du 06 décembre 2017 257

Réglementation de la circulation sur la RD520 du PR 2+0620 au PR 3+0593

(Châteauvilain et Succieu) situés hors agglomération et D56A du PR9+0404 au PR9+0597

(Châteauvilain) situés hors agglomération

Arrêté N°2017-10397 du 6 décembre 2017 263

Réglementation de la circulationsur la RD1006 du PR 14+0455 au PR 14+0785 (Bourgoin-

Jallieu) situés hors agglomération 163

Arrêté N° 2017-10432 du 6 décembre 2017, 267

Réglementation de la circulation sur la RD1006 du PR 8+0482 au PR 8+0773 (Villefontaine)

situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10624 du 6 décembre 2017 269

Réglementation de la circulation sur la RD54 du PR 12+0963 au PR 12+0808 (Saint-Chef)

situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10629 du 8 décembre 2017 271

Réglementation de la circulation sur la RD53A du PR 0+0547 au PR 2+0500 (Valencin et

Heyrieux) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10702 du 8 décembre 2017 275

Réglementation de la circulation sur la RD522 du PR 18+0034 au PR 18+0092 (Bourgoin-

Jallieu) situés hors agglomération et D208 DU PR 3+0572 au PR 3+0667 (Bourgoin-Jallieu)

situés hors agglomération

Arrêté n°2017-10704 du 8 décembre 2017 279

Réglementation de la circulation sur la RD124 du PR3+0738 au PR 1+0899 (Four) situés hors

agglomération

Arrêté N°2017-10707 du 8 décembre 2017 283

Réglementation de la circulation sur la RD518 du PR 13+0524 au PR 12+0446 (Saint-

Georges-d'Espéranche) situés hors agglomération 184

Arrêté N° 2017-10711 du 8 décembre 2017 288

Réglementation de la circulation sur la RD522 du PR 10+0055 au PR 10+0464

(Saint-Agnin-sur-Bion) situés hors agglomération et D522 du PR13+0928 au

PR14+0075 (Maubec et Meyrié) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10714 du 12 décembre 2017..... 293

Réglementation de la circulation sur la RD75 du PR 10+0790 au PR 12+0598 (Oytier-Saint-

Oblas) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10715 du 8 décembre 2017 297

Réglementation de la circulation sur la RD54F du PR 0+0844 au PR 0+0767 (Saint-Chef) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-10716 du 8 décembre 2017	301
Réglementation de la circulation sur la RD126 du PR 2+0869 au PR 2+0296 (Saint-Jean-de-Bournay) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-11152 du 18 décembre 2017	304
Réglementation de la circulation sur la RD1085 du PR 2+0405 au PR 2+0634 (Nivolas-Vermelle) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-11192 du 20 décembre 2017	308
Réglementation de la circulation sur la RD54B du PR 6+0819 au PR 6+0703 (Ruy-Montceau) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-11193 du 20 décembre 2017,	311
Réglementation de la circulation sur la RD522 du PR 9+0038 au PR 9+0222 (Saint-Agnin-sur-Bion) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-11194 du 20 décembre 2017	315
Portant réglementation du stationnement et de la circulation sur la RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-11217 du 14 décembre 2017	319
Réglementation de la circulation sur la RD65 du PR 3+0114 au PR 3+0247(Saint-Hilaire-de-Brens) situés hors agglomération Arrêté N°2017-11231 du 20 décembre 2017,	323
Réglementation de la circulation sur la RD36 du PR 28+0624 au PR 27+0916 (Villefontaine et Vaulx-Milieu) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-11335 du 22 décembre 2017	327
Réglementation de la circulation sur RD1006 du PR 4+1630 au PR 4+1176 (Saint-QUENTIN-Fallavier) situés hors agglomération 225 Arrêté N°2017-11404 du 27 décembre 2017	329

DIRECTION TERRITORIALE SUD-GRESIVAUDAN

Service Aménagement

Réglementation de la circulation sur la R.D 71 du P.R. 6+030 au P.R. 6+270 sur le territoire de la commune de La Sône hors agglomération. Arrêté n° 2017-10574 du 04/12/2017	332
Réglementation de la circulation sur la R.D 201a entre les P.R. 0+400 et 0+800 sur le territoire de la commune de NOTRE DAME DE L'OSIER hors agglomération. Arrêté n° 2017-10593 du 04/12/2017	334
Réglementation de la circulation sur la R.D 153 entre les P.R. 5+140 et 5+980 sur le territoire de la commune de CHANTESSE et CRAS hors agglomération et CRAS en agglomération. Arrêté n° 2017-10595 du 04/12/2017	335
Réglementation de la circulation sur la R.D. 20A du P.R. 1+100 au P.R. 1+500 sur le territoire de la commune de Chevrières hors agglomération. Arrêté n° 2017-10680 du 07 décembre 2017	337
Réglementation de la circulation sur la R.D. 20A du P.R. 1+100 au P.R. 1+500 sur le territoire de la commune de Chevrières hors agglomération. Arrêté n° 2017-10763 du 12 décembre 2017	339
Réglementation de la circulation sur la voie verte n°2 entre les P.R. 23+420 et 33+500 sur le territoire de la commune de ST GERVAIS,L'ALBENC,POLIENAS,ST QUENTIN S/ISERE hors agglomération Arrêté n° 2017-11140 du 19 décembre 2017	341

Réglementation de la circulation sur la voie verte n°2 entre les P.R. 23+420 et 33+500 sur le territoire de la commune de ST GERVAIS, L'ALBENC, POLIENAS, ST QUENTIN S/ISERE, hors agglomération 239
Arrêté n° 2017-11148 du 27/12/2017 343

Réglementation de la circulation sur la R.D 201b entre les P.R. 0+560 et 0+600 sur le territoire de la commune de POLIENAS hors agglomération.
Arrêté n° 2017-11236 du 19 décembre 2017 345

DIRECTION DU HAUT RHONE DAUPHINOIS

Service Aménagement

Réglementation de la circulation sur la RD 33 entre le PR 3+380 et le PR 4+600 sur le territoire de la commune de Le Bouchage, hors agglomération.
Arrêté n° 2017-10537 du 01/12/2017 347

Réglementation de la circulation sur la RD 1075 entre le PR 16+580 et le PR 16+980 sur le territoire de la commune d'Arandon-Passins, hors agglomération. 245
Arrêté n° 2017-10718 du 11 décembre 2017 349

Réglementation de la circulation sur la RD 24A entre le PR 1+340 et le PR 1+600 sur le territoire de la commune de Charvieu-Chavagneux, hors agglomération.
Arrêté n° 2017-10746 du 11 décembre 2017 351

Réglementation de la circulation sur la RD517 entre le PR 11+800 et le PR 12+200 sur le territoire de la commune de Saint Romain de Jalionas, hors agglomération.
Arrêté n° 2017-10747 du 05/12/2017 354

Réglementation de la circulation sur la RD 52 entre le PR 17+885 et le PR 18+950 et sur la RD 52D entre le PR 0+000 et le PR 0+100 sur le territoire de la commune de Porcieu-Amblagnieu, hors agglomération.
Arrêté n° 2017-11020 du 15 décembre 2017 357

Réglementation de la circulation sur la RD 140 entre le PR 6+600 et le PR 8+610 sur le territoire de la commune de Soleymieu, hors agglomération.
Arrêté n° 2017-11056 du 18 décembre 2017 360

DIRECTION TERRITORIALE ISERE RHODANIENNE

Service aménagement

Réglementation de la circulation sur la R.D 502 du PR : 15+280 au PR :17+17 sur le territoire de la commune de MOIDIEU DETOURBE
Arrêté n° 2017-9943 du 07/12/2017 365

Réglementation de la circulation sur la R.D 75 P.R. 2+517 AU 2+782 territoire de la commune de Serpaize hors agglomération.
Arrêté n° 2017-10452 du 01/12/2017 370

Réglementation de la circulation sur la R.D.4B entre les P.R 0+984 au 1+35 sur le territoire de la commune de Reventin-Vaugris hors agglomération.
Arrêté n° 2017-10559 du 05/12/2017 266

Réglementation de la circulation sur la R.D 37 du PR : 31+170 au PR :31+270 sur le territoire de la commune de CHEYSSIEU
Arrêté n° 2017-10619 du 06/12/2017 373

Réglementation de la circulation sur la R.D 51C du PR : 17+617 au PR :17+709 sur le territoire de la commune de SONNAY
Arrêté n° 2017-10705 du 12 décembre 2017 377

Réglementation de la circulation sur la R.D 41 PR4+442 AU PR 4+462 sur le territoire de la commune de PONT EVEQUE hors agglomération.
Arrêté n° 2017-10901 du 14 décembre 2017 381

Réglementation de la circulation sur la R.D 46 P.R. 5+76 à 5+230 sur le territoire des communes de Jardin hors agglomération.
 Arrêté n° 2017-10905 du 14 décembre 2017384

DIRECTION TERRITORIALE DE LA MATHEYSINE

Service Aménagement

Réglementation de la circulation et du stationnement, hors agglomérations, sur la RD217B (PR 4+614 à 0), la RD 217 (PR 9+829 à 14+392) et la RD 537 le dimanche 17 décembre 2017 à l'occasion de l'épreuve sportive « 2^{ème} Rallye National automobile hivernal du Dévoluy » lors des épreuves spéciales ES5 et ES8 du dimanche 17 décembre 2017, sur le territoire des communes de Pellafol et Monestier d'Ambel.

Arrêté n° 2017-10608 du 06/12/2017388

Réglementation de la circulation sur la R.D 526, P.R. 33+410 à 36+800, la RD 26 PR 8 à 8+600 et la RD 26A PR 2+600 à 3, sur les territoires des communes de Valbonnais, Sievoz et Saint Laurent en Beaumont, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10638 du 7 décembre 2017391

Réglementation de la circulation sur la RD 115C, entre les PR 4+592 et 5, Fugières, sur le territoire de la commune de Saint Honoré, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10646 du 06/12/2017394

Réglementation de la circulation sur la R.D 212, entre les P.R. 5+350 et 10+750 sur le territoire des communes de La Salle en Beaumont et Saint Michel en Beaumont, hors agglomération

Arrêté n° 2017-10739 du 13 décembre 2017397

DIRECTION TERRITORIALE DU VERCORS

Service Aménagement

Réglementation de la circulation sur la R.D 106L entre les P.R. 0+000 et 1+000 sur le territoire de la commune de Autrans hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10576 du 4 Décembre 2017399

DIRECTION TERRITORIALE DU TRIEVES

Service Aménagement

Réglementation de la circulation sur la R.D 8C entre les P.R. 1+580 et 1+680, croisement des Touches et du Clapier sur le territoire de la commune de ... hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10524 du 01/12/2017401

Réglementation de la circulation sur la R.D 8A, entre les P.R. 16+000 et 19+500 sur le territoire de la commune de Saint Michel Les Portes hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10607 du 05/12/2017404

Réglementation de la circulation la R.D. 1075 classée à grande circulation entre les P.R. 136+255 et 136+275 lieu-dit « Le Chaffaud » sur le territoire de la commune de Clelles hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10723 du 11 décembre 2017406

Réglementation de la circulation sur la R.D216, entre les P.R 12+700 et 17+900 sur le territoire des communes de Tréminis et de Saint Baudille et Pipet hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11386 du 12 décembre 2017409

Réglementation de la circulation sur la R.D 8A, entre les P.R. 16+000 et 19+500 sur le territoire de la commune de Saint Michel Les Portes hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11388 du 26 décembre 2017411

Réglementation de la circulation sur la R.D216, entre les P.R 12+700 et 17+900 sur le territoire des communes de Tréminis et de Saint Baudille et Pipet hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11514 du 29 décembre 2017413

DIRECTION TERRITORIALE DES VALS DU DAUPHINE

Service Aménagement

Réglementation de la circulation sur la R.D 16 B entre les P.R. 5+238 et 5+310 et sur la RD 16 G du PR 0+0 au PR 0+030 sur le territoire de la commune de DOLOMIEU hors agglomération. Arrêté n° 2017-10314 du 01/12/2017	415
Réglementation de la circulation sur la R.D 145 Centre les P.R. 5+0 et 5+200 sur le territoire de la commune de Faverges de La Tour hors agglomération. Arrêté n° 2017-10381 du 1 décembre 2017	417
Réglementation de la circulation sur la RD17C du PR 1+0050 au PR 1+0115 dans le sens croissant du côté gauche (Valencogne et Villages du lac de Paladru) situés hors agglomération Arrêté N° 2017-10460 du 1 décembre 2017	421
Réglementation de la circulation sur la R.D 520 du P.R. 9+940 au PR 10+030 et du PR 11+610 au PR 12+280 et sur la R.D. 51 entre les P.R. 13+080 et 13+385 sur le territoire de la commune de MONTREVEL hors agglomération. Arrêté n° 2017-10910 du 15/12/2017	425
Réglementation de la circulation R.D. 51 entre les P.R. 8+740 au PR 9+135 et du PR 9+650 au PR 10+215 sur le territoire de la commune de DOISSIN hors agglomération. Arrêté n° 2017-10953 du 15 décembre 2017	427
Réglementation de la circulation sur la R.D 73 entre les P.R. 9+625 et 9+925 sur le territoire de la commune de VIRIEU hors agglomération. Arrêté n° 2017-11177 du 19 décembre 2017	429
Réglementation de la circulation sur la R.D 51 entre les P.R. 3+715 et 4+146 sur le territoire de la commune de Saint Victor de Cessieu hors agglomération et du PR 7+075 au PR 7+937 hors agglomération commune de Montagnieu. Arrêté n° 2017-11332 du 22 décembre 2017	431

DIRECTION TERRITORIALE VOIRONNAIS CHARTREUSE

Service Aménagement

Réglementation de la circulation sur la RD 520 au PR 35+100 située sur le territoire de la Commune de Coublevie hors agglomération. Arrêté n°2017-10467 du 04/12/2017	434
Réglementation de la circulation sur la RD 28, du PR 2+250 au PR 2+350 sur le territoire de la Commune de Les Abrets En Dauphiné hors agglomération Arrêté n°2017-10631 du 2017-10631	437
Réglementation de la circulation sur la RD 1075 du PR 69+170 au PR 69+200 sur le territoire de la Commune de La Buisse, hors agglomération. Arrêté n°2017-10663 du 06 décembre 2017	440
Réglementation de la circulation sur la RD 49C du PR 7+760 au PR 7+790 et du PR 8+400 au PR 8+440 sur le territoire de la Commune de Merlas hors agglomération Arrêté n°2017-10665 du 07/12/2017	442
Réglementation de la circulation sur la Voie Verte N°2, du PR 12+400 au PR 23+400 sur le territoire des Communes de Veurey Voroize, Voreppe, Moirans, Tullins, Saint Quentin sur Isère, hors agglomération Arrêté n° 2017-10777 du 12 décembre 2017	444
Réglementation de la circulation sur la Voie Verte N°2, du PR 15+500 au PR 23+400 sur le territoire des Communes de Voreppe, Moirans, Tullins, Saint Quentin sur Isère, hors agglomération Arrêté n° 2017-10782 du 12 décembre 2017	446

Réglementation de la circulation sur la RD 512 du PR 3+895 au PR 4+100 sur le territoire de la Commune de Saint Pierre d'Entremont En Chartreuse, hors agglomération. Arrêté n°2017-10847 du 13 décembre 2017.....	344
Réglementation de la circulation sur la RD 45 du PR 2+690 au PR 2+700 sur le territoire de la Commune de Tullins, hors agglomération. Arrêté n°2017-11186 du 19 décembre 2017.....	346
Réglementation de la circulation sur la RD 45 du PR 0+470 au PR 1+600 sur le territoire de la Commune de Saint Quentin Sur Isère, de la Commune de Tullins hors agglomération. Arrêté n°2017-11222 du 20 décembre 2017.....	349
Réglementation de la circulation sur la RD 49 du PR 2+300 au PR 2+395, située sur le territoire de la Commune de Saint Nicolas de Macherin hors agglomération. Arrêté n°2017-11268 du 20 décembre 2017.....	352
Réglementation de la circulation sur la RD 45 du PR 1+350 au PR 1+680 sur le territoire de la Commune de Tullins, hors agglomération Arrêté n°2017-11280 du 21/12/2017.....	355
Réglementation de la circulation sur la RD 82K du PR 5+600 au PR 7+200, située sur le territoire de la Commune de Miribel Les Echelles hors agglomération. Arrêté n°2017-11339 du 22 décembre 2017.....	356

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

SERVICE DES ASSEMBLEES

Désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux personnes âgées-personnes handicapées

Arrêté n° 2017-10035 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2561 du 2 avril 2015 désignant Madame Laura Bonnefoy, 12ème Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la dépendance et des handicaps,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2ème Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°2015-2802 portant désignation des représentants du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux personnes âgées-personnes handicapées.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux personnes âgées-personnes handicapées par Mesdames Laura Bonnefoy et Sandrine Martin-Grand en tant que titulaires ainsi que Mesdames Agnès Manuel et Frédérique Puissat en tant que suppléantes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité régional de l'habitat

Arrêté n° 2017-10036 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,
Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,
Vu l'arrêté n°2015-2552 du 2 avril 2015 désignant Monsieur Christian Coigné, 4^{ème} Vice-président du Conseil départemental de l'Isère en charge de l'ingénierie urbaine, du foncier et du logement,
Vu l'arrêté n°2017-9148 du 24 octobre 2017 désignant Madame Anne Gérin, 8^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge des actions de solidarité et de l'insertion,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2901 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité régional de l'habitat.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Comité régional de l'habitat par Monsieur Christian Coigné en tant que titulaire et Madame Anne Gérin en tant que suppléante.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives de l'Isère (CCAPEX)

Arrêté n° 2017-10037 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- Vu** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,
Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,
Vu l'arrêté n°2017-9148 du 24 octobre 2017 désignant Madame Anne Gérin, 8^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge des actions de solidarité et de l'insertion,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2903 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives de l'Isère (CCAPEX).

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives de l'Isère (CCAPEX) par Madame Anne Gérin.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de l'emploi et de l'insertion – commission plénière

Arrêté n° 2017-10038 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9148 du 24 octobre 2017 désignant Madame Anne Gérin, 8^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge des actions de solidarité et de l'insertion,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2778 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de l'emploi et de l'insertion – commission plénière.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale de l'emploi et de l'insertion – commission plénière par Madame Anne Gérin.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE)

Arrêté n° 2017-10039 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9148 du 24 octobre 2017 désignant Madame Anne Gérin, 8^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge des actions de solidarité et de l'insertion,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2779 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE).

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE) par Madame Anne Gérin.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association médico-psychopédagogique de l'Académie de Grenoble

Arrêté n° 2017-10040 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9149 du 24 octobre 2017 désignant Madame Catherine Simon, 10^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge des collèges et des équipements scolaires,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-9118 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à l'Association médico-psychopédagogique de l'Académie de Grenoble.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à l'Association médico-psychopédagogique de l'Académie de Grenoble par Madame Catherine Simon.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance – ADEPAPE 38

Arrêté n° 2017-10041 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2858 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance – ADEPAPE 38.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance – ADEPAPE 38 par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Isère – ADSEA 38

Arrêté n° 2017-10042 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-9749 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Isère – ADSEA 38.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Isère - ADSEA 38 par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Mistral à Grenoble

Arrêté n° 2017-10043 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2789 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Mistral à Grenoble.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Mistral à Grenoble par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans le domaine des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux de l'ARS Rhône-Alpes

Arrêté n° 2017-10044 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2561 du 2 avril 2015 désignant Madame Laura Bonnefoy, 12^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la dépendance et des handicaps,

Vu l'arrêté n°2015-2695 du 16 avril 2015 désignant Madame Magali Guillot, Vice-présidente déléguée du Conseil départemental de l'Isère en charge de la santé,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2813 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans le domaine des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux de l'ARS Rhône-Alpes.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans le domaine des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux de l'ARS Rhône-Alpes par Madame Laura Bonnefoy en tant que titulaire ainsi que Mesdames Magali Guillot et Sandrine Martin-Grand en tant que suppléantes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la PMI de l'ARS Rhône-Alpes

Arrêté n° 2017-10045 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2561 du 2 avril 2015 désignant Madame Laura Bonnefoy, 12^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la dépendance et des handicaps,
Vu l'arrêté n°2015-2695 du 16 avril 2015 désignant Madame Magali Guillot, Vice-présidente déléguée du Conseil départemental de l'Isère en charge de la santé,
Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2815 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la PMI de l'ARS Rhône-Alpes.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission de coordination des politiques publiques de santé dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la PMI de l'ARS Rhône-Alpes par Madame Sandrine Martin-Grand en tant que titulaire ainsi que Mesdames Magali Guillot et Laura Bonnefoy en tant que suppléantes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de l'accueil des jeunes enfants – CDAJE

Arrêté n° 2017-10046 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2855 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à la Commission départementale de l'accueil des jeunes enfants - CDAJE.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale de l'accueil des jeunes enfants - CDAJE par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale de prévention de la délinquance, de la lutte contre la drogue, de la dérive sectaire, de la violence aux femmes

Arrêté n° 2017-10047 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2852 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à la Commission départementale de prévention de la délinquance, de la lutte contre la drogue, de la dérive sectaire, de la violence aux femmes.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale de prévention de la délinquance, de la lutte contre la drogue, de la dérive sectaire, de la violence aux femmes par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées

Arrêté n° 2017-10048 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2561 du 2 avril 2015 désignant Madame Laura Bonnefoy, 12ème Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la dépendance et des handicaps,

Vu l'arrêté n°2015-2695 du 16 avril 2015 désignant Madame Magali Guillot, Vice-présidente déléguée en charge de la santé,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2ème Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°2016-6047 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées par Madame Laura Bonnefoy en tant que titulaire ainsi que Mesdames Sandrine Martin-Grand et Magali Guillot en tant que suppléantes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Groupement d'intérêt public Enfance en Danger

Arrêté n° 2017-10049 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2856 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental au Groupement d'intérêt public Enfance en Danger.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Groupement d'intérêt public Enfance en Danger par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance de l'Isère

Arrêté n° 2017-10050 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Martin-Grand, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge de la famille, de l'enfance et de la santé,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2857 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental à l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance de l'Isère.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance de l'Isère par Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Villeneuve-Village Olympique à Grenoble

Arrêté n° 2017-10051 du 29 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9148 du 24 octobre 2017 désignant Madame Anne Gérin, 8^{ème} Vice-présidente du Conseil départemental de l'Isère en charge des actions de solidarité et de l'insertion,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2787 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Villeneuve-Village Olympique à Grenoble.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Comité de pilotage de l'opération urbaine (ANRU) du quartier Villeneuve-Village Olympique à Grenoble par Madame Anne Gérin.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du

**

Désignation des représentants du Département au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Arrêté n° 2017-10499 du 4 décembre 2017

Dépôt en Préfecture le 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2017-10253 portant désignation des représentants du Département au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 2 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail par Monsieur André Gillet jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 3 :

Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail par Madame Céline Burlet à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 4 :

La composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est fixée comme suit jusqu'au 31 décembre 2017 :

En qualité de membres titulaires :

- Monsieur André Gillet, représentant du Président,
- Monsieur Fabien Rajon,
- Madame Martine Kohly,
- Madame Annie Pourtier,
- Madame Sylviane Colussi.

En qualité de membres suppléants :

- Monsieur Vincent Roberti,
- Madame Virginie Aulas,
- Monsieur Erik Malibeaux,
- Monsieur Laurent Lambert,
- Madame Murielle Giland.

Article 5 :

La composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est fixée comme suit à compter du 1^{er} janvier 2018 :

En qualité de membres titulaires :

- Madame Céline Burlet, représentante du Président,
- Monsieur Fabien Rajon,
- Madame Martine Kohly,
- Madame Annie Pourtier,
- Madame Sylviane Colussi.

En qualité de membres suppléants :

- Monsieur Vincent Roberti,
- Madame Virginie Aulas,
- Monsieur Erik Malibeaux,
- Monsieur Laurent Lambert,
- Madame Murielle Giland

Article 6 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Politique : - Cohésion sociale

Action départementale sur la politique égalité femme-homme

*Extrait des délibérations du 14 décembre 2017,
dossier N° 2017 BP 2018 A 02 02 Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017*

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 A 02 02,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Anne GERIN au nom de la commission de l'action sociale et des solidarités,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de prendre acte du bilan de l'action départementale sur la politique égalité femme-homme.



RAPPORT EGALITE HOMMES / FEMMES

Contact : DRH

Date de dernière mise à jour : 30/05/2017

Données arrêtées au 31/12/2016 sauf mention spécifique

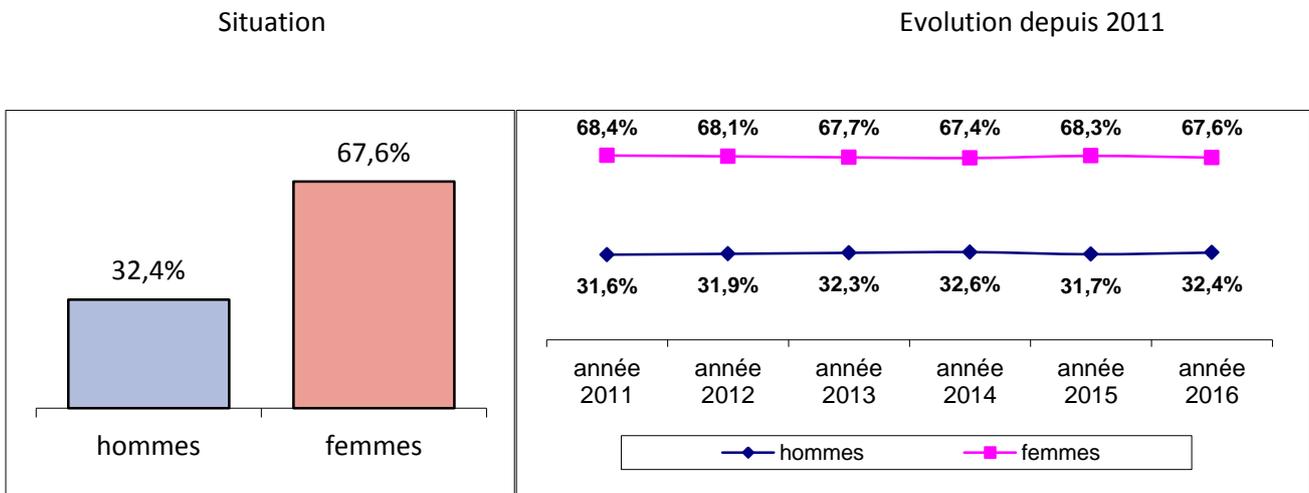
SOMMAIRE

- 1 EFFECTIFS
 - 1.1 Répartition de l'effectif par genre
 - 1.2 Répartition de l'encadrement par genre
- 2 TITULARISATIONS, AVANCEMENTS ET CARRIERE
 - 2.1 Avancement de grade par genre et par filière
 - 2.2 Promotions internes par genre et par filière
 - 2.3 Détails des avancements de grade par genre et par cadre d'emplois
 - 2.4 Détails des promotions internes par genre et par cadre d'emplois
- 3 FORMATION, SUIVI DES PARCOURS PROFESSIONNELS
 - 3.1 Agents partant en formation au moins une fois dans l'année
 - 3.2 Répartition par thème et par genre des formations suivies (nombre de départs)
 - 3.3 Répartition des agents reçus en entretien professionnel
 - 3.4 Répartition femmes / hommes et par tranche d'âge des agents reçus en entretien professionnel
- 4 REMUNERATION .
 - 4.1 Salaire mensuel net médian des agents titulaires
- 5 TEMPS DE TRAVAIL
 - 5.1 Répartition du temps de travail des agents en poste par genre
 - 5.2 Absentéisme hommes / femmes des agents permanents
- 6 CONDITIONS DE TRAVAIL
- 7 DIALOGUE SOCIAL
- 8 PRESTATIONS SOCIALES

1 EFFECTIFS

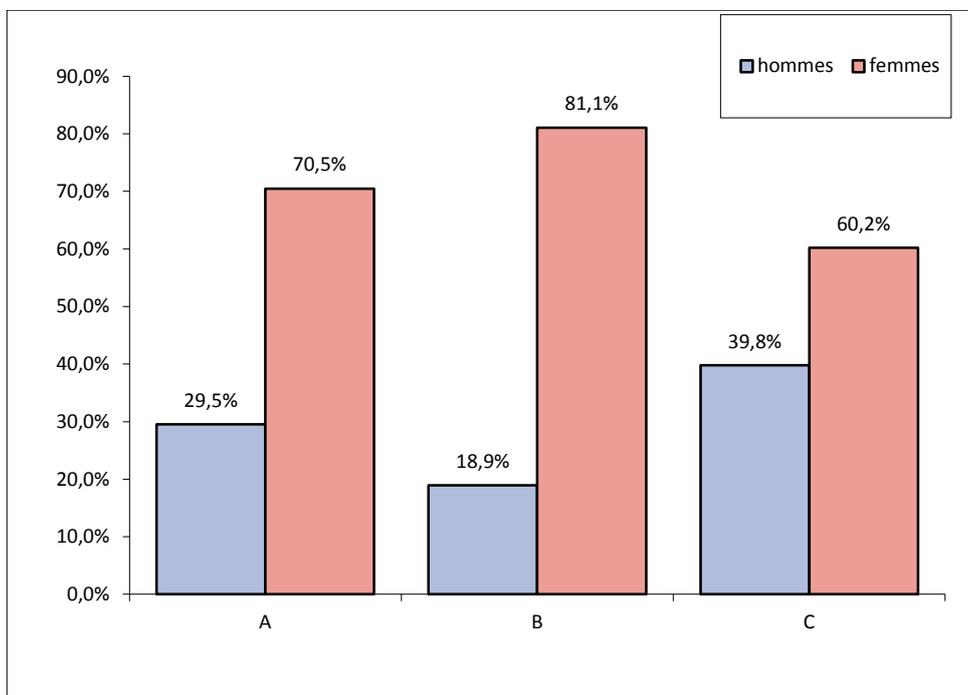
1.1 Répartition de l'effectif par genre

1.1.1 Ensemble des agents

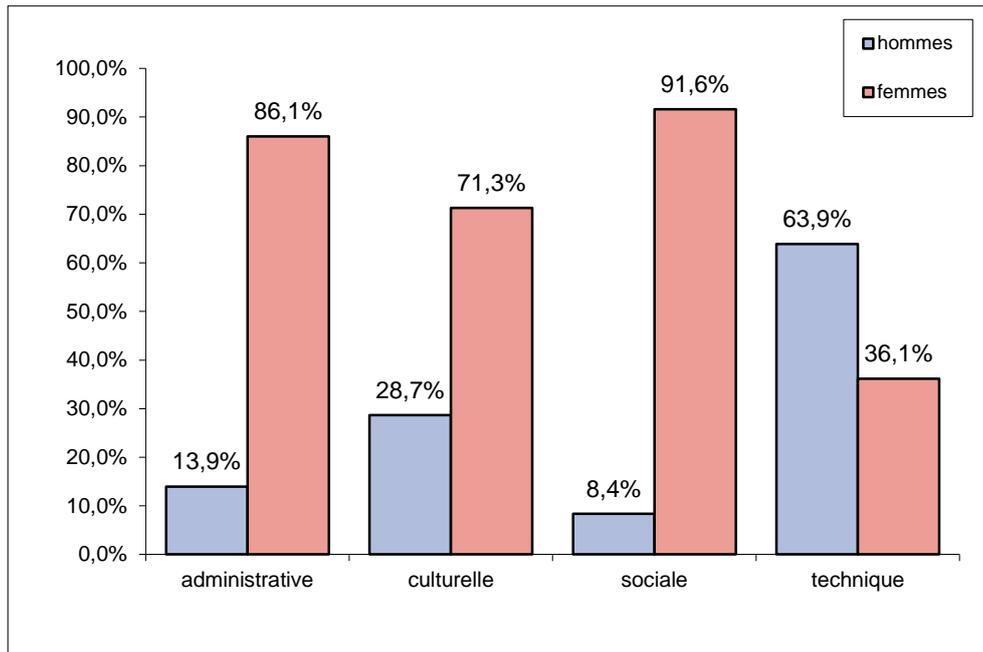


1.1.2 Répartition par genre, catégorie hiérarchique et filière

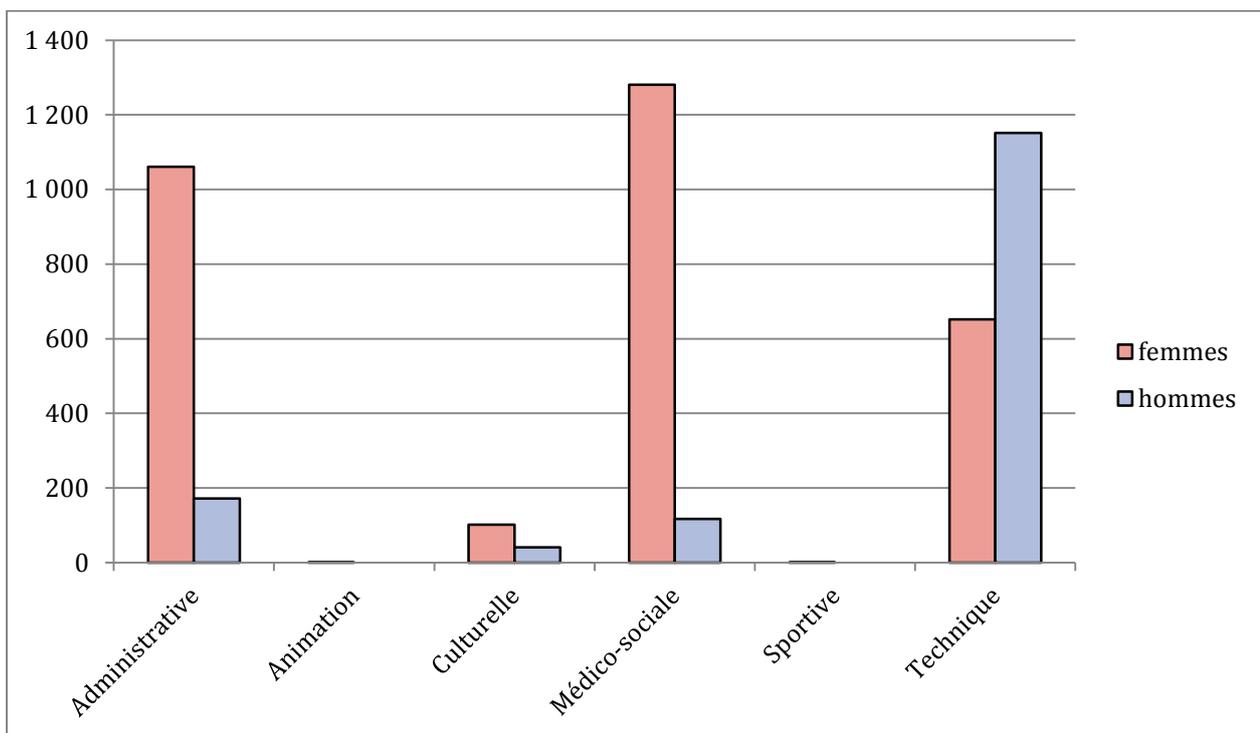
1.1.2.1 Répartition par genre et par catégorie hiérarchique



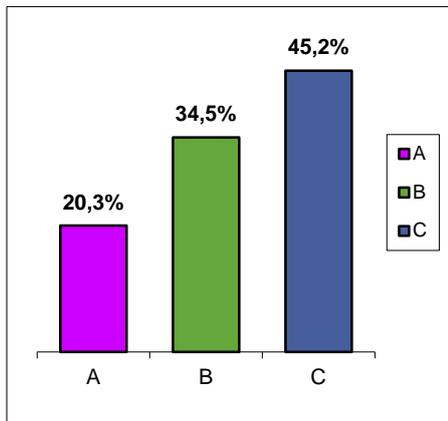
1.1.2.2 Répartition par genre et par filière



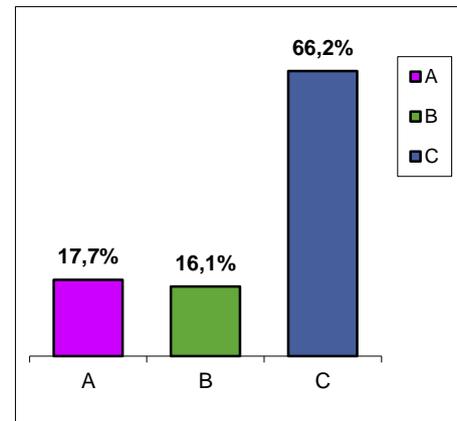
1.1.2.3 Répartition par genre et par cadre d'emploi



1.1.2.4 Répartition des femmes par catégorie hiérarchique

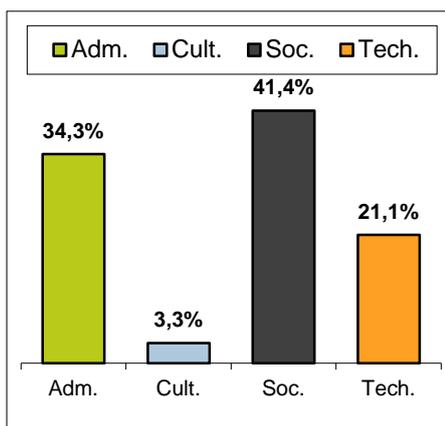


1.1.2.5 Répartition des hommes par catégorie hiérarchique

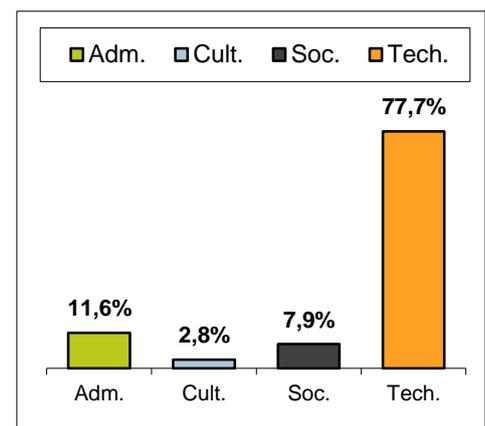


Interprétation des données : les femmes de la catégorie hiérarchique A représentent 20% de l'ensemble des femmes du Département. Les hommes de la catégorie hiérarchique C représentent 66% de l'ensemble des hommes travaillant au Département.

1.1.2.6 Répartition des femmes par filière



1.1.2.7 Répartition des hommes par filière



1.1.3 Répartition des agents en poste par direction et par genre

Direction	femmes	hommes	Total	% femmes	% hommes	2014 %f	2014 %h
Direction générale des services du département	28	19	47	59,6%	40,4%		
Directions ressources	251	197	448	56,0%	44,0%	57.4	42.6
Direction aménagement numérique - très haut débit	4	7	11	36,4%	63,6%		
Direction de la commande publique et du juridique	17	3					
Direction de la performance et de la modernisation du service au public	25	6	31	80,6%	19,4%		
direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information	20	46	66	30,3%	69,7%		
Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail	45	91	136	33,1%	66,9%		
Direction des finances	13	8	21	61,9%	38,1%		
Direction des relations extérieures	33	12	45	73,3%	26,7%		
Direction des Ressources Humaines	94	24	118	79,7%	20,3%		
Directions thématiques	580	242	822	70,6%	29,4%	68.3	31.7
Direction de la Culture et du Patrimoine	147	79	226	65,0%	35,0%		
Direction de l'aménagement	60	33	93	64,5%	35,5%		
Direction de l'autonomie	91	16	107	85,0%	15,0%		
Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport	41	12	53	77,4%	22,6%		
Direction des Mobilités	76	75	151	50,3%	49,7%		
Direction des solidarités	160	23	183	87,4%	12,6%		
Direction du développement	5	4	9	55,6%	44,4%		
Directions territoriales	2220	1005	3224	68,8%	31,2%	68.8	31.2
Direction Territoriale de la Bièvre Valloire	143	68	211	67,8%	32,2%		
Direction Territoriale de la Matheysine	84	67	151	55,6%	44,4%		
Direction Territoriale de la Porte des Alpes	274	90	364	75,3%	24,7%		
Direction Territoriale de l'Agglomération Grenobloise	665	203	868	76,6%	23,4%		
Direction Territoriale de l'Isère Rhodanienne	177	65	242	73,1%	26,9%		
Direction Territoriale de l'Oisans	37	56	93	39,8%	60,2%		
Direction Territoriale des Vals du Dauphiné	140	52	192	72,9%	27,1%		
Direction Territoriale du Grésivaudan	146	110	256	57,0%	43,0%		
Direction Territoriale du Haut Rhône dauphinois	170	55	225	75,6%	24,4%		
Direction Territoriale du Sud Grésivaudan	122	60	182	67,0%	33,0%		
Direction Territoriale du Trièves	43	60	103	41,7%	58,3%		
Direction Territoriale du Vercors	35	34	69	50,7%	49,3%		
Direction Territoriale du Voironnais-Chartreuse	184	85	269	68,4%	31,6%		
Autres	20	19	39	51,3%	48,7%	56	44
Direction extérieure	11	4	15	73,3%	26,7%		
Direction non rattachée (1)	9	15	24	37,5%	62,5%		
Effectif global	3099	1482	4580	67,6%	32,4%		

1.2 Répartition de l'encadrement par genre

Le tableau ci-dessous comptabilise les postes de cadres encadrants selon les niveaux de responsabilité. Certains postes, dans les petites directions territoriales, couvrent deux services distincts sur l'organigramme (service ressources et service éducation ou bien service éducation et service aménagement). Il n'est alors compté qu'un seul poste. Les agents assurant l'intérim d'un service ne sont pas comptés au titre de cette fonction transitoire. Il n'est retenu que la notion de cadre encadrant.

En 2016

Niveau de responsabilité	Femmes	Hommes	Total	% femmes	% hommes
01 - DG & DGA	2	3	5	40,0%	60,0%
02 - Directeur (trice)	11	17	28	39,3%	60,7%
03 - Directeur(trice) adjoint	11	10	21	52,4%	47,6%
04 - Chef de service et assimilé	152	78	230	66,1%	33,9%
Total	176	108	284	62,0%	38,0%

En 2014

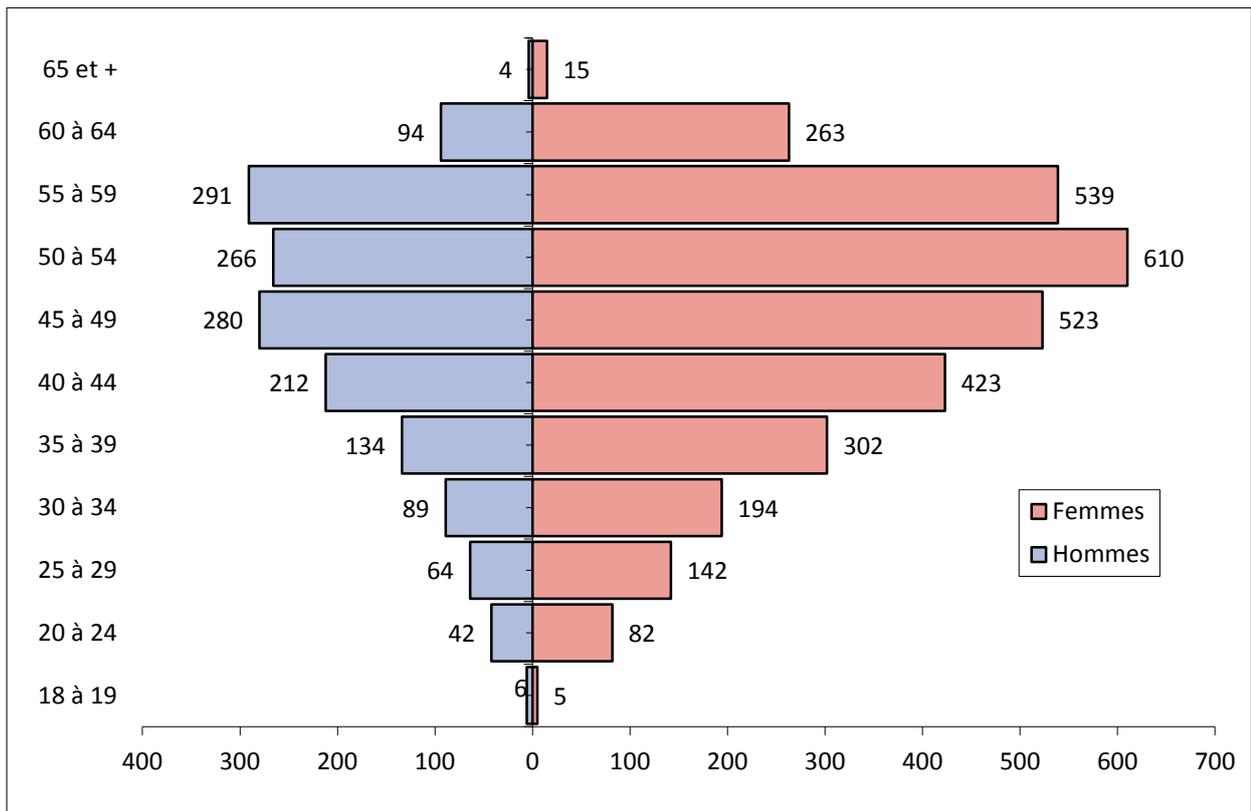
Niveau de responsabilité	Femmes	Hommes	Total	% femmes	% hommes
01 - DG & DGA & déléguée générale à l'organisation territoriale	2	3	5	40%	60%
02 - Directeur(trice)	9	18	27	33,3%	66%
03 - Directeur(trice) adjoint(e)	14	12	26	53,8%	46,2%
04 - Chefs de service, adjoint au chef de service, responsable de musée	163	82	245	66,5%	33,5%
Total	188	115	303	62,0%	38,0%

La proportion de femmes s'amenuise avec l'élévation du niveau hiérarchique même si elles constituent globalement presque les deux-tiers de l'encadrement.

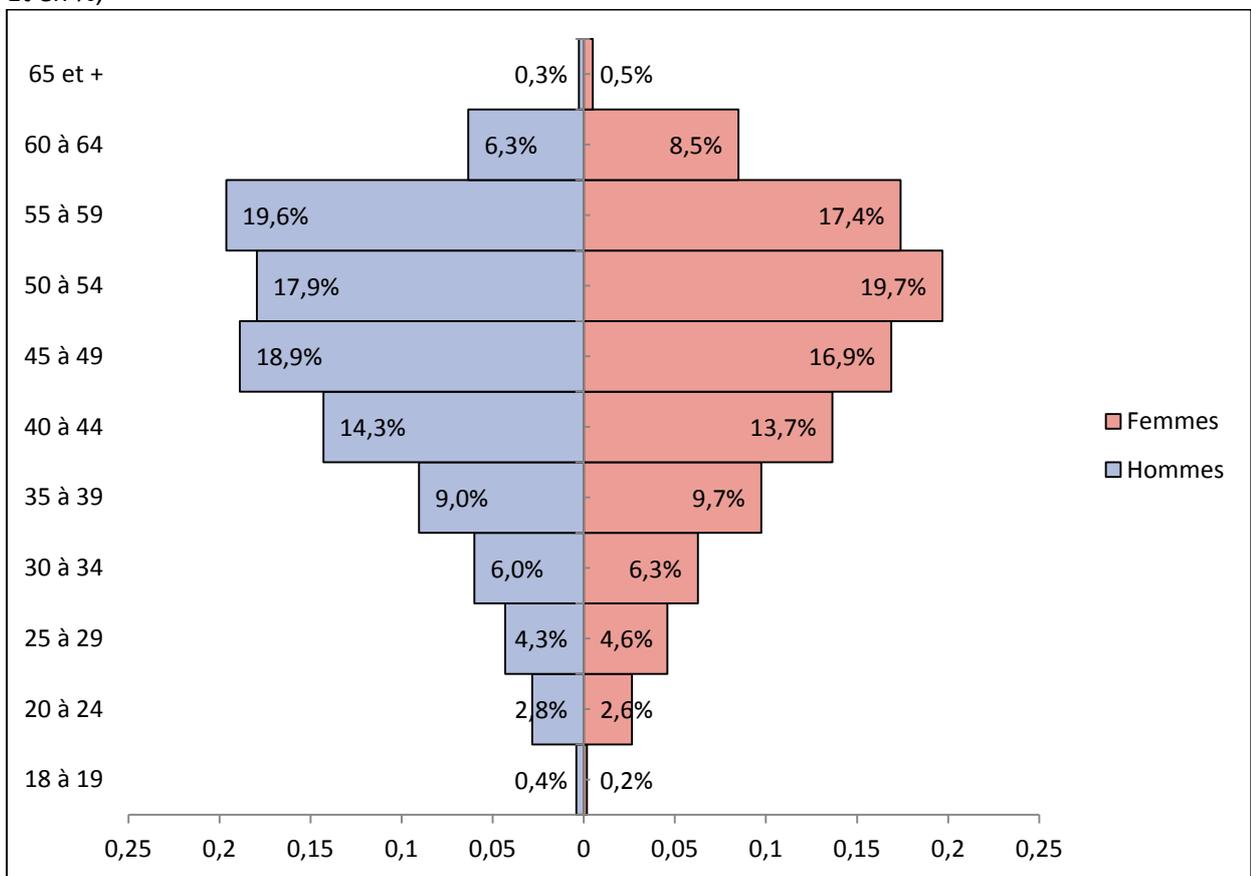
1.2.1 Répartition de l'encadrement par direction et genre

Direction	femmes	hommes	Total	% femmes	% hommes	2014 %f	2014 %h
Direction générale des services du département	3	3	6	50,0%	50,0%		
Directions ressources	20	23	43	46,5%	53,5%	58.8	41.2
Direction aménagement numérique - très haut débit		1	1	0,0%	100,0%		
Direction de la commande publique et du juridique	3	1	4	75,0%	25,0%		
Direction de la performance et de la modernisation du service au public	4	0	4	100,0%	0,0%		
direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information	4	5	9	44,4%	55,6%		
Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail	2	7	9	22,2%	77,8%		
Direction des finances	2	3	5	40,0%	60,0%		
Direction des Ressources Humaines	5	6	11	45,5%	54,5%		
Directions thématiques	53	24	77	68,8%	31,2%	65.6	34.4
Direction de la Culture et du Patrimoine	18	5	23	78,3%	21,7%		
Direction de l'aménagement	5	5	10	50,0%	50,0%		
Direction de l'autonomie	9	2	11	81,8%	18,2%		
Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport	3	3	6	50%	50%		
Direction des Mobilités	5	8	13	38,5%	61,5%		
Direction des solidarités	12	1	13	92,3%	7,7%		
Direction du développement	1		1	100,0%	0,0%		
Directions territoriales	97	55	152	63,8%	36,2%	61.2	38.8
Direction Territoriale de la Bièvre Valloire	7	4	11	63,6%	36,4%		
Direction Territoriale de la Matheysine	5	4	9	55,6%	44,4%		
Direction Territoriale de la Porte des Alpes	9	6	15	60,0%	40,0%		
Direction Territoriale de l'Agglomération Grenobloise	25	11	36	69,4%	30,6%		
Direction Territoriale de l'Isère Rhodanienne	9	3	12	75,0%	25,0%		
Direction Territoriale de l'Oisans	0	5	5	0,0%	100,0%		
Direction Territoriale des Vals du Dauphiné	5	4	9	55,6%	44,4%		
Direction Territoriale du Grésivaudan	9	4	13	69,2%	30,8%		
Direction Territoriale du Haut Rhône dauphinois	8	2	10	80,0%	20,0%		
Direction Territoriale du Sud Grésivaudan	6	4	10	60,0%	40,0%		
Direction Territoriale du Trièves	3	3	6	50,0%	50,0%		
Direction Territoriale du Vercors	3	2	5	60,0%	40,0%		
Direction Territoriale du Voironnais-Chartreuse	8	3	11	72,7%	27,3%		
Autres	3	3	6	50,0%	50,0%	100	0
Direction extérieure	1	1	2	50,0%	50,0%		
Direction des relations extérieures	2	2	4	50,0%	50,0%		
Effectif global	176	108	284	62,0%	38,0%		

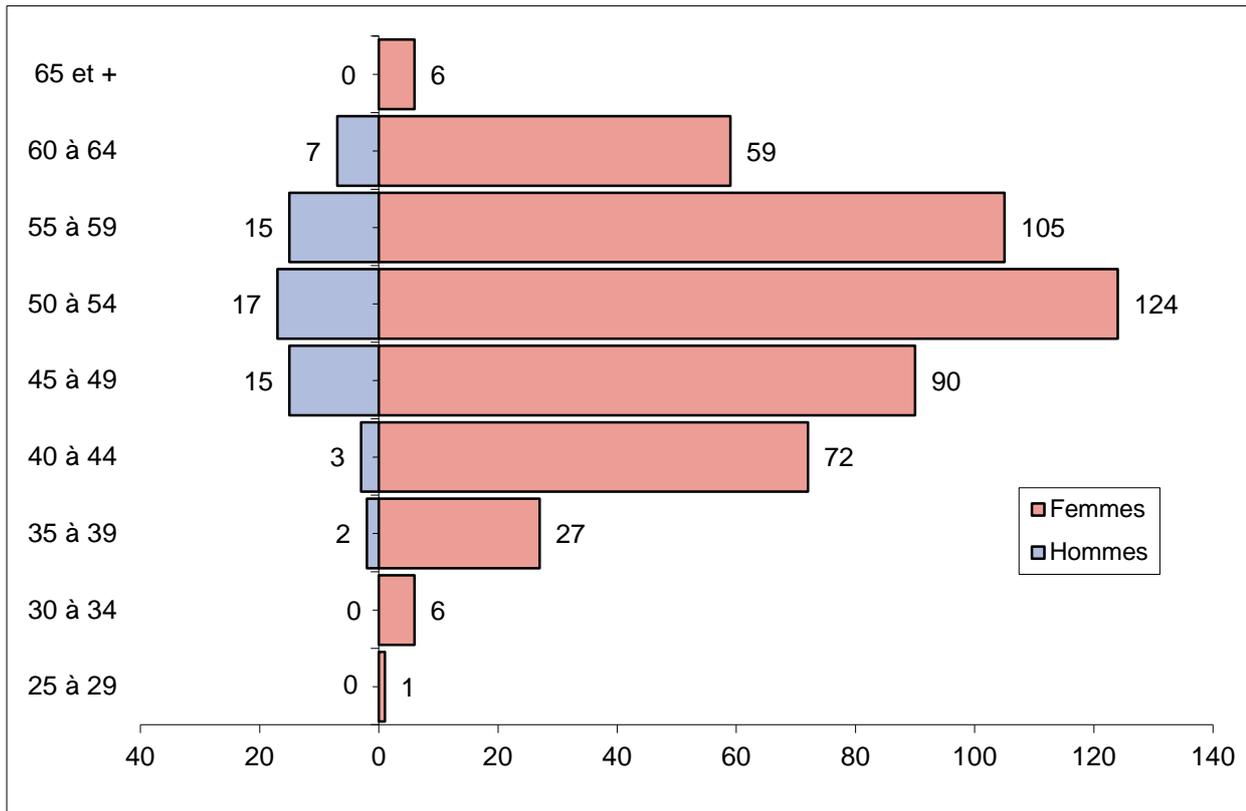
1.2.2 Pyramide des âges par genre



Et en %,



1.2.3 Pyramide des âges par genre (assistants familiaux)



1.2.4 Age moyen par genre

1.2.4.1 Age moyen de l'ensemble des agents

	2011	2012	2014	2016
Femmes	45 ans et 6 mois	46 ans et 6 mois	46 ans et 4 mois	46 ans 11 mois
Hommes	45 ans et 7 mois	46 ans et 10 mois	46 ans et 1 mois	46 ans 8 mois

1.2.4.2 Age moyen de l'encadrement par niveau de responsabilité

	2014			2016		
	niveau 01	niveau 02	niveau 03	niveau 01	niveau 02	niveau 03
Femme	51 ans 4 mois	46 ans 7 mois	46 ans 12 mois	51 ans 4 mois	45 ans 11 mois	48 ans 4 mois
Homme	51 ans 3 mois	49 ans 6 mois	45 ans 9 mois	49 ans 4 mois	48 ans 5 mois	47 ans 7 mois
Total	51 ans 2 mois	47 ans 11 mois	46 ans 7 mois	50 ans 1 mois	47 ans 1 mois	48 ans 1 mois

Rappel des niveaux de responsabilité

Niveau 01 - direction générale, directeurs généraux adjoints, directeurs territoriaux ou départementaux

Niveau 02 - directeurs adjoints territoriaux ou centraux, coordonnateur autonomie

Niveau 03 - chefs ou responsables de service, adjoints aux chefs de service

1.2.4.3 Age moyen par genre et par catégorie

2016	A	B	C
Femme	47	45	48
Homme	47	47	47
2015	A	B	C
Femme	46	45	48
Homme	46	46	46

1.2.5 Ancienneté par genre

	2016	2015	2014
Femme	14 ans 10 mois	14 ans 9 mois	12 ans 5 mois
Homme	11 ans 10 mois	11 ans 9 mois	8 ans 7 mois
Total	13 ans 8 mois	13 ans 7 mois	nc

2 TITULARISATIONS, AVANCEMENTS ET CARRIERE

2.1 Avancement de grade par genre et par filière

	filière activité physique et sportive		filière administrative		filière technique		Filière culturelle		filière sociale		TOTAL	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
ANNEE 2014												
A			9	2	3	11	0	0	17	2	29	15
B			37	3	1	2	0	0	16	2	54	7
C			43	2	52	99	0	0	0	0	95	101
TOTAL 2014			89	7	56	112	0	0	33	4	178	123
ANNEE 2015												
A			12	2	11	9	0	0	24	5	47	16
B			49	6	1	3	7	4	19	1	76	14
C			22	5	73	81	1	2	0	0	96	88
TOTAL 2015			83	13	85	93	8	6	43	6	219	118
ANNEE 2016												
A			11	3	7	9	0	0	22	2	40	14
B			2	0	1	17	1	0	19	0	23	17
C			42	4	58	61	1	2	0	0	101	67
TOTAL 2016			55	7	66	87	2	2	41	2	164	98

2.2 Promotions internes par genre et par filière

	filière administrative		filière technique		Filière culturelle		filière sociale		TOTAL	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
ANNEE 2014										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	5	2	0	2	1	0	0	0	6	4
C	8	0	8	14	1	0	0	0	17	14
TOTAL ANNEE 2014	13	2	8	16	2	0	0	0	23	18
ANNEE 2015										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	3	0	1	2	1	1	1	0	6	3
C	18	1	3	9	0	0	0	0	21	10
TOTAL ANNEE 2015	21	1	4	11	1	1	1	0	27	13
ANNEE 2016										
A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	3	0	0	2	0	0	0	0	3	2
C	6	2	3	13	0	0	0	0	9	15
TOTAL ANNEE 2016	9	2	3	15	0	0	0	0	12	17

2.3 Détails des avancements de grade par genre et par cadre d'emplois

2.3.1.1 2016

Promouvables				Promus				Taux de promotion		
Grade actuel	F	H	Total	Grade d'accès	F	H	Total	F	H	Total
TOTAL A	151	76	227	TOTAL A	40	14	54	26%	18%	24%
Attaché principal	34	12	46	Directeur territorial	2	1	3	6%	8%	7%
Attaché territorial	24	8	32	Attaché principal	9	2	11	38%	25%	34%
Conseiller socio-éducatif	12	2	14	Conseiller supérieur socio-éd	3	1	4	25%	50%	29%
Conservateur bibliothèque	2	-	2	Conservateur de bibliothèques en chef	0	-	0	0%	-	0%
Conservateur du patrimoine	-	1	1	Conservateur en chef du patrimoine	-	0	0	-	0%	0%
infirmier soins généraux classe normale	2	-	2	infirmier soins gx classe sup	1	-	1	50%	-	50%
infirmier soins gx classe sup	6	1	7	infirmier soins gx hors classe	3	0	3	50%	0%	43%
Ingénieur	19	17	36	Ingénieur principal	6	5	11	32%	29%	31%
Ingénieur chef classe normale	2	5	7	Ingénieur chef classe exceptionnelle	0	3	3	0%	60%	43%
Ingénieur principal	8	28	36	Ingénieur chef classe normale	1	1	2	13%	4%	6%
Médecin de 1ère classe	7	1	8	Médecin hors classe	3	0	3	43%	0%	38%
Médecin de 2ème classe	1	-	1	Médecin de 1ère classe	1	-	1	100%	-	100%
Médecin hors classe	7	1	8	Médecin hors classe échelon spécial	2	1	3	29%	100%	38%
Psychologue classe normale	2	-	2	Psychologue hors classe	1	-	1	50%	-	50%
Puéricultrice classe normale	-	-	-	Puéricultrice classe supérieure	-	-	-	-	-	-
Puéricultrice cl supérieure	25	-	25	Puéricultrice hors classe	8	-	8	32%	-	32%
Sage-femme classe normale	-	-	-	Sage-femme classe supérieure	-	-	-	-	-	-
Sage-femme classe supérieure	-	-	-	Sage-femme classe exceptionnelle	-	-	-	-	-	-
TOTAL B	218	64	282	TOTAL B	23	17	40	11%	27%	14%
Assistant de conservation principal 2ème classe	8	1	9	Assistant de conservation principal 1ère classe	1	0	1	13%	0%	11%
Assistant de conservation	1	-	1	Assistant de conservation principal 2ème classe	0	-	0	0%	-	0%
Assistant socio-éducatif	61	1	62	Assistant socio-éducatif principal	19	0	19	31%	0%	31%
rédacteur	-	-	-	rédacteur principal 1ère cl	-	-	-	-	-	-
rédacteur	61	9	70	rédacteur principal 2ème cl	1	0	1	2%	0%	1%
rédacteur principal 2ème cl	79	10	89	rédacteur principal 1ère cl	1	0	1	1%	0%	1%
Technicien principal 2ème classe	8	27	35	Technicien principal 1ère classe	1	13	14	13%	48%	40%
Technicien territorial	-	16	16	Technicien principal 2ème classe	-	4	4	-	25%	25%
TOTAL C	212	154	366	TOTAL C				0%	0%	0%
Adjoint administratif 1ère classe	6	1	7	Adjoint administratif principal 2ème classe	4	0	4	67%	0%	57%
Adjoint administratif 2ème classe	25	3	28	Adjoint administratif 1ère classe	24	3	28	96%	100%	100%
Adjoint administratif principal 2ème classe	27	2	29	Adjoint administratif principal 1ère classe	14	1	15	52%	50%	52%
Adjoint du patrimoine 1ère classe	3	2	5	Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	1	2	3	33%	100%	60%
Adjoint du patrimoine 2ème classe	6	5	11	Adjoint du patrimoine 1ère classe	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	-	-	-	Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	-	-	-	-	-	-
Adjoint technique 1ère classe	26	20	46	Adjoint technique principal 2ème classe	12	11	23	46%	55%	50%

Adjoint technique 1ère classe des EE	4	6	10	Adjoint technique principal 2ème classe des EE	3	2	5	75%	33%	50%
Adjoint technique 2ème classe	36	15	51	Adjoint technique 1ère classe	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint technique 2ème classe des EE	1	-	1	Adjoint technique 1ère classe des EE	0	-	0	0%	-	0%
Adjoint technique principal 2ème classe	78	85	163	Adjoint technique principal 1ère classe	43	40	83	55%	47%	51%
Adjoint technique principal 2ème classe des EE	-	1	1	Adjoint technique principal 1ère classe des EE	-	1	1	-	100%	100%
Agent de maîtrise	-	14	14	Agent de maîtrise principal	-	7	7	-	50%	50%
TOTAL	581	294	875	TOTAL	164	98	262	28%	33%	30%

2.3.1.2 2015

Promouvables Grade actuel	F	H	Total	Promus Grade d'accès	F	H	Total	Taux de promotion		
								F	H	Total
TOTAL A	168	79	247	TOTAL A	47	16	63	28%	20%	26%
Attaché principal	31	11	42	Directeur territorial	4	0	4	13%	0%	10%
Attaché territorial	28	7	35	Attaché principal	8	2	10	29%	29%	29%
Conseiller socio-éducatif	13	3	16	Conseiller supérieur socio-éd	3	2	5	23%	67%	31%
Conservateur bibliothèque	2	-	2	Conservateur de bibliothèques en chef	0	-	0	0%	-	0%
Conservateur du patrimoine	1	1	2	Conservateur en chef du patrimoine	0	0	0	0	0%	0%
infirmier soins généraux classe normale	3	1	4	infirmier soins gx classe sup	1	1	2	33%	1	50%
infirmier soins gx classe sup	8	-	8	infirmier soins gx hors classe	3	-	3	38%	-	38%
Ingénieur	25	23	48	Ingénieur principal	8	7	15	32%	30%	31%
Ingénieur chef classe normale	2	5	7	Ingénieur chef classe exceptionnelle	1	2	3	50%	40%	43%
Ingénieur principal	9	26	35	Ingénieur chef classe normale	2	0	2	22%	0%	6%
Médecin de 1ère classe	5	2	7	Médecin hors classe	1	2	3	20%	100%	43%
Médecin de 2ème classe	1	-	1	Médecin de 1ère classe	1	-	1	100%	-	100%
Médecin hors classe	4	-	4	Médecin hors classe échelon spécial	1	-	1	25%	-	25%
Psychologue classe normale	4	-	4	Psychologue hors classe	2	-	2	50%	-	50%
Puéricultrice classe normale	1	-	1	Puéricultrice classe supérieure	1	-	1	1	-	1
Puéricultrice cl supérieure	29	-	29	Puéricultrice hors classe	9	-	9	31%	-	31%
Sage-femme classe normale	1	-	1	Sage-femme classe supérieure	1	-	1	1	-	1
Sage-femme classe supérieure	1	-	1	Sage-femme classe exceptionnelle	1	-	1	1	-	1
TOTAL B	261	62	323	TOTAL B	76	14	90	29%	23%	28%
Assistant de conservation principal 2ème classe	15	5	20	Assistant de conservation principal 1ère classe	5	4	9	33%	80%	45%
Assistant de conservation	4	-	4	Assistant de conservation principal 2ème classe	2	-	2	50%	-	50%
Assistant socio-éducatif	64	2	66	Assistant socio-éducatif principal	19	1	20	30%	50%	30%
rédacteur	-	1	1	rédacteur principal 1ère cl	-	0	0	-	0	0
rédacteur	57	11	68	rédacteur principal 2ème cl	15	5	20	26%	45%	29%
rédacteur principal 2ème cl	114	6	120	rédacteur principal 1ère cl	34	1	35	30%	17%	29%
Technicien principal 2ème classe	7	24	31	Technicien principal 1ère classe	1	3	4	14%	13%	13%
Technicien territorial	-	13	13	Technicien principal 2ème classe	-	0	0	-	0%	0%

TOTAL C	238	172	410	TOTAL C	96	88	184	40%	51%	45%
Adjoint administratif 1ère classe	9	1	10	Adjoint administratif principal 2ème classe	4	1	5	44%	100%	50%
Adjoint administratif 2ème classe	6	1	7	Adjoint administratif 1ère classe	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint administratif principal 2ème classe	37	6	43	Adjoint administratif principal 1ère classe	18	4	22	49%	67%	51%
Adjoint du patrimoine 1ère classe	2	1	3	Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	1	1	2	50%	100%	67%
Adjoint du patrimoine 2ème classe	4	6	10	Adjoint du patrimoine 1ère classe	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	-	1	1	Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	-	1	1	-	1	1
Adjoint technique 1ère classe	34	11	45	Adjoint technique principal 2ème classe	17	6	23	50%	55%	51%
Adjoint technique 1ère classe des EE	8	2	10	Adjoint technique principal 2ème classe des EE	4	1	5	50%	50%	50%
Adjoint technique 2ème classe	52	25	77	Adjoint technique 1ère classe	11	13	24	21%	52%	31%
Adjoint technique 2ème classe des EE	2	-	2	Adjoint technique 1ère classe des EE	1	-	1	50%	-	50%
Adjoint technique principal 2ème classe	84	111	195	Adjoint technique principal 1ère classe	40	58	98	48%	52%	50%
Adjoint technique principal 2ème classe des EE	-	1	1	Adjoint technique principal 1ère classe des EE	-	0	0	-	0%	0%
Agent de maîtrise	-	6	6	Agent de maîtrise principal	-	3	3	-	50%	50%
TOTAL	667	313	980	TOTAL	219	118	337	33%	38%	34%

Pour rappel,

- en 2014, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 34 ont été effectivement promues. Sur 100 hommes promouvables, 37 ont été effectivement promus
- en 2013, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 26 ont été effectivement promues. Sur 100 hommes promouvables, 40 ont été effectivement promus
- en 2011, sur 100 Femmes promouvables à l'avancement de grade, 40 ont été effectivement promues. Sur 100 hommes promouvables, 33 ont été effectivement promus

2.4 Détails des promotions internes par genre et par cadre d'emplois

Pour rappel historique

En 2014

Promouvables				Promus				Taux de promotion		
Grade actuel	F	H	Total	Grade d'accès	F	H	Total	F	H	Total
TOTAL B vers A	638	79	717	TOTAL B vers A	6	4	10	1%	5%	1%
TOTAL C vers B	63	218	281	TOTAL C vers B	9	4	13	14%	2%	5%
TOTAL C vers C	245	285	530	TOTAL C vers C	8	10	18	3%	4%	3%
TOTAL	947	582	1529	TOTAL	23	18	41	2%	3%	3%

En 2013

Promouvable	F	H	Total	promus	F	H	Total	F	H	Total
Grade actuel				Grade d'accès						
TOTAL A vers A	42	16	58	TOTAL A vers A	3	0	3	7%	0%	5%
TOTAL B vers A	585	80	665	TOTAL B vers A	4	5	9	1%	6%	1%
TOTAL C vers B	59	179	238	TOTAL C vers B	5	3	8	8%	2%	3%
TOTAL C vers C	243	278	521	TOTAL C vers C	6	15	21	2%	5%	4%
TOTAL	929	553	1482	TOTAL	18	23	41	2%	4%	3%

En 2011, 3,8% de femmes étaient promues et 3,1% des hommes étaient promus.

En 2010, 4% des femmes étaient promues et 9% des hommes étaient promus.

2.4.1.1 2016

Promouvables				Promus				Taux de promotion		
Grade actuel	F	H	Total	Grade d'accès	F	H	Total	F	H	Total
TOTAL A vers A	1	-	1	TOTAL A vers A	0	-	0	0%	-	0%
Attaché de conservation du patrimoine	1	-	1	Conservateur du patrimoine	0	-	0	0%	-	0%
TOTAL B vers A	643	88	731	TOTAL B vers A	3	2	5	0%	2%	1%
Assistant de conservation principal 1ère classe	12	4	16	Attaché de conservation du patrimoine	0	0	0	0%	0%	0%
				Bibliothécaire territorial	0	0	0	0%	0%	0%
Assistant de conservation principal 2ème classe	7	1	8	Attaché de conservation du patrimoine	0	0	0	0%	0%	0%
				Bibliothécaire territorial	0	0	0	0%	0%	0%
Assistant socio-éducatif	6	-	6	Conseiller socio-éducatif	0	-	0	0%	-	0%
Assistant socio-éducatif principal	254	14	268	Conseiller socio-éducatif	0	0	0	0%	0%	0%
rédacteur	41	6	47	Attaché territorial	0	0	0	0%	0%	0%
rédacteur principal 1ère cl	231	9	240	Attaché territorial	2	0	2	1%	0%	1%
rédacteur principal 2ème cl	83	10	93	Attaché territorial	1	0	1	1%	0%	1%
Technicien principal 1ère classe	9	41	50	Ingénieur	0	2	2	0%	5%	4%
Technicien principal 2ème classe	-	2	2	Ingénieur	-	0	0	-	0%	0%
TOTAL C vers B	140	329	469	TOTAL C vers B	7	8	15	5%	2%	3%
Adjoint administratif principal 1ère classe	35	8	43	rédacteur	6	2	8	17%	25%	19%
Adjoint administratif principal 2ème classe	-	-	-	rédacteur	-	-	-	-	-	-
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	-	1	1	Assistant de conservation	-	0	0	-	0%	0%
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	2	1	3	Assistant de conservation	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint technique principal 1ère classe	71	161	232	Technicien territorial	0	0	0	0%	0%	0%
Agent de maîtrise	32	93	125	Technicien territorial	1	1	2	3%	1%	2%
Agent de maîtrise principal	-	65	65	Technicien territorial	-	5	5	-	8%	8%
TOTAL C vers C	240	295	535	TOTAL C vers C	2	7	9	1%	2%	2%
Adjoint technique 1ère classe	19	9	28	Agent de maîtrise	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint technique principal 1ère classe	70	160	230	Agent de maîtrise	1	2	3	1%	1%	1%
Adjoint technique 2ème classe	-	-	-	Agent de maitrise	-	-	-	-	-	-
Adjoint technique principal 2ème classe	151	126	277	Agent de maîtrise	1	5	6	1%	4%	2%
TOTAL	1024	712	1736	TOTAL	12	17	29	1%	2%	2%

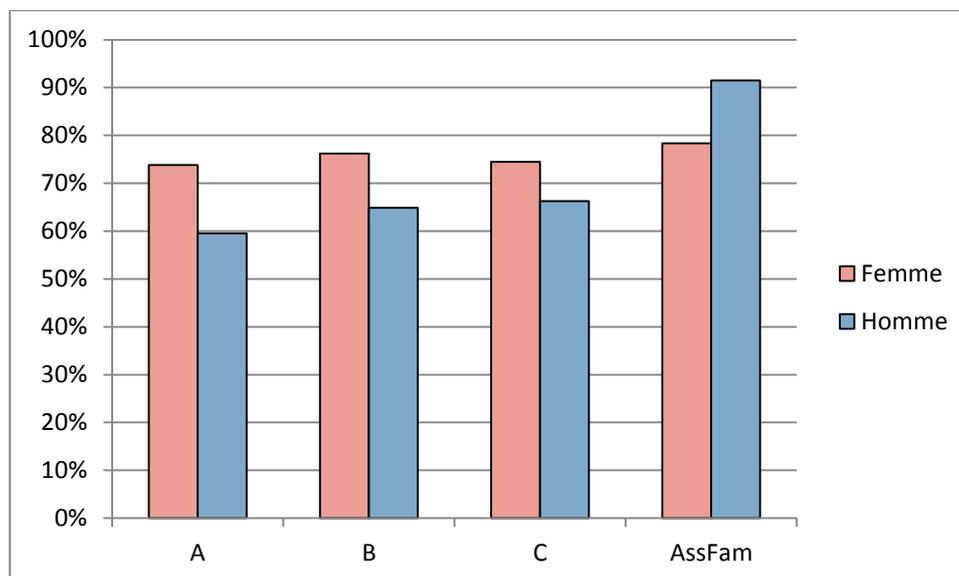
2.4.1.2 2015

Promouvables				Promus				Taux de promotion		
Grade actuel	F	H	Total	Grade d'accès	F	H	Total	F	H	Total
TOTAL A vers A	1	1	2	TOTAL A vers A	0	0	0	0%	0%	0%
Attaché de conservation du patrimoine	1	1	2	Conservateur du patrimoine	0	0	0	0%	0%	0%
TOTAL B vers A	642	85	727	TOTAL B vers A	6	3	9	1%	4%	1%
Assistant de conservation principal 1ère classe	8	2	10	Attaché de conservation du patrimoine	0	1	1	0%	50%	10%
				Bibliothécaire territorial	1	0	1	50%	0%	10%
Assistant de conservation principal 2ème classe	13	4	17	Attaché de conservation du patrimoine	0	0	0	0%	0%	0%
				Bibliothécaire territorial	0	0	0	0%	0%	0%
Assistant socio-éducatif	7	-	7	Conseiller socio-éducatif	0	-	0	0%	-	0%
Assistant socio-éducatif principal	256	12	268	Conseiller socio-éducatif	1	0	1	0%	0%	0%
rédacteur	42	9	51	Attaché territorial	0	0	0	0%	0%	0%
rédacteur principal 1ère cl	210	8	218	Attaché territorial	2	0	2	1%	0%	1%
rédacteur principal 2ème cl	98	6	104	Attaché territorial	1	0	1	1%	0%	1%
Technicien principal 1ère classe	8	41	49	Ingénieur	1	2	3	13%	5%	6%
Technicien principal 2ème classe	-	3	3	Ingénieur	-	0	0	-	0%	0%
TOTAL C vers B	100	283	383	TOTAL C vers B	18	4	22	18%	1%	6%
Adjoint administratif principal 1ère classe	38	6	44	rédacteur	17	1	18	45%	17%	41%
Adjoint administratif principal 2ème classe	1	-	1	rédacteur	1	-	1	100%	-	100%
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	2	-	2	Assistant de conservation	0	-	0	0%	-	0%
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	-	1	1	Assistant de conservation	-	0	0	-	0%	0%
Adjoint technique principal 1ère classe	32	112	144	Technicien territorial	0	0	0	0%	0%	0%
Agent de maîtrise	27	97	124	Technicien territorial	0	0	0	0%	0%	0%
Agent de maîtrise principal	-	67	67	Technicien territorial	-	3	3	-	4%	4%
TOTAL C vers C	224	285	509	TOTAL C vers C	3	6	9	1%	2%	2%
Adjoint technique 1ère classe	21	6	27	Agent de maîtrise	0	0	0	0%	0%	0%
Adjoint technique principal 1ère classe	29	111	140	Agent de maîtrise	1	1	2	3%	1%	1%
Adjoint technique 2ème classe	-	1	1	Agent de maitrise	-	0	0	-	0%	0%
Adjoint technique principal 2ème classe	174	167	341	Agent de maîtrise	2	5	7	1%	3%	2%
TOTAL	967	654	1621	TOTAL	27	13	40	3%	2%	2%

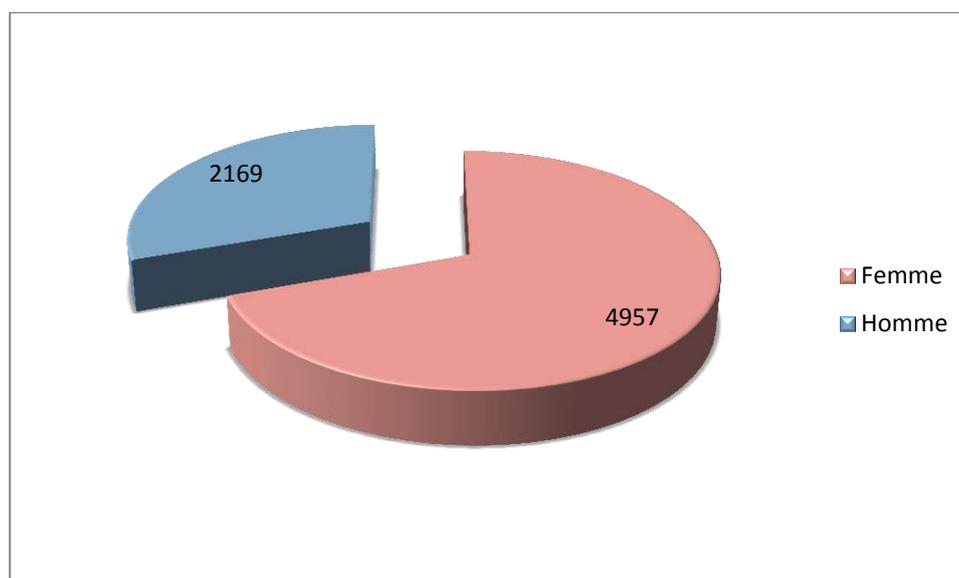
3 FORMATION, SUIVI DES PARCOURS PROFESSIONNELS

3.1 Agents partant en formation au moins une fois dans l'année

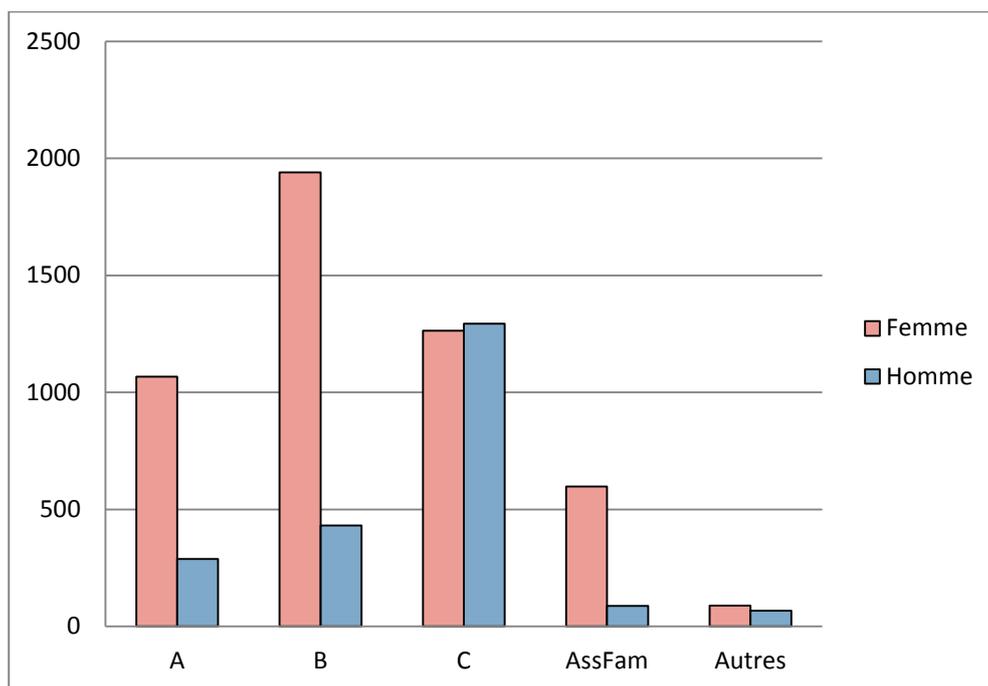
Le graphique ci-dessous montre le pourcentage d'agents étant partis en formation au moins une fois en 2016, avec une déclinaison par catégorie hiérarchique et genre.



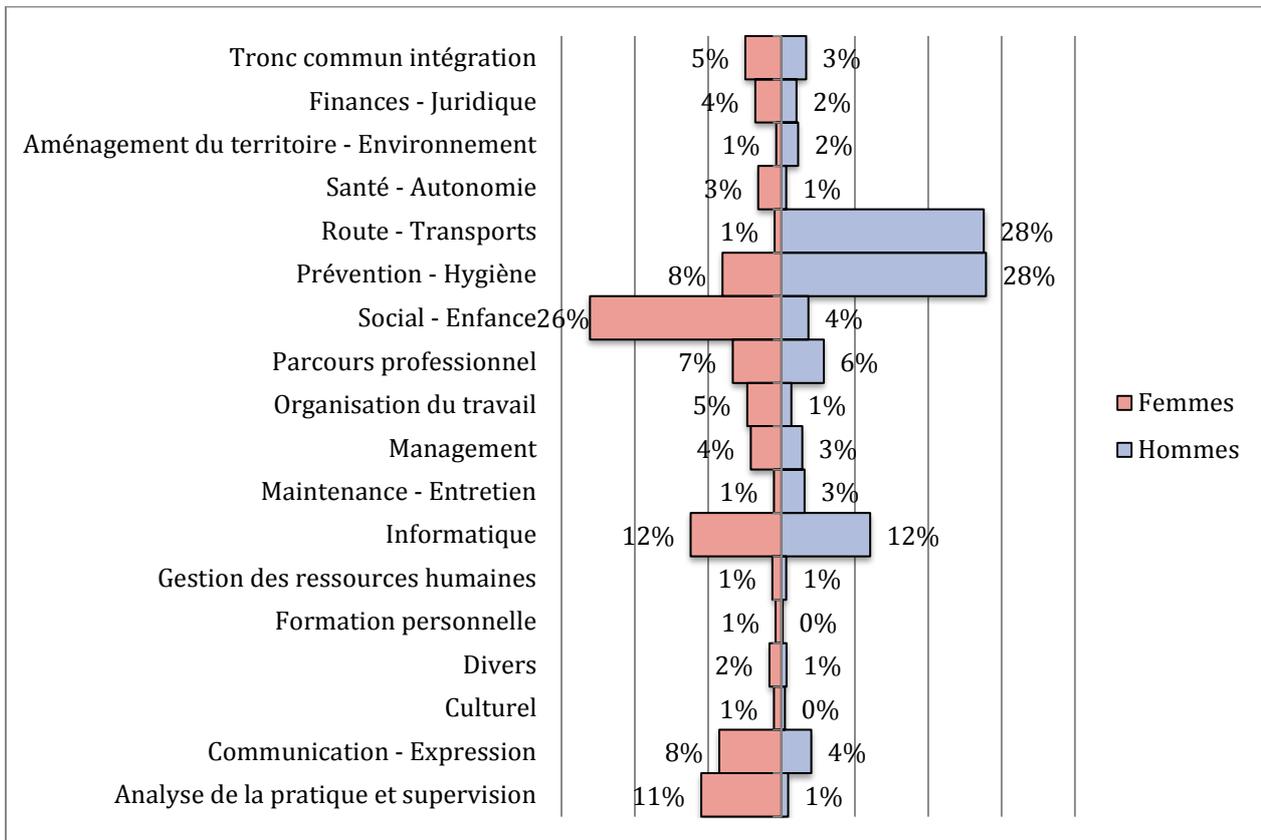
3.1.1 Répartition par genre du nombre de départs en formation



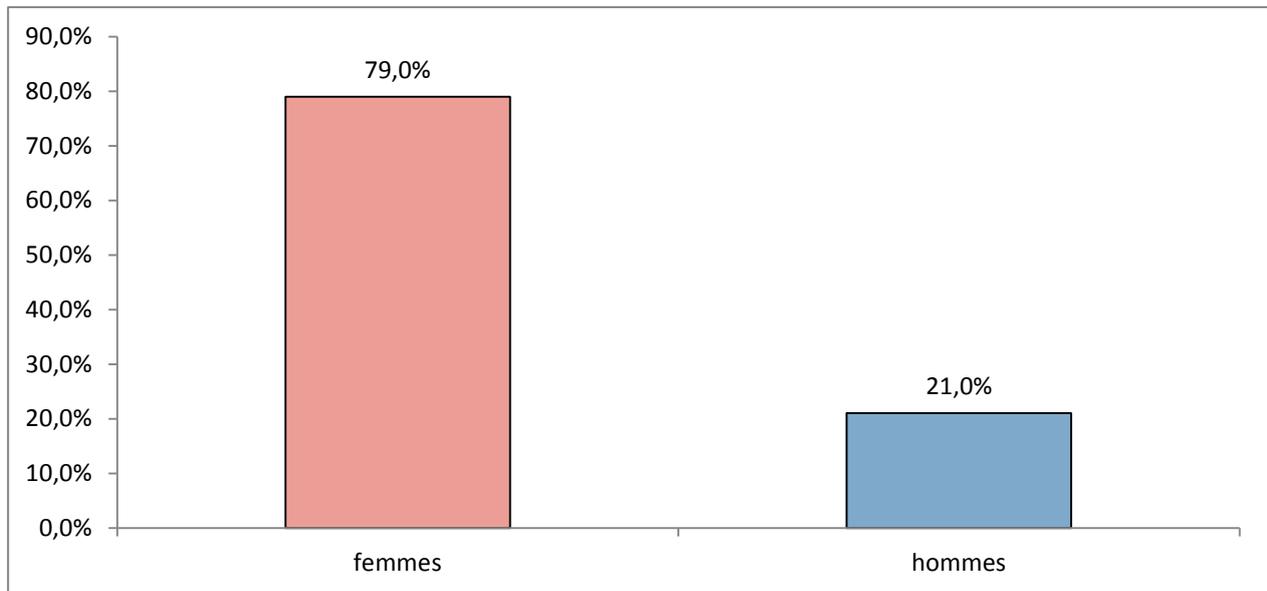
3.1.2 Répartition par genre et par catégorie des départs en formation



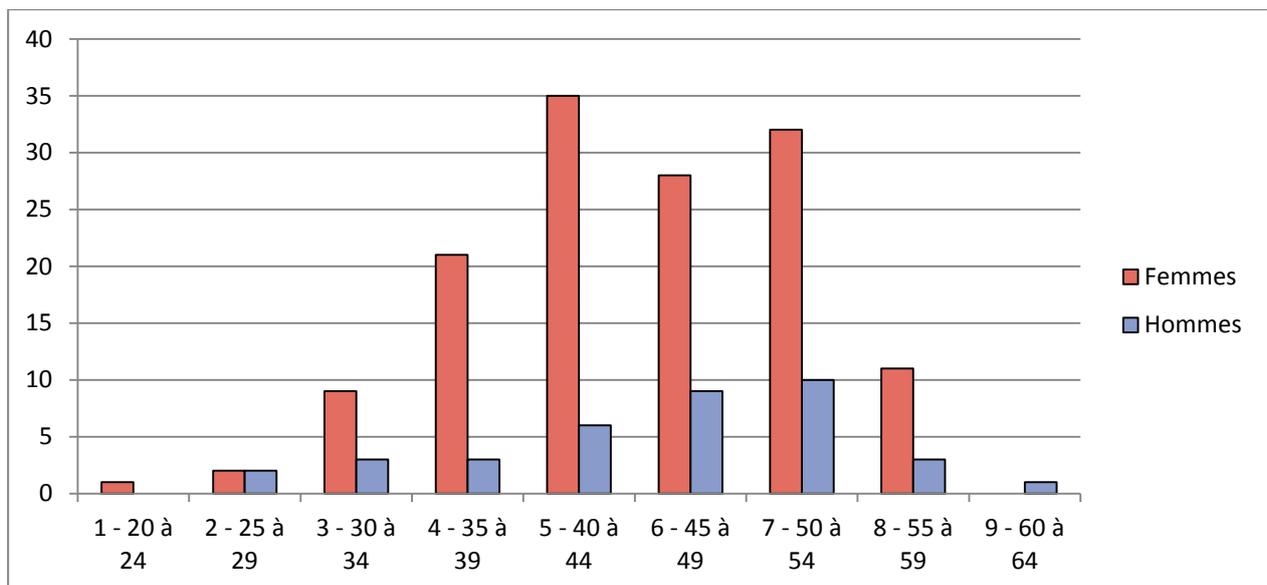
3.2 Répartition par thème et par genre des formations suivies (nombre de départs)



3.3 Répartition des agents reçus en entretien professionnel



3.4 Répartition femmes / hommes et par tranche d'âge des agents reçus en entretien professionnel



68% des agents reçus ont entre 40 et 54 ans. Ce nouvel indicateur sera suivi dans le temps pour pouvoir mesurer l'évolution potentielle.

4 REMUNERATION

4.1 Salaire mensuel net médian des agents titulaires

Pour obtenir le salaire net médian, on commence par trier les salaires des agents par ordre croissant (du plus petit au plus grand), puis l'on identifie le montant du salaire partageant les agents en deux populations distinctes : la première partie correspond à la moitié des agents percevant des salaires les plus bas et l'autre moitié correspond aux agents percevant les salaires les plus hauts.

4.1.1 Salaire mensuel net médian par catégorie 2016

Cat	Femmes		Hommes		Moyenne		écart H/F
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	
A+	48 096	4 008	61 740	5 145	51 996	4 333	28 %
A	33 336	2 778	38 004	3 167	34 440	2 870	14 %
B	27 852	2 321	28 188	2 349	27 888	2 324	1 %
C	20 076	1 673	23 004	1 917	21 012	1 751	15%
Moyenne pondérée	26 596	2 216	27 146	2 220	26 792	2 233	

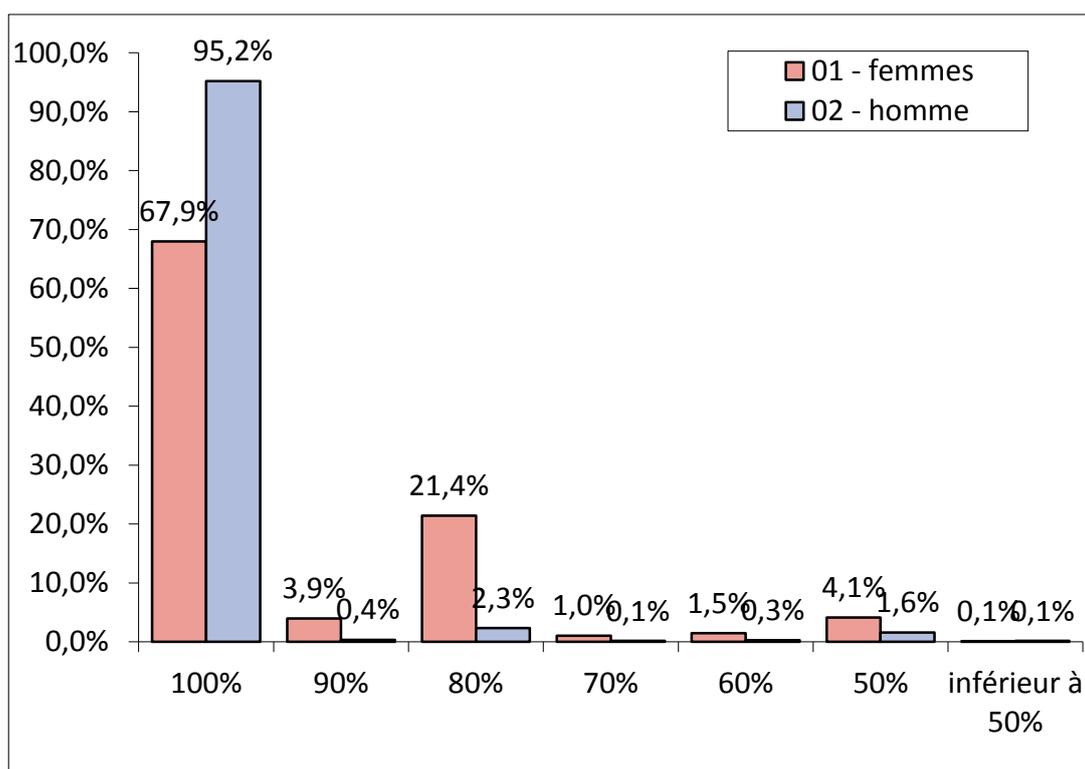
4.1.2 Salaire mensuel net médian par catégorie 2015

Cat	Femmes		Hommes		Moyenne		écart H/F
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	
A+	47 580	3 965	58 752	4 896	51 624	4 302	23%
A	32 820	2 735	37 668	3 139	33 948	2 829	15%
B	27 780	2 315	27 996	2 333	27 804	2 317	1%
C	20 064	1 672	23 220	1 935	21 024	1 752	16%
Moyenne pondérée	26 384	2 198	27 174	2 265	26 666	2 222	

5 TEMPS DE TRAVAIL

5.1 Répartition du temps de travail des agents en poste par genre

	100%	90%	80%	70%	60%	50%	inférieur à 50%	Vacataires et assist.familiaux	Total
Féminin	1 740	101	548	26	38	105	3	537	3 098
Masculin	1 343	5	33	2	4	22	2	71	1 482
Total	3 083	106	581	28	42	127	5	608	4 580

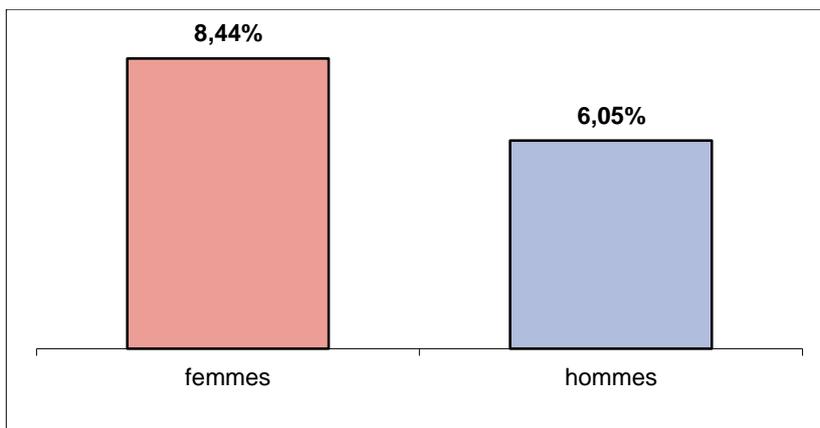


Lecture : hors assistants familiaux et vacataires, 67,9 % des femmes travaillent à plein temps

Historique : proposition de femmes travaillant à temps plein : 63% en 2011, 65% en 2012, 66.8% en 2014

5.2 Absentéisme hommes / femmes des agents permanents

5.2.1 Taux d'absentéisme hors maternité des agents permanents par genre



	Féminin	Masculin	Moyenne :
CMO	5,41%	3,16%	4,64%
CLM-CLD	1,94%	1,79%	1,89%
maternité	1,04%	0,05%	0,70%
Autoris. Absence	0,26%	0,15%	0,22%
Accident travail	0,51%	0,64%	0,56%
Maladie prof.	0,32%	0,30%	0,32%
Somme :	9,48%	6,10%	8,32%
Total hors maternité	8,44%	6,05%	7,62%

6 CONDITIONS DE TRAVAIL

Ce chapitre ne contient pas de chiffres spécifiques H/F.

7 DIALOGUE SOCIAL

Ce chapitre ne contient pas de chiffres spécifiques H/F.

8 PRESTATIONS SOCIALES

Ce chapitre ne contient pas de chiffres spécifiques H/F.

**

Politique : - Administration générale

Orientations du Département de l'Isère en faveur du droit à la formation des élus départementaux

*Extrait des délibérations
dossier N° 2017 BP 2018 F 32 03
Dépôt en Préfecture le : 20 déc 2017*

du 14 décembre 2017,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3123-10 à L.3123-14 et R.3123-9 à R.3123-19,

Vu les actions de formations mises en œuvre au sein du Département,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 F 32 03,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Daniel CHEMINEL au nom de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de valider, en vue de l'élaboration d'un futur plan de formation des élus dans le cadre de leur mandat, les orientations suivantes :

- Retenir les axes prioritaires de formation comme suit :
 - le statut et l'exercice du mandat de conseiller départemental ;
 - la nouvelle organisation territoriale, l'organisation et le fonctionnement de la collectivité et l'environnement territorial ;
 - les finances locales et procédures budgétaires ;
 - les technologies de l'informatique et communication ;
 - les procédures administratives et juridiques ;
 - les orientations stratégiques de la mandature ;
 - les formations spécifiquement liées à la délégation ;
 - les formations favorisant l'efficacité personnelle de l'élu.
- Privilégier des contenus et formats de formations adaptés aux besoins et contraintes des élus et notamment:
 - des formations individuelles à l'initiative de l'élu sur site lorsque cela est envisageable ;
 - des formations intra-collectivité qui permettent une meilleure adaptabilité de la formation à la spécificité de la collectivité (adapté au contexte local, etc.) ;
 - des sessions de formations au format court et modulable qui permettent aux élus de mobiliser leur temps ponctuellement sur des thèmes génériques fédérateurs ;
 - des formations tirant profit des nouvelles technologies (visio-formation, formation en ligne, etc.).

**

Politique : - Administration générale

Délégations de l'Assemblée départementale à la Commission permanente

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017,

dossier N° 2017 BP 2018 F 32 04

Dépôt en Préfecture le : 20 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 F 32 04,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3211-2 et L.3121-22 ;

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Daniel CHEMINEL au nom de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de déléguer à la Commission permanente, les attributions suivantes :
 - décider de la création de régies d'avances et de recettes, de leurs modalités d'organisation, de leur modification et de leur suppression ;
 - statuer sur les critères de répartition et d'éligibilité des aides extérieures, dotations et participations financières du Département ;
 - statuer sur toutes décisions concernant l'adaptation des orientations relatives à la lutte contre les déserts médicaux.
- d'approuver les modalités suivantes pour la mise en œuvre de ces délégations :
 - les délégations demeureront en vigueur tant qu'elles ne seront pas rapportées, et au plus tard jusqu'au renouvellement de la Commission permanente.
 - les délégations consenties n'ont pas pour effet de dessaisir l'Assemblée départementale des compétences déléguées, celle-ci pouvant donc toujours statuer dans les domaines visés par les délégations.

**

Politique : - Administration générale

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017

dossier n° 2017 C12 F 32 48

Dépôt en Préfecture le : 19 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 F 32 48,

Vu l'avis et l'amendement de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu l'article R.541-21 du code de l'environnement qui précise la constitution d'une commission consultative d'élaboration et de suivi du plan régional et de gestion des déchets ;

Vu le décret n°2017-236 portant création d'une commission locale des transports publics particuliers de personnes ;

Vu les articles L.315-10 et R.315-6 du code de l'action social et des familles.

DECIDE

D'actualiser les représentants du Département en :

- désignant Monsieur Robert Duranton en qualité de membre titulaire et Monsieur Daniel Cheminel en qualité de membre suppléant au sein de la commission consultative d'élaboration et de suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets,

- désignant Monsieur Jean-Claude Peyrin en qualité de membre titulaire et Madame Aurélie Vernay en qualité de membre suppléant au sein de la commission locale des transports publics particuliers de personnes,

- élisant Madame Sandrine Martin-Grand, Présidente du Conseil d'administration des établissements publics « Le Chemin », « Le Charmeyran » et « Les Tisserands ».

- désignant Madame Anne Gérin en qualité de membre titulaire, en remplacement de Madame Laura Bonnefoy et Madame Frédérique Puissat, en remplacement de Madame Sandrine Martin-Grand, au sein des conseils d'administration des trois établissements publics précités.

- désignant Monsieur Didier Rambaud membre :

▪ de la commission action sociale, solidarités (A), en remplacement de Monsieur Erwann Binet ;

▪ de la commission développement, tourisme, montagne, forêt, agriculture (B), en remplacement de Monsieur Erwann Binet.

- désignant Madame Sylviane Colussi membre de la commission collègues, jeunesse, sport (D), en remplacement de Monsieur Didier Rambaud.

- désignant Monsieur Erwann Binet membre :

▪ de la commission culture, patrimoine, coopération décentralisée (E) en remplacement de Monsieur Didier Rambaud ;

▪ de la commission finances, ressources humaines, moyens généraux (F), en remplacement de Madame Sylviane Colussi.

- autorisant Madame Sandrine Martin-Grand à présenter sa candidature au poste de Présidente de la SEM VFD en remplacement de Monsieur Pierre Gimel et ainsi à devenir porteur de parts du Département.

L'absence de Monsieur Gimel n'étant que temporaire, l'autorisation visée à l'alinéa précédent :

▪ Ne fait pas perdre à Monsieur Pierre Gimel son rôle de représentant du Département au sein de la SEM, il en demeure ainsi mandataire et administrateur ;

▪ Ne fait pas obstacle à ce que Monsieur Pierre Gimel redevienne Président de la SEM à son retour. Il est donc par la même occasion autorisé, à son retour, à présenter sa candidature au poste de Président de la SEM, à être porteur de parts du Département et à bénéficier à ce titre d'une indemnité maximale de 2000 €.

I – CONTEXTE

Obligatoire / base légale : Décret n°2017-238 du 24/02/2017

Représentation Assemblée

Engagement contractuel / décret CP

Représentation Président

Facultative (DADU)

II – ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Il est créé dans chaque département une commission consultative dénommée commission locale des transports publics particuliers de personnes. Elle établit chaque année un rapport concernant l'état de son activité et de l'évolution du secteur transports publics particuliers de personnes dans le périmètre de son ressort géographique. Ce rapport peut aborder la satisfaction sur le plan quantitatif et qualitatif de la demande de transports publics particuliers de personnes en complémentarité, le cas échéant, avec les transports publics collectifs ; l'équilibre en l'état de l'offre du réseau ; les offres de formation des conducteurs et les statistiques d'accès aux professions de conducteurs ; le respect de la réglementation nationale ; la représentativité des différents engagements représentant les professionnels. Ce rapport est transmis à l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes avant le 1^{er} juillet de chaque année.
- **Composition et fonctionnement**
 - Cette commission est présidée par le Préfet de département ou son représentant,
 - La durée de mandat des membres est de 1 an,
 - Cette commission fonctionne à l'initiative soit le 1^{er} collège des représentants des collectivités territoriales composé de membres élus par le ou la collectivité d'autorité organisatrice ou d'autorité chargée de définir la politique de planification de déplacement. Le nombre de membres du collège est égal à celui du collège de l'Etat.

III – HISTORIQUE

Cette commission remplace la commission départementale des taxis et voitures de petite venue instituée par le décret du 13 mars 1986.

Il faut désigner un membre titulaire et un membre suppléant pour siéger au sein de la commission plénière et constituée dans le collège des collectivités territoriales.

**

DIRECTION PERFORMANCE ET MODERNISATION DU SERVICE AU PUBLIC

Politique : - Sécurité

Avis du Département sur le projet de plan de prévention des risques technologiques des établissements VENCOREX et ISOICHEM sur la commune de Le-Pont-de-Claix

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier N°2017 C12 C 28 37

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 C 28 37,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

D'émettre un avis favorable sur le projet de règlement de PPRT des établissements ISOICHEM et VENCOREX tel que soumis à consultation apporte les deux remarques suivantes :

1. Il est prescrit pour chacune des zones R, r, B et b dans la partie projets existants (PE) conditions d'exploitation, aux gestionnaires de voiries de maintenir ou compléter la signalisation par « des dispositifs permanents informant les usagers avant les entrées et sorties dans la zone du risque technologique présent, et de la façon de se comporter vis-à-vis de ce risque de manière générale et en cas d'alerte, notamment de ne pas séjourner inutilement dans la zone concerné ».

Le Département demande, au regard des différents aléas et des risques induits que cette règle soit travaillée en commun avec les différents gestionnaires de réseaux concernés et les services de l'Etat afin de garantir lisibilité et pertinence. Exemple : regrouper en un périmètre unique les zones R, r, B et b avec un panneau d'information à l'entrée et un à la sortie sur le risque industriel et une seule consigne, ne pas séjourner inutilement dans cette zone et évacuer rapidement en cas d'alerte.

2. Il est prescrit pour chacune des zones R, r, B et b dans la partie protection des populations (PP), mesures relatives à l'exploitation que : « dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT, les gestionnaires de voiries doivent prendre des dispositions interdisant aux usagers de rentrer dans le périmètre d'exposition aux risques et permettant aux usagers présents sur les voies une sortie rapide du périmètre d'exposition aux risques en cas d'alerte. »

Le Département demande que cette prescription soit complétée par les éléments suivants : « La définition des mesures et leur mise en œuvre seront décrites à l'occasion de la révision du Plan particulier d'intervention concernant les établissements à l'origine des risques.»

**

DIRECTION DES MOBILITES

Politique : - Transports

Programme(s) : - 2006P008 (op SEM VFD)

- réseau Transisère

Cession des actions du Département dans la SEM VFD

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017,

dossier N° 2017 BP 2018 C 10 01

Dépôt en Préfecture le : 22 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 C 10 01,

Vu l'avis de l'intercommission,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Jean-Claude PEYRIN au nom de l'intercommission,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Après avoir pris connaissance de l'avis de la commission VFD réunie le 12 décembre dernier, et de l'Inter-commission réunie le 13 décembre dernier et ayant entendu le représentant de CFTR :

- d'approuver le choix de la société Compagnie française de transports régionaux (CFTR) comme acquéreur de la totalité des actions détenues par le Département dans le capital de la SEM VFD ;
- de donner pouvoir au Président pour négocier et finaliser les conditions de la cession et actes afférents ;
- de donner délégation à la commission permanente pour approuver les actes de cession dès lors que l'agrément de cession aura été délivré par le Conseil d'administration de la SEM.

Note d'information sur le projet d'acquisition des actions détenues par le Département de l'Isère dans le capital social de la SEM VFD

Parties à l'opération

Le Département de l'Isère

La Compagnie française des transports régionaux (CFTR)

La SEM VFD

Opération envisagée

1°/ Le Département détient 1 224 453 actions représentant 81,22 % du capital et de droits de vote de la SEM VFD.

2°/ Les actions privées composant le capital de la SEM VFD sont pour leur part actuellement réparties entre Keolis (15 %) et le Crédit agricole (3,78 %) du capital social.

3°/ La SEM VFD a pour objet statutaire actuel : « *l'exploitation de tout réseau de transport public de voyageurs et notamment, le réseau de transport public relevant de la compétence du Département de l'Isère, ainsi que toutes activités connexes ou accessoires* ».

4°/ L'assemblée départementale, dans le contexte de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015, du transfert à la Région de la compétence en matière de transport interurbain et scolaire, a acté par délibération du 25 mars 2016 le principe de cession de la totalité des actions détenues par le Département de l'Isère dans le capital de la SEM VFD.

Dans ce contexte, le Département a notamment procédé à une consultation publique, afin de mettre en concurrence les acquéreurs.

5°/ CFTR a manifesté auprès du Département son intérêt pour l'acquisition des actions du Département dans la SEM, par la transmission le 30 novembre 2017 d'une offre ferme d'achat des actions du Département dans le capital de la SEM VFD.

Modalité de la cession envisagée

1°/ Le Département céderait à CFTR le jour de la cession une participation représentant 81,22 % du capital de la SEM VFD.

2°/ CFTR aura la pleine propriété des actions à la date de la réalisation.

3°/ De fait, la société perdra son statut de société d'économie mixte au profit d'un statut de droit privé.

Information sur le projet de CFTR

Périmètre de l'offre

CFTR est disposée à acquérir 100 % du capital et des droits de vote de la société. En la circonstance l'offre ferme adressée au Département, objet de la présente information, porte sur le rachat de la totalité des actions détenues par le Département.

Adossement à un groupe privé indépendant, solide et complémentaire

CFTR est la société dédiée au développement et à la gestion d'activités de transports publics en France agissant pour le compte de Cube. Son siège est à Paris 8^{ème}, au 30 rue d'Astorg. CFTR se positionne comme le partenaire stratégique et financier de long terme des sociétés qu'elle accompagne. Cette opération participe d'un projet de croissance en France.

S'appuyant sur sa longue expérience en matière d'investissement dans le service aux collectivités locales, comprenant en particulier du transport public de voyageurs, Cube est devenu au cours des dernières années, un acteur significatif du transport en Europe du Nord et de l'Ouest, participant activement au développement de ses filiales et participations en Suède, en Norvège, au Danemark, aux Pays Bas, en Belgique et en Allemagne.

Cube est géré par la société de gestion Cube IM, dont les 4 Directeurs Associés ont, au-delà de leur compétence d'investisseurs en fonds propres, l'expérience d'industriels des secteurs ciblés et la compréhension des enjeux de la gestion et du développement d'activités régulées pour les collectivités publiques.

Un projet stratégique et industriel ambitieux pour VFD

CFTR considère les atouts de VFD : Des professionnels des transports publics disposant de l'ensemble des compétences métiers au sein de l'entreprise ; un solide ancrage territorial en Isère et une légitimité sur la nouvelle Région Auvergne-Rhône Alpes ; une capacité démontrée à surmonter les évolutions du métier.

CFTR a pour VFD les objectifs suivants :

- Achever la migration de VFD vers le secteur compétitif pour assurer la pérennité de l'entreprise et des emplois.
- Industrialiser ses capacités de réponses aux appels d'offres pour dédramatiser la mécanique des renouvellements de contrats.
- Renouveler et rajeunir la flotte dans des conditions financières saines pour une croissance profitable.

En cas d'issue positive à l'offre de CFTR, les VFD deviendraient la société régionale de CFTR pour la nouvelle Région Auvergne/Rhône-Alpes, sous statut entièrement privé.

Rapidité d'exécution

La plateforme Transport Public de Cube s'est constituée sous l'égide de Jérôme Jeuffroy, qui dispose d'une longue expérience du secteur du transport en Europe, ayant joué un rôle essentiel dans le développement et le management du groupe Veolia Transport. Au sein de Cube, Jérôme Jeuffroy supervise notamment 4 entreprises de transports publics significatives et a initié plusieurs autres projets similaires dans ce secteur.

Pour son développement en France, CFTR s'appuie en outre sur la connaissance approfondie du marché de Stéphane Guenet, précédemment Directeur Général Adjoint France au sein de Transdev et sur une équipe d'investissement aguerrie, ayant exécuté avec succès des transactions similaires dans le secteur à l'étranger : acquisitions de Boreal Transport - Norvège, Hansea - Belgique, Umove – Danemark, Netinera – Allemagne.

Directeur général de CFTR, Stéphane Guenet pilote la reprise de VFD. Professionnel du transport public de voyageurs en France, il fut notamment directeur régional Nord Ouest de Veolia Transport, puis directeur général adjoint France de Veolia Transdev. Il est aussi le président fondateur du cabinet MEET, spécialisé dans la « mobilité publique ». Au contact des collectivités, à l'écoute des professionnels, attentif aux évolutions des besoins, c'est un co-producteur de solutions mobilité au service des habitants.

Cube est disposé à mobiliser les moyens internes et conseils externes nécessaires pour assurer un déroulement rapide de la transaction.

Conséquence sociale du rachat des actions

La cession des actions à CFTR engendrera une modification de son statut, de société d'économie mixte, elle deviendra une société de droit privé.

L'entité VFD conservera sa personnalité morale et son siège social en Isère.

Le transfert des actions n'emporte pas en soi de modification des instances représentatives des personnels, ni de modification des contrats et conditions de travail des salariés de l'entreprise.

Valorisation du capital humain

Cube se positionne comme le partenaire stratégique et financier de long terme des sociétés dans lesquelles il investit, et de leurs dirigeants. L'achat des actions par CUBE via CFTR participe d'un projet de croissance en France et dans un certain nombre de pays d'Europe, dans lesquels les équipes de VFD auront toute leur place et l'opportunité de contribuer au développement d'une plateforme fédérant des acteurs indépendants de qualité, sans recouvrement géographique d'activités ou redondance fonctionnelle conduisant à des rationalisations et réduction d'effectifs.

Minimisation du risque d'exécution

Cube est un des leaders privés européens de transport public réalisant un chiffre d'affaires de 1,3 Md € (2017) ; 10 200 emplois, 3 300 bus et cars, 340 trains, 40 ferries.

CUBE est en mesure de financer l'intégralité de la transaction en fonds propres.

Cube n'anticipe par ailleurs aucun obstacle particulier du point de vue réglementaire ou de l'Autorité de la Concurrence, n'ayant pas d'activité dans les transports en France.

Calendrier prévisionnel de la cession

5 décembre 2017 :

Conseil d'administration SEM VFD actant les modalités d'information – consultation du CE

12 décembre 2017 :

Réunion de la Commission VFD

13 décembre 2017 :

Réunion de l'inter-commission : audition de CFTR et avis sur l'offre CFTR

14 décembre 2017 :

Délibération du Département :

- approuvant le choix de la société Compagnie française de transports régionaux (CFTR) comme acquéreur de la totalité des actions détenues par le Département dans le capital de la SEM VFD ;
- donnant pouvoir au Président pour négocier et finaliser les conditions de la cession et actes afférents ;
- donnant délégation à la Commission permanente pour approuver les actes de cession dès lors que l'agrément de cession aura été délivré par le Conseil d'administration de la SEM.

1^{er} trimestre 2018 :

- Avis du Comité d'entreprise ;
- Conseil d'administration de la SEM : décision d'agrément de cession au vu de l'avis du Comité d'entreprise ;
- Délibération de la Commission permanente approuvant les actes de cession ;
- Assemblée générale extraordinaire des actionnaires actant la modification des statuts, la désignation d'un nouveau Conseil d'administration.

**

SERVICE ACTION TERRITORIALE

Limitation de vitesse sur la R.D 518 entre les P.R. 72+170 et 72+515 sur le territoire de la commune de Saint-Vérand hors agglomération

Arrêté n°2017-10547 du 04 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-3, R. 411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature;

Considérant que les caractéristiques géométriques défavorables de la RD518 et la vitesse excessive pratiquée par les usagers de la route rendent nécessaire la mise en place d'une limitation de vitesse afin d'assurer une meilleure sécurité des usagers et des riverains ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête:

Article 1 :

Toutes dispositions contraires aux règles imposées au lieu concerné par le présent arrêté et prises par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 2:

La vitesse de tous les véhicules est limitée à 70 km/h sur la R.D. 518, section comprise entre les P.R. 72+170 et 72+515, sur le territoire de la commune de Saint-Vérand, hors agglomération.

Article 3:

La signalisation réglementaire sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par le service aménagement de la Direction territoriale Sud-Grésivaudan.

Article 4:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5:

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant-Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont copie sera transmise au Maire de Saint-Vérand.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Mise en service temporaire du grand tunnel du Chambon sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+467 et 47+420 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération.

Arrêté n°2017-10762 du 11 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. 1091 dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Vu la Directive 2004/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté départemental n°2010-7675 du 27 septembre 2010 interdisant la circulation de transports de matière dangereuse sur la RDGC 1091 ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-6505 du 16 août 2017 portant réglementation de la circulation sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+400 et 48+800 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2015 portant réglementation de la route de secours en rive gauche du lac du Chambon, sur les communes de Mizoën et Mont-de-Lans ;

Vu l'arrêté préfectoral portant autorisation de mise en exploitation temporaire du grand tunnel du Chambon en date du 11 décembre 2017 ;

Considérant que la route de route de secours située en rive gauche du lac du Chambon a dû être fermée à toute circulation du fait d'un fort risque avalancheux, que par conséquent, le tunnel du Chambon doit être à nouveau ouvert à la circulation des usagers selon les modalités suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté 2017-6505 portant réglementation de la circulation sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+400 et 48+800 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération ;

Article 2 : Mise en service

A compter du 11 décembre 2017 et jusqu'au 13 décembre 2017, le grand tunnel du Chambon situé sur la section de la route départementale 1091 entre les PR 46+467 et PR 47+420, hors agglomération, est mis en circulation de 06h à 09h et de 17h à 21h.

Sur cette section, les règles de circulations sont les suivantes :

- Les véhicules de transport de marchandises dont le P.T.A.C est supérieur à 3,5T ne sont pas autorisés à circuler sur cette section. Ils doivent donc emprunter l'itinéraire de déviation suivant :
 - Ces véhicules circulant en direction de Briançon doivent suivre l'itinéraire empruntant la RN 85 depuis Vizille (Isère) en direction de Gap, via La Mure, le col Bayard et Gap puis la R.N. 94 en direction de Briançon sauf pour les véhicules dont le P.T.A.C est supérieur à 26T non munis de dispositif ralentisseur homologué indépendant des freins de secours et des freins de service (interdits de la limite 38/05 à Gap).
 - Ces véhicules en provenance de Briançon, et circulant en direction de Grenoble, doivent suivre la R.N. 94 via Gap (Hautes-Alpes) puis la R.N. 85 en direction de Grenoble, via le col Bayard et La Mure, sauf pour ceux dont le P.T.A.C est supérieur à 7,5T qui doivent emprunter, depuis la R.N. 85 à la Mure, la R.D. 529 via Saint-Georges-de-Commiers.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux véhicules d'urgence et de sécurité, de la gendarmerie, de secours et de lutte contre l'incendie, ainsi qu'aux véhicules du Département intervenant sur la voirie, aux véhicules assurant le transport scolaire de la desserte des communes de la Grave et de Villar d'Arène ou d'entreprises missionnées par le Département pour la réalisation de travaux d'urgence sur la voirie ou dans le tunnel.

La circulation des véhicules de transport de matières dangereuses est interdite,

La circulation de tout véhicule est interdite lorsque les 2 feux rouges clignotants de type R24 implantés au PR 46+335 et PR 47+560 sont activés.

Plus spécifiquement, à l'intérieur du tunnel, entre les PR 46+467 et 47+320 :

- La vitesse de tout véhicule est limitée à 50km/h dans les 2 sens de circulation ;
- Le dépassement de tout véhicule est interdit ;
- La circulation des cycles est interdite ;
- Une distance de sécurité de 50m minimum entre chaque véhicule est obligatoire ;

Article 3 : Signalisation routière et information des usagers

La signalisation réglementaire est fournie, mise en place, entretenue par le Département de l'Isère.

L'information des usagers est organisée par le biais de messages sur panneaux à messages variables (P.M.V.) et de panneaux d'informations aux usagers.

Article 4 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et transmis au représentant de l'Etat dans le département.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 : Ampliations

Le Directeur général des Services du Département de l'Isère,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations les concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 531 du PR 16+22 au P.R.21+22 sur le territoire des communes de Choranche et Rencurel hors agglomération.

Arrêté n°2017-10764 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'avis favorable du Département de la Drôme en date du 27 novembre 2017 ;

Considérant qu'à la suite d'éboulements, il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules selon les dispositions indiquées dans les articles suivants ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation est temporairement règlementée sur la R.D. 531 du PR 16+22 au PR 21+22, dans les conditions définies ci-après.

Les entreprises et les agents du Département intervenant sur l'évènement ne sont pas assujettis à cette restriction.

A partir du mardi 12 décembre 2017, la circulation est interdite, dans les 2 sens de circulation, à tous les véhicules y compris ceux non motorisés et aux piétons,

Une déviation est mise en place :

- Pour tous les véhicules de hauteur inférieure à 3,5 m, déviation depuis Pont-en-Royans par la RD 518, 103 A, 103, via Sainte-Eulalie-en-Royans, Saint-Martin-en-Vercors et Saint-Julien-en-Vercors.
- Pour les véhicules de hauteur supérieure à 3.5 m, déviation par la RD 1532 via Saint-Just-de-Claix, Saint-Romans, Izeron, Cognin-les-Gorges, Rovon, Saint-Gervais, Saint-Quentin-sur-Isère, Veurey-Voroize, Noyarey, puis la RD 531 via Sassenage, Engins, Lans-en-Vercors, Villard-de-Lans.

La surveillance temporaire de l'évènement est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation, à savoir la direction territoriale du Sud-Grésivaudan.

La signalisation temporaire directionnelle de la déviation est à la charge du Département.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation sont assurées pour l'entreprise désignée par le maître d'ouvrage.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 3 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants:

- o Les Communes de Rencurel, Choranche, Sainte-Eulalie-en-Royans, Saint-Martin-en-Vercors, Saint-Julien-en-Vercors, La-Chapelle-en-Vercors, Pont-en-Royans, Saint-Just-de-Claix, Saint-Romans, Izeron, Cognin-les-Gorges, Rovon, Saint-Gervais, Saint-Quentin-sur-Isère, Veurey-Voroize, Noyarey, Sassenage, Engins, Lans-en-Vercors, Villard-de-Lans ;
- o Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) ;
- o Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38) ;
- o Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère ;
- o La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Isère ;
- o La Préfecture de l'Isère (SIDPC) ;
- o Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;
 - Directions territoriales du Vercors et du Sud-Grésivaudan
- o Le service départemental d'incendie et de secours de la Drôme (SDIS26)
- o Le service d'aide médical urgente de la Drôme (SAMU26)
- o Le groupement de gendarmerie de la Drôme
- o La Préfecture de la Drôme
- o Le Département de la Drôme

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+400 et 48+800 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération.

Arrêté n°2017-10803 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. 1091 dans la nomenclature des voies à grande circulation;

Vu l'arrêté préfectoral des Hautes-Alpes 2008/331/1 en date du 28 novembre 2008 ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-10762 du 11 décembre 2017 mettant en service de manière provisoire le tunnel ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Considérant que, pendant la poursuite des travaux de génie civil et d'équipements de sécurité dans le tunnel du Chambon, et, pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD1091 entre le PR 46+400 et le PR 48+800 selon les dispositions suivantes

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 2017-10762 portant sur la mise en service provisoire du tunnel du Chambon.

Article 2 : Réglementation

La circulation de tous les véhicules est temporairement interrompue dans les deux sens de circulation sur la route départementale R.D. 1091 classée à grande circulation, entre le PR 46+400 et le PR 48+800 (grand tunnel du Chambon)

Ce présent arrêté sera abrogé par celui autorisant l'ouverture définitive à la circulation du tunnel du Chambon.

Article 3 : Déviations

Pendant la période de fermeture à la circulation, une déviation est mise en place comme suit :

- Les usagers circulant en direction de Briançon devront suivre l'itinéraire empruntant la RN 85 depuis Vizille (Isère) en direction de Gap, via La Mure, le col Bayard et Gap puis la RN94 en direction de Briançon sauf pour les PL supérieurs à 26T non munis de dispositif ralentisseur homologué indépendant des freins de secours et des freins de service (interdits de la limite 38/05 à Gap).

- Les usagers en provenance de Briançon, et circulant en direction de Grenoble, devront suivre la RN 94 via Gap (Hautes Alpes) puis la RN 85 en direction de Grenoble, via le col Bayard et La Mure, sauf pour les PL supérieurs à 7,5T et autocars non autorisés qui devront emprunter, depuis la RN 85 à la Mure, la RD 529 via Saint-Georges-de-Commiers.
- Les véhicules bénéficiant d'une autorisation tels que stipulés dans l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015, pourront emprunter la déviation locale par la RS 1091.

Article 4 : Signalisation routière et information des usagers

La signalisation réglementaire temporaire sera mise en place, entretenue et déposée par le service aménagement de la direction territoriale de l'Oisans.

L'information des usagers sera organisée par le biais de messages sur panneaux à messages variables (P.M.V.) et de panneaux d'informations aux usagers.

Article 5 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et transmis au représentant de l'Etat dans le département.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de signature et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 6 : Ampliations

M. le Directeur général des Services du Département de l'Isère,

M. le Directeur général des Services du Département des Hautes Alpes,

M. le Directeur de la Coordination Territoriale et de la Gestion Routière du Département des Hautes Alpes,

MM. les Directeurs des Territoires de l'Oisans et de la Matheysine du Département de l'Isère,

M. le Directeur de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée,

Mme la Directrice de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est,

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes Alpes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- M. le Préfet de l'Isère,
- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère,
- Mme la Directrice Départementale des Territoires de l'Isère,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Isère,
- M. le Directeur du SAMU de l'Isère,
- M. le Directeur du Territoire de la Matheysine du Département de l'Isère,
- MM. les chefs de service du Département de l'Isère (Poste de commandement PC Itinisé, Service Expertise Routes),
- M. le Préfet des Hautes Alpes,
- M. le Directeur Départemental des Territoires des Hautes-Alpes,
- M. le Président du Département des Hautes-Alpes,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Hautes-Alpes,
- M. le Directeur du SAMU des Hautes-Alpes,
- Mme la Directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L.),
- M. le Directeur de la DIR de Zone Centre Est,
- M. le Directeur de la DIR de Zone Méditerranée,
- M. le Directeur de la société d'AREA,
- M. le Président du Syndicat des Transporteurs routiers,

- M. le Président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Isère,
- MM. les Maires et les Directeurs et Directrices des services des communes de Mizoën, Bourg-d'Oisans, Venosc, Mont-de-Lans, Le-Freney-d'Oisans, Auris-en-Oisans, La Grave et Villar-d'Arène.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations les concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

**

Mise en service du grand tunnel du Chambon sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+467 et 47+420 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération.

Arrêté n°2017-10952 du 15 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. 1091 dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Vu la Directive 2004/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental 2010-7675 interdisant la circulation de transports de matière dangereuse sur la RDGC 1091 ;

Vu l'arrêté du Département des Hautes-Alpes du 6 janvier 2011 portant interdiction de la circulation des poids lourds de plus de 26 tonnes sur la RDGC 1091 ;

Vu l'arrêté 2017-6505 portant réglementation de la circulation sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+400 et 48+800 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral 38-2017-12-14-003 portant autorisation de l'exploitation du tunnel en date du 14 décembre 2017 ;

Vu l'arrêté départemental n°2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Considérant la mise en service définitive du grand tunnel du Chambon dans le cadre des travaux de mise en sécurité ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 2017-10803 portant réglementation de la circulation sur la R.D. 1091 classée à grande circulation entre les P.R. 46+400 et 48+800 sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération et l'arrêté 2010-7675 portant

réglementation de la circulation des Transports de Marchandises Dangereuses sur la R.D. n°1091 entre les P.R.46+251 (carrefour avec la RD25) et 51+1486 (limite avec le Département des Hautes Alpes) sur le territoire de la commune de Mizoën hors agglomération.

Article 2 : Mise en service

A compter du 15 décembre 2017 à 12H, le grand tunnel du Chambon situé sur la section de la route départementale 1091 entre les P.R. 46+467 et 47+420, hors agglomération, est mis en circulation.

La vitesse de tout véhicule est limitée à 70km/h dans les 2 sens de circulation ;

Le dépassement de tout véhicule est interdit ;

Une distance de sécurité de 50m minimum entre chaque véhicule est obligatoire ;

La circulation de tout véhicule est interdite lorsque les feux rouges clignotants de type R24 sont activés.

Article 3 : Interdictions et dérogations

Transport de matières dangereuses :

La circulation des véhicules transportant des marchandises dangereuses dont le code de restriction est B, C, D, E (selon l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, amendements apportés en 2007 et 2009), est interdite dans les deux sens sur la R.D. 1091 entre le P.R.46+ 251 (carrefour avec la RD25) et le PR 52+486 (limite avec le Département des Hautes Alpes) sur le territoire de la commune de Mizoën, hors agglomération.

Le Grand tunnel du Chambon, situé sur ce secteur est donc classé en catégorie E, ce qui autorise uniquement le passage des Transports de Matières Dangereuses sans code de restriction en tunnel (numéros ONU 2919, 3291, 3331, 3359, 3373).

Cette interdiction ne s'applique pas aux transports de matières dangereuses (indépendamment de leur code de restriction) assurant la desserte locale (lieu de chargement ou de déchargement) ou ayant leur garage habituel, le siège ou une succursale de leur entreprise sur les cinq communes riveraines, de Mizoën, de Mont-de-Lans, du Freney-d'Oisans, de Villar-d'Arène et de La Grave. Le Département de l'Isère informera annuellement les transporteurs de matières dangereuses potentiellement concernés par cette dérogation de desserte locale, des périodes de fort trafic et horaires de circulation de transports en commun, qu'ils devront éviter.

Poids-lourds de plus de 26 tonnes :

La circulation des véhicules dont le P.T.A.C est supérieur à plus de 26 tonnes est interdite.

Cette interdiction ne s'applique pas :

aux véhicules de secours et de services publics, aux transports en commun.

Aux véhicules bénéficiant de dérogations précisées dans l'arrêté du Département des Hautes-Alpes en date du 6 janvier 2011.

Article 3 : Signalisation routière et information des usagers

La signalisation réglementaire est fournie, mise en place, entretenue par le Département de l'Isère.

Article 4 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et transmis au représentant de l'Etat dans le département.

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 : Ampliations

Le Directeur général des Services du Département de l'Isère,

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont ampliation est transmise à :

Le Directeur général des Services du Département des Hautes-Alpes,

La Préfecture de l'Isère ;

La Préfecture des Hautes-Alpes ;

Les communes de Mizoën, Bourg-d'Oisans, Venosc, Mont-de-Lans, Le-Freney-d'Oisans, Auris-en-Oisans, La Grave et Villar-d'Arêne.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations les concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

**

Mise en service d'une section de la RD45 du PR 0+580 au PR 1+370 comprenant le pont sur l'Isère sur le territoire des communes de Saint-Quentin-sur-Isère et Tullins , hors agglomération.

Arrêté n°2017-11176 du 19/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT

Vu le code de la route et notamment ses articles, R.411-5, R411-7, R.411-25 à R.411-28, R.415-8, R.415-10 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2008-8600 portant réglementation de la circulation des voies vertes départementales situées sur les digues de l'Isère et du Drac

Vu l'arrêté départemental n° 2016-6755 du 18 août 2016 portant délégation de signature ;

Considérant la construction du nouveau pont franchissant l'Isère reliant les communes de Saint-Quentin-sur-Isère et Tullins et le raccordement des anciennes et nouvelles voies sur la RD 45

Considérant que la mise en priorité de cet itinéraire contribue fortement à améliorer la sécurité des usagers de l'ensemble des voies à ses intersections ;

Sur proposition du Directeur général des services du département de l'Isère,

Arrête :

Article 1 :

A compter du 22 décembre 2017, la section de la RD 45 comprise entre le PR 0+580 et le PR 1+370 sur le territoire des communes de Saint-Quentin-sur-Isère et Tullins, hors agglomération et dotée d'une bande cyclable conseillée unidirectionnelle de chaque côté de la voie, est mise en service.

Article 2 :

- A l'intersection formée par la route départementale (R.D.) 45 et l'accès à la rive droite de la Morge :

Cet accès étant privé, toute circulation est interdite sauf pour les véhicules ayant une autorisation. La circulation des piétons et des cyclistes est tolérée aux risques et périls des éventuels usagers.

- A l'intersection formée par la route départementale (R.D.) 45 et l'accès à la station d'épuration :

Les usagers circulant sur l'accès à la station d'épuration devront marquer un temps d'arrêt devant la ligne d'effet de «stop». Ils devront ensuite céder le passage aux usagers circulant sur la R.D. 45 et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

- A l'intersection formée par la route départementale (R.D.) 45 et l'accès aval à la voie verte et à l'intersection formée par l'accès à la station d'épuration et l'accès amont à la voie verte :

Les usagers circulant sur l'accès aval à la voie verte devront marquer un temps d'arrêt devant la ligne d'effet de «stop». Ils devront ensuite céder le passage aux usagers circulant sur la R.D. 45 et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

Les voies vertes départementales ne sont pas affectées à la circulation générale. La circulation des cavaliers et des véhicules à moteur de toute nature est interdite.

La circulation des voies vertes est seulement autorisée :

- o aux piétons et patineurs (rollers et autres),
- o aux véhicules deux roues non motorisées,
- o aux poussettes d'enfant et remorques inférieures à 0.80 mètres,
- o aux fauteuils mobiles handicapés, manuels et électriques,
- o aux véhicules de secours, de police ou de gendarmerie,
- o aux véhicules d'EDF, du Conseil supérieur de la pêche et de la Fédération départementale de la pêche et de ses associations,
- o aux propriétaires enclavés ayant obtenu une autorisation de circulation,
- o aux véhicules des services du Conseil général de l'Isère pour l'entretien et l'exploitation des voies vertes, du service de l'Etat gestionnaire du domaine public fluvial et du service de prévision des crues, des gestionnaires des digues, ainsi qu'à ceux des prestataires et entreprises qu'ils désigneront.

Tous les autres usages des voies vertes départementales, notamment l'exercice de commerce ambulancier, sont interdits.

- A l'intersection formée par la route départementale (R.D.) 45 et la bretelle d'accès au chemin du golf :

Les usagers circulant sur la bretelle d'accès au chemin du golf devront marquer un temps d'arrêt devant la ligne d'effet de «stop». Ils devront ensuite céder le passage aux usagers circulant sur la R.D. 45 et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

- A l'intersection formée par la route départementale (R.D.) 45 et la rue du canal :

Les usagers circulant sur la rue du canal devront marquer un temps d'arrêt devant la ligne d'effet de «stop». Ils devront ensuite céder le passage aux usagers circulant sur la R.D. 45 et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

Article 3 :

Conformément à l'article 39 du règlement de voirie renvoyant à l'annexe 1 de la délibération de l'Assemblée départementale du 19 juin 2014, les charges liées à la signalisation réglementaire horizontale ou verticale sont réparties sur toutes les voies formant les intersections comme suit :

Signalisation de police :

Le gestionnaire de la voie prioritaire prend en charge, sur toutes les voies :

- La fourniture et la mise en place de toute la signalisation (signalisation de position et avancée) ;
- Et uniquement l'entretien et le remplacement de la signalisation de position.

Les gestionnaires des voies non prioritaires assurent, sur leurs voies respectives, l'entretien et le remplacement de la signalisation avancée implantée sur ces voies.

Signalisation directionnelle :

Le Département prend en charge la fourniture, la mise en place, l'entretien et le remplacement de la signalisation directionnelle portant des mentions d'intérêt départemental ou d'intérêt local si celles-ci sont sur un ensemble directionnel départemental ;

Sur les voies dont le Département n'est pas gestionnaire, il ne prend en charge, ni la signalisation directionnelle avancée, ni celle de confirmation.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 6 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont copie sera transmise aux Maires de Saint-Quentin-sur-Isère et Tullins.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Politique : Eau

Compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) : orientations pour l'action départementale et l'accompagnement des EPCI

Extrait des délibérations séance du 14 décembre 2017

dossier n° 2017 BP 2018 C 15 03

Dépôt en Préfecture le : 26 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 C 15 03, qui décrit notamment que le Département :

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Fabien MULYK au nom de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

► d'approuver le principe d'un soutien du Département à la structuration de l'exercice de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi), au sein de grands syndicats mixtes de bassin versant mutualisant les moyens des syndicats et EPCI existants, ce soutien passant par des aides en fonctionnement, en investissement et en ingénierie ;

► de soutenir tout particulièrement :

- le rapprochement des EPCI du grand bassin versant de l'Isère, au sein du Syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (Symbhi), qui modifie actuellement sa gouvernance et ses statuts en ce sens ;

- le rapprochement des EPCI couvrant les affluents du Rhône à l'aval de Lyon, au sein d'un syndicat mixte provenant de la transformation du SIAH Bièvre Liers Valloire ou de la création d'un syndicat (à arbitrer avec les élus des EPCI concernés) ;

- le rapprochement des EPCI couvrant les affluents du Rhône à l'amont de Lyon, au sein d'un Syndicat mixte d'aménagement du bassin de la Bourbre (SMABB), élargi à la Communauté de communes des Balcons du Dauphiné ;

- le Syndicat interdépartemental œuvrant sur le bassin du Guiers (le SIAGA).

► de participer à la gouvernance de ces syndicats sans en revendiquer la présidence, sauf en ce qui concerne la présidence du Symbhi qu'il cèdera aux EPCI membres à compter de 2021 ;

► de veiller à ce que ces syndicats garantissent une cohérence entre l'exercice de la compétence Gemapi et la gestion globale et concertée de rivières, notamment en permettant qu'ils portent les contrats de rivières et le Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) ;

► de participer au fonctionnement des syndicats mixtes gemapiens en encourageant les démarches de rapprochement entre structures -EPCI ou syndicat- œuvrant à une intégration de leur compétence Gemapi dans l'un des grands syndicats susvisés, par une aide bonifiée de 30 000 € par an et par structure fusionnée pour le fonctionnement de ces syndicats ;

► de participer aux investissements sur un mode d'appel à projets continu 2018-2021, à taux variable, permettant de bonifier les projets des syndicats mixtes (sur le principe de l'appel à projets du plan de relance) ;

► d'apporter une aide en ingénierie ;

► d'approuver le principe de l'adhésion du Département à ces syndicats mixtes ;

► de donner compétence à la commission permanente pour adopter les modifications aux règlements d'interventions existants et créer les règlements nécessaires à la mise en œuvre de cette politique départementale ;

► de mandater le Président en vue de proposer à ces syndicats un protocole de mutualisation de l'ingénierie.

**

MISSION DEVELOPPEMENT DURABLE

Politique : - Environnement et développement durable

Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Département de l'Isère

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 C 20 04

Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 C 20 04,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Annick MERLE au nom de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'approuver le plan d'actions associé au bilan des émissions de gaz à effet de serre du Département, tel que précisé et complété en annexe ;
- de donner délégation à la commission permanente pour le suivi de ce plan, son évaluation et son évolution ;
- d'approuver la constitution d'un comité de pilotage pour le suivi de la mise en œuvre de ce plan d'action.

Contre : 19 (groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie)

Abstention : 5 (groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

Annexe : plan d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre

	Pilotage	<u>Axe 1: améliorer la performance énergétique des bâtiments départementaux</u>	<u>Gain GES</u> (en Tonne équivalent CO2)
1-1	DCET	Intégrer la performance énergétique dans la stratégie patrimoniale d'investissement : impact des travaux prévus sur la consommation d'énergie des bâtiments, proposition de travaux complémentaires, garantir la performance énergétique de la conception jusqu'à la mise en œuvre par un commissionnement systématique.	Non chiffrable
1-2	DCET	Mise en œuvre d'un système de suivi des consommations d'énergie sur les bâtiments départementaux et les collèges.	1198
1-3	DCET	Installation de chaufferie bois granulé ou raccordement à des réseaux de chaleur bois-énergie dans certains collèges (2): études d'opportunités, travaux.	400
1-4	DCET	Inclure systématiquement le volet énergétique dans les dialogues de gestion dans les collèges	Non chiffrable
1-5	DCET	Agir sur les usages et les comportements : affichage des consommations d'énergie et accompagnement aux usages sur un site test.	Non chiffrable
1-6	DCET	Contrepartie financière liée aux travaux d'économie d'énergie au bénéfice du Département dans le cadre des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)	Gain financier

1-7	DCET	Expérimenter la production d'énergie photovoltaïque sur un bâtiment	Gain énergie renouvelable
1-8	DEJS	Poursuivre la démarche : « je maîtrise mes consommations d'énergie dans mon collège » dans le cadre du Pass Isérois du Collégien Citoyen (PICC) : 5 collèges par an actuellement	80
1-9	DEJS	Analyser et réduire les consommations énergétiques du collège de Saint Jean de Bourney par l'optimisation du fonctionnement des équipements, avec un objectif de généralisation des préconisations à l'ensemble des collèges.	25

<u>Axe 2: la restauration dans les collèges</u>			
2-1	DEJS	Poursuivre le développement des produits locaux et de saison en favorisant les circuits courts	Pas d'objectifs chiffrés
2-1	DEJS	Poursuivre la lutte contre le gaspillage alimentaire et éduquer les collégiens au bien-manger	2282
2-3		Poursuivre la labellisation Ecocert "En cuisine" des restaurants scolaires : Produits bio, locaux et lutte contre le gaspillage : 15 labellisations supplémentaires de collèges	148
2-4	DEJS	Remplacement des gaz utilisés dans les cuisines par des gaz non émetteurs de GES	Pas d'objectifs chiffrés

<u>Axe 3: optimiser les déplacements des personnels départementaux</u>			
3-1	DCET	Expérimenter une réduction des consommations de carburants sur des directions test : éco-conduite, formation visio-conférence...renforcée	46
3-2	DCET	Achat de 12 véhicules électriques (18 actuellement dans le parc sur 600 véhicules légers), optimiser la flotte de véhicules.	35
3-3	DCET	Poursuivre la relance du plan de déplacement d'administration (déplacements domicile-travail et déplacements professionnels) avec 4 axes prioritaires: réduire le nombre de déplacements, mutualiser les déplacements, privilégier les déplacements les plus durables, communication et sensibilisation	Non chiffrable
3-4	DCET	Augmenter l'utilisation de la visioconférence : formation des agents ...	3,5
3-5	DCET	Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques sur les sites du Département, dans le cadre d'une stratégie globale	Lié à l'action véhicules électriques

<u>Axe 4 : domaine routier</u>			
4-1	DM	Réduire le poids carbone des marchés routiers (grâce aux solutions techniques choisies en phase de conception...expérimentation sur 1 ou 2 chantiers de la traçabilité des flux de matériaux)	239
4-2	DM	Poursuite de l'augmentation de la part d'enrobés tièdes et recyclés dans tous les chantiers routiers	

<u>Axe 5 : administration générale</u>			
5-1	DCET	Pratiques bas carbone au bureau : privilégier le papier recyclé, systématiser le tri sélection, éco-gestes liés au poste informatique...	10

<u>Axe 6 : adaptation au changement climatique</u>			
6-1	DAM	Identifier les vulnérabilités du département face aux conséquences du changement climatique (destruction d'infrastructures liée à des évènements extrêmes, confort d'usages dans les bâtiments lors de canicules...)	Non chiffrable
6-2	DAM	Intégration des perspectives climatiques dans les projets d'investissement/ de construction/ d'entretien à durée de vie > 20 ans	Non chiffrable

**

SERVICE AGRICULTURE ET FORETS

Politique : - Agriculture

Programme(s) : - Aides aux agriculteurs

Aide à la protection des vergers contre les aléas climatiques et sanitaires : adaptation du règlement d'intervention

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 B 16 01

Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 B 16 01,

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Fabien MULYK au nom de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

d'approuver et de mettre en œuvre, dans le cadre du budget 2018, le règlement d'intervention joint en annexe en faveur de la protection des vergers contre les aléas climatiques et sanitaires.

Aide à la protection des vergers contre les aléas climatiques et sanitaires

Base réglementaire

Programme de développement Rural (PDR) Rhône-Alpes 2014-2020 : Mesure 5.10 – Aide à la protection des vergers

Régime notifié SA.39618 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

Le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 1511-1 et suivants

Délibération du Conseil départemental en date du 25 septembre 2015 en faveur de l'installation de filets paragrêle

Délibération du Conseil départemental en date du 14 décembre 2017 en faveur d'équipements d'outils de détection, de mesure et d'alarme associés à un matériel de lutte contre la grêle

Objectifs de l'aide

L'objectif est d'assurer la durabilité des systèmes d'exploitation en arboriculture déjà fragilisés par le contexte général (variabilité des prix...) et la concurrence d'autres pays européens (charges sociales et réglementation environnementale).

Cette protection des cultures vise également l'amélioration du niveau global des résultats et de la viabilité des exploitations.

Le Département cible son intervention sur les productions fruitières en vergers pérennes.

Cette aide permet de soutenir :

- les installations de filets ayant pour objet de protéger les productions fruitières d'épisodes de grêle et de prévenir l'infestation des productions fruitières par les insectes,
- les équipements en outils de détection, de mesure et d'alarme associés à du matériel de lutte contre la grêle.

Intervention du Département dans le cadre du PDR

Le Département intervient selon les modalités définies dans la mesure 5.10 – Aide à la protection des vergers, du PDR Rhône-Alpes 2014-2020 et dans le règlement de ses appels à candidatures, dont la grille de sélection des dossiers.

Le taux d'aide du Département s'inscrit dans le cadre du taux d'aide publique indiqué dans la mesure 5.10 du PDR. Sa variabilité permet d'optimiser le cofinancement et la mobilisation de fonds européens.

Procédures à suivre par les porteurs de projets dans le cadre du PDR

- Retrait du formulaire de demande de subvention sur le site <http://www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu> ou auprès de la Direction départementale des territoires (DDT) ou auprès du Département de l'Isère dès la parution d'un appel à candidatures relatif à la mesure 5.10 émanant de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Dépôt d'une demande de subvention unique accompagnée des pièces justificatives, selon les conditions de l'appel à candidatures, auprès de la DDT guichet unique service instructeur (GUSI)
- Accusé de réception délivré par la DDT valant autorisation de démarrer les travaux mais ne préjugant pas de l'éligibilité, de la sélection du dossier ni de promesse de subvention
- Instruction par la DDT pour le compte de tous les cofinanceurs et notation au vu des grilles de sélection
- Sélection régionale au sein d'un même appel à candidatures, des projets dont la

- note est supérieure à la note éliminatoire
- Les dossiers admissibles et retenus à l'issue de la sélection sont déclarés admis et seront subventionnés
Les dossiers admissibles mais non retenus à l'issue de la sélection sont déclarés non admis au titre du PDR
 - Ils peuvent être représentés à la session immédiatement suivante en l'absence de modification ou en cas de modification mineure (n'impactant pas la note obtenue). Dans ce cas, la date de début d'éligibilité des dépenses reste inchangée
 - Ils peuvent être redéposés et réexaminés en cas de modification substantielle (impactant la note obtenue). Dans ce cas, une nouvelle date d'éligibilité des dépenses est fixée au dépôt du nouveau dossier

Intervention du Département hors PDR

Pour les projets non admissibles au PDR, le Département pourra intervenir au titre du régime notifié SA.39618 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.

Bénéficiaires :

Agriculteurs, groupements d'agriculteurs (personne morale qui regroupe uniquement des agriculteurs et met en commun un/des outil(s) ou activité(s) de production et/ou de développement. Exemple : CUMA, GIE, association d'agriculteurs)

Dépenses éligibles :

Équipement en outils de détection, de mesure et d'alarme (radars météorologiques...), associés à du matériel de lutte contre la grêle (système d'ensemencement par sels hygroscopiques...)

Dépenses exclues :

Coûts de fonctionnement (achat de consommables, abonnement tél...) et de maintenance

Modalités d'intervention :

Le taux d'aide du Département s'inscrit dans le cadre du taux d'aide publique indiqué dans le régime cadre exempté de notification SA.39618. Il pourra être ajusté selon d'autres éventuels financements mobilisés, dans la limite maximale de 40 % pour les projets individuels et de 60 % pour les projets collectifs.

Pour un projet individuel, le montant de la subvention départementale est plafonné à 30 000 € et ne peut être inférieur à 1 000 €

Pour un projet collectif, le montant de la subvention départementale est plafonné à 60 000 € et ne peut être inférieur à 5 000 €

En cas d'investissement servant à protéger des cultures sur plusieurs départements, l'aide du Département de l'Isère sera proratisée selon la surface protégée des agriculteurs isérois adhérents à la structure bénéficiaire.

**

SERVICE EAU ET TERRITOIRES

Politique : - Eau

Programme(s) : - Assainissement

Adaptation du règlement des aides départementales pour l'assainissement non collectif

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N°2017 BP 2018 C 15 02

Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 C 15 02,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Bernard PERAZIO au nom de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

d'approuver la modification du règlement jointe en annexe et relative aux aides en faveur de la réhabilitation des installations privées d'assainissement non collectif non conformes en zones d'habitat peu dense, qui permet la mise en œuvre d'une aide de 25 % du montant TTC des travaux réalisés par l'utilisateur, sans condition d'obtention d'aide auprès de l'Agence de l'eau.

Aide à la réhabilitation des ANC en zones d'habitats peu denses

Contexte

L'assainissement non collectif (ANC) est une filière à part entière, revalorisée ces dernières années dans les zones rurales à l'habitat diffus car elle peut constituer une alternative réelle à l'assainissement collectif.

D'après l'observatoire des Services publics d'assainissement non collectif (SPANC), le volume d'ANC est estimé à 62 000 foyers en Isère dont près de 12 000 sont considérés non conformes et présentant des risques sanitaires ou environnementaux. Ce diagnostic défavorable s'accompagne d'un important besoin de travaux de mise aux normes, favorable à l'activité économique locale du BTP. Mais les programmes de réhabilitation restent encore limités, en raison notamment de coûts élevés par installation (de 7 000 € à plus de 12 000 € HT) et des aides insuffisamment attractives.

Objectifs

Apporter un soutien financier à la réhabilitation des installations privées d'assainissement non collectif, de manière cohérente à l'échelle d'un secteur ayant vocation à rester en assainissement non collectif afin d'accélérer la mise aux normes et d'améliorer la qualité des milieux récepteurs sensibles des secteurs ruraux et de montagne concernés.

En parallèle, le Département proposera aux SPANC et aux entrepreneurs une charte départementale pour un assainissement non collectif de qualité afin d'harmoniser les pratiques des professionnels et services rendus à l'utilisateur.

Description des actions

Mise en place de programmes coordonnés de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif (ANC)

Lorsque la collectivité fait le choix du maintien en ANC, à l'échelle du bourg ou du hameau ou dans les zones d'habitat diffus, les propriétaires pourront bénéficier d'aide pour réhabiliter les installations existantes, non conformes présentant un risque sanitaire ou environnemental avéré. Les travaux doivent s'inscrire dans un programme coordonné piloté par le SPANC qui assure l'instruction, le suivi administratif et le mandatement des aides auprès des particuliers. Le SPANC peut également porter la maîtrise d'ouvrage de la réhabilitation.

Aide à l'animation des SPANC pour la réhabilitation des installations individuelles

Pour permettre au SPANC de se doter des moyens humains, d'assurer l'animation auprès des propriétaires pour faire émerger des programmes groupés et cohérents de réhabilitation afin d'avoir un réel impact sur la qualité des milieux récepteurs, il est prévu une aide au fonctionnement des structures. En contrepartie, le SPANC assure l'ensemble des missions nécessaires à l'émergence du programme de réhabilitation :

- l'établissement des conventions avec les propriétaires,
- les contrôles de conformité après travaux,

Bénéficiaires

Intercommunalités (EPCI à fiscalité propre, syndicat...) exerçant la compétence assainissement non collectif et possédant un service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Aides envisagées

Réhabilitation d'ANC :

- aide de 25% sur le montant TTC des travaux réalisés (hors étude), dans la limite de 3 600 € par installation et de 80% d'aide publique globale ;
- Le plafond pourra être relevé à 10 000 € TTC maximum en cas de regroupement de 3 ANC ou plus) ;

Critères d'éligibilité

- Programme d'aide réservé aux secteurs d'habitats diffus ou hameaux des communes rurales classés en assainissement non collectif d'après les zonages approuvés ;
- L'installation doit être classée non conforme et présentant un risque sanitaire ou environnemental (selon l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux missions de contrôle des installations) ;
- Fourniture d'une étude de conception à la parcelle pour chaque réhabilitation.

Animation des SPANC :

- o Pour les collectivités mettant en place des programmes de réhabilitation à partir de 2016 : aide de 10 000 €/an pendant deux ans maximum.

Composition du dossier de demande d'aide

Réhabilitation d'ANC :

- Dossier simplifié disponible sous www.isere.fr/observatoire-eau/aides-financieres-collectivites/assainissement-noncollectif/
- Tableau récapitulatif du programme de réhabilitation. Aides pour l'animation
- Dossier simplifié disponible sous www.isere.fr/observatoire-eau/aides-financieres-collectivites/assainissement-noncollectif/
- Documents attestant du recrutement d'un agent et de sa rémunération annuelle.

Services instructeurs

- Le Département de l'Isère - Direction de l'aménagement - Service eau et territoires
- Le SPANC compétent territorialement.

**

Politique : Eau

Approbation du contrat unique pour la préservation et la restauration des milieux de la vallée de la Bourbre 2017-2022

*Extrait des décisions de la commission permanente
séance du 15 décembre 2017 dossier n° 2017 C12 C 15 33*

Dépôt en Préfecture le : 22 déc 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 C 15 33,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'approuver et d'autoriser le Président à signer le contrat unique pour la préservation et la restauration des milieux de la vallée de la Bourbre 2017-2022.

**

Politique : - Eau

Programme : Hydraulique

Avis sur le projet de Stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) du territoire à risques importants d'inondation (TRI) Grenoble-Voirion

*Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017,
dossier n° 2017 C12 C 15 34*

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 C 15 34,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

dans le cadre de la consultation par voie électronique des parties prenantes, lancée par le Préfet de l'Isère le 6 juillet 2017, du projet de Stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) du territoire à risques importants d'inondation (TRI) Grenoble-Voirion et au vu du processus d'élaboration et des documents soumis à concertation :

- de souligner l'important travail réalisé en co-construction en vue d'établir l'état des lieux du risque d'inondation sur le TRI Grenoble-Voirion et le plan d'action de la gestion intégrée de ce risque ;

- de noter les améliorations contenues par les 21 fiches-mesures et les actions correspondantes en matière de protection et de gestion des ouvrages hydrauliques, de l'étude du rôle des barrages en période de crue, de prise en compte du risque dans l'aménagement et l'urbanisation, de gestion de crise, de gouvernance ;

- de confirmer l'engagement du Département à concourir à ces objectifs en contribuant en particulier à la structuration de l'exercice de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) sur le bassin versant de l'Isère, au travers d'un Syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (Symbhi) élargi, notamment après sa fusion avec l'Association des digues Isère Drac Romanche (ADIDR), et à poursuivre la mise en place des nouveaux programmes d'action et de prévention des inondations (PAPI) du Drac et de la plaine de Bourg d'Oisans ;
- d'émettre en conséquence sur le projet de SLGRI un avis favorable conditionné à la levée par l'Etat des réserves suivantes :
 - la confirmation que ce texte et son contenu restent pleinement applicables au vu des dernières évolutions de la doctrine urbanisme/inondation ;
 - la validation concertée de la carte des zones d'intérêt stratégiques (ZIS) comprenant les secteurs majeurs de développement, tels que proposés par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et qui s'inscrivent dans la droite ligne du Schéma de cohérence territoriale (Scot) de la région grenobloise et de la stratégie d'aménagement de la plaine de l'Oisans ;
 - de la traduction concrète lors de l'élaboration des cartes d'aléas et des plans de prévention du risque d'inondation (PPRI) des avancées obtenues en matière de gestion raisonnée et résiliente de l'urbanisme, comme notamment les EPCI l'ont demandé dans leurs avis ;
 - l'implication des barrages dans la prévention des crues, avec en particulier l'engagement rapide de l'étude relative à ce sujet prévue dans le projet de SLGRI ;
- d'autoriser le Président à signer les 3 documents d'engagement accompagnant la SLGRI, dès lors qu'il aura obtenu des réponses satisfaisantes quant à la levée des 4 réserves émises par le Conseil départemental.



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires
Service sécurité et risques

Affaire suivie par : Agnès BOITIERE

Tél. : 04 56 59 43 70

Courriel : agnes.boitier@isere.gouv.fr

Grenoble, le - 6 JUIL. 2017

Le Préfet

à

Liste des destinataires in fine

**Objet : Stratégie locale de gestion des risques d'inondation du TRI de Grenoble-Voiron
Consultation des parties prenantes**

La mise en œuvre de la Directive Inondation de 2007, conformément à sa transposition en droit français dans la loi n°2010-788 du 10 juillet 2010 valant engagement national pour l'environnement, prévoit l'élaboration de stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour les territoires à risque important d'inondation (TRI) – Articles L.556-7 et 556-8 du code de l'environnement.

Les 31 TRI du bassin Rhône-Méditerranée ont été définis par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 12 décembre 2012. Les SLGRI de ces territoires doivent être élaborées en cohérence avec le plan de gestion des risques d'inondation du bassin (PGRI) 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 7 décembre 2015.

Pour le TRI de Grenoble-Voiron, afin de tenir compte des spécificités de chacun des territoires, trois stratégies locales ont été définies : Isère amont, Drac Romanche et Voironnais. Leurs périmètres respectifs ont été arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin le 15 février 2016. L'arrêté préfectoral désignant les parties prenantes de chacune des stratégies a été signé le 2 mars 2016. En tant qu'acteur de l'aménagement ou de la gestion du risque inondation sur ce territoire vous figurez sur ces listes des parties prenantes associées.

La stratégie locale a été co-construite avec les principaux acteurs et constitue le résultat d'un travail important entre services de l'État, collectivités territoriales, syndicats et structures expertes en leur domaine. C'est un point très positif qu'il convient de relever. L'ensemble des acteurs ont été associés grâce à différents comités techniques et comités de pilotage réunis depuis plus d'un an, le dernier COPIL ayant eu lieu le 10 avril dernier.

Le document finalisé doit maintenant être soumis à la consultation des parties prenantes et du public. Il se compose de plusieurs documents distincts :

- diagnostic détaillé du risque d'inondation par territoire (version complète et version synthétique), objet d'un document unique pour les trois stratégies ;
- documents d'engagements entre l'État et les collectivités (EPCI, communes et syndicats) sur chacune des stratégies locales, objet de 3 documents ;
- programme d'actions détaillé par territoire, objet d'un document unique.

Les stratégies locales vous ont été présentées dans des ateliers par territoires organisés début juillet 2017.

Vous trouverez le projet de SLGRI sur le site internet des services de l'État en Isère à l'adresse suivante :

<http://www.isere.gouv.fr/Publications/Consultations-enquetes-publiques/Consultation-du-public/Autres-consultations-du-public/Strategie-locale-de-gestion-des-risques-d-inondation-du-TTR-de-Grenoble-Voiron>

Le projet de stratégie est soumis à l'avis des parties prenantes et du public jusqu'au 30 septembre 2017 inclus. En tant que partie prenante, vous voudrez bien faire part de vos observations à l'adresse de messagerie suivante : ddt-sigr-grenoble-voiron@isere.gouv.fr

À l'issue de cette consultation et après intégration des remarques, l'approbation des stratégies locales interviendra après un dernier comité de pilotage de validation finale. Le travail effectué pour leur élaboration va apporter une avancée notable dans la gestion des risques d'inondation sur le territoire de Grenoble-Voiron et il me semble essentiel qu'elles puissent être signées collectivement par les EPCI concernés afin de poursuivre rapidement avec la mise en œuvre du plan d'actions.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à cette démarche.

Le Préfet



Lionel BEFFRE

Liste des destinataires

Monsieur le Président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes

Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère

Monsieur le Président de la Grenoble-Alpes Métropole (la Métro)

Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays Voironnais

Monsieur le Président de la Communauté de communes du Sud Grésivaudan

Monsieur le Président de la Communauté de communes Bièvre Est

Monsieur le Président de la Communauté de communes de l'Oisans

Monsieur le Président de la Communauté de communes Le Grésivaudan (CCPG)

Monsieur le Président du Syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (SYMBHI)

Monsieur le Président du Syndicat intercommunal du Bassin de la Fure (SIBF)

Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de la Morge et de ses affluents (SIMA)

Monsieur le Président du Syndicat intercommunal hydraulique de l'Olon (SIHO)

Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de la Gresse, du Drac et de leurs affluents (SIGREDA)

Monsieur le Président du Syndicat intercommunal du Lavanchon (SIL)

Monsieur le Président du Syndicat d'assainissement du canton de l'Oisans (SACO)

Madame la Présidente de la Commission locale de l'Eau (CLE) Drac-Romanche

Monsieur le Président de l'Association départementale Isère Drac Romanche (ADIDR)

Monsieur le Président de l'Union des associations syndicales de l'Isère du Drac et de la Romanche

Monsieur le Président de l'Établissement public du SCOT de la Région Urbaine de Grenoble

Monsieur le Président du Syndicat mixte du SCOT de l'Oisans

Monsieur le Président du Parc naturel régional du Vercors

Monsieur le Président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Grenoble

Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture de l'Isère

Monsieur le Chef du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère

Monsieur le Directeur de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Monsieur le Directeur de Électricité de France (EDF), gestionnaire des aménagements hydroélectriques

Madame la Directrice générale de l'agence régionale de la santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes

Monsieur le Président de l'Association des maires de l'Isère (AMI)

Mesdames, Messieurs les maires des communes de la SLGRI du Voironnais :

Apprieu, Beaucroissant, Charavines, Chamécles, Chirens, Coublevie, Fontanil-Cornillon, L'Alban, La Buisse, La Murette, La Rivière, Moirans, Morette, Noyarey, Poliénas, Réaumont, Renage, Rives, Saint-Aupre, Saint-Balise-du-Buis, Saint-Cassien, Saint-Egrève, Saint-Etienne-de-Crossey, Saint-Gervais, Saint-Jean-de-Moirans, Saint-Martin-le-Vinoux, Saint-Nicolas-de-Macherin, Saint-Quentin-sur-Isère, Sassenage, Tullins, Vauray-Voroize, Voiron, Voreppe et Vourey,

Mesdames, Messieurs les maires des communes de la SLGRI Drac Romanche :

Allemond, Bresson, Champ-sur-Drac, Bourg-d'Oisans, Champagnier, Claix, Echirolles, Fontaine, Grenoble, Jarrie, Livet-et-Gaviel, Le Pont-de-Claix, Notre-Dame-de-Mésage, Saint-Barthélemy-de-Séchilienne, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Pierre-de-Mésage, Sassenage, Séchilienne, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcas-Allières-et-Rissot, Vif et Vizille,

Monsieur, Messieurs les maires des communes de la SLGRI Isère amont :

Barraux, Bernin, Biviers, Chapareillan, Corenc, Crolles, Domène, Eybens, Froges, Gières, Goncelin, Grenoble, La Buissière, La Pierre, La Terrasse, La Tronche, Le Champ-Près-Froges, Le Cheylas, Le Touvet, La Versoud, Lumbin, Meylan, Montbonnot-Saint-Martin, Murannette, Poisat, Pontcharra, Saint-Ismier, Saint-Martin-d'Hères, Saint-Nazaire-les-Eymes, Saint-Vincent-de-Mercuze, Sainte-Marie-d'Alloix, Tencin et Villard Bonnot,

COPIES : Dreal Auvergne-Rhône-Alpes

Stratégie locale de Gestion du Risque Inondation

Territoire à Risque Important d'Inondation (TRI) de Grenoble – Voiron

Stratégies locales et plan d'actions

16 Août 2017

Juillet 2017

Version 3

Adoptée suite par :

Chef de projet : Damien FIEBLIC

Chargé d'étude : Quentin STRAPPALION



Version	Date	Rédigé / relu par	Commentaires
V0	09/06/2017	Q.STRAPPALION/D. FIEBLIC	Version initiale
V1 - V2	21/06/2017	Q.STRAPPALION/D. FIEBLIC	Version intermédiaire
V3	06/07/2017	Q.STRAPPALION/D. FIEBLIC	Version finale soumise à consultation

Table des matières

A. Avant-Propos	
B. Elaboration du plan d'actions des SLGRI	
B1 – Rappel des dispositions particulières et priorités définies au PGRI	
B2 – Méthodologie d'élaboration du plan d'actions des SLGRI	
B3 – Hiérarchisation des actions et formalisation des fiches mesures	
C. Synthèses actions par SLGRI	
C1 – Synthèse des actions sur la SLGRI Isère amont	
C2 - Synthèse des actions sur la SLGRI Voironnais	
C3 - Synthèse des actions sur la SLGRI Drac-Romanche	
D. Formalisation des documents d'engagement par SLGRI	
E. Annexes	

A. Avant-Propos

Le Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Grenoble-Voiron se distingue par son contexte géographique montagnard bien particulier au sein du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée.

Ensermé entre les massifs de la Chartreuse, de Belledonne et du Vercors, il héberge la deuxième métropole de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, regroupant un total de 450 500 habitants (dont 163 000 habitants à Grenoble) et 343 000 emplois à la confluence de deux rivières longtemps redoutées pour leurs crues dévastatrices : l'Isère et le Drac.

Deuxième pôle français de recherche après Ile-de-France, son dynamisme économique et le potentiel de ses centres de recherche en font un territoire extrêmement attractif (également pour le secteur industriel) qui s'étend dans les trois vallées de l'« Y grenoblois » (Grésivaudan, Drac et Romanche et Isère aval).

La conciliation de ce dynamisme avec la rigueur de la géographie est facilitée par une longue tradition d'adaptation : protection contre les crues du Serpent (Isère) et du Dragon¹ (Drac) dès le haut Moyen-Âge puis réalisation des premiers travaux d'endiguement sous l'égide de l'Etat au début du XIX^{ème} siècle, gestion rigoureuse des digues et des canaux avec une expertise reconnue au niveau national. D'importants travaux de protection, d'un montant total de 160 millions d'euros, sont en cours avec le programme « Isère Amont » dans le Grésivaudan² ou déjà finalisés avec le projet Romanche-Séchilienne.

Aujourd'hui, l'occupation urbaine des fonds de vallées est prégnante et les périphéries des agglomérations rejoignent les contreforts montagneux.

Les inondations catastrophiques de ces dernières décennies, et tout particulièrement les conséquences tragiques des ruptures de digues à la Nouvelle-Orléans en août 2005 (ouragan Katrina) puis sur la côte Atlantique française en février 2010 (tempête Xynthia), ont apporté un éclairage nouveau sur la compréhension du risque, en rappelant la vulnérabilité des digues et l'aggravation des dégâts qui peut résulter de leur rupture.

Localement, la nécessaire prise en compte des phénomènes de ruptures de digues concerne des secteurs importants de densification et de développement de la grande région urbaine grenobloise. En particulier, le cœur de la métropole étant situé dans l'ancien cône de déjection du Drac, se situe presque entièrement en zone inondable par rupture de digue et

¹ Représentations symboliques de l'Isère sinueuse et du Drac imprévisible

fait en même temps face à un enjeu de renouvellement urbain. Un autre enjeu se situe dans la vallée du Grésivaudan, dont plusieurs secteurs avaient été identifiés dans le projet de développement économique de la grande région urbaine grenobloise.

Cet héritage place la réflexion locale sur le risque inondation dans une perspective très spécifique de grande métropole française très attractive, mais contrainte par la topographie, qui s'est construite dans le lit majeur historique de cours d'eau aujourd'hui endigués, et qui a ainsi développé un savoir-faire reconnu en matière de gestion des digues, mais également un sentiment de protection face aux inondations qui se doit d'être aujourd'hui tempéré.

Le maintien de l'attractivité de la région urbaine grenobloise et la possibilité de son développement économique et social sont un enjeu fort des SLGRI sur le TRI Grenoble-Volron.

Il convient ainsi de bâtir une stratégie permettant un développement du territoire qui intègre pleinement les contraintes liées au risque inondation et qui s'y adapte :

- ✓ le réseau de protection dans son ensemble apporte un niveau de sécurité des populations conséquent tant par la qualité des ouvrages que par leur gestion ; toutefois cette qualité demeure très inégale selon l'âge et la constitution des ouvrages, et le risque de rupture de digue doit être correctement évalué : c'est un des enjeux majeurs du territoire ;
- ✓ le sentiment de sécurité alimenté par une certaine maîtrise de l'eau (digues et barrages), et l'absence de crue conséquente au cours des dernières décennies ont induit une perte de culture du risque et probablement de capacité de rebond face à une inondation majeure avec surverse ou rupture de digue. Le développement urbain et territorial n'ayant pas inclus ce risque, l'amélioration de la résilience face à un tel scénario constitue un enjeu important pour le territoire. Elle devra se décliner dans toutes ses dimensions : adaptation du tissu urbain, renforcement de la surveillance et de l'alerte, préparation à la gestion de crise et du retour à la normale en concevant « l'après-crue » ;
- ✓ le contexte montagnard des territoires induit des contraintes fortes sur la gestion des cours d'eau. Ainsi, en plus des grandes rivières alpines, la gestion des affluents est aussi une nécessité et ce, au regard de leurs risques spécifiques (cinétique rapide, phénomènes de transport solide, érosion/déposition, ...). La gestion des inondations est ainsi plurielle sur le territoire et nécessite des mesures et des choix spécifiques et adaptés à chaque problématique ;

- ✓ enfin, la réglementation portée par les PPRs doit aider le territoire à mieux intégrer ce risque et à s'y adapter, tout en restant cohérent avec son équilibre économique et en gardant à l'esprit les autres contraintes et notamment les limites imposées par les autres risques liés au contexte montagnard (ruissellement torrentiel, glissement de terrain, éboulements) et au patrimoine industriel (risque industriel).

L'établissement collectif de l'état des lieux au cours de l'été 2016 a permis de considérer les dimensions concrètes des cinq grands objectifs du PGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Les partenaires engagés dans son établissement, aidés par un collège d'experts, ont identifié les engagements à prendre au cours des 5 années à venir pour améliorer la gestion du risque dans toutes ses composantes.

Les collectivités territoriales (incluant les EPCI, les communes mais également les syndicats) ont ainsi pris la mesure des efforts à consentir en matière d'augmentation de la sécurité des populations exposées, d'amélioration de la résilience de leur territoire et d'optimisation de la gestion des rivières.

Elles souhaitent également une meilleure connaissance des phénomènes liés au risque, notamment en matière de rupture de digue, afin que leurs efforts à venir soient en phase avec les investissements posés et que l'Etat puisse mettre en place une réglementation cohérente avec la réalité du territoire et des risques.

Les stratégies locales du TRI de Grenoble Voiron ont été particulièrement approfondies concernant l'approche multi-factorielle de la gestion des inondations et les territoires peuvent à ce titre constituer un territoire pilote au niveau national.



B. Elaboration du plan d'actions des SLGRI

B1 – Rappel des dispositions particulières et priorités définies au PGRI

Le PGRI Rhône-Méditerranée, arrêté le 7 décembre 2015, précise et fixe les dispositions particulières pour chacune des stratégies locales selon 5 objectifs.

Pour les stratégies locales du TRI de Grenoble-Valron, il s'agit de :

Grand Objectif 1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation :

- choisir l'outil de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable ;
- respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondation par la conception d'aménagements résilients dans les grandes opérations de restructuration urbaine ;
- réduire la vulnérabilité des réseaux structurants et des activités.

Grand Objectif 2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques :

- préserver les zones naturelles d'expansion des crues ;
- gérer les ouvrages de protection contre les crues ;

Grand Objectif 3 : Améliorer la résilience des territoires exposés :

- agir sur la surveillance et l'alerte ;
- se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations ;
- développer la conscience du risque par la sensibilisation, le développement de la mémoire et l'information ;
- faciliter le retour à la normale en améliorant l'organisation de l'après-crise.

Grand Objectif 4 : Organiser les acteurs et les compétences :

- faire émerger une gouvernance unique à l'échelle du TRI ;
- accompagner l'évolution des structures existantes gestionnaires d'ouvrages de protection vers la mise en place de la compétence GEMAPI.

Grand Objectif 5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation :

- compléter ou produire les cartographies des surfaces inondées par les différents cours d'eau (Drac, Morge, Clon) ;
- réaliser un travail de recherche sur la connaissance des événements historiques ;
- conduire une étude sur la nappe d'accompagnement de l'Isère au droit de l'agglomération grenobloise. Élargir éventuellement cette étude aux autres nappes d'accompagnement impactant le territoire ;
- conduire une étude hydrogéomorphologique du Drac aval (barrage de Notre-Dame-de-Commas – Confluence Isère) ;
- poursuivre l'amélioration de la connaissance de l'axe Isère, notamment dans le cadre des instances de pilotage mises en place par les élus à l'échelle du bassin versant (Etat/ Agence de l'Eau, SYMSHL, SISARIC, EDF).

B2 - Méthodologie d'élaboration du plan d'actions des SLGRI

B2. – Un plan d'action articulé autour de 5 axes de travail principaux :

A partir des éléments recueillis lors du diagnostic territorial, notamment lors des actions de concertation spécifiques (groupes de travail thématiques et ateliers territoriaux), et des grands objectifs du PGRI précités, **5 axes de travail thématiques ont été collectivement définis pour le premier cycle de mise en œuvre de la Directive Inondation sur le territoire des stratégies locales de Grenoble-Valron.**

Ces 5 axes se déclinent en :

- 3 axes de travail ciblés sur les leviers de la gestion du risque inondation :
 - o Protection et gestion des ouvrages hydrauliques ;
 - o Prise en compte du risque dans l'aménagement et dans l'urbanisme ;
 - o Gestion de crise et culture du risque.
- 2 axes de travail transversaux :
 - o Améliorer la connaissance du risque ;
 - o Gouvernance et GEMAPI.

Le tableau ci-après établit la correspondance entre les objectifs principaux retenus pour les SLGRI de Grenoble-Voiron et les grands objectifs définis dans le PGRI.

La correspondance entre les grands objectifs du PGRI et les 5 axes de travail retenus dans le cadre de la SLGRI

Grands objectifs du PGRI	G01	G02	G03	G04	G05
Axes de travail des SLGRI					
A - Améliorer la connaissance du risque		X			X
B - Prévenir et réduire les impacts directs		X			X
C - Travaux contre le ruissellement et l'érosion	X	X	X		X
D - Travaux de mise à l'abri des biens			X		X
E - Améliorer le régime de crues		X		X	

Cette déclinaison en 5 axes de travail permet une délimitation plus nette des différentes thématiques de la gestion du risque d'inondation au regard des spécificités du territoire de Grenoble-Voiron que les grands objectifs du PGRI. Néanmoins, le tableau précédent met bien en évidence la compatibilité entre les deux approches et plus globalement chaque action définie dans la présente SLGRI est mise en relation avec une disposition du PGRI comme explicité dans les chapitres suivants.

B2 - Un plan d'actions adapté aux spécificités et enjeux des 3 SLGRI du territoire

Le diagnostic territorial a confirmé en première approche la nécessité de distinguer au sein du TRI de Grenoble-Voron trois territoires distincts :

- la SLGRI Isère amont ;
- la SLGRI Voironnaise ;
- la SLGRI Drac-Romanche.

Si des éléments de diagnostic commun peuvent être dégagés pour ces 3 territoires et donc en conséquence une ligne directrice partagée pour l'écriture de la stratégie locale, des spécificités propres à chaque SLGRI ont également été mises en évidence, notamment :

- en termes de calendrier des travaux de protection et de confortement des digues projetés le long des cours d'eau : travaux achevés sur la Romanche aval, travaux en cours sur l'Isère (amont), travaux non encore entrepris sur le Drac ;
- en termes d'élaboration des PPRI : PPRI en cours d'élaboration sur le Drac et à terme sur la Romanche amont, révision programmée des PPRI Romanche aval, Isère amont et Morge aval, mise à jour de la ligne d'eau du PPRI Isère aval ;
- en termes d'enjeux de développement pour les années à venir : renouvellement urbain au sein de la métropole grenobloise et implantation d'activités logistiques et économiques stratégiques dans le Orlévaudan, le long du Drac ou encore dans le Voronnais en périphérie des zones urbaines ;
- la priorisation des problématiques par territoires : ainsi par exemple la réflexion sur la question du rôle des barrages dans la gestion de crue est déjà engagée sur le périmètre de la CLE Drac-Romanche ;
- les compétences propres des différents EPCI du territoire et donc les moyens mobilisables pour la réalisation des différentes actions de la SLGRI.

Au regard de ces éléments, il a donc été décidé de conserver la distinction entre les 3 SLGRI qui se matérialise par :

- un diagnostic différencié ;
- un document d'engagements entre l'Etat et les collectivités par SLGRI ;
- des fiches actions communes aux 3 SLGRI mais avec une priorisation et la définition des maîtrises d'ouvrage par SLGRI.

B2.1 – Un plan d'actions co-construit en concertation avec l'ensemble des acteurs

La construction du plan d'actions des trois SLGR du TRI de Grenoble-Voron est le fruit d'un travail de co-construction marqué par plusieurs étapes de concertation clés :

- **les actions de concertation réalisées pendant la phase d'état des lieux diagnostique** ont permis au-delà du travail de diagnostic d'esquisser les principaux enjeux et axes de travail des SLGR et d'identifier des premières pistes d'actions prioritaires. Pour rappel, ces actions de concertation ont consisté en :
 - 5 groupes de travail thématiques rassemblant experts et représentants institutionnels qui ont permis d'établir les principaux enjeux et le niveau de connaissance sur les thèmes suivants

Les groupes thématiques réalisés les 25 et 26 mai 2016 dans le cadre de la SLGR

Groupes de travail	Pré(s)	Objectifs
GT1 : Critères d'établissement des diagnostics territoriaux en intégrant la composante multi-risque	DDT 38 et EPSCO	Définir les critères d'analyse permettant de croiser les logiques de développement urbain et la présence de zones naturelles
GT2 : Amélioration des connaissances	Grenoble-Alpes Métropole, CAPV et CCFG	Etat des lieux de la connaissance actuelle du risque, des lacunes et focus sur le risque de rupture de digue
GT3 : Gestion des écoulements et des ouvrages de protection hydrauliques	ITM&M	Analyse des différents scénarios de gestion des écoulements et du niveau de protection des ouvrages hydrauliques
GT4 : Gestion des crises et du retour à la normale	SACEDPC, STMS&M et ADIDR	Etat des lieux des dispositifs de surveillance, d'alerte et de retour à la normale = Réflexion sur la culture du risque, la sensibilisation du risque des différents acteurs
GT5 : aménagements résilients et réduction de la vulnérabilité	Grenoble-Alpes Métropole	Examen des défis techniques posés par le maintien ou le développement d'une urbanisation en secteur inondable

- 3 ateliers territoriaux (un par SLGRI) qui ont permis de regrouper les élus, des experts, les services techniques des collectivités, l'Etat, les syndicats et les gestionnaires de digues.

Les ateliers territoriaux réalisés dans le cadre de la SLGRI

territoire	Dates et lieux de réunion
Vallée de la Vézère	Coublevie le 11 juillet 2016
Brac-Romanche	Valle le 4 juillet 2016
Isère amont	Crotes le 13 juillet 2016

- suite à l'établissement du diagnostic, **quatre secrétariats thématiques** associant les membres permanents du secrétariat de la SLGRI, mais également des experts, les services de l'Etat, les syndicats et les gestionnaires de digues, ont également été organisés en septembre /octobre 2016 afin de construire, à partir du diagnostic, l'ébauche du plan d'actions de la SLGRI.

Ces réunions ont été déclinées par grands objectifs du PGRI de la manière suivante :

Les secrétariats thématiques réalisés en septembre et octobre 2016 dans le cadre de la construction du plan d'actions de la SLGRI

Groupe de travail	Date
GO5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les aléas inondations GO4 : Organiser les acteurs et les compétences	23 septembre 2016
GO3 : Améliorer la résilience des territoires exposés	27 septembre 2016
GO2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	4 octobre 2016
GO1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages	11 octobre 2016

Ces secrétariats thématiques ont permis de discuter, d'amender et de valider une centaine d'actions ciblées, avec une première définition de la maîtrise d'ouvrage et du calendrier de ces actions. Ces éléments ont été restitués sous la forme de tableaux de synthèse présentés en annexe 1.

Ils ont également permis de mettre en évidence qu'une déclinaison du plan d'actions en fonction des grands objectifs du PGRI pouvait se révéler limitante dans la mesure où certaines actions peuvent appartenir à plusieurs grands objectifs à la fois. C'est la raison pour laquelle une redefinition plus nette des axes de travail de la S.O.R.I a été validée lors de ces secrétariats (avec la constitution d'une grille d'équivalence entre ces axes de travail et les grands objectifs du PGRI) :

Exemple de tableaux de synthèses restitués à l'issue des quatre secrétariats thématiques :

Exemple d'option 1 : « Mise possible en compte de mesures liées à l'aménagement et à l'entretien de voirie des communes les 5 D'Orléans »			
* Action 2.1.2 Améliorer et mettre à jour le cadastre des équipements de patrimoine de proximité			
Mesure	Quels	Échéance	Porteur
2.1.1 Améliorer et formaliser la connaissance des équipements existants à partir d'un état de l'art de l'existant des communes de la zone d'IDSR, propriétés communales, publiques, entreprises, etc.	Quelques communes de la zone d'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'axe de voirie à partir de cette base de données existantes.	2017/2018	Associations/collectivités
	Élaborer un répertoire de sites de la zone d'IDSR, de voirie et de patrimoine existants et non existants du territoire de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	2017/2018	Collectivités
	Mettre à jour les données de patrimoine existant et non existant de la zone d'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	2017/2018	Associations
2.1.2 Travaux sur l'aménagement de voirie et d'entretien de l'existant de l'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	Mettre à jour le cadastre des équipements de voirie de l'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	2017/2018	Collectivités
	Élaborer et mettre à jour le diagnostic de l'état de l'existant de voirie de l'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	2017/2018	Associations/collectivités
	Mettre à jour le cadastre des équipements de voirie de l'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	2017	Collectivités/Associations et autres
	Mettre à jour les données de patrimoine existant et non existant de la zone d'IDSR de l'Orléans, en particulier les communes de l'IDSR, et le constituer.	2017/2018	Associations/collectivités/Associations (PAP)

- le COPIL du 10 novembre 2014 de validation du diagnostic a également permis de valider les 5 axes de travail de la S.O.R.I et la méthodologie de construction du plan d'action. Le diagramme de ce COPIL est présenté en annexe 2.

- suite au COPIL du 10 novembre et à un premier travail de traduction et de formalisation des différentes actions identifiées précédemment dans des fiches mesures spécifiques, **deux demi-journées de travail ont été organisées en présence des membres du secrétariat de la SLGRI** les 2 et 10 février 2017 afin d'examiner le contenu de chaque fiche mesure, les détails des actions prévues et de les affiner, modifier voire supprimer ou encore d'ajouter de nouvelles actions. Ces journées de travail ont également permis d'identifier les points de divergence ou problématiques sensibles à discuter et valider en Comité Technique. C'est également lors de ces demi-journées que s'est imposé le principe d'une présentation des actions par SLGRI ;
- **le COTECH de validation du plan d'action de la SLGRI du 7 mars 2017** a permis de statuer sur la majorité des points de divergence et des questions restant en suspens relativement au contenu de certaines actions et ainsi de stabiliser un plan d'actions partagé et co-construit en vue du COPIL de validation. Le diaporama de ce COTECH est présenté en annexe 3 ;
- enfin **le COPIL de validation du plan d'action de la SLGRI du 10 avril 2017** a permis d'obtenir une validation politique de l'essentiel des actions inscrites dans la SLGRI et de préparer le lancement de la phase de consultation des parties prenantes. Le diaporama de ce COPIL est présenté en annexe 4.

Il convient également de noter que de nombreux échanges intermédiaires ont eu lieu entre les différents membres du secrétariat, quelques acteurs techniques tel que l'ADSDR, la DREAL (dont SPC et POH), avec plusieurs relectures et réécritures des documents et au total 5 versions successives du plan d'actions.

B3 - Hiérarchisation des actions et formalisation des fiches mesures

B3.1 - La démarche globale

Le plan d'actions de la SLGRI est décliné en trois niveaux :

- un **niveau stratégique** global reprenant les **5 axes de travail** principaux retenus pour les SLGRI de Grenoble-Varan ;
- un **niveau intermédiaire thématique** détaillant, pour chaque axe de travail, les mesures ou dispositions stratégiques à mettre en œuvre : **21 mesures** ont été identifiées ;
- un **niveau fin opérationnel**, détaillant pour chaque mesure, les actions à décliner : **54 actions** ont été définies.

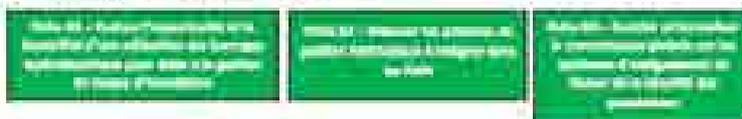
Au vu du nombre important d'actions opérationnelles, il a été décidé de fixer l'échelle de rendu du plan d'actions au niveau des mesures (niveau thématique) détaillées sous forme de fiches présentées ci-après.

Les 21 fiches mesures produites dans le cadre des SUGRI du TRI Grenoble-Voron par axes de travail

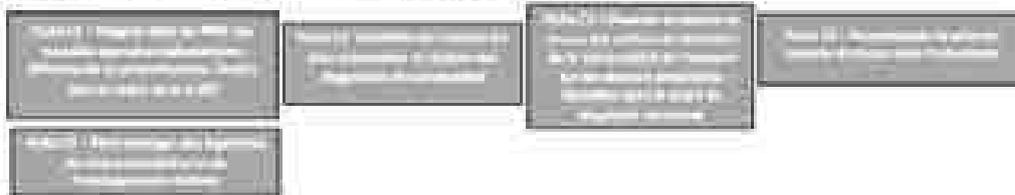
Amélioration de la connaissance



Prévention et gestion des risques hydrologiques



Plan et gestion de l'eau (eau) (environnement et usage) (environnement)



Urbanisme



Transport



Le tableau de correspondance entre ces 21 fiches mesures et les grands objectifs et dispositions du PGRI est présenté en annexe 5.

3.2 - Le contenu des fiches mesures

Les fiches mesures construites dans le cadre de la SUGRI sont détaillées au même niveau qu'un programme d'actions de prévention des inondations (PAI).

Ce niveau répond à la volonté exprimée par l'ensemble des acteurs de construire un programme d'actions opérationnel, qui puisse être lancé dès l'approbation de la SLGR et qui préfigure les actions qui seront incluses dans les futurs PAPI du territoire.

Dans le détail, les fiches mesures, classées et indexées en fonction des 5 axes de travail des SLGR, sont organisées autour des rubriques suivantes :

- le nom de la mesure ;
- l'objectif recherché qui permet de préciser l'intitulé de la mesure ;
- le contexte dans lequel s'inscrit cette mesure : cette rubrique se nourrit directement du diagnostic de la SLGR et des contributions de certains acteurs techniques (ADIDR, SPC, ARS). Le contexte permet de comprendre pourquoi cette mesure est nécessaire et quels sont les territoires les plus concernés ;
- les territoires considérés : il peut s'agir de l'une ou l'autre des SLGR concernées par la mesure, ou d'un territoire plus limité concerné par un cours d'eau particulier ;
- les acteurs concernés par la mesure, qu'il s'agisse des acteurs qui assureront le portage des actions ou des acteurs qui seront simplement associés ou consultés lors de leur réalisation ;
- la définition des actions opérationnelles à mettre en œuvre : la suite logique des actions opérationnelles qui seront décrites pour la mise en œuvre de la mesure est précisée : chacune des actions est détaillée et justifiée ;
- le calendrier de mise en œuvre, la priorité et le chiffrage estimatif des actions : cette rubrique se présente sous la forme d'un tableau synthétisant :
 - l'ensemble des actions associées à la mesure avec une identification des porteurs et des co-porteurs qui, dans certains cas, pourront être redéfinis au lancement de l'action ;
 - un calendrier prévisionnel à l'échelle du cycle actuel de la Directive Inondation (2016-2021) ;
 - un chiffrage des différentes actions basé sur le retour d'expérience de l'Etat, des collectivités et du PAPI Isère amont, il s'agit d'un chiffrage global estimé au stade de la stratégie, qui sera précisé par les porteurs lors de l'initiation de chacune des mesures ;
 - une priorisation des actions par SLGR (Isère amont, Viorannaise, Drac-Romanche) selon 3 niveaux :

- **P1** : action prioritaire à réaliser au cours du cycle 2016-2021 de la Directive Inondation :
- **P2** : action recommandée à réaliser si possible au cours du cycle actuel de la Directive Inondation ou à défaut lors du prochain cycle :
- **P3** : action non prioritaire (à réaliser lors du ou des prochains cycles de la Directive Inondation) mais cohérente avec une gestion globale du risque inondation.

Le tableau ci-après présente le nombre d'actions classés en priorité P1, P2 et P3 par SLGRI.

Priorisation des actions par SLGRI

	P1	P2	P3
SLGRI Isère amont	36	26	9
SLGRI Vaironnais	43	28	3
SLGRI Drac Romanche	51	24	4

- les conditions de réalisation de la mesure détaillant les autres mesures qui doivent être mises en place au préalable et les outils ou données nécessaires ;
- le suivi de la mesure et son évaluation au sein de l'instance de suivi de la SLGRI ;
- le plan de financement des différentes actions liées à la mesure : il convient de noter que ces plans de financement seront nécessairement ajustés en fonction des possibilités de financements de chacun, et notamment de l'Etat, et des clés de répartition des financements éventuellement négociées entre les différents acteurs ;
- le lien avec les autres mesures : liste des fiches mesures directement ou indirectement liées à la fiche mesure étudiée avec des relations d'interdépendance éventuelles.

L'ensemble des fiches mesures déclinées dans le cadre des SLGRI du TRI Grenoble Viron sont présentées en annexe 4.

C. Synthèses actions par SLGRI

Les tableaux des pages suivantes détaillent pour les 3 SLGRI du territoire les actions à mettre en place, les porteurs et co-porteurs présents, le calendrier, un chiffrage global et la priorité des actions selon la codification P1, P2, P3 définie précédemment.

CI - Synthèse des actions sur la Sécurité Alimentaire

Indicateurs de Suivi, Mesures de Suivi, Indicateurs de Suivi, Indicateurs de Suivi

Id	Niveau Mesure	Action	Cap	Statut	Indicateur de Suivi	Responsable
1	1.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 1.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
2	2.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 2.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
			Indicateur 2.1.2 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
			Indicateur 2.1.3 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
3	3.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 3.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
4	4.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 4.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
5	5.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 5.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
			Indicateur 5.1.2 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
6	6.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 6.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
7	7.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 7.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
8	8.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 8.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
9	9.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 9.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
10	10.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 10.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
11	11.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 11.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017
12	12.1	Appuyer les acteurs locaux pour améliorer leurs capacités et renforcer leur résilience.	Indicateur 12.1.1 : Nombre de bénéficiaires atteints	OK	100%	10/2017

N°	Titre Mesure	Lignes	Coût	Budget	Type(s) de mesure	Echelle
6		Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	8 000 000 €	44	CC - Informatique	600 000 €
11	Promouvoir et renforcer les capacités de gestion des ressources humaines et financières de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	20 000 000 000 € (soit 20 milliards)	44	CC - Informatique, CC - Santé Publique	20 000 000 €
12		Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	200 000 000 € (soit 200 millions)	44	CC - Informatique	200 000 000 €
13		Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	200 000 000 € (soit 200 millions)	44	CC - Informatique	200 000 000 €
14	Appuyer la mise en œuvre de la stratégie de santé publique de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	20 000 000 € (soit 20 millions)	44	CC - Informatique	20 000 000 €
15	Appuyer la mise en œuvre de la stratégie de santé publique de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	20 000 000 € (soit 20 millions)	44	CC - Informatique	20 000 000 €
16	Appuyer la mise en œuvre de la stratégie de santé publique de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	Mettre à jour le tableau de bord de suivi des indicateurs de performance de la Direction de la Santé Publique (DSPA) en matière de santé publique.	20 000 000 € (soit 20 millions)	44	CC - Informatique	20 000 000 €

Partidos 2017 de Buen Gobierno en el Valle de Cauca - 2017-2018

Nº	Partido	Valor	Costo	Total	Muestra	Muestra
31		600000000 (costo adicional de las actividades de promoción de los proyectos de inversión pública)	2000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
32		actividades de campaña, foros, reuniones de trabajo, etc.	1000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
33		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
34		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
35		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
36		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
37		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
38		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
39		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
40		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
41		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
42		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
43		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)
44		Actividad de promoción de los proyectos de inversión pública	5000000000 (costo adicional)		60 (10%)	60 (10%)

16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									
32									
33									
34									
35									
36									
37									
38									
39									
40									
41									
42									
43									
44									
45									
46									
47									
48									
49									
50									
51									
52									
53									
54									
55									
56									
57									
58									
59									
60									
61									
62									
63									
64									
65									
66									
67									
68									
69									
70									
71									
72									
73									
74									
75									
76									
77									
78									
79									
80									
81									
82									
83									
84									
85									
86									
87									
88									
89									
90									
91									
92									
93									
94									
95									
96									
97									
98									
99									
100									

Id	Titre de l'activité	Activité	Coût	Statut	Responsable	Montant
41	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
42	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 €	11	M. JACQUIN	30 000€
43	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
44	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
45	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
46	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€

Travaux de réparation et entretien des véhicules

Id	Titre de l'activité	Activité	Coût	Statut	Responsable	Montant
47	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
48	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
49	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
50	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€
51	Travaux de réparation et entretien des véhicules	Travaux de réparation et entretien des véhicules	6 000 - 6 600 € pour un véhicule	11	M. JACQUIN	30 000€

C1 - Synthèse des actions sur la SLCOD Volontaire

Titre de l'action - Objectif principal de l'intervention - Ajustement

Id	Titre de l'action	Objectif principal de l'intervention	Ajustement	Coût	Impact	Partenaires impliqués	Financement
1	1.1	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.2	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.3	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.4	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.5	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.6	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.7	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.8	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.9	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022
1	1.10	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Appuyer les entreprises locales pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et de l'eau.	Budget initial de 100 000 \$.	0	SECO	2017-2022

Part 1 - Part 1 (a) - (b) - (c) - (d) - (e) - (f) - (g) - (h) - (i) - (j) - (k) - (l) - (m) - (n) - (o) - (p) - (q) - (r) - (s) - (t) - (u) - (v) - (w) - (x) - (y) - (z)

Code	Titre	Contenu	Statut	Statut	Statut	Statut
11	11.1	11.1.1	11.1.2	11.1.3	11.1.4	11.1.5
12	12.1	12.1.1	12.1.2	12.1.3	12.1.4	12.1.5
13	13.1	13.1.1	13.1.2	13.1.3	13.1.4	13.1.5
14	14.1	14.1.1	14.1.2	14.1.3	14.1.4	14.1.5
15	15.1	15.1.1	15.1.2	15.1.3	15.1.4	15.1.5

Part 2 - Part 2 (a) - (b) - (c) - (d) - (e) - (f) - (g) - (h) - (i) - (j) - (k) - (l) - (m) - (n) - (o) - (p) - (q) - (r) - (s) - (t) - (u) - (v) - (w) - (x) - (y) - (z)

Code	Titre	Contenu	Statut	Statut	Statut	Statut
16	16.1	16.1.1	16.1.2	16.1.3	16.1.4	16.1.5
17	17.1	17.1.1	17.1.2	17.1.3	17.1.4	17.1.5
18	18.1	18.1.1	18.1.2	18.1.3	18.1.4	18.1.5
19	19.1	19.1.1	19.1.2	19.1.3	19.1.4	19.1.5
20	20.1	20.1.1	20.1.2	20.1.3	20.1.4	20.1.5
21	21.1	21.1.1	21.1.2	21.1.3	21.1.4	21.1.5

N°	Description	Analyse	Coût	Impact	Prévision des dépenses	Budget
17		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
18	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
19		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
20		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
21		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
22		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
23		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
24		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
25		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000
26		Le projet de loi n° 1000 du 15 mai 2017 relatif à la loi de finances pour 2017 a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 mai 2017.	20 000 000 €	N	Café, Cerve, Eau, Jus, Produits d'entretien	20 000 000

Statistical data on the number of cases of violence against women - 2017

№	№ of cases	№ of victims	№ of offenders	№ of cases	№ of victims	№ of offenders
10	100	100	100	100	100	100
11	100	100	100	100	100	100
12	100	100	100	100	100	100
13	100	100	100	100	100	100
14	100	100	100	100	100	100
15	100	100	100	100	100	100
16	100	100	100	100	100	100
17	100	100	100	100	100	100
18	100	100	100	100	100	100
19	100	100	100	100	100	100
20	100	100	100	100	100	100
21	100	100	100	100	100	100
22	100	100	100	100	100	100
23	100	100	100	100	100	100
24	100	100	100	100	100	100
25	100	100	100	100	100	100
26	100	100	100	100	100	100
27	100	100	100	100	100	100
28	100	100	100	100	100	100
29	100	100	100	100	100	100
30	100	100	100	100	100	100
31	100	100	100	100	100	100
32	100	100	100	100	100	100
33	100	100	100	100	100	100
34	100	100	100	100	100	100
35	100	100	100	100	100	100
36	100	100	100	100	100	100
37	100	100	100	100	100	100
38	100	100	100	100	100	100
39	100	100	100	100	100	100
40	100	100	100	100	100	100
41	100	100	100	100	100	100
42	100	100	100	100	100	100
43	100	100	100	100	100	100
44	100	100	100	100	100	100
45	100	100	100	100	100	100
46	100	100	100	100	100	100
47	100	100	100	100	100	100
48	100	100	100	100	100	100
49	100	100	100	100	100	100
50	100	100	100	100	100	100
51	100	100	100	100	100	100
52	100	100	100	100	100	100
53	100	100	100	100	100	100
54	100	100	100	100	100	100
55	100	100	100	100	100	100
56	100	100	100	100	100	100
57	100	100	100	100	100	100
58	100	100	100	100	100	100
59	100	100	100	100	100	100
60	100	100	100	100	100	100
61	100	100	100	100	100	100
62	100	100	100	100	100	100
63	100	100	100	100	100	100
64	100	100	100	100	100	100
65	100	100	100	100	100	100
66	100	100	100	100	100	100
67	100	100	100	100	100	100
68	100	100	100	100	100	100
69	100	100	100	100	100	100
70	100	100	100	100	100	100
71	100	100	100	100	100	100
72	100	100	100	100	100	100
73	100	100	100	100	100	100
74	100	100	100	100	100	100
75	100	100	100	100	100	100
76	100	100	100	100	100	100
77	100	100	100	100	100	100
78	100	100	100	100	100	100
79	100	100	100	100	100	100
80	100	100	100	100	100	100
81	100	100	100	100	100	100
82	100	100	100	100	100	100
83	100	100	100	100	100	100
84	100	100	100	100	100	100
85	100	100	100	100	100	100
86	100	100	100	100	100	100
87	100	100	100	100	100	100
88	100	100	100	100	100	100
89	100	100	100	100	100	100
90	100	100	100	100	100	100
91	100	100	100	100	100	100
92	100	100	100	100	100	100
93	100	100	100	100	100	100
94	100	100	100	100	100	100
95	100	100	100	100	100	100
96	100	100	100	100	100	100
97	100	100	100	100	100	100
98	100	100	100	100	100	100
99	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100

#	Titre de l'ouvrage	Auteurs	Coût	Statut	Particularités	Indicateur
15		Les instruments de la Banque Agricole Tunisienne et leur rôle dans le développement agricole	1	15	1971 (1972) 120 pages	2010000
16		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	16	1971 (1972) 120 pages	2010000
17		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	17	1971 (1972) 120 pages	2010000
18		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	18	1971 (1972) 120 pages	2010000
19		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	19	1971 (1972) 120 pages	2010000
20		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	20	1971 (1972) 120 pages	2010000
21		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	21	1971 (1972) 120 pages	2010000
22		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	22	1971 (1972) 120 pages	2010000
23		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	23	1971 (1972) 120 pages	2010000
24		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	24	1971 (1972) 120 pages	2010000
25		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	25	1971 (1972) 120 pages	2010000
26		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	26	1971 (1972) 120 pages	2010000
27		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	27	1971 (1972) 120 pages	2010000
28		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	28	1971 (1972) 120 pages	2010000
29		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	29	1971 (1972) 120 pages	2010000
30		Le rôle de la Banque Agricole Tunisienne dans le développement agricole	1	30	1971 (1972) 120 pages	2010000

N°	Noms Mesures	Avance	Risque	Statut	Description	Date
14	<p>Reviser les programmes de formation des enseignants et des formateurs et les adapter aux besoins de formation des apprenants (Ouvrir les programmes de formation des enseignants)</p>	<p>Reviser les programmes de formation des enseignants et des formateurs et les adapter aux besoins de formation des apprenants (Ouvrir les programmes de formation des enseignants)</p>	<p>1</p>	0	<p>Les programmes de formation des enseignants et des formateurs sont en cours de révision et d'adaptation aux besoins de formation des apprenants (Ouvrir les programmes de formation des enseignants)</p>	

N°	Titre de l'opération	Actes	Etat	Budget	Budget de l'exercice	Budget initial
10	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
11	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
12	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
13	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
14	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
15	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
16	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			

Tableau des opérations de gestion de l'actif net - Budget de l'exercice

N°	Titre de l'opération	Actes	Etat	Budget	Budget de l'exercice	Budget initial
17	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
18	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
19	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
20	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
21	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			
22	Opérations de gestion de l'actif net	Régularisation de l'actif net	1000000			

Le tableau des options - Gestion est édité et publié en français - La traduction française

N°	Titre de l'option	Action	CAGR	Risque	Maturité de l'option	Moyenne
11	Dynamique à court terme	Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
12		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
13		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
14		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
15		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
16		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
17		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
18		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
19		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000
20		Investissement à court terme	10000 (10000) 10000	N	10000 (10000) 10000	10000

No.	Title/Description	Activity	Cost	Status	Funding/Source of Funds	Start Date
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

D. Formalisation des documents d'engagement par SUGR

Avant le plan d'action, la doctrine locale de gestion du risque d'inondation a été formalisée par la rédaction de trois documents d'engagement (1) par SUGR entre l'Etat et les collectivités.

Ces documents d'engagement constituent une feuille de route pour les 3 années à venir du cycle actuel de la Directive inondation. Ils formalisent (pouvantement de la détermination de la cartographie et de la construction qui a été menée au cours des années 2014 et 2017 entre autres) les parties prévues et leur permis, dans un contexte spécifique très contrasté (habitat, zones protégées, d'obtenir une certaine cohésion et équilibre).

La signature de ces documents d'engagement par l'Etat d'une part, et par les collectivités d'autre part, est dans un cadre formel de finalisation des deux parties en faveur d'une amélioration de la gestion du risque d'inondation et de la détermination d'une démarche de travail collaborative, permettant ensuite dans le plan d'action de la DOP au niveau de la commune (2).

avec l'Etat (Etat engagé) :

- assurer une prise en compte différenciée du risque, en tenant compte des enjeux et des contraintes des territoires dans les dispositions réglementaires des PPR (par exemple dans les zones protégées dans les zones protégées, dans les zones et zones de risque, dans les zones) ;
- améliorer les dispositifs de gestion de crise.

De manière les collectivités s'engagent :

- mettre en œuvre une gouvernance GDRP efficace et cohérente ;
- apporter les garanties nécessaires sur les systèmes d'engagement (transparance, suivi des échéances) ;
- améliorer les capacités de gestion de crise ;
- recueillir les PCC nationales : assurer la visibilité du territoire (État, réseaux, solutions d'aménagement résilientes, culture du risque).

Les tableaux ci-dessous détaillent le contenu des documents d'engagement par SUGR :

Engagements entre l'Etat et les collectivités pour le G20 Vancouver

Engagements des collectivités	Engagements de l'Etat
Mettre en place une organisation efficiente pour l'événement de la compétence G20/14/15	Mettre à jour le cadre d'avis de la charge dans le cas de litiges et mettre à jour le concordat de la ligne d'avis de l'avis pris pour le cas de référence
Établir un PAF sur le dossier FNE Charge-Dur	Définir les règles d'arbitrage pour le cas de litiges sur le litige des règles de l'arbitrage
Améliorer les dispositifs de gestion de crise (notamment PCI opérationnels et autres, surveillance des signaux)	Améliorer les dispositifs de gestion de crise de son ressort (dispositif G20/15, dispositifs d'avis, etc.)
Développer la culture du risque (notamment auprès de publics particuliers tels que les enfants scolaires)	Travailler au financement des PAF
Élaborer des dispositifs de résilibilité et mettre en œuvre des actions permettant de la réduire pour les collectivités (notamment les plus vulnérables)	
Mieux intégrer les risques dans les documents de planification d'urgence par des plans conjoints	

Engagements entre l'Etat et les collectivités pour le G20 à titre prioritaire

Engagements des collectivités	Engagements de l'Etat
Mettre en place une organisation efficiente pour l'événement de la compétence G20/15/16	Améliorer les dispositifs de gestion de crise de son ressort (dispositif G20/15, dispositifs d'avis, etc.)
Améliorer les dispositifs de gestion de crise (notamment PCI opérationnels et autres, surveillance des signaux)	Élaborer le G20 sous l'angle des compétences de l'organisation et la fin des travaux du G20/15, en y incluant les plans de continuité de service des dispositifs par les PCI
Développer la culture du risque (notamment auprès de publics particuliers tels que les enfants scolaires)	

Élaborer des diagnostics de vulnérabilité et mettre en œuvre des actions permettant de le réduire pour les secteurs ou entités les plus vulnérables	
Définir, en accordant l'État, les zones d'intérêt stratégique pour la grande région, l'urbaine, périurbaine et le territoire, et fournir à l'État tous les éléments permettant fait de statuer sur leur statut en compte avec le PDD	
Mieux intégrer les enjeux dans les documents de planification à l'échelle par des choix argumentés	

Engagements entre l'État et les collectivités pour le SDRR-Droit de la Mobilité

Engagements des collectivités	Engagements de l'État
Mettre en place des organisations agréées pour l'entretien de la voirie ferroviaire (AVAF), en accordant le rôle de l'ARSO pour le Droit	Étudier les questions de l'entretien et de la gestion du Droit et de l'ARSO, en lien avec la stratégie et les autres parties prenantes
Élaborer des FAR sur le Droit et le territoire (zone de l'État) en y intégrant les questions de l'entretien et de la gestion et de la propriété du Droit et de la gestion de l'ARSO	Participer au financement du FAR
Améliorer les dispositifs de gestion de crise (notamment PCS opérationnels et exercices, surveillance des signaux)	Améliorer les dispositifs de gestion de crise de son ressort (département, ARSO, dispositifs d'alerte, etc.)
Développer la culture du risque (notamment auprès du public) (particuliers, les élus, les entreprises, etc.)	Élaborer le PPR du Droit en accordant une réglementation adaptée aux enjeux du territoire, en fonction de la situation des communes d'implantement et de la gestion de crise
Élaborer des diagnostics de vulnérabilité et mettre en œuvre des actions permettant de le réduire pour les secteurs ou entités les plus vulnérables	Élaborer au niveau PPR le territoire (zone de l'État) et le territoire (zone de l'État) en compte des enjeux du PPRD selon les mêmes principes
Définir, en accordant l'État, les zones d'intérêt stratégique pour la grande région	Intégrer les enjeux de demande de DSDR dans les PCS

<p>actions proposées et le terrain et l'impact de l'impact sur les éléments pertinents pour le plan de travail en concertation avec le PCC.</p>	
<p>Mettre à jour les fiches métiers, les inventaires participatifs d'usagers par des outils numériques, Plan de Développement des opérations de renouvellement urbain effectuées en termes de valeur, d'impact et en utilisant le PCC.</p>	<p>Participer à la réflexion sur le rôle potentiel des citoyens pour une meilleure gestion des usages.</p>
	<p>Retourner le niveau de mesure et de précision des mesures sur le terrain.</p>

Les documents d'engagement complets pour les SICR (à titre unifié, à titre volontaire et Orac-Broncho) sont présentés respectivement en annexe 7, 8 et 9.

5. Annexes

Annexe 1 : Tableaux de synthèse réalisés lors des groupes de travail visant à co-construire le plan d'action de la SICR

Annexe 2 : Diaporama du COPI du 16 novembre 2016

Annexe 3 : Diaporama de COFEC du 7 mai 2017

Annexe 4 : Diaporama du COPI du 14 avril 2017

Annexe 5 : Tableaux de correspondance entre les 11 fiches métiers de la SICR et les grands objectifs et dispositifs du PCC

Annexe 6 : Fiches métiers de la SICR

Annexe 7 : Document d'engagement de la SICR (à titre unifié)

Annexe 8 : Document d'engagement de la SICR (à titre volontaire)

Annexe 9 : Document d'engagement de la SICR (Orac-Broncho)

Elaboration des stratégies locales de gestion du risque
d'inondation (SLGRI) sur le territoire à risque important
d'inondation (TRI) de Grenoble – Voiron



Formalisation des engagements entre l'Etat et les collectivités
territoriales sur le territoire de la SLGRI « Drac Romanche »

De 2016 à 2017

Le Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Grenoble-Voiron se distingue par son contexte géographique montagnard bien particulier au sein du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée.

Ensermé entre les massifs de la Chartreuse, de Belledonne et du Vercors, il héberge la deuxième métropole de la Région Auvergne Rhône-Alpes, regroupant un total de 450 500 habitants (dont 163 000 habitants à Grenoble) et 343 000 emplois à la confluence de deux rivières longtemps redoutées pour leurs crues dévastatrices : l'Isère et le Drac.

Deuxième pôle français de recherche après l'Île-de-France, son dynamisme économique et le potentiel de ses centres de recherche en font un territoire très attractif (également pour le secteur industriel) qui s'étend dans les trois vallées de l'« Y grenoblois » (Grésivaudan, Drac et Romanche, et Isère aval).

La conciliation de ce dynamisme avec la rigueur de la géographie est facilitée par une longue tradition d'adaptation : protection contre les crues du Serpent (Isère) et du Dragon (Drac) dès le haut Moyen-Âge puis réalisation des premiers travaux d'endiguement sous l'égide de l'État au début du XIX^{ème} siècle, gestion rigoureuse des digues et des canaux avec une expertise reconnue au niveau national. D'importants travaux de prévention et de protection, d'un montant total de 160 millions d'euros, sont en cours avec le programme « Isère Amont » dans le Grésivaudan ou déjà finalisés avec le projet Romanche-Séchisienne.

Aujourd'hui, l'occupation urbaine des fonds de vallées est prégnante et les périphéries des agglomérations rejoignent les contreforts montagneux.

Les inondations catastrophiques de ces dernières décennies, et tout particulièrement les conséquences tragiques des ruptures de digues marines à la Nouvelle-Orléans en août 2005 (ouragan Katrina) puis sur la côte Atlantique française en février 2010 (tempête Xynthia), ont apporté un éclairage nouveau sur la compréhension du risque, en rappelant la vulnérabilité des digues et l'aggravation des dégâts qui peut résulter de leur rupture.

Localement, la nécessaire prise en compte des phénomènes de ruptures de digues concerne des secteurs importants de densification et de développement de la grande région urbaine grenobloise. En particulier, le cœur de la métropole, implanté sur l'ancien cône de déjection du Drac, se situe presque entièrement en zone inondable par rupture de digue et fait en même temps face à un enjeu de renouvellement urbain. Un autre enjeu se situe dans la vallée du Grésivaudan, dont plusieurs secteurs avaient été identifiés dans le projet de développement économique de la grande région urbaine grenobloise.

Cet héritage place la réflexion locale sur le risque inondation dans une perspective très spécifique de grande métropole française très attractive mais contrainte par la topographie, qui s'est construite dans le lit majeur historique de cours d'eau aujourd'hui endigués, et qui a ainsi développé un savoir-faire reconnu en matière de gestion des digues, mais également un sentiment de protection face aux inondations qui se doit d'être aujourd'hui tempéré.

Le maintien de l'attractivité de la région urbaine grenobloise et la possibilité de son développement économique et social sont un enjeu fort des SLGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Il convient ainsi de bâtir une stratégie permettant un développement du territoire qui intègre pleinement les contraintes liées au risque inondation et qui s'y adapte :

- le réseau de protection dans son ensemble apporte un niveau de sécurité des populations conséquent tant par la qualité des ouvrages que par leur gestion ; toutefois cette qualité demeure très inégale selon l'âge et la constitution des ouvrages, et le risque de rupture de digue doit être correctement évalué ; c'est l'un des enjeux majeurs du territoire ;

- le sentiment de sécurité alimenté par une certaine maîtrise de l'eau (digues et barrages), et l'absence de crue conséquente au cours des dernières décennies ont induit une perte de culture du risque et probablement de capacité de rebond face à une inondation majeure avec sur-verse ou rupture de digue. Le développement urbain et territorial n'ayant pas inclus ce risque, l'amélioration de la résilience face à un tel scénario constitue un enjeu important pour le territoire. Elle devra se décliner dans toutes ses dimensions : adaptation du tissu urbain, renforcement de la surveillance et de l'alerte, préparation à la gestion de crise et du retour à la normale en concevant « l'après-crue » ;
- le contexte montagnard du territoire induit des contraintes fortes sur la gestion des cours d'eau. Ainsi, en plus des grandes rivières alpines, la gestion des affluents est aussi une nécessité et ce, au regard de leur risques spécifiques (cinétique rapide, phénomènes de transport solide, érosion/dépôt, ...). La gestion des inondations est ainsi plurielle sur le territoire et nécessite des mesures et des choix spécifiques et adaptés à chaque problématique ;
- enfin, la réglementation portée par les PPRi doit aider le territoire à mieux intégrer ce risque et à s'y adapter, tout en restant cohérent avec son équilibre économique et en gardant à l'esprit les autres contraintes et notamment les limites imposées par les autres risques liés au contexte montagnard (ruissellement, torrentiel, glissement de terrain, éboulements) et au patrimoine industriel (risque industriel).

L'établissement collectif de l'état des lieux au cours de l'été 2016 a permis de considérer les dimensions concrètes des cinq grands objectifs du PGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Les partenaires engagés dans son établissement, aidés par un collège d'experts, ont identifié les engagements à prendre au cours des 5 années à venir pour améliorer la gestion du risque dans toutes ses composantes

Les collectivités territoriales (incluant les EPCI, les communes mais également les syndicats) ont ainsi pris la mesure des efforts à consentir en matière d'augmentation de la sécurité des populations exposées, d'amélioration de la résilience de leur territoire et d'optimisation de la gestion des rivières.

Elles souhaitent également une meilleure connaissance des phénomènes liés au risque, notamment en matière de rupture de digue, afin que leurs efforts à venir soient en phase avec les investissements passés et que l'État puisse mettre en place une réglementation cohérente avec la réalité du territoire et des risques.

Les stratégies locales du TRI de Grenoble Voiron ont été particulièrement approfondies concernant l'approche multi-factorielle de la gestion des inondations et les territoires peuvent à ce titre constituer un territoire pilote au niveau national.

Par conséquent, collectivités et État s'engagent conjointement dans la mise en œuvre de la présente SLGRI, selon les termes suivants :

D'une part, les collectivités s'engagent à intégrer le risque au cœur de leur gestion du territoire.

Cette intégration s'entend aussi bien dans le fonctionnement actuel du territoire que dans la préparation de son développement à venir.

I. Gestion de crise, culture du risque et réduction de la vulnérabilité du territoire

Concernant le fonctionnement actuel du territoire, les collectivités (Département, EPCI, communes et syndicats, chacune selon ses compétences et responsabilités) s'engagent :

- à préparer leur territoire à gérer des crises inondation, notamment en développant ou en enrichissant les volets inondation et inondation par rupture de digue des plans communaux de sauvegarde (PCS), en y formalisant leur rôle concernant la surveillance des systèmes d'endiguement et en réalisant régulièrement des exercices de crises inondation ;
- à anticiper les efforts nécessaires pour assurer le retour à la normale en situation d'après crise (en accompagnant l'élaboration et la mise en œuvre des procédures de continuité d'activité et en organisant le redémarrage rapide des services ou activités nécessaires) ;
- à développer la culture et la conscience du risque en identifiant les messages à diffuser et en assurant leur diffusion auprès des différentes populations (en particulier habitants, professionnels, enfants scolarisés). Les moyens mobilisés permettront d'inscrire cet engagement dans la durée ;
- à appréhender la vulnérabilité du territoire dans toutes ses composantes (bâti, activités, fonctionnement, réseaux) notamment via l'établissement de diagnostics, et à engager sur ces bases, dans les meilleurs délais, les actions organisationnelles et structurelles qui permettront de la réduire pour les enjeux les plus vulnérables.

II. Aménagement du territoire

Concernant l'aménagement du territoire, les collectivités s'engagent :

- à éclairer et argumenter les choix d'aménagement au vu de l'impératif de protection des personnes et des biens contre les inondations, lors de l'élaboration ou la révision des documents de planification urbaine, notamment PLU communaux et PLUi ;
- à améliorer la résilience du territoire par la mise en œuvre de projets de restructuration urbaine, à une échelle adaptée, là où les niveaux d'aléas et la nature des enjeux le nécessitent. Le PLUi de la métropole pourra être un outil particulièrement utile à cette fin.

Les EPCI de la grande région urbaine grenobloise définiront, en associant l'État, les quelques zones qui présentent un intérêt stratégique pour leur territoire et pour la grande région urbaine grenobloise.

Pour ces quelques zones d'intérêt stratégique, les EPCI concernés déposeront un dossier auprès de l'État démontrant que ces zones remplissent les conditions relatives au système d'endiguement, à la gestion de crise et au caractère stratégique de la zone, en particulier l'impossibilité de positionner ces nouveaux enjeux hors de zones impactées par des risques, y compris par renouvellement urbain. Ces dossiers seront instruits dans le cadre des élaborations ou révisions de PPRI.

III. Systèmes d'endiguement et milieux aquatiques

L'efficacité des systèmes d'endiguement va de pair avec une amélioration de la gestion et de l'aménagement des rivières.

Sur ce point, les collectivités s'engagent à mettre en place une organisation cohérente et efficiente de la compétence GEMAPI.

Concernant le domaine public fluvial du Drac, dont l'actuel gestionnaire est l'État :

- l'État, Grenoble Alpes Métropole, le SYMBHI et l'ADIDR travailleront étroitement pour toute étude ou travaux concernant le lit du Drac, compte tenu des liens entre la rivière, son lit et le système d'endiguement,
- une réflexion sera engagée en parallèle pour définir un cadre institutionnel de gestion pérenne du domaine public fluvial du Drac ; les évolutions possibles de responsabilités et leurs conditions juridiques et financières seront étudiées.

Concernant les digues en rive droite du Drac qui relèvent aujourd'hui de la responsabilité de l'État et de son concessionnaire AREA, et dont la gestion a vocation à être transférée à la structure gémapienne le 28 janvier 2024 :

- Grenoble Alpes Métropole sera étroitement associée, par l'État et son concessionnaire, aux études et travaux qui seront engagés sur les digues en rive droite relevant de leur responsabilité jusqu'en 2024, conformément à l'article 59 de la loi MAPTAM,
- Grenoble Alpes Métropole s'engage :
 - à établir avec l'État, ses concessionnaires et les autres parties prenantes des conventions déterminant les modalités juridiques, techniques et financières de gestion des digues jusqu'à la fin de la période transitoire, le 28 janvier 2024,
 - à préparer le transfert de responsabilité des digues à la structure gémapienne en 2024,
 - et à définir par des conventions ce que seront les obligations et responsabilités de chacun après le 28 janvier 2024.

Les collectivités poursuivront l'étude et la mise en œuvre de schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et de programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI).

Pour le Drac, sera déposé un dossier de programme d'actions de prévention des inondations d'intention (PAPI d'intention) dans la mesure du possible avant fin 2017 puis un dossier de PAPI complet dans les meilleurs délais. Ce dossier de PAPI permettra de contractualiser la contribution financière de l'État. Il inclura notamment :

- les opérations de confortement de digues et autres travaux permettant d'atteindre l'objectif de résistance du système d'endiguement pour le niveau de protection visé par le Gémapien (au moins égal au niveau de protection pour la crue de référence PPR). Les études de danger devront garantir l'absence de ruptures du système d'endiguement pour ce niveau de protection visé,
- la maîtrise des crues exceptionnelles, en organisant les débordements et écoulements des eaux,
- le dispositif de ressuyage des eaux du Drac, en étudiant l'intérêt de supprimer les digues de l'Isère sur la Presqu'île,
- la garantie d'entretien du système d'endiguement,
- les travaux dans le lit du Drac (traitement des îlots, du transit sédimentaire, etc.), compte tenu du lien entre le cours d'eau et la sollicitation du système d'endiguement,
- des études et travaux de réduction de vulnérabilité du territoire,
- des études et démarches d'amélioration de connaissance et de la culture du risque,

- une étude, portée par la CLE Drac-Romanche, sur le rôle potentiel des barrages.

Pour La Romanche dans la plaine de l'Oisans, les collectivités déposeront un dossier de programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) qui s'appuiera en particulier sur l'étude sur le système d'endiguement qui est portée par le SYMBHI, sur l'étude de danger réalisée par l'ADIDR et sur le contrat de rivière.

D'autre part, l'État s'engage à une prise en compte différenciée et proportionnée du risque dans ses prescriptions réglementaires relatives à l'occupation des sols, et à une action renforcée dans la gestion de crise.

Sur le territoire de la SLGRI Drac Romanche, cet engagement de l'État se traduira notamment dans la consolidation des dispositifs de prévision, d'alerte et de gestion de crise, dans les dispositions réglementaires des prochains plans de prévention des risques d'inondations (PPRI), dont ceux qui seront révisés.

De plus, l'État travaillera à la mise en place de solutions pérennes pour la gestion du domaine public fluvial du Drac et de la partie du système d'endiguement du Drac qui est aujourd'hui sous sa responsabilité.

I. Gestion de crise

Concernant les dispositifs de prévision et d'alerte, l'État s'engage :

- à renforcer le réseau de mesure et de prévision des crues sur la Romanche,
- à coordonner et à accompagner les dispositifs locaux mis en place par les collectivités,
- à participer à l'élaboration de partenariats pour la mutualisation et le développement des réseaux de mesure notamment en zone de montagne,
- à rendre plus efficiente l'alerte au niveau des communes et des opérateurs afin qu'ils puissent pleinement agir en matière de sauvegarde des personnes (PCS), de réduction de la vulnérabilité des activités (PCA, POI,...) et faciliter le retour à la normale sur le territoire.

Concernant la gestion de crise, l'État s'engage à développer dans les meilleurs délais un volet inondation spécifique dans le dispositif ORSEC et à participer au confortement des outils opérationnels de prévision et de gestion de crise. Il s'engage à participer au processus de travail sur les volets inondation des PCS des communes, afin d'assurer une pleine cohérence des dispositifs de sauvegarde à l'échelle intercommunale et cela aux côtés des EPCI.

L'État participera, aux côtés de la CLE Drac Romanche, à la réflexion sur la possibilité d'utiliser les barrages comme outil de prévention des inondations.

II. Aménagement du territoire

Concernant l'élaboration du PPRI du Drac, l'élaboration du PPRI de Bourg d'Oisans et la révision du PPRI Isère aval, l'État :

- adoptera une réglementation différenciée et proportionnée en fonction :
 - de l'aléa identifié,
 - des enjeux du territoire,
 - du niveau de protection réelle apporté par les systèmes d'endiguement et de la capacité des territoires à maintenir ce niveau,
 - de la capacité à assurer la sauvegarde des populations (PCS opérationnel) ;
- instruira les dossiers de demandes d'exception à l'inconstructibilité dans les zones d'intérêt stratégique et dans les zones urbanisées afin d'y définir les possibilités d'aménagement. Les dossiers de demandes de ZIS déposés par les collectivités devront apporter les justifications de l'atteinte de toutes les conditions relatives au système d'endiguement, à la gestion de crise et au caractère stratégique des projets ou secteurs objets de la demande.

III. Systèmes d'endiguement et milieux aquatiques

Concernant le domaine public fluvial du Drac, dont l'actuel gestionnaire est l'État :

- l'État, Grenoble Alpes Métropole, le SYMBHI, l'ADIDR travailleront étroitement, dans le cadre du PAPI d'intention, sur des études et travaux qui doivent permettre d'entretenir le DPF, en particulier de dé-végétaliser voire arraser les îlots,
- une réflexion sera engagée en parallèle pour définir un cadre institutionnel de gestion pérenne du domaine public fluvial du Drac ; les évolutions possibles de responsabilités et leurs conditions juridiques et financières seront étudiées.

Concernant les digues en rive droite du Drac qui relèvent aujourd'hui de la responsabilité de l'État et de son concessionnaire AREA, et dont la gestion a vocation à être transférée à la structure gémapienne le 28 janvier 2024, conformément à l'article 59 de la loi MAPTAM du 28 janvier 2014, l'État ou son concessionnaire :

- continuera à assurer la gestion de la digue A480 pour le compte de Grenoble Alpes Métropole jusqu'au 28 janvier 2024. Pendant cette période, le financement des travaux de mise en conformité des ouvrages avec les exigences réglementaires et légales incombe à l'État.
- établira avec Grenoble Alpes Métropole la convention qui explicitera les modalités juridiques, techniques et financières de gestion de la digue par l'État et son concessionnaire, ainsi que l'étendue de son concours et des moyens matériels et humains qui y seront consacrés, jusqu'à la fin de la période transitoire, le 28 janvier 2024. Cette convention précisera les principes de compensation et de transfert de charges qui pourraient être nécessaires après le 28 janvier 2024.
- s'assurera de la bonne prise en compte des enjeux de maintien de fonctionnalité et de confortement des digues du Drac par son concessionnaire AREA, notamment dans le cadre du projet d'élargissement de l'autoroute A480 et d'aménagement de ses abords.

Enfin, l'État participera au financement des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) qui seront labellisés.

Élaboration des stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI) sur le territoire à risque important d'inondation (TRI) de Grenoble – Voiron



Formalisation des engagements entre l'État et les collectivités territoriales sur le territoire de la SLGRI « Isère amont »

16/06/2017

Le Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Grenoble-Voiron se distingue par son contexte géographique montagnard bien particulier au sein du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée.

Ensermé entre les massifs de la Chartreuse, de Belledonne et du Vercors, il héberge la deuxième métropole de la Région Auvergne Rhône-Alpes, regroupant un total de 450 500 habitants (dont 163 000 habitants à Grenoble) et 343 000 emplois à la confluence de deux rivières longtemps redoutées pour leurs crues dévastatrices : l'Isère et le Drac.

Deuxième pôle français de recherche après l'Île-de-France, son dynamisme économique et le potentiel de ses centres de recherche en font un territoire très attractif (également pour le secteur industriel) qui s'étend dans les trois vallées de l'« Y grenoblois » (Grésivaudan, Drac et Romanche, et Isère aval).

La conciliation de ce dynamisme avec la rigueur de la géographie est facilitée par une longue tradition d'adaptation : protection contre les crues du Serpent (Isère) et du Dragon (Drac) dès le haut Moyen-Âge puis réalisation des premiers travaux d'endiguement sous l'égide de l'État au début du XIX^{ème} siècle, gestion rigoureuse des digues et des canaux avec une expertise reconnue au niveau national. D'importants travaux de prévention et de protection, d'un montant total de 160 millions d'euros, sont en cours avec le programme « Isère Amont » dans le Grésivaudan ou déjà finalisés avec le projet Romanche-Séchisienne.

Aujourd'hui, l'occupation urbaine des fonds de vallées est prégnante et les périphéries des agglomérations rejoignent les contreforts montagneux.

Les inondations catastrophiques de ces dernières décennies, et tout particulièrement les conséquences tragiques des ruptures de digues marines à la Nouvelle-Orléans en août 2005 (ouragan Katrina) puis sur la côte Atlantique française en février 2010 (tempête Xynthia), ont apporté un éclairage nouveau sur la compréhension du risque, en rappelant la vulnérabilité des digues et l'aggravation des dégâts qui peut résulter de leur rupture.

Localement, la nécessaire prise en compte des phénomènes de ruptures de digues concerne des secteurs importants de densification et de développement de la grande région urbaine grenobloise. En particulier, le cœur de la métropole, implanté sur l'ancien cône de déjection du Drac, se situe presque entièrement en zone inondable par rupture de digue et fait en même temps face à un enjeu de renouvellement urbain. Un autre enjeu se situe dans la vallée du Grésivaudan, dont plusieurs secteurs avaient été identifiés dans le projet de développement économique de la grande région urbaine grenobloise.

Cet héritage place la réflexion locale sur le risque inondation dans une perspective très spécifique de grande métropole française très attractive mais contrainte par la topographie, qui s'est construite dans le lit majeur historique de cours d'eau aujourd'hui endigués, et qui a ainsi développé un savoir-faire reconnu en matière de gestion des digues, mais également un sentiment de protection face aux inondations qui se doit d'être aujourd'hui tempéré.

Le maintien de l'attractivité de la région urbaine grenobloise et la possibilité de son développement économique et social sont un enjeu fort des SLGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Il convient ainsi de bâtir une stratégie permettant un développement du territoire qui intègre pleinement les contraintes liées au risque inondation et qui s'y adapte :

- le réseau de protection dans son ensemble apporte un niveau de sécurité des populations conséquent tant par la qualité des ouvrages que par leur gestion ; toutefois cette qualité demeure très inégale selon l'âge et la constitution des ouvrages, et le risque de rupture de digue doit être correctement évalué ; c'est l'un des enjeux majeurs du territoire ;

- le sentiment de sécurité alimenté par une certaine maîtrise de l'eau (digues et barrages), et l'absence de crue conséquente au cours des dernières décennies ont induit une perte de culture du risque et probablement de capacité de rebond face à une inondation majeure avec sur-verse ou rupture de digue. Le développement urbain et territorial n'ayant pas inclus ce risque, l'amélioration de la résilience face à un tel scénario constitue un enjeu important pour le territoire. Elle devra se décliner dans toutes ses dimensions : adaptation du tissu urbain, renforcement de la surveillance et de l'alerte, préparation à la gestion de crise et du retour à la normale en concevant « l'après-crue » ;
- le contexte montagnard du territoire induit des contraintes fortes sur la gestion des cours d'eau. Ainsi, en plus des grandes rivières alpines, la gestion des affluents est aussi une nécessité et ce, au regard de leur risques spécifiques (cinétique rapide, phénomènes de transport solide, érosion/dépôt, ...). La gestion des inondations est ainsi plurielle sur le territoire et nécessite des mesures et des choix spécifiques et adaptés à chaque problématique ;
- enfin, la réglementation portée par les PPRi doit aider le territoire à mieux intégrer ce risque et à s'y adapter, tout en restant cohérent avec son équilibre économique et en gardant à l'esprit les autres contraintes et notamment les limites imposées par les autres risques liés au contexte montagnard (ruissellement, torrentiel, glissement de terrain, éboulements) et au patrimoine industriel (risque industriel).

L'établissement collectif de l'état des lieux au cours de l'été 2016 a permis de considérer les dimensions concrètes des cinq grands objectifs du PGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Les partenaires engagés dans son établissement, aidés par un collège d'experts, ont identifié les engagements à prendre au cours des 5 années à venir pour améliorer la gestion du risque dans toutes ses composantes

Les collectivités territoriales (incluant les EPCI, les communes mais également les syndicats) ont ainsi pris la mesure des efforts à consentir en matière d'augmentation de la sécurité des populations exposées, d'amélioration de la résilience de leur territoire et d'optimisation de la gestion des rivières.

Elles souhaitent également une meilleure connaissance des phénomènes liés au risque, notamment en matière de rupture de digue, afin que leurs efforts à venir soient en phase avec les investissements passés et que l'État puisse mettre en place une réglementation cohérente avec la réalité du territoire et des risques.

Les stratégies locales du TRI de Grenoble Voiron ont été particulièrement approfondies concernant l'approche multi-factorielle de la gestion des inondations et les territoires peuvent à ce titre constituer un territoire pilote au niveau national.

Par conséquent, collectivités et État s'engagent conjointement dans la mise en œuvre de la présente SLGRI, selon les termes suivants :

D'une part, les collectivités s'engagent à intégrer le risque au cœur de leur gestion du territoire.

Cette intégration s'entend aussi bien dans le fonctionnement actuel du territoire que dans la préparation de son développement à venir.

I. Gestion de crise, culture du risque et réduction de la vulnérabilité du territoire

Concernant le fonctionnement actuel du territoire, les collectivités (Département, EPCI, communes et syndicats, selon leurs compétences et responsabilités) s'engagent :

- à préparer leur territoire à gérer des crises inondation, notamment en développant ou en enrichissant les volets inondation et inondation par rupture de digue des plans communaux de sauvegarde (PCS), en y formalisant leur rôle concernant la surveillance des systèmes d'endiguement et en réalisant régulièrement des exercices de crises inondation ;
- à anticiper les efforts nécessaires pour assurer le retour à la normale en situation d'après crise (en accompagnant l'élaboration et la mise en œuvre des procédures de continuité d'activité et en organisant le redémarrage rapide des services ou activités nécessaires) ;
- à développer la culture et la conscience du risque en identifiant les messages à diffuser et en assurant leur diffusion auprès des différentes populations (en particulier : habitants, professionnels, enfants scolarisés). Les moyens mobilisés permettront d'inscrire cet engagement dans la durée ;
- à appréhender la vulnérabilité du territoire dans toutes ses composantes (bâti, activités, fonctionnement, réseaux), notamment via l'établissement de diagnostics, et à engager sur ces bases, dans les meilleurs délais, les actions organisationnelles et structurelles qui permettront de la réduire pour les enjeux les plus vulnérables.

II. Aménagement du territoire

Concernant l'aménagement du territoire, les collectivités s'engagent à éclairer et argumenter les choix d'aménagement au vu de l'impératif de protection des personnes et des biens contre les inondations, lors de l'élaboration ou la révision des documents de planification urbaine, notamment PLU communaux et PLUI.

Les EPCI de la grande région urbaine grenobloise définiront, en associant l'État, les quelques zones qui présentent un intérêt stratégique pour leur territoire et pour la grande région urbaine grenobloise.

Concernant la vallée du Grésivaudan, elle s'appuie sur une activité économique diversifiée qui contribue à faire de la région urbaine grenobloise un pôle d'emploi équilibré entre les différents secteurs d'activité. La demande de la communauté de communes Le Grésivaudan d'y qualifier de ZIS une ou deux zones d'activité sera analysée dans cette optique de maintenir l'équilibre économique du territoire et de mettre en valeur les synergies avec les entreprises déjà implantées.

Pour ces quelques zones d'intérêt stratégique, les EPCI concernés déposeront un dossier auprès de l'État démontrant que ces zones remplissent les conditions relatives au système d'endiguement, à la gestion de crise et au caractère stratégique de la zone, en particulier l'impossibilité de positionner ces nouveaux enjeux hors de zones impactées par des risques, y compris par renouvellement urbain. Ces dossiers seront instruits dans le cadre des élaborations ou révisions de PPRI.

III. Systèmes d'endiguement et milieux aquatiques

L'efficacité de cette prévention associée au développement du territoire va de pair avec une amélioration de la gestion et de l'aménagement des rivières. Sur ce point, les collectivités s'engagent :

- à mettre en place une organisation cohérente et efficiente de la compétence **GEMAPI** ;
- à poursuivre la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations (**PAPI**) isère ament.

D'autre part, l'État s'engage à une prise en compte différenciée et proportionnée du risque dans ses prescriptions réglementaires relatives à l'occupation des sols, à une action renforcée dans la gestion de crise.

Sur la SLGRI Isère amont, cet engagement de l'État se traduira notamment dans la consolidation des dispositifs de prévision, d'alerte et de gestion de crise et dans les dispositions réglementaires de la révision du plan de prévention des risques d'inondations (PPRi) Isère amont.

I. Gestion de crise

Concernant les dispositifs de prévision et d'alerte, l'État s'engage :

- à maintenir le réseau de mesure et de prévision des crues existant et mis en place par ses soins,
- à coordonner et à accompagner les dispositifs locaux mis en place par les collectivités,
- à participer à l'élaboration de partenariats pour la mutualisation et le développement des réseaux de mesure notamment en zone de montagne,
- à rendre plus efficiente l'alerte au niveau des communes et des opérateurs afin qu'ils puissent pleinement agir en matière de sauvegarde des personnes (PCS), de réduction de la vulnérabilité des activités (PCA, FOI,...) et faciliter le retour à la normale sur le territoire,
- à améliorer le réseau de mesure sur l'amont du bassin de l'Isère en partenariat avec Météo-France et les collectivités afin d'améliorer l'anticipation et la connaissance des événements.

Concernant la gestion de crise, l'État s'engage à développer dans les meilleurs délais un volet inondation spécifique dans le dispositif ORSEC et à participer au confortement des outils opérationnels de prévision et de gestion de crise. Il s'engage à participer au processus de travail sur les volets inondation des PCS des communes, afin d'assurer une pleine cohérence des dispositifs de sauvegarde à l'échelle intercommunale et cela aux côtés des EPCI.

II. Aménagement du territoire

Concernant la révision du PPRi Isère amont, l'État :

- adoptera une réglementation différenciée et proportionnée en fonction :
 - de l'aléa identifié,
 - des enjeux du territoire,
 - du niveau de protection réelle apporté par les systèmes d'endiguement et de la capacité des territoires à maintenir ce niveau,
 - de la capacité à assurer la sauvegarde des populations ;
- instruira les dossiers de demandes d'exception à l'inconstructibilité dans les zones d'intérêt stratégique et dans les zones urbanisées afin d'y définir les possibilités d'aménagement. Les dossiers de demandes de ZIS déposés par les collectivités devront apporter les justifications de l'atteinte de toutes les conditions relatives au système d'endiguement, à la gestion de crise et au caractère stratégique des projets ou secteurs objets de la demande.
- analysera dans ce cadre la stratégie adoptée en Savoie.

L'objectif de date d'approbation du PPRi ainsi révisé coïncidera avec la date de fin des travaux du PAPI Isère amont.

Élaboration des stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI) sur le territoire à risque important d'inondation (TRI) de Grenoble – Voiron



Formalisation des engagements entre l'État et les collectivités territoriales sur le territoire de la SLGRI « Voironnais »

19/06/2017

Le Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Grenoble-Voiron se distingue par son contexte géographique montagnard bien particulier au sein du bassin hydrographique Rhône-Méditerranée.

Ensermé entre les massifs de la Chartreuse, de Belledonne et du Vercors, il héberge la deuxième métropole de la Région Auvergne Rhône-Alpes, regroupant un total de 450 500 habitants (dont 163 000 habitants à Grenoble) et 343 000 emplois à la confluence de deux rivières longtemps redoutées pour leurs crues dévastatrices : l'Isère et le Drac.

Deuxième pôle français de recherche après l'Île-de-France, son dynamisme économique et le potentiel de ses centres de recherche en font un territoire très attractif (également pour le secteur industriel) qui s'étend dans les trois vallées de l'« Y grenoblois » (Grésivaudan, Drac et Romanche, et Isère aval).

La conciliation de ce dynamisme avec la rigueur de la géographie est facilitée par une longue tradition d'adaptation : protection contre les crues du Serpent (Isère) et du Dragon (Drac) dès le haut Moyen-Âge puis réalisation des premiers travaux d'endiguement sous l'égide de l'État au début du XIX^{ème} siècle, gestion rigoureuse des digues et des canaux avec une expertise reconnue au niveau national. D'importants travaux de prévention et de protection, d'un montant total de 160 millions d'euros, sont en cours avec le programme « Isère Amont » dans le Grésivaudan ou déjà finalisés avec le projet Romanche-Séchisienne.

Aujourd'hui, l'occupation urbaine des fonds de vallées est prégnante et les périphéries des agglomérations rejoignent les contreforts montagneux.

Les inondations catastrophiques de ces dernières décennies, et tout particulièrement les conséquences tragiques des ruptures de digues marines à la Nouvelle-Orléans en août 2005 (ouragan Katrina) puis sur la côte Atlantique française en février 2010 (tempête Xynthia), ont apporté un éclairage nouveau sur la compréhension du risque, en rappelant la vulnérabilité des digues et l'aggravation des dégâts qui peut résulter de leur rupture.

Localement, la nécessaire prise en compte des phénomènes de ruptures de digues concerne des secteurs importants de densification et de développement de la grande région urbaine grenobloise. En particulier, le cœur de la métropole, implanté sur l'ancien cône de déjection du Drac, se situe presque entièrement en zone inondable par rupture de digue et fait en même temps face à un enjeu de renouvellement urbain. Un autre enjeu se situe dans la vallée du Grésivaudan, dont plusieurs secteurs avaient été identifiés dans le projet de développement économique de la grande région urbaine grenobloise.

Cet héritage place la réflexion locale sur le risque inondation dans une perspective très spécifique de grande métropole française très attractive mais contrainte par la topographie, qui s'est construite dans le lit majeur historique de cours d'eau aujourd'hui endigués, et qui a ainsi développé un savoir-faire reconnu en matière de gestion des digues, mais également un sentiment de protection face aux inondations qui se doit d'être aujourd'hui tempéré.

Le maintien de l'attractivité de la région urbaine grenobloise et la possibilité de son développement économique et social sont un enjeu fort des SLGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Il convient ainsi de bâtir une stratégie permettant un développement du territoire qui intègre pleinement les contraintes liées au risque inondation et qui s'y adapte :

- le réseau de protection dans son ensemble apporte un niveau de sécurité des populations conséquent tant par la qualité des ouvrages que par leur gestion ; toutefois cette qualité demeure très inégale selon l'âge et la constitution des ouvrages, et le risque de rupture de digue doit être correctement évalué ; c'est l'un des enjeux majeurs du territoire ;

- le sentiment de sécurité alimenté par une certaine maîtrise de l'eau (digues et barrages), et l'absence de crue conséquente au cours des dernières décennies ont induit une perte de culture du risque et probablement de capacité de rebond face à une inondation majeure avec sur-verse ou rupture de digue. Le développement urbain et territorial n'ayant pas inclus ce risque, l'amélioration de la résilience face à un tel scénario constitue un enjeu important pour le territoire. Elle devra se décliner dans toutes ses dimensions : adaptation du tissu urbain, renforcement de la surveillance et de l'alerte, préparation à la gestion de crise et du retour à la normale en concevant « l'après-crue » ;
- le contexte montagnard du territoire induit des contraintes fortes sur la gestion des cours d'eau. Ainsi, en plus des grandes rivières alpines, la gestion des affluents est aussi une nécessité et ce, au regard de leur risques spécifiques (cinétique rapide, phénomènes de transport solide, érosion/dépôt, ...). La gestion des inondations est ainsi plurielle sur le territoire et nécessite des mesures et des choix spécifiques et adaptés à chaque problématique ;
- enfin, la réglementation portée par les PPRi doit aider le territoire à mieux intégrer ce risque et à s'y adapter, tout en restant cohérent avec son équilibre économique et en gardant à l'esprit les autres contraintes et notamment les limites imposées par les autres risques liés au contexte montagnard (ruissellement, torrentiel, glissement de terrain, éboulements) et au patrimoine industriel (risque industriel).

L'établissement collectif de l'état des lieux au cours de l'été 2016 a permis de considérer les dimensions concrètes des cinq grands objectifs du PGRI sur le TRI Grenoble-Voiron.

Les partenaires engagés dans son établissement, aidés par un collège d'experts, ont identifié les engagements à prendre au cours des 5 années à venir pour améliorer la gestion du risque dans toutes ses composantes

Les collectivités territoriales (incluant les EPCI, les communes mais également les syndicats) ont ainsi pris la mesure des efforts à consentir en matière d'augmentation de la sécurité des populations exposées, d'amélioration de la résilience de leur territoire et d'optimisation de la gestion des rivières.

Elles souhaitent également une meilleure connaissance des phénomènes liés au risque, notamment en matière de rupture de digue, afin que leurs efforts à venir soient en phase avec les investissements passés et que l'État puisse mettre en place une réglementation cohérente avec la réalité du territoire et des risques.

Les stratégies locales du TRI de Grenoble Voiron ont été particulièrement approfondies concernant l'approche multi-factorielle de la gestion des inondations et les territoires peuvent à ce titre constituer un territoire pilote au niveau national.

Par conséquent, collectivités et État s'engagent conjointement dans la mise en œuvre de la présente SLGRI, selon les termes suivants :

D'une part, les collectivités s'engagent à intégrer le risque au cœur de leur gestion du territoire.

Cette intégration s'entend aussi bien dans le fonctionnement actuel du territoire que dans la préparation de son développement à venir.

I. Gestion de crise, culture du risque et réduction de la vulnérabilité du territoire

Concernant le fonctionnement actuel du territoire, les collectivités (Département, EPCI, communes et syndicats, chacune selon ses compétences et responsabilités) s'engagent :

- à préparer leur territoire à gérer des crises inondation, notamment en développant ou en enrichissant les volets inondation et inondation par rupture de digue des plans communaux de sauvegarde (PCS), en y formalisant leur rôle concernant la surveillance des systèmes d'endiguement et en réalisant régulièrement des exercices de crises inondation ;
- à anticiper les efforts nécessaires pour assurer le retour à la normale en situation d'après crise (en accompagnant l'élaboration et la mise en œuvre des procédures de continuité d'activité et en organisant le redémarrage rapide des services ou activités nécessaires) ;
- à développer la culture et la conscience du risque en identifiant les messages à diffuser et en assurant leur diffusion auprès des différentes populations (en particulier habitants, professionnels, enfants scolarisés). Les moyens mobilisés permettront d'inscrire cet engagement dans la durée ;
- à appréhender la vulnérabilité du territoire dans toutes ses composantes (bâti, activités, fonctionnement, réseaux) notamment via l'établissement de diagnostics, et à engager sur ces bases, dans les meilleurs délais, les actions organisationnelles et structurelles qui permettront de la réduire pour les enjeux les plus vulnérables.

II. Aménagement du territoire

Concernant l'aménagement du territoire, les collectivités s'engagent à éclairer et argumenter les choix d'aménagement au vu de l'impératif de protection des personnes et des biens contre les inondations, lors de l'élaboration ou la révision des documents de planification urbaine, notamment PLU communaux et PLUI.

Les EPCI de la grande région urbaine grenobloise définiront, en associant l'État, les quelques zones qui présentent un intérêt stratégique pour leur territoire et pour la grande région urbaine grenobloise.

Pour ces quelques zones d'intérêt stratégique, les EPCI concernés déposeront un dossier auprès de l'État démontrant que ces zones remplissent les conditions relatives au système d'endiguement, à la gestion de crise et au caractère stratégique de la zone, en particulier l'impossibilité de positionner ces nouveaux enjeux hors de zones impactées par des risques, y compris par renouvellement urbain. Ces dossiers seront instruits dans le cadre des élaborations ou révisions de PPRI.

III. Systèmes d'endiguement et milieux aquatiques

L'efficacité de cette prévention associée au développement du territoire va de pair avec une amélioration de la gestion et de l'aménagement des rivières. Sur ce point, les collectivités s'engagent :

- à mettre en place une organisation cohérente et efficiente de la compétence GEMAPI ;
- à poursuivre l'étude et la mise en œuvre de schémas d'aménagement de cours d'eau et d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) concernant le bassin Morge, Fure et Oizon.

D'autre part, l'État s'engage à une amélioration de la connaissance des risques, une prise en compte proportionnée du risque dans ses prescriptions réglementaires relatives à l'occupation des sols, et à une action renforcée dans la gestion de crise.

Sur la SLGR/ Voironnais, cet engagement de l'État se traduira notamment dans la consolidation des dispositifs de prévision, d'alerte et de gestion de crise et dans l'amélioration de la connaissance des aléas.

I. Gestion de crise

Concernant les dispositifs de prévision et d'alerte, l'État s'engage :

- à maintenir le réseau de mesure et de prévision des crues existant et mis en place par ses soins,
- à coordonner et à accompagner les dispositifs locaux mis en place par les collectivités;
- à participer à l'élaboration de partenariats pour la mutualisation et le développement des réseaux de mesure notamment en zone de montagne,
- à rendre plus efficiente l'alerte au niveau des communes et des opérateurs afin qu'ils puissent pleinement agir en matière de sauvegarde des personnes (PCS), de réduction de la vulnérabilité des activités (PCA, POI,...) et faciliter le retour à la normale sur le territoire.

Concernant la gestion de crise, l'État s'engage à développer dans les meilleurs délais un volet inondation spécifique dans le dispositif ORSEC et à participer au confortement des outils opérationnels de prévision et de gestion de crise. Il s'engage à participer au processus de travail sur les volets inondation des PCS des communes, afin d'assurer une pleine cohérence des dispositifs de sauvegarde à l'échelle intercommunale et cela aux côtés des EPCI.

II. Connaissance de l'aléa et aménagement du territoire

Concernant la connaissance des risques, l'État mettra à jour la carte d'aléas de la Morge sur la partie sud de Moirans et mettra à jour le calcul de la ligne d'eau de l'Isère aval en prenant en compte les bons débits pour les affluents.

Concernant l'Isère aval, l'État ré-évaluera ainsi la largeur de la bande de précaution et définira les principes d'urbanisme s'y appliquant.

Enfin, l'État participera au financement des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) qui seront labellisés.

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES AGEES

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Arrêté n° 2017-9957 du 15 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 5 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Vu la demande formulée le 14 septembre 2017 par Madame Noura Bertal,

Vu le dossier déclaré complet le 15 novembre 2017,

Vu les éléments d'appréciation recueillis au terme de l'instruction de la demande d'autorisation menée par la direction de l'autonomie,

Sur proposition du Directeur général des services

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à Notre Aide à Domicile, dont le siège social est situé 6 bis chemin des Vergers 38550 Sablons, pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin.

Article 2 :

Le service Notre Aide à Domicile pourra intervenir sur les communes suivantes :

- les communes des cantons de Beaupaire, Bourgoin-Jallieu Sud, Crémieu, Heyrieux, La Côte-Saint-André, La Tour-du-Pin, La Verpillière, l'Isle-d'Abeau, Le Grand-Lemps, Le Pont-de-Beauvoisin, Morestel, Pont-de-Chéruy, Roussillon, Vienne, Virieu-sur-Bourbre, Saint-Geoire-en-Valdaine, Saint-Jean-de-Bournay

qui constituent sa zone d'intervention.

Article 3 :

Le service Notre Aide à Domicile est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 313-1, cette autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de sa notification.

Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 6 :

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée aux conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mises en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 7 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 8 :

La présente autorisation d'activité du SAAD N.A.D. Notre Aide à Domicile, domicilié 6 bis chemin des Vergers, 38550 Sablons, sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 6 bis chemin des Vergers, 38550 Sablons
- Numéro de SIREN : 830 040 960
- Statut : Société par Actions Simplifiée (SAS)
-

Identification du service :

- Adresse : 6 bis chemin des Vergers, 38550 Sablons
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- Mode de tarification : 01 - service tarif libre
- SIRET : 830040960

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 9 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 10 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 11 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Roseraie » à Fontaine

Arrêté n° 2017-10224 du 1^{er} décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « La Roseraie » à Fontaine sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante	86 520,00 €
Groupe II-Dépenses afférentes au personnel	411 599,00 €
Groupe III-Dépenses afférentes à la structure	281 508,00 €
Reprise du résultat antérieur- Déficit	
TOTAL DEPENSES	779 627,00 €
Groupe I-Produits de la tarification	619 358,76 €
Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation	117 262,00 €
Groupe III-Produits financiers et produits encaissables	

Reprise de résultats antérieurs- Excédent	43 006,24 €
TOTAL RECETTES	779 627,00 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Roseraie » à Fontaine sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 24,77 €

Tarifs spécifiques

Tarif hébergement personne seule 24,77 €

Tarif hébergement personne en couple 31,11 €

Tarif hébergement temporaire pour une personne seule 29,23 €

Tarif hébergement temporaire pour un couple 36,89 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la résidence autonomie « La Roseraie ».

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Cerisaie » à Fontaine

Arrêté n° 2017-10385 du 1^{er} décembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « La Cerisaie » à Fontaine sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante	129 565,00 €
Groupe II-Dépenses afférentes au personnel	362 045,00 €
Groupe III-Dépenses afférentes à la structure	258 579,00 €
Reprise du résultat antérieur- Déficit	
TOTAL DEPENSES	750 189,00 €
Groupe I-Produits de la tarification	655 347,68 €
Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation	81 601,00 €
Groupe III-Produits financiers et produits encaissables	
Reprise de résultats antérieurs- Excédent	13 240,32 €
TOTAL RECETTES	750 189,00 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Cerisaie » à Fontaine sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} janvier 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 24,27 €

Tarifs spécifiques

Tarif hébergement personne seule 24,27 €

Tarif hébergement personne en couple 28,64 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la résidence autonomie « La Cerisaie ».

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Autorisation de la résidence autonomie « L'Argentière » située à 38200 Vienne

Arrêté n° 2017-10461 du 30 novembre 2017

Dépôt en Préfecture le : 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Sur proposition du Directeur général des services du département de l'Isère ;

ARRETE

Article 1 :

La résidence autonomie « L'Argentière » à Vienne d'une capacité de 23 places est autorisée à fonctionner.

Article 2 :

L'autorisation de la résidence autonomie est délivrée pour une durée de 15 ans à compter du 2 janvier 2017. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de la deuxième évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues à l'article L 313-5 du même code.

Article 3 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil départemental de l'Isère. L'autorisation ne peut être cédée sans son accord.

Article 4 :

Un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent peut être exercé contre cette décision dans les deux mois suivant la date de sa notification ou pour les tiers, deux mois après sa publication.

Article 5 :

Le Directeur général des services du Département de l'Isère, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère et au bulletin officiel du département de l'Isère.

**

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES HANDICAPEES

Arrêté conjoint portant création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) pour personnes adultes handicapées présentant des troubles du spectre autistique d'une capacité de 45 places dont 3 places d'accueil temporaire et 3 places d'accueil de jour à Saint-Egrève.

Gestionnaire : Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH)

Arrêté n°2017-9056 du 27 octobre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DEL'ISERE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment les articles L.312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux, L.313-1-1 relatif à la procédure d'appel à projets, L.313-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations, et R.313-4 relatif au calendrier prévisionnel des appels à projets;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Considérant le projet régional de santé 2012-2017, composé notamment du schéma régional d'organisation médico-sociale (SROMS) et de son programme d'application, le programme régional et interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC), comportant des objectifs de création d'établissements et de services médico-sociaux sur sa durée;

Considérant la délibération de l'assemblée départementale de l'Isère du 15 décembre 2016 approuvant le schéma départemental de l'autonomie 2016-2021 ;

Considérant l'avis d'appel à projets conjoint organisé par l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le Conseil départemental de l'Isère (ARS n°2017-02-02 / CD n°2017-725), publié le 17 février 2017 au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes, au bulletin officiel du Département de l'Isère et sur les sites internet respectifs de l'Agence régionale de santé et du Conseil départemental, relatif à la création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) de 45 places ou d'unités de 15 places de FAM pour personnes adultes présentant des troubles du spectre autistique dans le département de l'Isère;

Considérant les six dossiers, recevables, en réponse à l'appel à projets, dont celui de l'Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH) ;

Considérant les échanges en date du 28 septembre 2017 entre le candidat et les membres de la commission d'information et de sélection d'appel à projets constituée conjointement par l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le Conseil départemental de l'Isère, pour l'examen des dossiers relevant de leur compétence;

Considérant l'avis de classement, effectué par la commission sur le dossier présenté par l'Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH) suite aux échanges en séance du 28 septembre 2017, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes, au bulletin officiel du Département de l'Isère et sur les sites internet respectifs de l'Agence régionale de santé et du Conseil départemental;

ARRÊTENT

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée au Président de l'AFIPH pour la création d'un foyer d'accueil médicalisé (FAM) pour personnes adultes handicapées présentant des troubles du spectre autistique, à Saint-Egrève, d'une capacité de 45 places dont 3 places d'accueil temporaire et 3 places d'accueil de jour.

Article 2 :

L'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le renouvellement de l'autorisation, à l'issue des 15 ans, sera subordonné aux résultats de la deuxième évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 3 :

La mise en œuvre de l'autorisation est conditionnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du CASF, suivant les dispositions des articles D.313-11 à D.313-14.

Article 4:

Toute autorisation est réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai et selon les conditions fixées par décret (article L 313-1 du CASF).

Article 5:

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance des autorités compétentes selon les termes de l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans leur accord.

Article 6:

Le présent arrêté sera enregistré au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (voir annexe FINESS).

Article 7 :

Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble cedex.

Article 8 :

Le Directeur départemental de l'Agence régionale de santé en Isère et le Directeur général des services du Département de l'Isère sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne- Rhône-Alpes et au bulletin officiel du Département de l'Isère.

Annexe Finess

Mouvement FINESS : Création d'un FAM

Entité juridique : Association familiale de l'Isère pour personnes handicapées (AFIPH)
Adresse : 3 avenue Marie Reynoard - CS 70000 - 38029 Grenoble cedex 2
E-mail : secretariat.general@afiph.org
Numéro FINESS : 38 070 234 1
Statut : 81 - Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique
SIRET : 775 555 903 00011

Entité géographique : FAM autonome
Adresse : rue de la Contamine - 38120 Saint-Egrève
Numéro FINESS : 38 602 190 6
Catégorie : 437 FAM

Équipements :

N° triplet	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité autorisée
1	939	11	437	30
2	939	21	437	3
3	858	11	437	3

Observation : -

**

Politique : - Personnes handicapées

Programme : Hébergement personnes handicapées

Opération : Etablissements personnes handicapées

Convention pour le fonctionnement des foyers et services Association Sainte Agnès à Saint-Martin-le-Vinoux

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier n° 2017 C12 A 06 17

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 A 06 17,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

- d'approuver la convention ci-jointe dont les dispositions s'appliqueront du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020 pour le fonctionnement des foyers d'hébergement et logement, du foyer de vie et du service d'activités de jour gérés par l'association Sainte Agnès et d'autoriser le Président à la signer.

<p align="center">CONVENTION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES FOYERS ET DU SERVICE D'ACTIVITES DE JOUR GERES PAR L'ASSOCIATION SAINT-AGNES</p>

ENTRE

Le Département de l'Isère, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental de l'Isère, autorisé à signer la présente convention par décision de la commission permanente en date du 15 décembre 2017,

ci-après dénommé « Le Département »,

d'une part,

ET

L'association Sainte-Agnès, dont le siège social est situé à Saint-Martin-le-Vinoux, 4 place du Village, représentée par son Président, Monsieur Régis Delaitre, autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration en date du 20 octobre 2017,

ci-après dénommée « l'association »,

d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

<p>TITRE I : PERSONNES ACCUEILLIES</p>

ARTICLE 1 :

L'association est habilitée à recevoir aux foyers et au service d'activités de jour des personnes adultes déficientes intellectuelles avec ou sans troubles associés bénéficiaires de l'aide sociale.

La capacité des structures Sainte-Agnès de Saint-Martin-le-Vinoux est fixée par arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère n° 2017-6 en date du 2 janvier 2017, répartie comme suit :

- foyer d'hébergement 85 places permanentes et

- foyer logement 6 places ;

- service d'activités de jour (SAJ) 40 places ;
- foyer de vie 48 places.

Le foyer de vie est réservé à l'accueil de personnes handicapées vieillissantes de moins de 60 ans ne pouvant plus assumer une présence en établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ou en SAJ.

Tout nouvel arrêté modifiant la capacité qui interviendrait pendant la période d'application de la présente convention, servirait de référence en matière d'aide sociale.

Les foyers fonctionnent 365 jours par an et le SAJ 215 jours en moyenne.

Les dispositions du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) s'appliquent à la présente convention.

ARTICLE 2 :

Les foyers et service accueillent des personnes de 20 à 60 ans. L'admission des personnes adultes handicapées se fait selon la réglementation en vigueur après décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Dans le cas d'admissions de personnes entre 18 et 20 ans, les situations sont examinées au cas par cas, par la CDAPH.

Les places sont réservées en priorité aux ressortissants du département de l'Isère.

Certains usagers du SAJ peuvent éventuellement fréquenter le service à temps partiel. Cette modalité doit faire l'objet d'une contractualisation entre l'intéressé et l'établissement dans le cadre du contrat de séjour. En tout état de cause, l'association doit rechercher la pleine activité sur la ou les place(s) concernée(s).

TITRE II – PROJET SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

ARTICLE 3 :

Chaque adulte doit bénéficier d'un projet d'accueil personnalisé correspondant à ses aspirations et à ses capacités.

Les projets individualisés chercheront à intégrer au mieux les personnes dans la cité et à favoriser l'expression de leur citoyenneté.

En foyer de vie, le projet de vie de la personne handicapée vieillissante doit intégrer la perspective d'autres orientations, notamment auprès du secteur gérontologique des établissements.

ARTICLE 4 :

En cas d'apparition de troubles nouveaux incompatibles avec la vie du groupe, en cas de nécessité de soins trop importants ou de surveillance impossible à assurer dans la section où est accueilli un résident, une réorientation peut être envisagée, avec décision de la CDAPH, dans l'intérêt du résident.

La structure prépare ce projet de réorientation avec la personne et son représentant légal. Les modalités de réorientation d'un établissement vers un autre peuvent faire l'objet d'une convention entre l'établissement d'origine et l'établissement d'accueil notamment pour proposer des mises en situation avant présentation de la demande en CDAPH.

En application de l'article L. 241-6 du Code l'action sociale et des familles (CASF), l'établissement est tenu de continuer à accueillir la personne tant que la décision de réorientation n'est pas mise en œuvre, sauf exceptions prévues au RDAS.

ARTICLE 5 :

L'association garantit aux personnes accueillies l'exercice des droits et libertés individuels définis par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

En vertu des dispositions du CASF, le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement de l'établissement, ainsi qu'un contrat de séjour sont remis à la personne accueillie.

TITRE III – INFORMATION DES USAGERS

ARTICLE 6

6-1 Identification des bâtiments

Le repérage des lieux assurant l'accueil des personnes handicapées est assuré en apposant un panneau à l'entrée du bâtiment principal avec la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

6-2 Identification sur les courriers et les factures

Les courriers sont édités sur des papiers à en-tête de l'association. Ils comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

Les factures ou décomptes adressés par l'association aux bénéficiaires de l'aide sociale comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

6-3 Identification sur les documents d'information et de communication

Les documents d'information et de communication externe initiés par l'association tels que le livret d'accueil mentionnent les modalités de financement par le Département et sont soumis à sa validation. Ils doivent comporter la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

6-4 Modalités de mise en œuvre

L'association s'engage à assurer le libre accès aux documents et locaux, aux agents du Département ou aux personnes mandatées par lui pour effectuer les contrôles sur pièces et sur place.

6-5 Charte graphique

Le soutien financier du Département est indiqué de la manière suivante :

Cofinancé par



TITRE IV - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 7 :

La comptabilité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur notamment aux articles R. 314-1 à R. 314-208 du CASF.

Une ventilation des crédits alloués s'effectue entre les différentes sections afin d'identifier les coûts de chaque type d'activité.

ARTICLE 8 :

Les montants des dépenses nettes de fonctionnement de l'établissement et prix de journée sont fixés annuellement par arrêté du Président du Conseil départemental de l'Isère, sous forme de « dotation globalisée » arrêtée par section et payée sur l'imputation 65242//52.

ARTICLE 9 :

Pour les paiements effectués sous forme de « dotation globalisée », le Département s'engage à verser un acompte mensuel égal au douzième de 90 % du montant arrêté par section.

Dans le cas où le budget n'est pas fixé au 1^{er} janvier de l'année concernée, l'acompte mensuel est égal à l'acompte de l'année précédente.

ARTICLE 10 :

L'association s'engage à ce que l'établissement fournisse trimestriellement aux services du Département, en double exemplaire :

- un état de présence comportant la liste nominative de l'ensemble des résidents, ainsi que les mouvements du trimestre et les nombres de journées correspondants (pour le service gestion financière et administrative) ;

- un état d'activité détaillé, mois par mois, pour chaque section (pour le service des établissements et services pour personnes handicapées).

ARTICLE 11 :

Dans l'établissement, il est tenu à jour un dossier au nom de chaque personne accueillie où sont consignées toutes les pièces médicales, sociales et administratives la concernant, ainsi qu'une fiche où sont mentionnées les dates d'entrée et de sortie. L'association est responsable de la stricte confidentialité des données médicales individuelles selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 :

La présente convention est applicable du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Elle fait suite à celle du 19 décembre 2014 arrivant à échéance le 31 décembre 2017.

Pendant sa durée d'application, elle peut être dénoncée par chacune des parties, après un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

En cas de litige, une conciliation sera préalablement recherchée auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Fait en deux exemplaires à Grenoble, le

Le Président du
Conseil départemental de l'Isère,
Jean-Pierre Barbier

Le Président de
l'association Sainte-Agnès
Régis Delaittre

**

DIRECTION EDUCATION JEUNESSE ET SPORT

Politique : Education

Programme : Collèges publics

Opération : Sectorisation

Sectorisation des collèges publics grenoblois

*Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017,
dossier n° 2017 C12 D 07 38*

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu l'avis du Conseil départemental de l'Education nationale du 28 novembre 2017

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 D 07 38,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

Vu l'amendement pris en commission permanente,

DECIDE

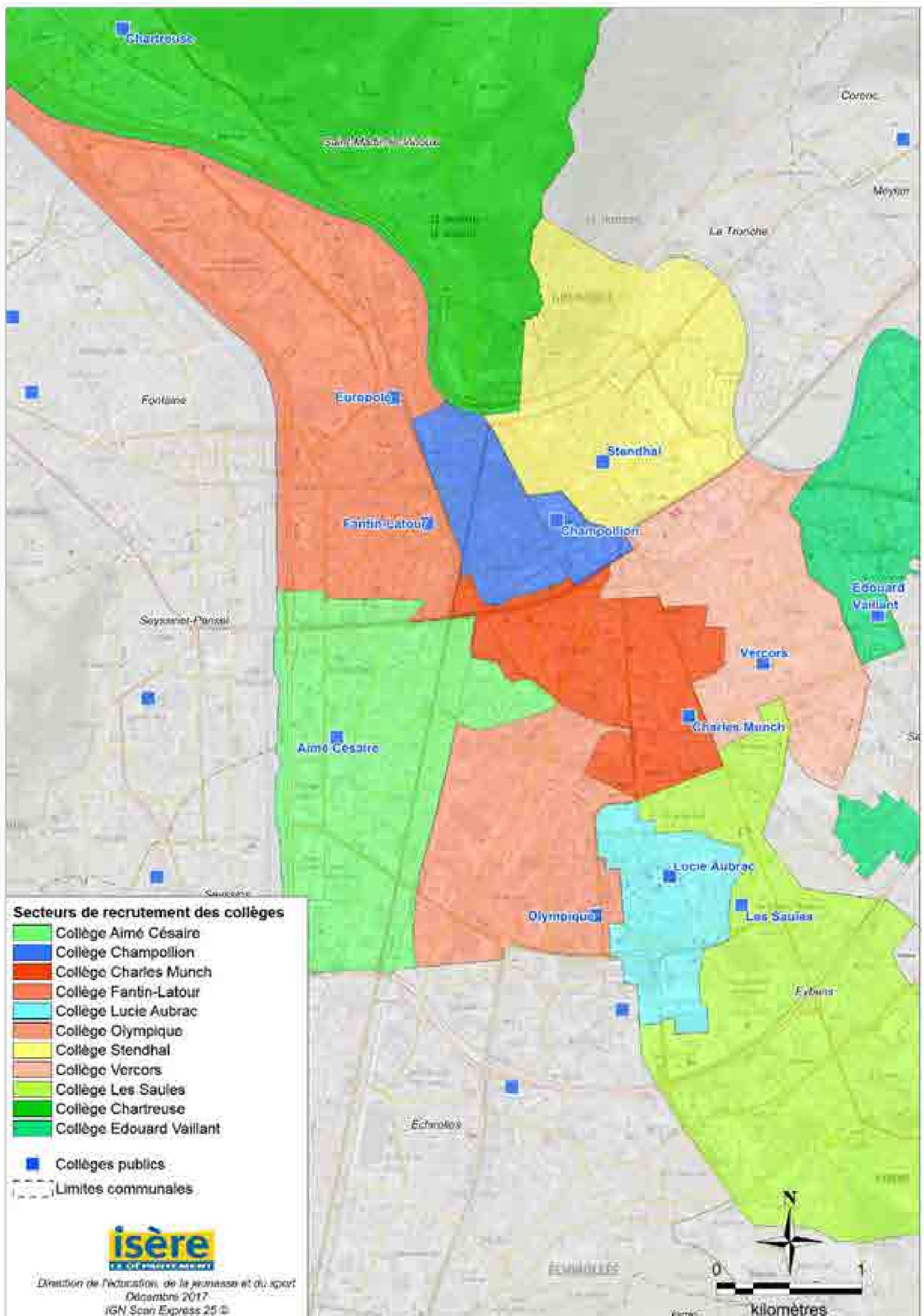
d'approuver les modifications des secteurs de rattachement des collèges publics grenoblois et d'établir la sectorisation de la commune, à partir de la rentrée 2018-2019 selon le document présenté en annexe.

Abstentions : 23 (Groupe Rassemblement des citoyens-Solidarité & Ecologie ; Groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire ; Groupe Parti Socialiste et Apparentés)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

Secteurs de recrutement des collèges publics grenoblois

Rentrée 2018



De quel collège dépend mon enfant ?

La répartition par collège est déterminée par le lieu de résidence de l'élève.

Pour plus de renseignement sur le collège de secteur de votre enfant, vous pouvez contacter le Département via le lien suivant :

<https://www.isere.fr/contacter-le-departement>

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
140EME RAI (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
ABBAYE (impasse)	Tous	Tous	VERCORS
ABBE DE LA SALLE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
ABBE GREGOIRE (rue)	106 au 112	89 au 93	AIME CESAIRE
ABBE GREGOIRE (rue)	2 au 104	1 au 87	FANTIN-LATOURE
ABBE PIERRE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ABOUT (rue Edmond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ABREUVOIR (rue de l')	Tous	Tous	STENDHAL
ABRY (rue André)	2 au 18	Tous	AIME CESAIRE
ACHARD (place Jean)	2 au 4	Tous	STENDHAL
ACHARD (chemin)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ADER (impasse Clément)	Tous	Tous	VERCORS
ADIEUX (bd)	Tous	Tous	STENDHAL
AGIER (rue d')	Tous	Tous	STENDHAL
AGUTTE-SEMBAT (bd)	2 au 10	Tous	STENDHAL
AGUTTE-SEMBAT (bd)	16 au 22		CHAMPOLLION
AIGLE (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ALBERT 1 ^{ER} DE BELGIQUE (av)	2 au 26	1 au 27	VERCORS
ALBERT 1 ^{ER} DE BELGIQUE (av)	38 au 46	33 au 39	CHARLES MUNCH
ALEMBERT (passage d')	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ALEMBERT (rue d')	2 au 124	1 au 117	FANTIN-LATOURE
ALEXANDRE 1 ^{ER} (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
ALLARD (rue Guy)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ALLIES (rue des)	114 au 128	131 au 143	AIME CESAIRE
ALLIES (rue des)	2 au 38	Néant	LES SAULES
ALLIES (rue des)	42 au 112	1 au 121	OLYMPIQUE
ALLOBROGES (quai des)	Tous	Tous	STENDHAL
ALMA (rue de l')	Tous	Tous	STENDHAL
ALPHAND (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
ALPINS (chemin des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ALSACE (rue d')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ALSACE LORRAINE (av)	8 au 52	3 au 67	CHAMPOLLION
ALSACE LORRAINE (av)	2 au 4	1	STENDHAL
AMPERE (rue)	2 au 34	3 au 75	FANTIN-LATOURE
AMPERE (rue)	36 au 64	77 au 83	AIME CESAIRE
ANCIEN CHAMPS DE MARS (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ANCIENNE ROUTE DE LYON	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ANDRIEUX (rue Lucien)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ANTHOARD (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
APVRIL (place d')	Tous	Tous	STENDHAL
ARAGO (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ARGOUGES (rue André)	6 au 22	Aucun	VERCORS
ARLEQUIN (galerie de l')	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
ARMENIE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ARNAUD (Place Edmond)	Tous	Tous	STENDHAL
ARSONVAL (rue d')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ARTHAUD (rue Pierre)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ARTILLEURS DE MONTAGNE (rue des)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ARTS (chemin des)	Tous	Tous	VERCORS
ARTS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ARTS ET METERS (rue des)	2 au 36	1 à la fin	FANTIN-LATOURE
AUBERT-DUBAYET (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
AUGEREAU (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
AUGIER (rue Emile)	Tous	Tous	STENDHAL
AUGUSTINS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
BAILLY (rue Docteur)	Tous	Tous	STENDHAL
BAINS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BAJATIERE (rue de la)	2 au 22	7 au 17	VERCORS
BAJATIERE (rue de la)	28 au 44	21 au 43	CHARLES MUNCH
BALADINS (galerie des)	94	85-95	LUCIE AUBRAC
BALCONS (allée des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
BALZAC (rue Honoré de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BANK (rue Raymond)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BARBARA (square)	Tous	Tous	VERCORS
BARBILLON (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BARBUSSE (rue Henri)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
BARGINET (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BARNAVE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BARRAL (chemin)	Tous	Tous	VERCORS

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
BARRAL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BARRAL DE MONTFERRAT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BARRES (rue Maurice)	Aucun	3 au 15	VERCORS
BARRES (rue Maurice)	Tous	17 au 53	CHARLES MUNCH
BART (rue Jean)	Tous + Antilles	Tous	VERCORS
BASSIN (allée du)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
BASTILLE (chemin de la)	Tous	Tous	STENDHAL
BAUDELAIRE (rue Charles)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BAYARD (rue)	2 au 18	1 au 17	STENDHAL
BEAUBLACHE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BEAUMARCHAIS (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BEAUREGARD (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BEAUSEJOUR (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BEAUVERT (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BEAUX TAILLEURS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
BECCARIA (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BEETHOVEN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BELGRADE (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
BELIN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BELLEDONNE (rue de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BELMONT (rue Capitaine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BENOIT (rue Marcel)	Tous	Tous	STENDHAL
BERANGER (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BEREY (rue Aimé)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BERGERS (rue des)	2 au 26	3 au 21	CHAMPOLLION
BERGES (rue Aristide)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BERGONIE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
BERGSON (rue Henri)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BERLIOZ (rue Hector)	Tous	Tous	STENDHAL
BERNARD (quai Claude)	Aucun	1 au 35	CHAMPOLLION
BERNARD (quai Claude)	Aucun	37 au 55	FANTIN-LATOURE
BERRIAT (cours)	2 au 70	1 au 63	CHAMPOLLION
BERRIAT (cours)	72 au 182	65 au 163	FANTIN-LATOURE
BERT (rue Paul)	Tous	Tous	STENDHAL
BERTHELOT (av Marcellin)	2 au 60	1 au 37	CHARLES MUNCH
BERTHIER (rue Charles)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BERULLE (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
BEVIERE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BEYLIE (rue Général de)	Tous	Tous	STENDHAL
BILLEREY (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BIR HAKEIM (place)	Tous	Tous	STENDHAL
BISTESI (rue Bistesi)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BIZANET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BIZET (rue Georges)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BLANC (rue Augustin)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BLANC dit LA GOUTTE (place)	Tous	Tous	LES SAULES
BLANC-FONTAINE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BLANCHARD (rue Raoul)	2 au 26	1 au 19	STENDHAL
BLANCHET (rue Marius)	Tous	Tous	VERCORS
BLANCHISSERIE (rue de la)	Tous	1 au 21	VERCORS
BLANCHISSERIE (rue de la)	Aucun	23 au 45	VERCORS
BLERIOT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BLUM (av Léon)	4 au 146	Tous	OLYMPIQUE
BOBILLOT (rue Sergent)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BOCQ (rue Jean)	Tous	Tous	STENDHAL
BOILEAU (rue Nicolas)	Tous	Tous	LES SAULES
BOIS D'ARTAS (chemin du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BOISSET (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BOISSIEUX (rue Berthe de)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BONNARD (rue Pierre)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BONNE (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
BONNEVAY (place Laurent)	Tous	Tous	VERCORS
BONS ENFANTS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BORDIER (rue du Docteur)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BOSSUET (av)	Tous	Tous	LES SAULES
BOSTON (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BOUCHAYER (rue Joseph)	2 au 82	3 au 73	AIME CESAIRE
BOUCHER DE PERTHES (rue)	2 au 26	Tous	FANTIN-LATOURE
BOUGAULT (rue Colonel)	Aucun	29 au 39	CHARLES MUNCH
BOUGAULT (rue Colonel)	Aucun	3 au 21	CHARLES MUNCH
BOUGAULT (rue Colonel)	Tous	Aucun	VERCORS
BOURETTE (rue Marcel)	Tous	Tous	LES SAULES
BOURGELAT (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BOURGET (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BOURGOGNE (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BOURJADE (rue Léon)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BOUSSANT (rue Eugène)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BOUVIER (rue Hippolyte)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BRANLY (rue Edouard)	Tous	Tous	CHAMPOLLION

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
BRENIER (rue Casimir)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
BRESSIEUX (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BRIAND (place Aristide)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BROCHERIE (impasse)	Tous	Tous	STENDHAL
BROCHERIE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BROSSE (quai Claude)	Tous	Tous	STENDHAL
BRUN (chemin Joseph)	Tous	Tous	VERCORS
BUFFON (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BUISSON (rue Suzanne)	Tous	Tous	VERCORS
BULLE (rue Commandant)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CABRIERE (chemin de la)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CALMETTE (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CALVAT (rue Ernest)	Tous	Tous	STENDHAL
CAMINE (rue du Capitaine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CAPUCHE (chemin de la)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CARDONNEL (rue Louis le)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CARNOT (rue Lazare)	2 au 34	1 au 37	CHAMPOLLION
CARNOT (rue Président)	Tous	Tous	STENDHAL
CARTAN (rue Elie)	Tous	Tous	VERCORS
CASSIN (rue René)	Tous	Tous	VERCORS
CENT QUARANTIEME RIA (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
CHABAL (rue Lieutenant)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
CHALEMONT (montée de)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAMOIX (rue Marie)	Tous	Tous	VERCORS
CHAMPIONNET (place)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CHAMPOLLION (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAMPON (av Général)	18 - 20	17	CHARLES MUNCH
CHAMPON (av Général)	2 à 16	1 à 15	VERCORS
CHAMPS ELYSEES (rue des)	2 au 38	1 au 29	AIME CESAIRE
CHAMROUSSE (rue de)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CHANARON (rue Lieutenant)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CHANRION (rue Joseph)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAPITRE (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
CHARCE (rue Philis de la)	Tous	Tous	STENDHAL
CHARCOT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CHARMILLES (rue des)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CHARPENAY (quai Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
CHARPIN (place André)	Tous	Tous	VERCORS
CHARREL (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CHARRETON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CHATEAUBRIAND (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CHATIN (rue Elysée)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CHAULNES (cours des)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAVANT (place Eugène)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CHENOISE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CHEVALLIER (rue André)	Tous	Tous	STENDHAL
CHISSE (rue Aimon de)	Tous	Tous	STENDHAL
CHOLLIER (rue Antoine)	Tous	Tous	VERCORS
CHORIER (rue Nicolas)	2 au 10	1 au 7	CHAMPOLLION
CHORIER (rue Nicolas)	12 au 88	9 au 101	FANTIN-LATOURE
CHURCHILL (rue Winston)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CITE (place de la)			FANTIN-LATOURE
CLAUDEL (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CLAVEYSON (place)	Tous	Tous	STENDHAL
CLEMENCEAU (bd)	Tous	1 au 67	VERCORS
CLEMENCIERES (route de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
CLEMENT (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CLERCS (rue des)	2 au 18	1 au 13	STENDHAL
CLOT-BEY (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
COCAT (av Paul)	Tous	Tous	LES SAULES
COLBERT (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
COLIBRIS (rue des)	2 au 22		LUCIE AUBRAC
COLIBRIS (rue des)	30 au 34		LES SAULES
COLLINE (allée de la)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
COLLOMB (rue Louise)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
COLOMBINE (rue)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
Combattant d'Afrique du Nord (allée des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
COMMERCE (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
COMMUNE DE 1871 (place de la)	Tous	Tous	VERCORS
CONDE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
CONDILLAC (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CONDORCET (place)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CONDORCET (rue)	2 au 30	1 au 33	CHAMPOLLION
CONSTANTINE (avenue de)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
COPPEE (rue François)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CORNEILLE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CORNIER (rue Nestor)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
COROT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
COUBERTIN (rue Pierre de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
COURBET (rue Amiral)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
COUVENT (chemin du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CREPU (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CREQUI (quai)	Tous	Tous	STENDHAL
CUJAS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CULARO (montée de)	Tous	Tous	STENDHAL
CURIE (rue Pierre)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CUVIER (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CYMAISE (place de la)	Tous	Tous	STENDHAL
D'ARC (av Jeanne)	Tous	1 au 69	VERCORS
D'ARC (av Jeanne)	Aucun	71 au 91	VERCORS
DAGUERRE ET NIEPCE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DANTON (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DAUDET (rue Alphonse)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DAUPHINE (rue du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DAUPHINS (passage des)	Tous	Tous	STENDHAL
DAUPHINS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
DAVIN (impasse Auguste)	Tous	Tous	VERCORS
DEBELLE (rue Commandant)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DEBRAYE (rue Henri)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DEBUSSY (rue Claude)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DELACROIX (rue Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
DELORAS (rue Henriette)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DENFERT-ROCHEREAU (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DENT DE CROLLES (rue de la)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DEPORTES 11 Novembre 1943(rue des)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DESAIX (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DESBORDES-VALMORE (rue Marceline)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DESCARTES (rue René)	Tous	Tous	LES SAULES
DESMOULINS (rue Camille)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DESPREZ (rue Marcel)	Tous	Tous	STENDHAL
DEUX MONDES (allée des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DIABLES BLEUS (bd des)	Tous	Tous	VERCORS
DIDEROT (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DIJON (rue Paul)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DING (rue Henri)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DIODORE-RAHOULT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
DODE (rue Maréchal)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DODERO (rue Maurice)	12 et 12 bis		OLYMPIQUE
DODERO (rue Maurice)	14 et 14 Bis		LUCIE AUBRAC
DODERO (rue Maurice)	16 et 16 bis		OLYMPIQUE
DODERO (rue Maurice)	8 et 10		LUCIE AUBRAC
DOLOMIEU (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
DORMOY (rue Marx)	4 au 22	Tous	FANTIN-LATOURE
DOUDART DE LAGREE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DOUMER (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DOYEN GOSSE (place)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DRAC (rue du)	2 au 74	1 au 63	FANTIN-LATOURE
DREVET (rue Louise)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DRIANT (rue Colonel)	Tous	Tous	VERCORS
DRIVIER (rue Léon)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DROUOT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DUBARLE (rue Robert)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DUBEDOUT (place Hubert)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DUBOIS-FONTANELLE (rue)	12 et +	11 et +	VERCORS
DUBOIS-FONTANELLE (rue)	2 au 10	1 au 9	LES SAULES
DUCLLOT (rue Pierre)	Tous	Tous	STENDHAL
DUCROS (rue Emile)	Tous	Tous	STENDHAL
DUGUESCLIN (rue)	Tous	Tous	VERCORS
DUHAMEL (rue Henri)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DULLIN (place Charles)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DUMAS (rue Alexandre)	2 au 44	1 au 41	AIME CESAIRE
DUMONT (rue Colonel)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DUNAND (rue Henri)	12 au 22	1 au 35	AIME CESAIRE
DUNKERQUE (rue de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DUPLEIX (rue)	Tous	Tous	VERCORS
DUPLOYE (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DUPONT (rue Pierre)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DUPORT-LAVILETTE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
DUPREY (rue Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
DURAND (rue Général)	Tous	Tous	VERCORS
EAX CLAIRES (rue des)	2 au 78	1 au 67	AIME CESAIRE
ECHAILLON (rue de l')	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ECOLE (rue de l')	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ECOLE VAUCANSON (Av de l')	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ECOLIERS (chemin des)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
EDISON (rue)	Tous	Tous	VERCORS
EGLISE (chemin de l')	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
EIFFEL (rue Gustave)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
ESCLANGON (rue Félix)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ESMONIN (av Edmond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ESPLANADE (bd de l')	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
ESPLANADE des Communes Compagnon de la Libération	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ESSARTS (chemin des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ESSEN (Allée d')	Tous	Tous	VERCORS
ESTOC (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ETOILE (place de l')	Tous	Tous	STENDHAL
EXPILLY (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
EYNARD (impasse)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
FANTIN-LATOURE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
FARCONNET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
FARCY (esplanade André)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
FARGE (rue Yves)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
FAURE (rue Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
FENELON (av)	Tous	Tous	LES SAULES
FER A CHEVAL (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
FERNANDAT (rue René)	Tous	Tous	LES SAULES
FERREY MARTIN (rue Annie)	Tous	Tous	VERCORS
FERRIE (rue Général)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
FERRY (rue Jules)	Tous	Tous	VERCORS
FLANDRIN (rue Jules)	Tous	Tous	STENDHAL
FLAUBERT (rue Gustave)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
FLEURS (rue des)	Tous		STENDHAL
FLORIAN (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
FOCH (bd Maréchal)	Tous	1 au 37	CHARLES MUNCH
FOCH (bd Maréchal)		51 au 61	AIME CESAIRE
FONTENAY (rue du Cardinal)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
FOREST (rue Etienne)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
FOUR (impasse du)	Tous	Tous	STENDHAL
FOURIER (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
FRANCE (rue Anatole)	2 au 92	5 au 53	AIME CESAIRE
FRANCE (quai de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
FRANCOIS (rue Roger)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
FRANKLIN (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
FRAPPAT (place René)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
FREDET (rue Alfred)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
FRENAY (allée Henri)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
FRENES (allée des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
FRISE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
FUSILLES (square des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GACHE (rue Auguste)	Tous	Tous	STENDHAL
GALILEE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GALLICE (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GALLIENI (bd Maréchal)	Tous	Tous	VERCORS
GALLIMARD (place du Docteur)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GAMBETTA (bd)		1 au 29	STENDHAL
GAMBETTA (bd)	Tous	31 au 65	CHAMPOLLION
GANGANELLI (impasse)	Tous	Tous	VERCORS
GARCIA LORCA (rue Frédéric)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GARE (place de la)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
GARET (rue Rose)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GARIBALDI (rue Général)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GASPARD (place Pierre)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GAUTIER (place Firmin)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GAY-LUSSAC (rue)	2 au 34	1 au 25	CHARLES MUNCH
GEANTS (place des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
GEMOND (rue Cornélie)	Tous	Tous	STENDHAL
GENETS (allée des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
GENIN (rue Claude)	6 au 68	35 au 57	VERCORS
GENIN (rue Claude)	2 au 4	1 au 33	VERCORS
GENIN (rue Auguste)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GENISSIEU (rue)	2 au 42	1 au 41	CHAMPOLLION
GENTIL-BERNARD (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
GERIN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GERMAIN (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GERVASOTI (rue Gusto)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GIGNOUX (rue Maurice)	Tous	Tous	STENDHAL
GILOT (rue Commandant)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GIONO (rue Jean)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GIRARD (place du Docteur)	Tous	Tous	STENDHAL
GIROT (rue François-Joseph)	Tous	Tous	STENDHAL
GONNET (Rue Marguerite)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
GONTARD (rue Marius)	Tous	Tous	STENDHAL
GORDES (chemin de)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GORDES (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
GOSSE (Place Doyen)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GOUNOD (rue Charles)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
GOURMETS (rue des)	Tous	Tous	VERCORS
GRAILLE (quai de la)	Aucun	1 au 53	FANTIN-LATOURE
GRAND CHATELET (avenue du)	Tous	Tous	VERCORS
GRAND' RUE	Tous	Tous	STENDHAL
GRAND SERRE (av du)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GRANDE CHARTREUSE (av de la)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GREFFIER (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GRENETTE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
GRESIVAUDAN (place du)	Tous	Tous	STENDHAL
GREUZE (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GUETAL (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
GUEYMARD (rue Emile)	26 bis au 62	Aucun	FANTIN-LATOURE
GUEYMARD (rue Emile)	2 au 26	Aucun	CHAMPOLLION
GUIGUE (rue Roger)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GUILBAUD (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
GUYNEMER (rue)	18 au 64	23 au 59	AIME CESAIRE
HACHE (rue J. François)	Tous	Tous	STENDHAL
HALAGE (chemin de)	Tous	Tous	STENDHAL
HAREUX (rue Ernest)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
HAUQUELIN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
HAXO (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
HEBERT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
HELBRONNER (rue Paul)	Tous	Aucun	LUCIE AUBRAC
HELBRONNER (rue Paul)		11	LES SAULES
HERBES (place aux)	Tous	Tous	STENDHAL
HERMITE (rue Docteur)	2 au 56	1 au 45	FANTIN-LATOURE
HOICHE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
HOUILLE BLANCHE (rue de la)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
HUGO (place Victor)	Tous	Tous	STENDHAL
HUILLIER (place Paul)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
HUIT MAI 1945 (rue du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
HUMBERT II (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ILES (traverse des)	18 au 32	27B au 37	AIME CESAIRE
ILES (traverse des)	2 au 16	1 au 27	FANTIN-LATOURE
IMPASSE 15 ET 123	Tous	Tous	AIME CESAIRE
IMPASSE 157 ET 171	Tous	Tous	AIME CESAIRE
INSBRUCK (avenue d')	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
IRVOY (rue)	2 au 18	Tous	FANTIN-LATOURE
IRVOY (rue)	20 au 28	Aucun	AIME CESAIRE
ISERE (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ISLY (chemin d')	Tous	Tous	VERCORS
JACOLIN (rue Isidore)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
JACQUARD (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
JACQUEMET (rue Louis)	Tous	Tous	LES SAULES
JACQUET (rue Georges)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
JAMMES (rue Francis)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
JANET (rue Paul)	Aucun	Tous	VERCORS
JANET (rue Paul)	Tous	Aucun	CHARLES MUNCH
JANSSEN (rue Général)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
JARDIN DE VILLE (passage du)	Tous	Tous	STENDHAL
JARDIN HOICHE (allée du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
JAURES (cours Jean)	2 au 86	1 au 99	CHAMPOLLION
JAURES (cours Jean)	88 au 122		FANTIN-LATOURE
JAURES (cours Jean)		101 au 119	CHARLES MUNCH
JAY (quai Stéphane)	Tous	Tous	STENDHAL
JAY (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
JESUS (chemin)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
JEUX OLYMPIQUES (av des)	2 au 600	1 au 889	VERCORS
JEUX OLYMPIQUES (av des)	602 au 1030	891 au 1057	VERCORS
JOFFRE (bd Maréchal)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
JOFFRE (bd Maréchal)		7 au 21	CHARLES MUNCH
JOFFRE (bd Maréchal)		1 au 5	VERCORS
JONKIND (quai)	Tous	Tous	STENDHAL
JOSSERAND (rue Roger)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
JOUHAUX (rue Léon)	102 au 118		LES SAULES
JOUHAUX (rue Léon)	120 au 160		LES SAULES
JOUHAUX (rue Léon)	40 au 66	17 au 57B	VERCORS
JOUHAUX (rue Léon)	68 au 98		VERCORS
JOUHAUX (rue Léon)		59 au 83	VERCORS
JOUHAUX (rue Léon)	2 au 32	1 au 13	VERCORS
JOUVET (place Louis)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
JOUVIN (place Xavier)	Tous	Tous	STENDHAL
JOUVIN (quai) Xavier	Tous	Tous	STENDHAL
JOYA (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
KAUNAS (rue de)	10 au 18		VERCORS
KENNEDY (rue John)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
KILLIAN (rue Wilfrid)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
KLEBER (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
KOGAN (rue Claude)	Tous	Tous	OLYMPIQUE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
KOSPICKI (allée Aloyzi)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
KRUGER (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
L'HERMINIER (rue Commandant)	Tous	Tous	STENDHAL
LA BRUYERE (av)	2 au 32 & 40 au 50	3 au 25	LES SAULES
LA BRUYERE (av)	34 au 38		LUCIE AUBRAC
LA BRUYERE (av)	52 à 72		LUCIE AUBRAC
LA BRUYERE (av)	82 et +	83 et +	OLYMPIQUE
LA BRUYERE (square)	Tous	Tous	LES SAULES
LA FAYETTE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LA FONTAINE (cours)	Tous	Aucun	STENDHAL
LA FONTAINE (cours)	Aucun	Tous	CHAMPOLLION
LACHAT (rue Louis)	Tous	Tous	VERCORS
LACHENAL (rue Louis)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LACHMANN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LAFOURCADE (rue Georges)	Tous	Tous	LES SAULES
LAGRANGE (rue Léo)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LAKANAL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
LAMARTINE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LANOYERIE (rue Colonel)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LASTELLA (rue Victor)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LAVALETTE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
LAVOISIER (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LE BRIX (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LE CAMUS (rue Cardinal)	Tous	Tous	LES SAULES
LE CHATELIER (rue Henri)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LE COMTE DE L'ISLE (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LE MAITRE (rue Jules)	Tous	Tous	LES SAULES
LE NOTRE (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
LEBAS (place Jean)	Tous	Tous	STENDHAL
LECLERC (bd Maréchal)	Tous	Tous	STENDHAL
LEROY (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LESAGE (rue René)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LESDIGUIERES (rue)	2 au 24	1 au 19	STENDHAL
LESDIGUIERES (rue)	26 au 52	21 au 49	CHAMPOLLION
LETONNELIER (rue Gaston)	Tous	Tous	LES SAULES
LIBERATION (cours de la)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LIBERTE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
LINBERGH (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LINNE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LIONNE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LITS MILITAIRES (impasse des)	Tous	Tous	VERCORS
LITRE (av)	Tous	Tous	LES SAULES
LONDRES (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LORENZACCIO (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LORRAIN (rue Claude)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LORRAINE (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
LORY (place Pierre)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LORY (rue Charles)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LOTI (rue Pierre)	Tous	Tous	VERCORS
LOUVOIS (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LUMIERE (rue Louis & Auguste)	Tous	Tous	VERCORS
LYAUTEY (bd Maréchal)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
LYAUTEY (bd Maréchal)	Aucun	Tous	STENDHAL
LYCEE (passage du)	Tous	Tous	STENDHAL
LYON (route de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
LYON (ancienne route de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
LYONNAZ (rue Joseph)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LYS ROUGE (allée)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LYS ROUGE (place du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MABLY (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MACE (cité Jean)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MACE (rue Jean)	2 au 14	1 au 21	CHAMPOLLION
MACE (rue Jean)	16 au 32	23 au 37	FANTIN-LATOURE
MADELEINE (chemin de la)	Tous	Tous	VERCORS
MADELEINE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
MAGINOT (rue André)	Tous		CHAMPOLLION
MAGINOT (rue André)		Tous	CHARLES MUNCH
MAGNANERIE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
MALAKOFF (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MALHERBE (av)	Aucun	Tous	LES SAULES
MALHERBE (av)	Tous	Aucun	CHARLES MUNCH
MALLARME (rue Stéphane)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MALLIFAUD (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MALRAUX (place André)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MANEGE (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
MANGIN (rue Général)	16 au 38	7 au 37	CHARLES MUNCH
MANGIN (rue Général)	Aucun	39 au 41	AIME CESAIRE
MANGIN (rue Général)		59 au 103	OLYMPIQUE
MANOUCHIAN (rue Mélinée et Missak)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
MANSARD (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
MANTEYER (rue Georges de)	Tous		VERCORS
MANTEYER (rue Georges de)		Tous	LES SAULES
MAQUIS de l'OISANS (rue des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MARAIS (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
MARBEUF (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MARCEAU (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
MARCEAU (rue)	2 au 30	1 au 37	CHAMPOLLION
MARCEAU (rue)	32 et +	39 au 41	CHARLES MUNCH
MARCEL (rue Etienne)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MARCHAND (rue général)	Tous	Tous	STENDHAL
MARCHAND (passage)	Tous	Tous	STENDHAL
MARCIEU (place Eme de)	Tous	Tous	STENDHAL
MARIANNE (chemin de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MARION (rue Père)	Tous	Tous	STENDHAL
MARQUAN (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MARRONNIERS (chemin des)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MARTIN (place Docteur Léon)	Tous	Tous	STENDHAL
MARTYRS (rue des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MARVAL (place Jacqueline)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MASSENA (rue)	Aucun	Tous	STENDHAL
MASSENET (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MATUSSIÈRE (rue Amable)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MAUPASSANT (rue Guy de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MAYEN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MAZET (rue du Docteur)	Tous	Tous	STENDHAL
MEGISSERIE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MENEY (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MENON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MENS (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MERIMÉE (rue Prosper)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MERLIN (quai Paul Louis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
METZ (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
MICHEL (rue Louise)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MICHELET (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MICHELS (square Charles)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MILLET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MILLIAT (rue Charles)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MINIMES (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
MIRABEAU (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MIRIBEL (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
MISTRAL (place Paul)	Tous	Tous	VERCORS
MOIDIEU (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MOISSAN (rue Henri)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MOLIERE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MONGE (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MONIER (rue Blanche)	Tous	Tous	STENDHAL
MONT FROID (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
MONTAGNES RUSSES (chemin des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MONTAIGNE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
MONTESQUIEU (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MONTORGE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MONTRIGAUD (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MOQUET (rue Guy)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MOREL (rue Amédée)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MORTILLET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MOSELLE (rue de la)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MOULIN (place Jean)	Tous	Tous	STENDHAL
MOULIN DE CANEL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MOUNIER (quai)	Tous	Tous	STENDHAL
MOYRAND (rue)	2 à fin	1 au 13	VERCORS
MOYRAND (rue)	Aucun	15 au 33	CHARLES MUNCH
MOZART (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MULLER (rue Hippolyte)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MURE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MUSSET (rue Alfred de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
NAL (rue Commandant)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
NANOMETRE (allée du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NANTES (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NARVIK (rue de)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
NEVA (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NEW YORK (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NICOLET (rue)	Tous	Tous	VERCORS
NORA (Rue Simon)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
NOTRE DAME (place)	Tous	Tous	STENDHAL
NURSERY (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
OBIOU (rue de l')	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ONZE NOVEMBRE (av du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PAIN (bd Jean)	Tous	Aucun	STENDHAL

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
PAINLEVE (rue Paul)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PAIX (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
PALAIS (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
PALAIS DE JUSTICE (passage du)	Tous	Tous	STENDHAL
PALANKA (rue de)	Aucun	Tous	STENDHAL
PALANKA (rue de)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
PAPE (rue Guy)	Tous	Tous	STENDHAL
PAPET (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PAPIN (rue Denis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PARC GEORGES POMPIDOU (allée du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PARIS (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PARKS (allée Rosa)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PARMENTIER (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PASCAL (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
PASTEUR (place)	4 au 6	Aucun	CHAMPOLLION
PASTEUR (place)		Tous	VERCORS
PEGOUD (rue)	Tous	Tous	VERCORS
PEGUY (rue Charles)	Tous	1 au 23	AIME CESAIRE
PELLOUTIER (rue Fernand)	Tous	Tous	LES SAULES
PELOUSE (allée de la)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
PERETTO (rue Marcel)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
PERI (rue Gabriel)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PERIER (rue Casimir)	2 au 4		CHAMPOLLION
PERIER (rue Casimir)	Aucun	Tous	STENDHAL
PERREAU (rue Commandant)	Tous	Tous	VERCORS
PERRIERE (quai)	Tous	Aucun	STENDHAL
PERRIN (chemin Vieux dit)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
PERRIN (rue Ferréol)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PERRIN (rue Jean)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
PERROT (av Jean)	110	Aucun	LES SAULES
PERROT (av Jean)	10B au 88	31 au 75	CHARLES MUNCH
PERROT (av Jean)	114 au 148	Aucun	LES SAULES
PERROT (av Jean)	2 au 10	5 au 29	VERCORS
PERROT (av Jean)		111 au 121	LES SAULES
PERROT (av Jean)		131 au 159	LES SAULES
PERROT (av Jean)		107 au 109	VERCORS
PERROT (av Jean)		79 au 105	VERCORS
PETIT NICE (chemin du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PEUPLIERS (rue des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
PHALANSTERE (rue du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PHILIPPE (rue Gérard)	Tous	Tous	LES SAULES
PHILIPPEVILLE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
PINAL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PITET (rue Raymond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
POILUS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
POINCARE (rue Henri)	Tous	Tous	VERCORS
POITAU (rue du Capitaine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
POLOTTI (rue Antoine)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PONSARD (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
PONT CARPIN (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
PONT SAINT JAIME (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
PORTE (rue Marcel)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
POSTE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
POTERNE (chemin de la)	Tous	Tous	VERCORS
POULAT (rue Félix)	Tous	Tous	STENDHAL
PRADEL (rue Jean Baptiste)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PRANARD (rue Charles)	Tous	Tous	LES SAULES
PRE (place du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PREVOST (rue Jean)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PRUD'HOMME (rue Auguste)	Tous	Tous	STENDHAL
PUPIN (rue Aimé)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
QUATRE CENTS COUVERTS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUATRE CENTS COUVERTS (traverse)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUATRE SEPTEMBRE (rue du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUATRE VINGT DIX (voie)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
QUATRIEME Régiment du génie (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUINET (rue Edgar)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
QUINSONNAS (rue Lieutenant de)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RABOT (cité universitaire)	Tous	Tous	STENDHAL
RACINE (place Jean)	Tous	Tous	LES SAULES
RAMBAUD (rue Général)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
RANDON (av Maréchal)	Tous	Tous	STENDHAL
RASPAIL (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
RAVANAT (rue Albert)	Tous	Tous	LES SAULES
RAVIER (rue Auguste)	Tous	Tous	VERCORS
RAVIER-PIQUET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
REAL (rue André)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
RECLUS (rue Elysée)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RECOURA (rue Albert)	Tous	Tous	VERCORS

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
REMPART (passage du Rempart)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
RENAN (rue Ernest)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RENAULDON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
RENAVANT (rue Antoine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
REPOS (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
REPUBLIQUE (passage de la)	Tous	Tous	STENDHAL
REPUBLIQUE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
REQUET (rue Aimé)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
RESISTANCE (place de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
REVOL (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
REY (bd Edouard)	Tous	Tous	STENDHAL
REY (rue Joseph)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
REYNIER (rue Albert)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
REYNIER (rue commandant)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
REYNOARD (av Marie)	4 au 34	Tous	OLYMPIQUE
RHAOULT (rue François)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
RHIN (rue du)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RHIN ET DANUBE (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RIBOUD (place Joseph)	Tous	Tous	VERCORS
RICARD (rue Adrien)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
RIOLLET (rue Marius)	Tous	Tous	VERCORS
RIVAIL (rue Charles)	Tous	Tous	VERCORS
RIVET (place Gustave)	Aucun	Tous	CHARLES MUNCH
RIVET (place Gustave)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
RIVOIRE (rue André)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROBESPIERRE (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
ROCHAMBEAU (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROCHETTE (chemin de la)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
ROMANET (rue Emile)	Tous	Tous	VERCORS
ROMANTIQUES (allées des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
RONDE (chemin de)	Tous	Tous	STENDHAL
RONDEAU (rond-point le)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RONSARD (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RONSERAIL (rue Roger)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROSTAND (rue Edmond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ROUSSEAU (rue J. Jacques)	Tous	Tous	STENDHAL
ROUSSEAU (rue Waldek)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ROUVIERE (rue Fernand)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ROUX (rue du Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROZAN (rue du commandant)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RUIBET (rue Pierre)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RULFO (imp)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SAINT ANDRE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT BRUNO (place)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SAINT EXUPERY (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
SAINT EYNARD (place du)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT FERJUS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT FRANCOIS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT FRANCOIS DE SALES (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
SAINT HUGUES (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT JACQUES (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT JEAN (chemin)	46 au 50	1	STENDHAL
SAINT JOSEPH (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT LAURENT (place)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT LAURENT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT NICOLAS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT ROCH (av)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT ROCH (chemin de Ronde)	Aucun	1	STENDHAL
SAINTE CLAIRE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINTE URSULE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SALENGRO (rue Roger)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SAND (rue Georges)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
SAPPEY (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
SAULES (place des)		1	LUCIE AUBRAC
SAULT (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
SAVOYAT (rue Durand)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SCHUMANN (place Robert)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SCHWEITZER (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SCIERIE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SEMARD (rue Pierre)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SERVAN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SERVIEN (rue Abel)	tous	tous	STENDHAL
SESTIER (rue Léon)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SIBELLAS (rue André)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SIDI BRAHIM (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SIMARD (imp)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
SIX JUILLET (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
SOUVENIR (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
STADE (cité du) (ex-rue du)	Tous	Tous	VERCORS

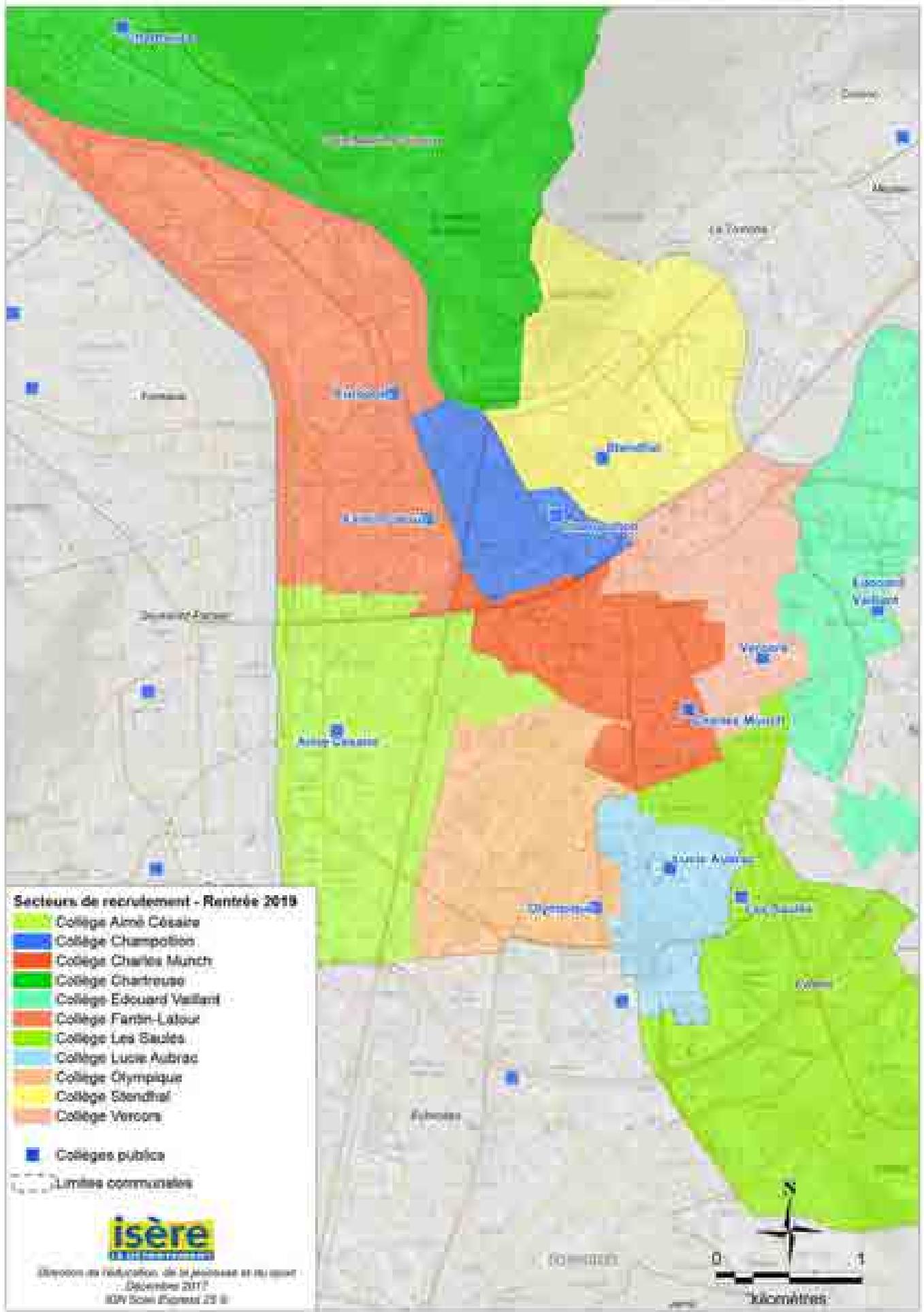
Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
STALINGRAD (rue de)	84 au 138	81 au 135	OLYMPIQUE
STALINGRAD (rue de)	14 au 82	Aucun	CHARLES MUNCH
STALINGRAD (rue de)	140 au 208	137 au 169	OLYMPIQUE
STALINGRAD (rue de)	Aucun	9 au 79	CHARLES MUNCH
STALINGRAD (rue de)	Aucun	181 au 205	OLYMPIQUE
STATION PONSARD (rue)	2 au 12		VERCORS
STATION PONSARD (rue)		3 au 11	CHARLES MUNCH
STATION PONSARD (rue)		13 au 31	VERCORS
BEYLE STENDHAL (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
STRASBOURG (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
STRAUSS (rue Paul)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SUE (rue Eugène)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
SUEDE (av de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SULLY (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SYLPHIDES (allée des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TAINÉ (rue Hippolyte)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TARILLON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
TARTARI (rue Charles)	Tous	Tous	STENDHAL
TARZE (rue Henri)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TAULIER (rue Frédéric)	Tous	Tous	STENDHAL
TEISSEIRE (av)	Tous	Tous	LES SAULES
TEMPLE (rue du) (place)	Tous	Tous	STENDHAL
TERMIER (rue Pierre)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TERRAY (place Lionel)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TERRAY (rue Alphonse)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TESTOUD (rue Charles)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
THIBAUD (rue Jacques)	Tous	Tous	VERCORS
THIERS (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
THIERS (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
THOMAS (rue René)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
THOMAS (rue Albert)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
TILLEULS (place des)	Tous	Tous	STENDHAL
TOURNELLES (rue des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TOURVILLE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
TREBOUTTE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TREMBLAY (chemin du)	Aucun	1 au 5	AIME CESAIRE
TREMBLES (rue des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
TRES CLOITRES (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
TRIDENT (rue du)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
TROCADERO (rue du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
TROIS EPIS (rue des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
TROIS MAISONS (chemin des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TURC (rue Christophe)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TURENNE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
TURGOT (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
VAILLANT (rue Edouard)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VAILLANT (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VALBONNAIS (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
VALERY (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VALLAND (allée Rose)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VALLES (av Jules)	2 au 22	Aucun	VERCORS
VALLES (av Jules)	24 au 122	Aucun	VERCORS
VALLIER (place Paul)	2 au 4	Tous	STENDHAL
VALLIER (place Paul)	24/26/28	Aucun	CHAMPOLLION
VALLIER (bd Joseph)	2 au 14	Aucun	FANTIN-LATOURE
VALLIER (bd Joseph)	20 au 62	Aucun	AIME CESAIRE
VALLIER (bd Joseph)		1 au 3	AIME CESAIRE
VALLIER (bd Joseph)		9 au 65	AIME CESAIRE
VALLIER (impasse Louis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VALLIN (rue Ninon)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VALMY (av de)	Tous	Tous	VERCORS
VARLIN (rue Eugène)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VAUBAN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VAUCANSON (place)	Tous	Tous	STENDHAL
VENDRE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VERCINGETORIX (place)	Tous	Tous	VERCORS
VERCORS (imp du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VERCORS (rue du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VERCORS Cité beauvert (rue du)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VERDERET (allée du)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
VERDUN (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
VERGNIAUD (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VERLAINE (av Paul)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VERNET (rue Elie)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VEYRAT (rue Jean)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VEYRET (rue Paul & Germaine)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VEYRON LACROIX (rue du capitaine)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VIALLET (av Félix)	2 au 22	1 au 17	STENDHAL
VIALLET (av Félix)	24 au 56	19 au 51	CHAMPOLLION

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2018

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
VICAT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VIDAL (rue Louis)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VIEUX TEMPLE (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
VIGNY (rue Alfred de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VILLAGE (rue du)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VILLARD DE LANS (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VILLARS (rue Dominique)	Tous	Tous	STENDHAL
VILLEBOIS (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
VILLEBOIS (impasse)	Tous	Tous	VERCORS
VIOLETTES (rue des)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VIOLLE (rue Jules)	Tous	Tous	STENDHAL
VISCOSE (cité de la)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VIZILLE (av de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VIZILLE (impasse)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VOLTA (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VOLTAIRE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VULCAIN (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
WASHINGTON (av de)	Tous	Tous	VERCORS
WEIL (av Louis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ZOLA (rue Emile)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH

Secteurs de recrutement des collèges publics grenoblois Rentrée 2019



De quel collège dépend mon enfant ?

La répartition par collège est déterminée par le lieu de résidence de l'élève.

Pour plus de renseignement sur le collège de secteur de votre enfant, vous pouvez contacter le Département via le lien suivant :

<https://www.isere.fr/contacter-le-departement>

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
140EME RAI (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
ABBAYE (impasse)	Tous	Tous	VERCORS
ABBE DE LA SALLE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
ABBE GREGOIRE (rue)	106 au 112	89 au 93	AIME CESAIRE
ABBE GREGOIRE (rue)	2 au 104	1 au 87	FANTIN-LATOURE
ABBE PIERRE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ABOUT (rue Edmond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ABREUVOIR (rue de l')	Tous	Tous	STENDHAL
ABRY (rue André)	2 au 18	Tous	AIME CESAIRE
ACHARD (place Jean)	2 au 4	Tous	STENDHAL
ACHARD (chemin)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ADER (impasse Clément)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
ADIEUX (bd)	Tous	Tous	STENDHAL
AGIER (rue d')	Tous	Tous	STENDHAL
AGUTTE-SEMBAT (bd)	2 au 10	Tous	STENDHAL
AGUTTE-SEMBAT (bd)	16 au 22		CHAMPOLLION
AIGLE (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ALBERT 1 ^{ER} DE BELGIQUE (av)	2 au 26	1 au 27	VERCORS
ALBERT 1 ^{ER} DE BELGIQUE (av)	38 au 46	33 au 39	CHARLES MUNCH
ALEMBERT (passage d')	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ALEMBERT (rue d')	2 au 124	1 au 117	FANTIN-LATOURE
ALEXANDRE 1 ^{ER} (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
ALLARD (rue Guy)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ALLIES (rue des)	114 au 128	131 au 143	AIME CESAIRE
ALLIES (rue des)	2 au 38	Néant	LES SAULES
ALLIES (rue des)	42 au 112	1 au 121	OLYMPIQUE
ALLOBROGES (quai des)	Tous	Tous	STENDHAL
ALMA (rue de l')	Tous	Tous	STENDHAL
ALPHAND (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
ALPINS (chemin des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ALSACE (rue d')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ALSACE LORRAINE (av)	8 au 52	3 au 67	CHAMPOLLION
ALSACE LORRAINE (av)	2 au 4	1	STENDHAL
AMPERE (rue)	2 au 34	3 au 75	FANTIN-LATOURE
AMPERE (rue)	36 au 64	77 au 83	AIME CESAIRE
ANCIEN CHAMPS DE MARS (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ANCIENNE ROUTE DE LYON	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ANDRIEUX (rue Lucien)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ANTHOARD (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
APVRIL (place d')	Tous	Tous	STENDHAL
ARAGO (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ARGOUGES (rue André)	6 au 22	Aucun	VERCORS
ARLEQUIN (galerie de l')	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
ARMENIE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ARNAUD (Place Edmond)	Tous	Tous	STENDHAL
ARSONVAL (rue d')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ARTHAUD (rue Pierre)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ARTILLEURS DE MONTAGNE (rue des)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ARTS (chemin des)	Tous	Tous	VERCORS
ARTS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ARTS ET METERS (rue des)	2 au 36	1 à la fin	FANTIN-LATOURE
AUBERT-DUBAYET (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
AUGEREAU (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
AUGIER (rue Emile)	Tous	Tous	STENDHAL
AUGUSTINS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
BAILLY (rue Docteur)	Tous	Tous	STENDHAL
BAINS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BAJATIERE (rue de la)	2 au 22	7 au 17	VERCORS
BAJATIERE (rue de la)	28 au 44	21 au 43	CHARLES MUNCH
BALADINS (galerie des)	94	85-95	LUCIE AUBRAC
BALCONS (allée des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
BALZAC (rue Honoré de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BANK (rue Raymond)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BARBARA (square)	Tous	Tous	VERCORS
BARBILLON (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BARBUSSE (rue Henri)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
BARGINET (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BARNAVE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BARRAL (chemin)	Tous	Tous	VERCORS

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
BARRAL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BARRAL DE MONTFERRAT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BARRES (rue Maurice)	Aucun	3 au 15	VERCORS
BARRES (rue Maurice)	Tous	17 au 53	CHARLES MUNCH
BART (rue Jean)	Tous + Antilles	Tous	VERCORS
BASSIN (allée du)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
BASTILLE (chemin de la)	Tous	Tous	STENDHAL
BAUDELAIRE (rue Charles)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BAYARD (rue)	2 au 18	1 au 17	STENDHAL
BEAUBLACHE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BEAUMARCHAIS (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BEAUREGARD (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BEAUSEJOUR (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BEAUVERT (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BEAUX TAILLEURS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
BECCARIA (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BEETHOVEN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BELGRADE (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
BELIN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BELLEDONNE (rue de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BELMONT (rue Capitaine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BENOIT (rue Marcel)	Tous	Tous	STENDHAL
BERANGER (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BEREY (rue Aimé)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BERGERS (rue des)	2 au 26	3 au 21	CHAMPOLLION
BERGES (rue Aristide)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BERGONIE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
BERGSON (rue Henri)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BERLIOZ (rue Hector)	Tous	Tous	STENDHAL
BERNARD (quai Claude)	Aucun	1 au 35	CHAMPOLLION
BERNARD (quai Claude)	Aucun	37 au 55	FANTIN-LATOURE
BERRIAT (cours)	2 au 70	1 au 63	CHAMPOLLION
BERRIAT (cours)	72 au 182	65 au 163	FANTIN-LATOURE
BERT (rue Paul)	Tous	Tous	STENDHAL
BERTHELOT (av Marcellin)	2 au 60	1 au 37	CHARLES MUNCH
BERTHIER (rue Charles)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BERULLE (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
BEVIERE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BEYLIE (rue Général de)	Tous	Tous	STENDHAL
BILLEREY (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BIR HAKEIM (place)	Tous	Tous	STENDHAL
BISTESI (rue Bistesi)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BIZANET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BIZET (rue Georges)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BLANC (rue Augustin)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BLANC dit LA GOUTTE (place)	Tous	Tous	LES SAULES
BLANC-FONTAINE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BLANCHARD (rue Raoul)	2 au 26	1 au 19	STENDHAL
BLANCHET (rue Marius)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
BLANCHISSERIE (rue de la)	Tous	1 au 21	VERCORS
BLANCHISSERIE (rue de la)	Aucun	23 au 45	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
BLERIOT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BLUM (av Léon)	4 au 146	Tous	OLYMPIQUE
BOBILLOT (rue Sergent)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BOCQ (rue Jean)	Tous	Tous	STENDHAL
BOILEAU (rue Nicolas)	Tous	Tous	LES SAULES
BOIS D'ARTAS (chemin du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BOISSET (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BOISSIEUX (rue Berthe de)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BONNARD (rue Pierre)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BONNE (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
BONNEVAY (place Laurent)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
BONS ENFANTS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BORDIER (rue du Docteur)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BOSSUET (av)	Tous	Tous	LES SAULES
BOSTON (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BOUCHAYER (rue Joseph)	2 au 82	3 au 73	AIME CESAIRE
BOUCHER DE PERTHES (rue)	2 au 26	Tous	FANTIN-LATOURE
BOUGAULT (rue Colonel)	Aucun	29 au 39	CHARLES MUNCH
BOUGAULT (rue Colonel)	Aucun	3 au 21	CHARLES MUNCH
BOUGAULT (rue Colonel)	Tous	Aucun	VERCORS
BOURETTE (rue Marcel)	Tous	Tous	LES SAULES
BOURGELAT (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BOURGET (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
BOURGOGNE (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BOURJADE (rue Léon)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
BOUSSANT (rue Eugène)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BOUVIER (rue Hippolyte)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BRANLY (rue Edouard)	Tous	Tous	CHAMPOLLION

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
BRENIER (rue Casimir)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
BRESSIEUX (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BRIAND (place Aristide)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
BROCHERIE (impasse)	Tous	Tous	STENDHAL
BROCHERIE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
BROSSE (quai Claude)	Tous	Tous	STENDHAL
BRUN (chemin Joseph)	Tous	Tous	VERCORS
BUFFON (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
BUISSON (rue Suzanne)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
BULLE (rue Commandant)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CABRIERE (chemin de la)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CALMETTE (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CALVAT (rue Ernest)	Tous	Tous	STENDHAL
CAMINE (rue du Capitaine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CAPUCHE (chemin de la)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CARDONNEL (rue Louis le)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CARNOT (rue Lazare)	2 au 34	1 au 37	CHAMPOLLION
CARNOT (rue Président)	Tous	Tous	STENDHAL
CARTAN (rue Elie)	Tous	Tous	VERCORS
CASSIN (rue René)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
CENT QUARANTIEME RIA (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
CHABAL (rue Lieutenant)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
CHALEMONT (montée de)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAMOIX (rue Marie)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
CHAMPIONNET (place)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CHAMPOLLION (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAMPON (av Général)	18 - 20	17	CHARLES MUNCH
CHAMPON (av Général)	2 à 16	1 à 15	VERCORS
CHAMPS ELYSEES (rue des)	2 au 38	1 au 29	AIME CESAIRE
CHAMROUSSE (rue de)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CHANARON (rue Lieutenant)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CHANRION (rue Joseph)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAPITRE (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
CHARCE (rue Philis de la)	Tous	Tous	STENDHAL
CHARCOT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CHARMILLES (rue des)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CHARPENAY (quai Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
CHARPIN (place André)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
CHARREL (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CHARRETON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CHATEAUBRIAND (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CHATIN (rue Elysée)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CHAULNES (cours des)	Tous	Tous	STENDHAL
CHAVANT (place Eugène)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CHENOISE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CHEVALLIER (rue André)	Tous	Tous	STENDHAL
CHISSE (rue Aimon de)	Tous	Tous	STENDHAL
CHOLLIER (rue Antoine)	Tous	Tous	VERCORS
CHORIER (rue Nicolas)	2 au 10	1 au 7	CHAMPOLLION
CHORIER (rue Nicolas)	12 au 88	9 au 101	FANTIN-LATOURE
CHURCHILL (rue Winston)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CITE (place de la)			FANTIN-LATOURE
CLAUDEL (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CLAVEYSON (place)	Tous	Tous	STENDHAL
CLEMENCEAU (bd)	Tous	1 au 67	VERCORS
CLEMENCIERES (route de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
CLEMENT (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CLERCS (rue des)	2 au 18	1 au 13	STENDHAL
CLOT-BEY (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
COCAT (av Paul)	Tous	Tous	LES SAULES
COLBERT (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
COLIBRIS (rue des)	2 au 22		LUCIE AUBRAC
COLIBRIS (rue des)	30 au 34		LES SAULES
COLLINE (allée de la)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
COLLOMB (rue Louise)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
COLOMBINE (rue)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
Combattant d'Afrique du Nord (allée des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
COMMERCE (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
COMMUNE DE 1871 (place de la)	Tous	Tous	VERCORS
CONDE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
CONDILLAC (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CONDORCET (place)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CONDORCET (rue)	2 au 30	1 au 33	CHAMPOLLION
CONSTANTINE (avenue de)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
COPPEE (rue François)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CORNEILLE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CORNIER (rue Nestor)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
COROT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
COUBERTIN (rue Pierre de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
COURBET (rue Amiral)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
COUVENT (chemin du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
CREPU (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
CREQUI (quai)	Tous	Tous	STENDHAL
CUJAS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
CULARO (montée de)	Tous	Tous	STENDHAL
CURIE (rue Pierre)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
CUVIER (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
CYMAISE (place de la)	Tous	Tous	STENDHAL
D'ARC (av Jeanne)	Tous	1 au 69	VERCORS
D'ARC (av Jeanne)	Aucun	71 au 91	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
DAGUERRE ET NIEPCE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DANTON (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DAUDET (rue Alphonse)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DAUPHINE (rue du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DAUPHINS (passage des)	Tous	Tous	STENDHAL
DAUPHINS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
DAVIN (impasse Auguste)	Tous	Tous	VERCORS
DEBELLE (rue Commandant)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DEBRAYE (rue Henri)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DEBUSSY (rue Claude)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DELACROIX (rue Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
DELORAS (rue Henriette)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DENFERT-ROCHEREAU (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DENT DE CROLLES (rue de la)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DEPORTES 11 Novembre 1943(rue des)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DESAIX (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DESBORDES-VALMORE (rue Marceline)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DESCARTES (rue René)	Tous	Tous	LES SAULES
DESMOULINS (rue Camille)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DESPREZ (rue Marcel)	Tous	Tous	STENDHAL
DEUX MONDES (allée des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DIABLES BLEUS (bd des)	Tous	Tous	VERCORS
DIDEROT (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DIJON (rue Paul)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DING (rue Henri)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DIODORE-RAHOULT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
DODE (rue Maréchal)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DODERO (rue Maurice)	12 et 12 bis		OLYMPIQUE
DODERO (rue Maurice)	14 et 14 Bis		LUCIE AUBRAC
DODERO (rue Maurice)	16 et 16 bis		OLYMPIQUE
DODERO (rue Maurice)	8 et 10		LUCIE AUBRAC
DOLOMIEU (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
DORMOY (rue Marx)	4 au 22	Tous	FANTIN-LATOURE
DOUDART DE LAGREE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DOUMER (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DOYEN GOSSE (place)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DRAC (rue du)	2 au 74	1 au 63	FANTIN-LATOURE
DREVET (rue Louise)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DRIANT (rue Colonel)	Tous	Tous	VERCORS
DRIVIER (rue Léon)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DROUOT (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DUBARLE (rue Robert)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DUBEDOUT (place Hubert)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DUBOIS-FONTANELLE (rue)	12 et +	11 et +	VERCORS
DUBOIS-FONTANELLE (rue)	2 au 10	1 au 9	LES SAULES
DUCLLOT (rue Pierre)	Tous	Tous	STENDHAL
DUCROS (rue Emile)	Tous	Tous	STENDHAL
DUGUESCLIN (rue)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
DUHAMEL (rue Henri)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
DULLIN (place Charles)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DUMAS (rue Alexandre)	2 au 44	1 au 41	AIME CESAIRE
DUMONT (rue Colonel)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
DUNAND (rue Henri)	12 au 22	1 au 35	AIME CESAIRE
DUNKERQUE (rue de)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
DUPLEIX (rue)	Tous	Tous	VERCORS
DUPLOYE (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
DUPONT (rue Pierre)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
DUPORT-LAVILETTE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
DUPREY (rue Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
DURAND (rue Général)	Tous	Tous	VERCORS
EAX CLAIRES (rue des)	2 au 78	1 au 67	AIME CESAIRE
ECHAILLON (rue de l')	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ECOLE (rue de l')	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ECOLE VAUCANSON (Av de l')	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ECOLIERS (chemin des)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
EDISON (rue)	Tous	Tous	VERCORS
EGLISE (chemin de l')	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
EIFFEL (rue Gustave)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
ESCLANGON (rue Félix)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ESMONIN (av Edmond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ESPLANADE (bd de l')	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
ESPLANADE des Communes Compagnon de la Libération	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ESSARTS (chemin des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ESSEN (Allée d')	Tous	Tous	VERCORS
ESTOC (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ETOILE (place de l')	Tous	Tous	STENDHAL
EXPILLY (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
EYNARD (impasse)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
FANTIN-LATOURE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
FARCONNET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
FARCY (esplanade André)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
FARGE (rue Yves)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
FAURE (rue Eugène)	Tous	Tous	STENDHAL
FENELON (av)	Tous	Tous	LES SAULES
FER A CHEVAL (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
FERNANDAT (rue René)	Tous	Tous	LES SAULES
FERREY MARTIN (rue Annie)	Tous	Tous	VERCORS
FERRIE (rue Général)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
FERRY (rue Jules)	Tous	Tous	VERCORS
FLANDRIN (rue Jules)	Tous	Tous	STENDHAL
FLAUBERT (rue Gustave)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
FLEURS (rue des)	Tous		STENDHAL
FLORIAN (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
FOCH (bd Maréchal)	Tous	1 au 37	CHARLES MUNCH
FOCH (bd Maréchal)		51 au 61	AIME CESAIRE
FONTENAY (rue du Cardinal)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
FOREST (rue Etienne)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
FOUR (impasse du)	Tous	Tous	STENDHAL
FOURIER (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
FRANCE (rue Anatole)	2 au 92	5 au 53	AIME CESAIRE
FRANCE (quai de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
FRANCOIS (rue Roger)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
FRANKLIN (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
FRAPPAT (place René)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
FREDET (rue Alfred)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
FRENAY (allée Henri)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
FRENES (allée des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
FRISE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
FUSILLES (square des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GACHE (rue Auguste)	Tous	Tous	STENDHAL
GALILEE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GALLICE (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GALLIENI (bd Maréchal)	Tous	Tous	VERCORS
GALLIMARD (place du Docteur)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GAMBETTA (bd)		1 au 29	STENDHAL
GAMBETTA (bd)	Tous	31 au 65	CHAMPOLLION
GANGANELLI (impasse)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
GARCIA LORCA (rue Frédéric)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GARE (place de la)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
GARET (rue Rose)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GARIBALDI (rue Général)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GASPARD (place Pierre)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GAUTIER (place Firmin)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GAY-LUSSAC (rue)	2 au 34	1 au 25	CHARLES MUNCH
GEANTS (place des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
GEMOND (rue Cornélie)	Tous	Tous	STENDHAL
GENETS (allée des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
GENIN (rue Claude)	6 au 68	35 au 57	VERCORS
GENIN (rue Claude)	2 au 4	1 au 33	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
GENIN (rue Auguste)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GENISSIEU (rue)	2 au 42	1 au 41	CHAMPOLLION
GENTIL-BERNARD (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
GERIN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GERMAIN (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GERVASOTI (rue Gusto)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GIGNOUX (rue Maurice)	Tous	Tous	STENDHAL
GILOT (rue Commandant)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GIONO (rue Jean)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GIRARD (place du Docteur)	Tous	Tous	STENDHAL
GIROT (rue François-Joseph)	Tous	Tous	STENDHAL
GONNET (Rue Marguerite)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
GONTARD (rue Marius)	Tous	Tous	STENDHAL
GORDES (chemin de)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GORDES (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
GOSSE (Place Doyen)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
GOUNOD (rue Charles)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
GOURMETS (rue des)	Tous	Tous	VERCORS
GRAILLE (quai de la)	Aucun	1 au 53	FANTIN-LATOURE
GRAND CHATELET (avenue du)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
GRAND' RUE	Tous	Tous	STENDHAL
GRAND SERRE (av du)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GRANDE CHARTREUSE (av de la)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
GREFFIER (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GRENETTE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
GRESIVAUDAN (place du)	Tous	Tous	STENDHAL
GREUZE (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
GUETAL (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
GUEYMARD (rue Emile)	26 bis au 62	Aucun	FANTIN-LATOURE
GUEYMARD (rue Emile)	2 au 26	Aucun	CHAMPOLLION
GUIGUE (rue Roger)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
GUILBAUD (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
GUYNEMER (rue)	18 au 64	23 au 59	AIME CESAIRE
HACHE (rue J. François)	Tous	Tous	STENDHAL
HALAGE (chemin de)	Tous	Tous	STENDHAL
HAREUX (rue Ernest)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
HAUQUELIN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
HAXO (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
HEBERT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
HELBRONNER (rue Paul)	Tous	Aucun	LUCIE AUBRAC
HELBRONNER (rue Paul)		11	LES SAULES
HERBES (place aux)	Tous	Tous	STENDHAL
HERMITE (rue Docteur)	2 au 56	1 au 45	FANTIN-LATOURE
HOICHE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
HOUILLE BLANCHE (rue de la)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
HUGO (place Victor)	Tous	Tous	STENDHAL
HUILLIER (place Paul)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
HUIT MAI 1945 (rue du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
HUMBERT II (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ILES (traverse des)	18 au 32	27B au 37	AIME CESAIRE
ILES (traverse des)	2 au 16	1 au 27	FANTIN-LATOURE
IMPASSE 15 ET 123	Tous	Tous	AIME CESAIRE
IMPASSE 157 ET 171	Tous	Tous	AIME CESAIRE
INSBRUCK (avenue d')	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
IRVOY (rue)	2 au 18	Tous	FANTIN-LATOURE
IRVOY (rue)	20 au 28	Aucun	AIME CESAIRE
ISERE (rue de l')	Tous	Tous	CHAMPOLLION
ISLY (chemin d')	Tous	Tous	VERCORS
JACOLIN (rue Isidore)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
JACQUARD (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
JACQUEMET (rue Louis)	Tous	Tous	LES SAULES
JACQUET (rue Georges)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
JAMMES (rue Francis)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
JANET (rue Paul)	Aucun	Tous	VERCORS
JANET (rue Paul)	Tous	Aucun	CHARLES MUNCH
JANSSEN (rue Général)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
JARDIN DE VILLE (passage du)	Tous	Tous	STENDHAL
JARDIN HOICHE (allée du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
JAURES (cours Jean)	2 au 86	1 au 99	CHAMPOLLION
JAURES (cours Jean)	88 au 122		FANTIN-LATOURE
JAURES (cours Jean)		101 au 119	CHARLES MUNCH
JAY (quai Stéphane)	Tous	Tous	STENDHAL
JAY (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
JESUS (chemin)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
JEUX OLYMPIQUES (av des)	2 au 600	1 au 889	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
JEUX OLYMPIQUES (av des)	602 au 1030	891 au 1057	VERCORS
JOFFRE (bd Maréchal)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
JOFFRE (bd Maréchal)		7 au 21	CHARLES MUNCH
JOFFRE (bd Maréchal)		1 au 5	VERCORS
JONKIND (quai)	Tous	Tous	STENDHAL
JOSSERAND (rue Roger)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
JOUHAUX (rue Léon)	102 au 118		LES SAULES
JOUHAUX (rue Léon)	120 au 160		LES SAULES
JOUHAUX (rue Léon)	40 au 66	17 au 57B	VERCORS
JOUHAUX (rue Léon)	68 au 98		VERCORS
JOUHAUX (rue Léon)		59 au 83	VERCORS
JOUHAUX (rue Léon)	2 au 32	1 au 13	VERCORS
JOUVET (place Louis)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
JOUVIN (place Xavier)	Tous	Tous	STENDHAL
JOUVIN (quai) Xavier	Tous	Tous	STENDHAL
JOYA (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
KAUNAS (rue de)	10 au 18		VERCORS
KENNEDY (rue John)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
KILLIAN (rue Wilfrid)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
KLEBER (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
KOGAN (rue Claude)	Tous	Tous	OLYMPIQUE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
KOSPICKI (allée Aloyzi)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
KRUGER (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
L'HERMINIER (rue Commandant)	Tous	Tous	STENDHAL
LA BRUYERE (av)	2 au 32 & 40 au 50	3 au 25	LES SAULES
LA BRUYERE (av)	34 au 38		LUCIE AUBRAC
LA BRUYERE (av)	52 à 72		LUCIE AUBRAC
LA BRUYERE (av)	82 et +	83 et +	OLYMPIQUE
LA BRUYERE (square)	Tous	Tous	LES SAULES
LA FAYETTE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LA FONTAINE (cours)	Tous	Aucun	STENDHAL
LA FONTAINE (cours)	Aucun	Tous	CHAMPOLLION
LACHAT (rue Louis)	Tous	Tous	VERCORS
LACHENAL (rue Louis)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LACHMANN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LAFOURCADE (rue Georges)	Tous	Tous	LES SAULES
LAGRANGE (rue Léo)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LAKANAL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
LAMARTINE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LANOYERIE (rue Colonel)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LASTELLA (rue Victor)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LAVALETTE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
LAVOISIER (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LE BRIX (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LE CAMUS (rue Cardinal)	Tous	Tous	LES SAULES
LE CHATELIER (rue Henri)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LE COMTE DE L'ISLE (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LE MAITRE (rue Jules)	Tous	Tous	LES SAULES
LE NOTRE (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
LEBAS (place Jean)	Tous	Tous	STENDHAL
LECLERC (bd Maréchal)	Tous	Tous	STENDHAL
LEROY (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
LESAGE (rue René)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LESDIGUIERES (rue)	2 au 24	1 au 19	STENDHAL
LESDIGUIERES (rue)	26 au 52	21 au 49	CHAMPOLLION
LETONNELIER (rue Gaston)	Tous	Tous	LES SAULES
LIBERATION (cours de la)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LIBERTE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
LINBERGH (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LINNE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LIONNE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
LITS MILITAIRES (impasse des)	Tous	Tous	VERCORS
LITRE (av)	Tous	Tous	LES SAULES
LONDRES (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LORENZACCIO (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LORRAIN (rue Claude)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LORRAINE (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
LORY (place Pierre)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
LORY (rue Charles)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LOTI (rue Pierre)	Tous	Tous	VERCORS
LOUVOIS (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LUMIERE (rue Louis & Auguste)	Tous	Tous	VERCORS
LYAUTEY (bd Maréchal)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
LYAUTEY (bd Maréchal)	Aucun	Tous	STENDHAL
LYCEE (passage du)	Tous	Tous	STENDHAL
LYON (route de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
LYON (ancienne route de)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
LYONNAZ (rue Joseph)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
LYS ROUGE (allée)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
LYS ROUGE (place du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MABLY (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MACE (cité Jean)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MACE (rue Jean)	2 au 14	1 au 21	CHAMPOLLION
MACE (rue Jean)	16 au 32	23 au 37	FANTIN-LATOURE
MADELEINE (chemin de la)	Tous	Tous	VERCORS
MADELEINE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
MAGINOT (rue André)	Tous		CHAMPOLLION
MAGINOT (rue André)		Tous	CHARLES MUNCH
MAGNANERIE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
MALAKOFF (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MALHERBE (av)	Aucun	Tous	LES SAULES
MALHERBE (av)	Tous	Aucun	CHARLES MUNCH
MALLARME (rue Stéphane)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MALLIFAUD (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MALRAUX (place André)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MANEGE (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
MANGIN (rue Général)	16 au 38	7 au 37	CHARLES MUNCH
MANGIN (rue Général)	Aucun	39 au 41	AIME CESAIRE
MANGIN (rue Général)		59 au 103	OLYMPIQUE
MANOUCHIAN (rue Mélinée et Missak)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
MANSARD (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
MANTEYER (rue Georges de)	Tous		VERCORS
MANTEYER (rue Georges de)		Tous	LES SAULES
MAQUIS de l'OISANS (rue des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MARAI (chemin du)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
MARBEUF (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MARCEAU (chemin)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
MARCEAU (rue)	2 au 30	1 au 37	CHAMPOLLION
MARCEAU (rue)	32 et +	39 au 41	CHARLES MUNCH
MARCEL (rue Etienne)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MARCHAND (rue général)	Tous	Tous	STENDHAL
MARCHAND (passage)	Tous	Tous	STENDHAL
MARCIEU (place Eme de)	Tous	Tous	STENDHAL
MARIANNE (chemin de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MARION (rue Père)	Tous	Tous	STENDHAL
MARQUAN (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MARRONNIERS (chemin des)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MARTIN (place Docteur Léon)	Tous	Tous	STENDHAL
MARTYRS (rue des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MARVAL (place Jacqueline)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MASSENA (rue)	Aucun	Tous	STENDHAL
MASSENET (rue)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MATUSSIÈRE (rue Amable)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MAUPASSANT (rue Guy de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MAYEN (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MAZET (rue du Docteur)	Tous	Tous	STENDHAL
MEGISSERIE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MENEY (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MENON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MENS (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MERIMÉE (rue Prosper)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MERLIN (quai Paul Louis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
METZ (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
MICHEL (rue Louise)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MICHELET (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MICHELS (square Charles)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MILLET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MILLIAT (rue Charles)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MINIMES (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
MIRABEAU (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MIRIBEL (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
MISTRAL (place Paul)	Tous	Tous	VERCORS
MOIDIEU (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MOISSAN (rue Henri)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MOLIERE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MONGE (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MONIER (rue Blanche)	Tous	Tous	STENDHAL
MONT FROID (rue du)	Tous	Tous	VERCORS
MONTAGNES RUSSES (chemin des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MONTAIGNE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
MONTESQUIEU (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MONTORGE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MONTRIGAUD (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
MOQUET (rue Guy)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
MOREL (rue Amédée)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MORTILLET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
MOSELLE (rue de la)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MOULIN (place Jean)	Tous	Tous	STENDHAL
MOULIN DE CANEL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
MOUNIER (quai)	Tous	Tous	STENDHAL
MOYRAND (rue)	2 à fin	1 au 13	VERCORS
MOYRAND (rue)	Aucun	15 au 33	CHARLES MUNCH
MOZART (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MULLER (rue Hippolyte)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
MURE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
MUSSET (rue Alfred de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
NAL (rue Commandant)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
NANOMETRE (allée du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NANTES (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NARVIK (rue de)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
NEVA (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NEW YORK (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
NICOLET (rue)	Tous	Tous	VERCORS
NORA (Rue Simon)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
NOTRE DAME (place)	Tous	Tous	STENDHAL
NURSERY (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
OBIOU (rue de l')	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ONZE NOVEMBRE (av du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PAIN (bd Jean)	Tous	Aucun	STENDHAL

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
PAINLEVE (rue Paul)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PAIX (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
PALAIS (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
PALAIS DE JUSTICE (passage du)	Tous	Tous	STENDHAL
PALANKA (rue de)	Aucun	Tous	STENDHAL
PALANKA (rue de)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
PAPE (rue Guy)	Tous	Tous	STENDHAL
PAPET (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PAPIN (rue Denis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PARC GEORGES POMPIDOU (allée du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PARIS (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PARKS (allée Rosa)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PARMENTIER (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PASCAL (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
PASTEUR (place)	4 au 6	Aucun	CHAMPOLLION
PASTEUR (place)		Tous	VERCORS
PEGOUD (rue)	Tous	Tous	VERCORS
PEGUY (rue Charles)	Tous	1 au 23	AIME CESAIRE
PELLOUTIER (rue Fernand)	Tous	Tous	LES SAULES
PELOUSE (allée de la)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
PERETTO (rue Marcel)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
PERI (rue Gabriel)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PERIER (rue Casimir)	2 au 4		CHAMPOLLION
PERIER (rue Casimir)	Aucun	Tous	STENDHAL
PERREAU (rue Commandant)	Tous	Tous	VERCORS
PERRIERE (quai)	Tous	Aucun	STENDHAL
PERRIN (chemin Vieux dit)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
PERRIN (rue Ferréol)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PERRIN (rue Jean)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
PERROT (av Jean)	110	Aucun	LES SAULES
PERROT (av Jean)	10B au 88	31 au 75	CHARLES MUNCH
PERROT (av Jean)	114 au 148	Aucun	LES SAULES
PERROT (av Jean)	2 au 10	5 au 29	VERCORS
PERROT (av Jean)		111 au 121	LES SAULES
PERROT (av Jean)		131 au 159	LES SAULES
PERROT (av Jean)		107 au 109	VERCORS
PERROT (av Jean)		79 au 105	VERCORS
PETIT NICE (chemin du)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
PEUPLIERS (rue des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
PHALANSTERE (rue du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PHILIPPE (rue Gérard)	Tous	Tous	LES SAULES
PHILIPPEVILLE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
PINAL (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PITET (rue Raymond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
POILUS (rue des)	Tous	Tous	STENDHAL
POINCARE (rue Henri)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
POITAU (rue du Capitaine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
POLOTTI (rue Antoine)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PONSARD (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
PONT CARPIN (chemin du)	Tous	Tous	VERCORS
PONT SAINT JAIME (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
PORTE (rue Marcel)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
POSTE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
POTERNE (chemin de la)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
POULAT (rue Félix)	Tous	Tous	STENDHAL
PRADEL (rue Jean Baptiste)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
PRANARD (rue Charles)	Tous	Tous	LES SAULES
PRE (place du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PREVOST (rue Jean)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
PRUD'HOMME (rue Auguste)	Tous	Tous	STENDHAL
PUPIN (rue Aimé)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
QUATRE CENTS COUVERTS (rue des)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUATRE CENTS COUVERTS (traverse)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUATRE SEPTEMBRE (rue du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUATRE VINGT DIX (voie)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
QUATRIEME Régiment du génie (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
QUINET (rue Edgar)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
QUINSONNAS (rue Lieutenant de)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RABOT (cité universitaire)	Tous	Tous	STENDHAL
RACINE (place Jean)	Tous	Tous	LES SAULES
RAMBAUD (rue Général)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
RANDON (av Maréchal)	Tous	Tous	STENDHAL
RASPAIL (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
RAVANAT (rue Albert)	Tous	Tous	LES SAULES
RAVIER (rue Auguste)	Tous	Tous	VERCORS
RAVIER-PIQUET (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
REAL (rue André)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
RECLUS (rue Elysée)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RECOURA (rue Albert)	Tous	Tous	VERCORS

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
REMPART (passage du Rempart)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
RENAN (rue Ernest)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RENAULDON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
RENAVANT (rue Antoine)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
REPOS (rue du)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
REPUBLIQUE (passage de la)	Tous	Tous	STENDHAL
REPUBLIQUE (rue de la)	Tous	Tous	STENDHAL
REQUET (rue Aimé)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
RESISTANCE (place de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
REVOL (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
REY (bd Edouard)	Tous	Tous	STENDHAL
REY (rue Joseph)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
REYNIER (rue Albert)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
REYNIER (rue commandant)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
REYNOARD (av Marie)	4 au 34	Tous	OLYMPIQUE
RHAOULT (rue François)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
RHIN (rue du)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RHIN ET DANUBE (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RIBOUD (place Joseph)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
RICARD (rue Adrien)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
RIOLLET (rue Marius)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
RIVAIL (rue Charles)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
RIVET (place Gustave)	Aucun	Tous	CHARLES MUNCH
RIVET (place Gustave)	Tous	Aucun	CHAMPOLLION
RIVOIRE (rue André)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROBESPIERRE (chemin)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
ROCHAMBEAU (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROCHETTE (chemin de la)	Tous	Tous	CHARTREUSE (Saint-Martin-le-Vinoux)
ROMANET (rue Emile)	Tous	Tous	VERCORS
ROMANTIQUES (allées des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
RONDE (chemin de)	Tous	Tous	STENDHAL
RONDEAU (rond-point le)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RONSARD (av)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RONSERAIL (rue Roger)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROSTAND (rue Edmond)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
ROUSSEAU (rue J. Jacques)	Tous	Tous	STENDHAL
ROUSSEAU (rue Waldek)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ROUVIERE (rue Fernand)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ROUX (rue du Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
ROZAN (rue du commandant)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
RUIBET (rue Pierre)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
RULFO (imp)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SAINT ANDRE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT BRUNO (place)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SAINT EXUPERY (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
SAINT EYNARD (place du)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT FERJUS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT FRANCOIS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT FRANCOIS DE SALES (rue)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
SAINT HUGUES (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT JACQUES (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT JEAN (chemin)	46 au 50	1	STENDHAL
SAINT JOSEPH (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT LAURENT (place)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT LAURENT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT NICOLAS (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT ROCH (av)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINT ROCH (chemin de Ronde)	Aucun	1	STENDHAL
SAINTE CLAIRE (place)	Tous	Tous	STENDHAL
SAINTE URSULE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SALENGRO (rue Roger)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SAND (rue Georges)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
SAPPEY (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
SAULES (place des)		1	LUCIE AUBRAC
SAULT (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
SAVOYAT (rue Durand)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SCHUMANN (place Robert)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SCHWEITZER (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SCIERIE (rue de la)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SEMARD (rue Pierre)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SERVAN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
SERVIEN (rue Abel)	tous	tous	STENDHAL
SESTIER (rue Léon)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SIBELLAS (rue André)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SIDI BRAHIM (rue)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SIMARD (imp)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
SIX JUILLET (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
SOUVENIR (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
STADE (cité du) (ex-rue du)	Tous	Tous	VERCORS

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
STALINGRAD (rue de)	84 au 138	81 au 135	OLYMPIQUE
STALINGRAD (rue de)	14 au 82	Aucun	CHARLES MUNCH
STALINGRAD (rue de)	140 au 208	137 au 169	OLYMPIQUE
STALINGRAD (rue de)	Aucun	9 au 79	CHARLES MUNCH
STALINGRAD (rue de)	Aucun	181 au 205	OLYMPIQUE
STATION PONSARD (rue)	2 au 12		VERCORS
STATION PONSARD (rue)		3 au 11	CHARLES MUNCH
STATION PONSARD (rue)		13 au 31	VERCORS
BEYLE STENDHAL (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
STRASBOURG (rue de)	Tous	Tous	STENDHAL
STRAUSS (rue Paul)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
SUE (rue Eugène)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
SUEDE (av de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SULLY (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
SYLPHIDES (allée des)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TAINÉ (rue Hippolyte)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TARILLON (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
TARTARI (rue Charles)	Tous	Tous	STENDHAL
TARZE (rue Henri)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TAULIER (rue Frédéric)	Tous	Tous	STENDHAL
TEISSEIRE (av)	Tous	Tous	LES SAULES
TEMPLE (rue du) (place)	Tous	Tous	STENDHAL
TERMIER (rue Pierre)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TERRAY (place Lionel)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TERRAY (rue Alphonse)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TESTOUD (rue Charles)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
THIBAUD (rue Jacques)	Tous	Tous	VERCORS
THIERS (chemin)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
THIERS (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
THOMAS (rue René)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
THOMAS (rue Albert)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
TILLEULS (place des)	Tous	Tous	STENDHAL
TOURNELLES (rue des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TOURVILLE (rue)	Tous	Tous	VERCORS
TREBOUTTE (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TREMBLAY (chemin du)	Aucun	1 au 5	AIME CESAIRE
TREMBLES (rue des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
TRES CLOITRES (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
TRIDENT (rue du)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
TROCADERO (rue du)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
TROIS EPIS (rue des)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
TROIS MAISONS (chemin des)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
TURC (rue Christophe)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
TURENNE (rue)	Tous	Tous	CHAMPOLLION
TURGOT (rue)	Tous	Tous	LES SAULES
VAILLANT (rue Edouard)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VAILLANT (rue Docteur)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VALBONNAIS (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
VALERY (rue Paul)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VALLAND (allée Rose)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VALLES (av Jules)	2 au 22	Aucun	VERCORS
VALLES (av Jules)	24 au 122	Aucun	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
VALLIER (place Paul)	2 au 4	Tous	STENDHAL
VALLIER (place Paul)	24/26/28	Aucun	CHAMPOLLION
VALLIER (bd Joseph)	2 au 14	Aucun	FANTIN-LATOURE
VALLIER (bd Joseph)	20 au 62	Aucun	AIME CESAIRE
VALLIER (bd Joseph)		1 au 3	AIME CESAIRE
VALLIER (bd Joseph)		9 au 65	AIME CESAIRE
VALLIER (impasse Louis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VALLIN (rue Ninon)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VALMY (av de)	Tous	Tous	VERCORS
VARLIN (rue Eugène)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VAUBAN (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VAUCANSON (place)	Tous	Tous	STENDHAL
VENDRE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VERCINGETORIX (place)	Tous	Tous	VERCORS
VERCORS (imp du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VERCORS (rue du)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VERCORS Cité beauvert (rue du)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VERDERET (allée du)	Tous	Tous	LUCIE AUBRAC
VERDUN (place de)	Tous	Tous	STENDHAL
VERGNIAUD (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VERLAINE (av Paul)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VERNET (rue Elie)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VEYRAT (rue Jean)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VEYRET (rue Paul & Germaine)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VEYRON LACROIX (rue du capitaine)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VIALLET (av Félix)	2 au 22	1 au 17	STENDHAL
VIALLET (av Félix)	24 au 56	19 au 51	CHAMPOLLION

Collèges publics isérois - Sectorisation de la commune de Grenoble - Rentrée 2019

DENOMINATION DE LA RUE	N° Pairs	N° Impairs	COLLEGE DE SECTEUR
VICAT (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VIDAL (rue Louis)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH
VIEUX TEMPLE (rue du)	Tous	Tous	STENDHAL
VIGNY (rue Alfred de)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VILLAGE (rue du)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VILLARD DE LANS (rue de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VILLARS (rue Dominique)	Tous	Tous	STENDHAL
VILLEBOIS (chemin)	Tous	Tous	VERCORS
VILLEBOIS (impasse)	Tous	Tous	VERCORS
VIOLETTES (rue des)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
VIOLLE (rue Jules)	Tous	Tous	STENDHAL
VISCOSE (cité de la)	Tous	Tous	OLYMPIQUE
VIZILLE (av de)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VIZILLE (impasse)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VOLTA (rue)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
VOLTAIRE (rue)	Tous	Tous	STENDHAL
VULCAIN (chemin)	Tous	Tous	AIME CESAIRE
WASHINGTON (av de)	Tous	Tous	EDOUARD VAILLANT (Saint-Martin-d'Hères)
WEIL (av Louis)	Tous	Tous	FANTIN-LATOURE
ZOLA (rue Emile)	Tous	Tous	CHARLES MUNCH

**
—

Politique : Education

Renouvellement de la délégation de la restauration scolaire à la cité scolaire internationale Europole

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier n° 2017 C12 D 07 40

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 D 07 40,

Vu l'avis de la commission des collègues, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

- d'approuver, conformément à l'article L.1411-1 du code général des collectivités territoriales, le principe de renouvellement de la délégation de service public relative à la restauration scolaire de la Cité internationale Europole en confiant à un délégataire :

- l'ensemble des prestations susvisées en cohérence avec les objectifs fixés par le Département en matière de qualité du service de la restauration scolaire,
- l'exploitation et l'entretien des locaux, équipements et matériels nécessaires à l'exécution du service délégué et mis à disposition par le Département,
- le recouvrement des recettes provenant des usagers du service en contrepartie des dépenses qu'il effectuera dans le cadre de de ses prestations.

- d'autoriser le Président à lancer la procédure en vue de désigner un délégataire et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation.



www.isere.fr

Commission consultative des services publics locaux

Procès-verbal

Séance du 27 novembre 2017

Avis sur le projet de délégation de service public
pour la restauration de la cité scolaire internationale
Europole

Séance du 27 novembre 2017

Direction Direction de l'éducation, jeunesse et sport

Mairie du Département - 1, rue Félix Lantier - CS 4 000 - 38000 Grenoble Cedex 1

215

**Avis sur le projet de délégation de service public
pour la restauration de la cité scolaire internationale
Europole**

Le groupement est allé à M. Labat, la Secrétaire est arrivée
la Direction de l'Éducation jeunesse et sport présente le
projet de renouvellement de la délégation de service
public pour la restauration de la cité scolaire internationale
Europole, le cahier des charges est en cours de mise à jour
à l'été 2018.

La FEDE s'interroge sur le rôle de mode de gestion et
sur le questionnement d'une gestion en régie.

Le Président de la CCSPR explique qu'une gestion en régie
aurait un impact sur le coût de la prestation dans la
mesure où la gestion du personnel, matériel, et stabil de
l'édifice, et maintenance (impact des gâches de rénova-
-tions de la fondation publique et gestion de substitutions
importantes dans les collèges).

Les membres de la CCSPR demandent que soient précisés
les critères de l'État, concernant la mise en place.

**Avis sur le projet de délégation de service public
pour la restauration de la cité scolaire internationale
Européenne**

d'un système de facturation, dans le cadre des charges
qui sera remis aux candidats. L'objectif est de solliciter
les candidats à répondre sur cet aspect.

Les membres de la CCSP demandent qu'un examen
soit réalisé sur points d'éclaircir afin de les inciter
à une série de réunions de concertation sur la validation
du dossier de consultation de la délégation de service
public.

A l'exception de la FCP qui n'est pas favorable
au renouvellement de mode de gestion en délégation de
service public, les membres de la CCSP émettent un
avis favorable sur le renouvellement de la délégation
de service public pour la restauration de la cité
scolaire internationale Européenne.

ORDRE DU JOUR

Présence et excuses

Installation

Nom	Mandat	Présence	Excuses
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]

1

Nom	Mandat	Présence	Excuses
Mr. [Nom]	[Mandat]	[Présence]	[Excuses]

Business Card

Estimation du nombre de points d'élus de l'Etat public (EPE)
[Signature]

Estimation du nombre de points d'élus de l'enseignement public (PEEP)

SERVICE JEUNESSE ET SPORT

Politique : - Jeunesse et sports

Evolutions de la politique jeunesse et sport

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 D 08 01

Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 D 08 01,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

Entendu, le rapport du rapporteur Madame Martine KOHLY au nom de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de mettre en place en 2018 les différentes actions ou modifications nécessaires pour atteindre les objectifs de la politique départementale en matière de jeunesse et de sport.

Pour la pratique sportive des collégiens

➤ Equipements sportifs des collèges

- de valider les modifications suivantes :

a) Les règles de financement des équipements sportifs des collèges :

- pour une dépense subventionnable inférieure à 100 000 € HT, le taux de subventionnement est de 20 % ;
- pour une dépense subventionnable égale ou supérieure à 100 000 € HT et inférieure à 375 000 € HT, le taux de subventionnement est de 30 % ;
- pour une dépense subventionnable égale ou supérieure à 375 000 € HT, le taux de subventionnement est de 40 % ;
- les frais intellectuels (étude, conseils architecte...) seront subventionnés uniquement dans le cas où ils sont suivis de la réalisation des travaux soumis à l'étude.

b) Prise en compte des SAE comme équipement sportif des collèges

- de valider l'ajout des structures artificielles d'escalade (S.A.E.) à la liste des équipements sportifs des collèges subventionnés avec un montant de la dépense subventionnable fixé à 58 000 € HT et un financement à hauteur de 40 % ;
- de ne pas prendre en compte les travaux de rénovation ou maintenance de par leur nature qui correspondent principalement à de l'achat de prises, dégaines, poulies et treuils de relevage ;
- de valider le référentiel départemental pour ce type d'équipement, selon l'annexe jointe à la présente délibération.

➤ Equipements nautiques

- de poursuivre le plan piscine voté lors du BP 2017 par une analyse sociologique sur la pratique de la natation et les freins à l'apprentissage du savoir nager.

➤ Sports de nature en direction des collégiens

- de valider, dans le cadre du jubilé des Jeux olympiques de 1968, un appel à projets sur le thème de l'olympisme à l'ensemble des collégiens isérois avec une découverte sportive et une découverte culturelle.

4 journées de découverte des disciplines inscrites aux jeux olympiques d'hiver seront organisées soit 1 journée par massif. Ces initiations seront réalisées sur le temps scolaire pour toucher des collégiens éloignés de la pratique sportive. Les coûts de transport, de location de matériel, d'accès aux domaines skiables et d'encadrement diplômé seront pris en charge par le Département.

Chaque établissement pourra s'inscrire pour une, ou plusieurs journées d'initiation et obligatoirement à l'un des supports culturels suivants :

- visite de l'exposition ski et JO au Musée dauphinois
- prêt de l'exposition itinérante du Musée
- participation aux manifestations en lien avec l'anniversaire des JO de Grenoble

Pour une politique sportive de haut niveau

➤ **Aide aux athlètes de haut niveau**

-de valider les précisions ou modifications suivantes concernant les bourses aux athlètes de haut niveau :

- ✓ ne sont pris en compte que les résultats individuels dans des disciplines olympiques et paralympiques obtenus lors des championnats de France, d'Europe et du monde : sont exclues les coupes de France, d'Europe ou du monde ;
- ✓ en cas de résultats sportifs réalisés après le 30 septembre, les athlètes pourront bénéficier d'une aide l'année suivante ;
- ✓ les athlètes sélectionnés aux Jeux olympiques et paralympiques dans des disciplines individuelles ou collectives pourront bénéficier d'une aide pouvant aller jusqu'à 1 500 € ;
- ✓ pour les athlètes finalistes d'un championnat d'Europe ne seront retenus que ceux ayant réalisé un podium ;
- ✓ pour les jeunes athlètes (catégorie junior) ayant participé à un championnat du monde, une aide pouvant aller jusqu'à 1 000 € sera possible.

➤ **Le projet Sport santé**

- de valider, dans le cadre de son projet *Sport santé*, les principaux axes de développement en 2018 :

- mise en place d'animations sportives gratuites encadrées par les associations sportives locales dans le cadre du stand *Sport santé* ;
- mise en place de *coachings* au sein des associations sportives partenaires pour accompagner les isérois dans la reprise ou la découverte d'une activité sportive sur le long terme (diagnostic réalisé en 2017 auprès des associations volontaires) ;
- développement d'une politique *Sport santé* à destination des publics à besoins spécifiques : seniors, personnes en situation de handicap ;
- développement d'un projet *Sport santé* en direction des collégiens : mise en place d'actions liées à la thématique « Activité physique et sportive, santé et nutrition » au sein de l'opération « Mon collègue en santé » du PICC 2018/2019 ;
- création de nouveaux films sportifs de réalité virtuelle 360° : parapente, skicross, hockey sur glace, biathlon ...
- animation de séances de visionnage des films sportifs de réalité virtuelle 360° auprès des collégiens : collégiens participant aux actions « Mon collègue à la neige », « Ma

découverte du milieu montagnard » et « Ma découverte des sports de nature » du PICC, collégiens en internat ...

Pour le développement harmonieux des sports de nature ainsi que leur accès pour tous les publics

➤ **Le Plan trail**

- d'accompagner les communes et intercommunalités de l'Isère dans la mise en œuvre de la nouvelle norme AFNOR.AC S52-110 pour baliser les parcours permanents de trail selon le calendrier suivant :

- fin 2017/début 2018 : recensement des collectivités concernées, présentation des modalités techniques de l'Accord AFNOR et identification du nombre de km à baliser.
- premier trimestre 2018 :
 - o délibération de principe des collectivités à mettre en œuvre l'Accord AFNOR sur les parcours de trail, à s'engager à les maintenir en bon état selon les préconisations de l'Accord AFNOR et à solliciter l'aide du Département pour pouvoir bénéficier du plan trail ;
 - o définition des parcours sur chaque territoire et identification des besoins en signalétique.
- avant juin 2018 : Mise en place de la nouvelle signalétique sur le réseau trail pour les collectivités ayant adhérees à la démarche départementale.
- de retenir l'accompagnement financier en fonction de la gestion des parcours de trail aménagés - **gestion autonome** – ou par un prestataire extérieur (station de trail, trace de trail, professionnels indépendants...) - **gestion extérieure**.

Gestion autonome	Gestion extérieure
Mise à disposition des balises directionnelles par le Département de l'Isère, à partir des données techniques fournies par la collectivité.	
Réalisation graphique et mise à disposition des panneaux d'accueil.	Financement des panneaux d'accueil sur la base du coût des panneaux réalisés par le Département.
Réalisation de supports de promotion web des parcours permanents pour une intégration sur l'application Isère Outdoor.	
Financement d'une journée technique sur le balisage en lien avec une station de trail.	
Non pris en charge : pose du balisage	

➤ **Massif en partage**

- de généraliser aux autres massifs la démarche expérimentale menée dans le Vercors qui consiste à mettre en place un comité de pilotage réunissant les communes, les représentants des différents usagers et acteurs des milieux naturels ainsi que les organisateurs de manifestations sportives dans l'objectif de :

- animer un temps d'échange annuel avec tous les acteurs des milieux naturels ;
- communiquer bien en amont des événements, les projets des organisateurs afin de s'assurer de la connaissance des itinéraires et des contraintes de chacun ;
- faciliter les démarches des organisateurs par un avis unique et partagé du comité de pilotage et notamment les communes ;
- mutualiser les démarches, communications et moyens à l'échelle du massif.

L'animation sera confiée aux conseillers départementaux des cantons concernés avec l'appui du service jeunesse et sport et de la direction territoriale concernée.

Seules les manifestations sportives majeures ou manifestations sportives dont les tracés traversent des secteurs sensibles seront concernées.

➤ **Course de la Résistance édition 2018**

-d'organiser en 2018, la course de la Résistance à Mens et à associer de façon très étroite les collégiens du territoire pour les sensibiliser à l'histoire de la résistance dans le Trièves.

Equipements sportifs des collèges :

Structure artificielle d'escalade

Création, extension, reconstruction avec ou sans extension

Les critères techniques à respecter dans le cadre d'une aide départementale pour la construction d'une structure artificielle d'escalade (SAE) au sein d'un équipement sportif :

- dimension minimale : 7 m x 23 m ;
- 3 zones distinctes : dalleuse, verticale et déversant ;
- les espaces de chutes doivent être de 2 m par rapport à la SAE (en haut et en bas) ;
- les tapis de réception doivent avoir une épaisseur de 10cm minimum avec une structure bi-densité. Le produit devra être conforme à la norme NF P 90312 ;
- la distance maximale (horizontale et verticale) des points d'assurage sera au maximum de 1 m ;
- le nombre d'inserts pour la fixation des prises est de 45 au m² quel que soit le type de surface sur l'ensemble de la SAE ;
- mise en place d'éléments de panneautage permettant l'affichage des cotations des voies d'escalade, la date d'ouverture, l'ouvreur, les consignes techniques particulières, etc...
- prises de formes, de volume, de grains variés et d'au moins 12 couleurs différentes.
- mise en place de macrovolumes (environ 20 pour une SAE de 7 m x 23 m) ;
- en cas de cohabitation d'activité, mise en place d'un filet de séparation bi-matière avec le terrain de jeu sur toute la hauteur comprise entre la poutre de fixation et le sol sportif ;
- mise en place d'un éclairage dédié pour la pratique de l'escalade.

La dépense subventionnable maximale est de 58 000 € HT.

**

Politique : Education

Programme : Collèges publics

Opération : Mutualisation des EPLE

Mutualisation des équipements de collèges hors temps dédié à la formation initiale et continue

*Extrait des décisions de la commission permanente
Séance du 15 décembre 2017 dossier n° 2017 C12 D 07 39
Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017*

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 D 07 39,

Vu l'avis de la commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

d'approuver et d'autoriser le Président à signer :

- la convention de mise à disposition du gymnase du collège Barnave à Saint Egrève au profit de la commune de Saint-Egrève (annexe 1) ;
- l'avenant à la convention portant mise à disposition par le Département de la convention de la cité scolaire Jean Prévost à Villard de Lans au profit de la commune de Villard de Lans (annexe 2).

AVENANT n° 7

AVENANT A LA CONVENTION PORTANT MISE A DISPOSITION PAR LE DEPARTEMENT DE L'ISERE DE LOCAUX DU GYMNASE DE LA CITE SCOLAIRE JEAN PREVOST A VILLARD DE LANS

ENTRE

Le Département de l'Isère, représenté par le Président du Conseil départemental en exercice, dûment habilité par décision de la commission permanente en date du 15 décembre 2017,

domicilié en cette qualité :

Hôtel du Département
7 rue Fantin Latour
BP 1096
38022 Grenoble Cedex 01,

ci-après désigné sous le terme "LE DEPARTEMENT"

ET,

La cité scolaire Jean Prévost à Villard de Lans, représentée par Jean-Michel MAIGRE, chef d'établissement, dûment habilité, par décision :

- du Conseil d'administration, en date du (date) et en date du (date)
- de la commission permanente ou, en date du (date)

Domicilié en cette qualité :

450, rue Tintaine
38250 Villard de Lans

ci-après désigné sous le terme "LE COLLEGE"

ET,

La commune de Villard de Lans, représentée par Madame Chantal Carlioz, en qualité de Maire

domiciliée(e) en cette qualité :

Place Pierre Chabert
38250 Villard de Lans

ci-après désigné sous le terme "L'ORGANISATEUR"

VISAS

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU, l'article 25 de la loi n° 83-563 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1321-1 et suivants ;

VU le code de l'éducation et notamment ses articles L 212-15 et suivants ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2121-1 et suivants ;

VU la circulaire n°93-294 du 15 octobre 1993 relative à l'utilisation des locaux scolaires par les associations en dehors des heures de formation ;

VU la décision de la commission permanente n° 2011 C10 D 07 114 du 27 octobre 2011 relative à la convention de financement et d'utilisation du gymnase de la cité scolaire de Villard de Lans ;

VU la décision de la commission permanente du 20 juin 2014 approuvant la convention de mise à disposition du gymnase de la cité scolaire Jean Prévost à Villard de Lans ;

VU les décisions des conseils d'administration de l'établissement scolaire des 14 et 16 octobre 2014

VU la délibération du Conseil municipal en date du 21 novembre 2013 et du 2017

VU la décision de la commission permanente du 15 décembre 2017 relative à la convention de financement et d'utilisation du gymnase de la cité scolaire de Villard de Lans ;

VU la décision du conseil d'administration de l'établissement scolaire du 30 novembre 2017.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

L'objet du présent avenant à la convention de mise à disposition des locaux du collège a pour objet de proroger sa durée de validité.

Article 2 : Détail des modifications

L'article 7 : exécution de la convention, est ainsi modifié

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les 3 parties. Elle est établie jusqu'au 31 décembre 2018, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, signifiée un mois, au moins à l'avance.

Article 3 : Effet

Le présent avenant prend effet à compter du jour de sa signature par les 3 parties.

Article 4 : portée

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Le présent avenant est établi en trois exemplaires originaux.

Fait à Grenoble, le (date).

Pour le Département de l'Isère:
Le Président du Conseil
départemental,

Pour l'utilisateur
l'organisateur,

Pour l'établissement
Le Principal du collège

ENTRE

Le Département de l'Isère, représenté par Jean Pierre Barbier, Président du Conseil départemental, dûment habilité par décision de la commission permanente en date du 15 décembre 2017

Domicilié en cette qualité à

Hôtel du Département
7 rue Fernin Latour
BP 1095
38022 Grenoble Cedex 01

Ci-après désigné sous le terme "LE DEPARTEMENT"

ET

Le collège Barnave de Saint-Egrève représenté par Frédéric Facenas, chef d'établissement, dûment habilité par décision du conseil d'administration en date du

Domicilié en cette qualité à

30 av du collège
38120 SAINT EGREVE

Ci-après désigné sous le terme "LE COLLEGE"

ET

La ville de Saint-Egrève représentée par, Daniel BOISSET, Maire de la commune de Saint-Egrève, dûment habilitée par décision du conseil municipal, en date du

Domicilié en cette qualité à

35 avenue du Général de Gaulle
38120 Saint Egrève

Ci-après désigné sous le terme "L'ORGANISATEUR"

VISAS

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'article 25 de la loi n° 83-863 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1321-1 et suivants ;

VU le code de l'éducation et notamment son article L 213-2-2 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2121-1 et suivants ;

VU la circulaire n°93-294 du 15 octobre 1993 relative à l'utilisation des locaux scolaires par les associations en dehors des heures de formation ;

VU la délibération de la DM2 de l'assemblée départementale du 20 octobre 2017 actant la possibilité pour les collèges d'encaisser les redevances d'occupation des gymnases ;

VU la décision de la commission permanente du Conseil départemental du 15 décembre 2017 approuvant la convention de mise à disposition du gymnase du collège Barnave de Saint Egrève ;

VU la décision du conseil d'administration de l'établissement scolaire du

VU la délibération du conseil municipal en date du

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

PREAMBULE

Le Département de l'Aisne en partenariat avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale a la volonté forte d'ouvrir les équipements sportifs hors temps scolaire, comme prévu à l'article L213-2-2 du code de l'éducation, pour les besoins de l'éducation populaire, de la vie citoyenne et des pratiques culturelles.

Cette utilisation des locaux de collège offre ainsi l'opportunité

- D'offrir des lieux et des moyens d'action aux acteurs locaux pour l'organisation d'activités extrascolaires, tout en optimisant l'occupation et l'utilisation des bâtiments des collèges, au bénéfice de tout public,
- Faciliter l'ouverture du collège sur le monde extérieur,
- Mettre en œuvre le principe de réciprocité dans la construction de partenariat avec les acteurs du territoire.

Les activités conduites dans ces locaux devront être respectueuses des principes de neutralité, laïcité, mixité et d'égalité.

Article 1 : Objet

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public départemental constitué par les équipements sportifs du "COLLEGE". Elle précise les périodes et les conditions de mise à disposition de ces locaux hors des périodes consacrées à la formation initiale et continue.

"L'ORGANISATEUR" est autorisé, sous sa propre responsabilité, à mettre à disposition les équipements loués pour permettre la pratique associative du handball et du volley-ball, dans le respect du règlement intérieur joint à l'annexe 1.

Article 2 : Biens mis à disposition

A : Biens immobiliers

Sont mis à disposition de "L'ORGANISATEUR", les biens immobiliers suivants, propriété du "DEPARTEMENT" :

Gymnase

- Vestiaires
- Grande salle

Les plans des locaux et voies d'accès mis à disposition sont présentés dans l'annexe 2.

B : Biens mobiliers

Dans le cas où du matériel sportif et d'entretien, propriété du "COLLEGE" et du "DEPARTEMENT", est mis à disposition de "L'ORGANISATEUR", une liste sera établie à l'annexe 3.

Article 3 : Périodes de mise à disposition

Les créneaux d'utilisation accordés à "L'ORGANISATEUR" sont fixés en dehors des périodes d'occupation par "LE COLLEGE".

Ces créneaux sont définis annuellement pour les périodes scolaires, en commun accord avec l'établissement, et planifiés dans l'annexe 4. Cette annexe est à remettre 15 jours avant chaque début d'année scolaire par courrier ou mail au "COLLEGE", ainsi qu'au service éducation du territoire du "DEPARTEMENT".

Chaque année, une réunion sera programmée entre "LE COLLEGE" et "L'ORGANISATEUR" avant la fin de l'année scolaire afin de caler préalablement les créneaux de l'année en fonction des demandes de l'organisateur et des besoins de l'association sportive "DU COLLEGE".

"LE DEPARTEMENT" et "LE COLLEGE" se réservent le droit d'utiliser ponctuellement le gymnase, en dehors des périodes d'occupation régulière par "LE COLLEGE", en accord avec "L'ORGANISATEUR". Ce dernier en sera informé dans un délai de 5 jours. La priorité sera donnée chronologiquement, "AU COLLEGE", "AU DEPARTEMENT" puis à "L'ORGANISATEUR".

Article 4 : Conditions d'utilisation

A. Type d'activités prévues

L'utilisation des locaux est prévue exclusivement pour des activités sportives, compatibles avec le classement de sécurité du bâtiment (type X troisième catégorie – équipement sportif) et la nature des installations.

En outre, ces activités devront se dérouler dans le respect du règlement intérieur figurant à l'annexe 1, et être respectueuses des valeurs éducatives de laïcité, de mixité et d'égalité.

B. Capacité d'accueil

Les effectifs accueillis dans l'enceinte des locaux ne pourront en aucun cas excéder le nombre de 100 personnes.

C. Dispositions relatives à la sécurité et au fonctionnement des lieux

Préalablement à l'utilisation des locaux, "L'ORGANISATEUR" :

- a) reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et ses biens propres, ainsi que tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, cette police portant le numéro 00181/A a été souscrite auprès de SMACL – 141 avenue Salvador Allende – CS20000 – 79031 NIORT Cedex 9
- b) reconnaît avoir procédé avec le chef d'établissement, à une visite des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées,
- c) reconnaît avoir pris connaissance, auprès du chef d'établissement des consignes générales de sécurité (intrusion, incendie) ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer,
- d) reconnaît avoir constaté, avec un technicien ou tout agent dûment habilité, l'empilement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours,
- e) s'engage à assurer la surveillance des locaux et des voies d'accès, le contrôle des entrées et sorties des participants aux activités considérées, et à faire respecter les règles de sécurité, lors de son utilisation
- f) s'engage à respecter les consignes de fonctionnement du bâtiment. Une attention particulière sera apportée à la fermeture des locaux et à l'extinction des éclairages,
- g) à payer les frais occasionnés par une mauvaise utilisation de l'alarme, suite aux activités organisées (intervention de la société de surveillance),
- h) s'engage à transmettre les noms et numéros de téléphone des associations utilisant le gymnase hors temps scolaire.

Afin de transmettre l'ensemble des consignes et dispositifs décrits aux paragraphes b, c, d, e, f, g, h à "L'ORGANISATEUR", une visite des locaux sera organisée par "LE COLLEGE". "L'ORGANISATEUR" désignera un référent au sein de son organisation, ce dernier organisera en septembre, une visite avec l'ensemble des représentants des associations utilisatrices.

En contrepartie de l'autorisation qui lui est donnée d'occuper les équipements sportifs du collège, "L'ORGANISATEUR" s'engage :

- a) à réserver les espaces occupés à l'usage exclusif dont il a été convenu ;
- b) à occuper les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent sans y apporter de modifications ;

c) à respecter le planning d'utilisation défini à l'annexe 4.

En cas de défaillance constatée sur les installations du gymnase, "L'ORGANISATEUR" devra en informer "LE COLLEGE" et "LE DEPARTEMENT". Si le constat est fait par "LE COLLEGE", il en informera "L'ORGANISATEUR" et "LE DEPARTEMENT".

En cas de défaillance lourde mettant en cause la sécurité des personnes et des biens "LE COLLEGE" devra faire cesser toute activité sans délai.

D. Dispositifs relatifs à l'entretien courant

Le nettoyage du gymnase est financé par "LE DEPARTEMENT" et réalisé dans le cadre d'une prestation externalisée. Les fréquences de nettoyage seront définies par "LE DEPARTEMENT" en concertation avec "LE COLLEGE".

Toute prestation complémentaire ou liée à une remise en état des locaux suite à une utilisation non respectueuse du règlement intérieur sera répercutée en sus de la redevance d'occupation.

L'ensemble des contrôles et contrats de vérifications périodiques réglementaires devront être réalisés par le "COLLEGE".

Les travaux de maintenance pourront être réalisés en période de vacances scolaires ; "LE DEPARTEMENT" devra en informer "LE COLLEGE" et "L'ORGANISATEUR", en sera averti, en particulier si cela impacte les créneaux d'occupation.

E. Gestion des accès

L'accès au gymnase se fait par le vestiaire à l'aide d'un code d'alarme personnel attribué à "L'ORGANISATEUR". Ce code d'alarme est relié à une centrale. En cas de dysfonctionnement, il engage pleinement sa responsabilité.

La remise en fonctionnement de l'alarme anti-intrusion devra se faire impérativement après usage du bâtiment.

L'ensemble des accès sont matérialisés sur le plan fourni dans l'annexe 2.

Article 5 : Responsabilité de l'organisateur

"L'ORGANISATEUR" sera personnellement responsable vis-à-vis des participants et des tiers des conséquences dommageables résultant des activités exercées dans l'enceinte du gymnase, de telle manière que la responsabilité du "DEPARTEMENT" ou du "COLLEGE" ne puisse en aucun cas être recherchée.

"L'ORGANISATEUR" répondra des dégradations causées aux équipements sportifs mis à disposition pendant le temps où il en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres, préposés, et toute personne agissant pour son compte.

En cas de dégradation, "LE DEPARTEMENT", avisé par "LE COLLEGE", constatera la situation en lien avec "L'ORGANISATEUR" et "LE COLLEGE", organisera la réparation des dégâts avec les entreprises habilitées, conformément aux réglementations en vigueur. "LE

"COLLEGE" remettra à l'encontre de "L'ORGANISATEUR" un titre de recette accompagné du duplicata de la facture correspondante.

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que "L'ORGANISATEUR" accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toute réclamation ou contestation de participant ou de tiers concernant son activité ;
- se conformer aux lois et règlements en vigueur relatifs à l'activité exercée.

Article 6 : Conditions financières de la mise à disposition

"L'ORGANISATEUR" s'engage à verser au "COLLEGE" une redevance d'occupation du domaine public qui s'élève par heure de réservation à :

11,58€ pour l'utilisation du gymnase dans son ensemble.

Elle sera révisée au début de chaque année civile selon l'évolution constatée au cours de l'année n-1 de l'indice du coût de la construction. Cette redevance correspond notamment :

- aux diverses consommations constatées (eau, électricité, chauffage) ;
- à l'usure du matériel ;

Le "COLLEGE" établira un état d'utilisation et un mémoire à l'attention de "L'ORGANISATEUR" signataire, au mois de décembre, en fonction du nombre d'heures de réservation des équipements.

Article 7 : Durée et conditions de renouvellement

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les trois parties jusqu'au 1er juillet 2018.

Elle est renouvelable deux fois pour une période de un an par tacite renouvellement, sans pouvoir dépasser la date du 30 juin 2020, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception signifiée au minimum un mois à l'avance.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, à l'exception des modifications de l'annexe 4 relatives au planning d'occupation annuel, (cf. article 3).

Article 9 : Résiliation

La présente convention pourra être dénoncée :

- par le "LE DEPARTEMENT" ou "LE COLLEGE" à tout moment pour cas de force majeure, pour non-respect des règles de l'ordre public, ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation, par lettre recommandée adressée à "L'ORGANISATEUR" ;
- par "L'ORGANISATEUR" en cas de force majeure, dûment constatée et signifiée au "COLLEGE" et « AU DEPARTEMENT » par lettre recommandée, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux ;
- "L'ORGANISATEUR" s'engage à dédommager "LE DEPARTEMENT" des frais éventuellement engagés en vue de l'accueil prévu ;
- à tout moment par "LE DEPARTEMENT" sur son initiative, ou sur signalement "DU COLLEGE", si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Article 10 : Litiges

En cas de litige, et à défaut d'accord intervenu entre les parties, ce dernier sera porté devant le Tribunal administratif de Grenoble - 2 Place de Verdun BP 1135, 38022 GRENOBLE Cedex.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Grenoble, le _____

Pour le Département de
l'Isère,
Le Président du Conseil
départemental

Pour l'utilisateur,
l'Organisateur,

Pour l'établissement,
Le Principal du collège

- Annexe 1 : Règlement intérieur du gymnase
- Annexe 2 : Plans
- Annexe 3 : Liste du matériel mis à disposition
- Annexe 4 : Planning d'utilisation hebdomadaire

Vu la convention portant mise à disposition par le Département de l'Isère du gymnase du collège Barnave de Saint-Egrève.

Le présent règlement a pour but de définir les conditions d'utilisation du gymnase:

Partie I : GENERALITES

Article 1^{er}

Seules les associations, ou groupes scolaires ayant obtenu une autorisation de la commune de Saint-Egrève et validée par le collège peuvent avoir accès au gymnase. Les installations sont réservées à un usage collectif. Tout utilisateur ne peut pénétrer dans l'enceinte des installations qu'encadré de son responsable. Les parents des jeunes pratiquants sont priés d'attendre à l'extérieur de l'établissement.

L'accès au gymnase se fait par le vestiaire. Les portes de sécurité ne doivent en aucun cas servir de portes d'entrée. Le responsable entre dans l'enceinte du collège le premier et le quitte le dernier. Il assure l'ouverture et la fermeture de l'installation.

Le responsable vérifie l'extinction des fumées, la fermeture de toutes les portes (notamment les issues de secours) et fenêtres et contrôle les abords.

La remise en fonctionnement de l'alarme anti-intrusion, devra se faire impérativement après usage du bâtiment.

Article 2

Période d'utilisation réservée au collège dans le cadre de l'enseignement sportif et des activités périscolaires et au nettoyage des locaux :

- Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 00
- Le mercredi de 8 h 30 à 17 h 30.

Période d'utilisation par la commune :

- Lundi, mardi, jeudi de 17 h 00 à 22 h 00
- Mercredi de 14 h 00 à 22 h 00
- Vendredi de 16 h 30 à 22 h 00
- Samedi de 10 h 30 à 13 h 30.

Les équipements sportifs du collège Barnave sont fermés durant la période des vacances scolaires.

Article 3

L'accès aux installations sportives est autorisé uniquement dans le cadre des créneaux établis aux seuls utilisateurs, conformément au planning annuel établi par la commune de Saint Egrève. Sans ce dernier la pratique de l'activité est interdite.

Les portes du bâtiment doivent demeurer fermées au cours de l'entraînement pour des raisons de sécurité, mais aussi afin d'éviter des dépenses de chaleur lors des périodes froides.

Article 4

Un cahier servant de main courante est mis à disposition des responsables. Il est impératif de mentionner tous désordres et dysfonctionnements constatés. Ce document sert d'état des lieux au collège et au Département pour garantir la prise en charge des dégâts.

Partie II : UTILISATION = ORDINAIRE = DU GYMNASE

Article 1^{er} – Planning d'utilisation

En dehors des périodes d'utilisation par le collège, toute association ou groupes scolaires souhaitant bénéficier de créneaux d'utilisation du gymnase, doit en faire la demande auprès de la commune de Saint Egrève et obtenir l'accord du collège.

La commune de Saint Egrève établit un planning d'utilisation du gymnase qui sera affiché dans les locaux avec le nom du président de chaque association, le nom du responsable de l'activité pendant le créneau horaire ainsi que son numéro de téléphone.

Les utilisateurs, sauf dérogation expresse accordée par la commune de Saint Egrève devront impérativement respecter le planning.

Les heures réservées doivent être utilisées de façon régulière. En cas de non-utilisation constatée plusieurs fois consécutives par la commune de Saint Egrève, le créneau pourra être proposé à une autre association.

Article 2 – Encadrement

Aucun équipement sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un responsable d'équipe, de section désigné par le président de chacune d'elles. Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité (téléphone d'urgence) des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

Article 3 – Sécurité et utilisation du matériel sportif entreposé dans le gymnase.

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport pour la pratique sportive seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité.

Il devra en avoir étudié les caractéristiques techniques de fonctionnement.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état, de propreté et de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement ou de dégradations, il devra avvertir la commune de Saint Egrève immédiatement et le consigner dans le cahier de liaison.

Il est rappelé que le déplacement et l'utilisation de certains matériels sont soumis à des normes qu'il convient de respecter. Il est interdit de se suspendre aux montants des panneaux de basket, ou des buts de hand-ball ou tout autre équipement non prévu à cet effet.

L'entretien et le contrôle des équipements et matériels entreposés dans l'enceinte sportive s'effectueront sous la responsabilité de leur propriétaire. Ils devront être rangés après chaque usage par les utilisateurs.

Les espaces de stockage dédiés aux associations et au collège devront être strictement observés.

Article 4 – Tenue, hygiène, respect du matériel et d'autrui

Il est interdit de pénétrer avec des voitures d'enfants, des cycles, avec des telons aigüilles, en tenue incorrecte, en état d'ivresse, avec des chiens ou tout autre animal, même tenu en laisse ou sur les bras, dans l'enceinte sportive. Il est rappelé qu'il est strictement interdit de fumer et de consommer de l'alcool.

Les installations devront être utilisées de manière à garantir le respect du matériel.

Les utilisateurs devront notamment évoluer avec des chaussures adaptées aux pratiques sportives concernées, différentes de celles avec lesquelles ils sont entrés dans l'équipement.

De même, il leur est interdit de frapper les balles et les ballons sur les murs de façon intentionnelle.

Il est également interdit de manger dans les salles de pratique sportive.

Aucun affichage n'est autorisé sur les murs des salles.

Les installations devront être utilisées de manière à ne pas troubler d'une manière quelconque l'ordre public et notamment, il est rappelé qu'il est interdit de se tenir debout sur les bancs, de cracher, de lancer des projectiles, etc...

D'une manière plus générale, tout utilisateur devra adopter un comportement ne portant pas atteinte au respect d'autrui, de l'équipement et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité dans l'enceinte et aux abords du gymnase.

Lors de manifestations sportives ouvertes au public, la vente de repas et de boissons est interdite à l'intérieur des salles.

Un petit matériel de nettoyage est mis à disposition en cas de nécessité dans le local ménage.

Article 5 - Conduite à tenir en cas de dysfonctionnement/dégradation constatés

En cas de dysfonctionnement d'une installation ou de dégradation, l'utilisateur devra aussitôt consigner ses observations dans le cahier de liaison mis à sa disposition.

Il devra préciser, la nature, l'étendue des dégradations, la date et l'heure du constat.

Partie III :
UTILISATION « EXTRAORDINAIRE » : MANIFESTATION, COMPETITION

Article 1^{er} – Autorisations

Les organisateurs de manifestations sportives ou festives s'engagent à solliciter auprès des administrations et organismes habilités toutes autorisations exigées par les textes en vigueur.

Article 2 – Respect des lieux

Tout utilisateur devra adopter un comportement ne portant pas atteinte au respect d'autrui, de l'équipement, et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité, dans l'enceinte et aux abords du gymnase.

Aucun affichage n'est autorisé sur les murs des salles.

Article 3 – Publicité

La publicité permanente est interdite sans autorisation dans les enceintes sportives et aux abords immédiats de celles-ci. La publicité temporaire à l'intérieur sera autorisée pendant les compétitions officielles, dans le respect des limites apportées par la loi Evin et sans atteinte au respect des bonnes mœurs (sac internet à caractère pornographique en particulier).

Article 4 – Sécurité

Les responsables locaux devront s'assurer de l'application du présent règlement par les équipes opposées lors des diverses compétitions, du contrôle des entrées et sorties des participants, ainsi que du respect des règles de sécurité.

Le Maire de la commune de Saint Egrève se réserve le droit d'interdire une manifestation même annoncée au public en cas de vice constaté dans les dispositifs et conditions de sécurité.

Le public n'est autorisé à utiliser que les voies d'accès aux emplacements qui lui sont réservés.

Le revêtement des salles de sport est strictement interdit aux chaussures de ville en cas d'accueil du public dans le gymnase:

L'effectif accueilli sportif et public ne devra excéder 199 personnes.

Les responsables de la manifestation, en l'absence de gradin, auront l'obligation de dérouler sur le revêtement sportif, une protection de type moquette d'un mètre de large minimum le long des murs.

Aucun véhicule à l'exception de ceux de secours ou services ne pénétrera dans l'enceinte des installations, sauf autorisation dans le cadre d'une installation spécifique de matériel.

Les organisateurs devront veiller à ce que les issues et accès de secours soient libres. La mise en place des équipements et matériels spéciaux est effectuée par des personnes compétentes après accord préalable et en tout état de cause, sous la surveillance de l'administration communale.

Les organisateurs sont priés de veiller à ce que tous les participants quittent les lieux à la fin de la manifestation.

Ils sont, en outre, invités à remettre la structure dans un état « normal » dès le départ des participants (notamment en ce qui concerne la sécurité et la propreté).

Partie IV : SANCTIONS – RESPONSABILITES

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Les responsables de groupes ou les professeurs sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

Le collège est déchargé de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Partie V : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX EQUIPEMENTS

Article 1° - Locaux de stockage :

Pour le rangement, les usagers utiliseront les locaux de stockage de matériel, strictement prévus à cet effet et cela dans le respect de l'équipement.

Article 2- Accès au gymnase :

L'accès au gymnase se fait à l'aide d'un code personnel. Le code ne peut en aucun cas être divulgué, même de façon occasionnelle, à une tierce personne pour quelque raison que ce soit. Le responsable s'engage à demander spontanément la désactivation du code si les raisons qui ont motivé son attribution n'étaient pas remplies; il s'engage à utiliser son code uniquement pendant le créneau attribué, conformément au planning d'utilisation arrêté par la mairie.

PLAN DES LOCAUX MIS À DISPOSITION



(L'attribution de ce matériel se fera conformément au règlement intérieur du gymnase (annexe 1))

Liste du matériel mis à disposition par le contrat à l'USPE :

- Matériel fixe et de sécurité pour la pratique du handball et du volleyball:
 - Cages de handball
 - Portails et filets de volley-ball

ANNEXE 4 | PLANNING D'UTILISATION SALLES INTERIEURES
ET COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE CRENEAU
PÉRIODE SCOLAIRE

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENREDI	SAMEDI	DIMANCHE
	08	08	08	08	08	08	08
08:00 à 09:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
09:00 à 10:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
10:00 à 11:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
11:00 à 12:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
12:00 à 13:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
13:00 à 14:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
14:00 à 15:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
15:00 à 16:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
16:00 à 16:30	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
16:30 à 17:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
17:00 à 17:15	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
17:15 à 17:30	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
17:30 à 18:00	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE	COLLEGE		
18:00 à 18:30	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		
18:30 à 19:00	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		
19:00 à 20:00	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		
20:00 à 20:30	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		
20:30 à 21:00	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		
21:00 à 21:30	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		
21:30 à 22:00	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE		

**

DIRECTION DES SOLIDARITES

Politique : - Santé publique

Programme : Lutte contre la désertification médicale

Opération : Aide à l'installation de médecins

Rapport d'orientation relatif à la lutte contre les déserts médicaux

*Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017
dossier n° 2017 C12 A 04 08*

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 A 04 08,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

- d'approuver :

- ✓ la carte des zones identifiées comme prioritaires (cf. annexe 1) et la liste des communes concernées (cf. annexe 2),
- ✓ la nouvelle liste des matériels éligibles à l'aide à l'installation jointe en annexe 7 ;
- ✓ la convention-type d'attribution d'une indemnité d'étude et de projet professionnel relative à l'installation d'un interne en médecine générale, actant l'engagement du Département et de l'interne entrant dans le dispositif (cf. annexe 6) ;

- d'autoriser le Président à signer :

- ✓ la convention particulière d'attribution avec chaque interne en médecine générale et le Département,
- ✓ la convention d'attribution d'une bourse d'études à Madame Amandine Gehin, interne à la faculté de médecine de Saint-Etienne (cf. annexe 8) ;

- de donner une valeur réglementaire aux annexes ci-jointes ;

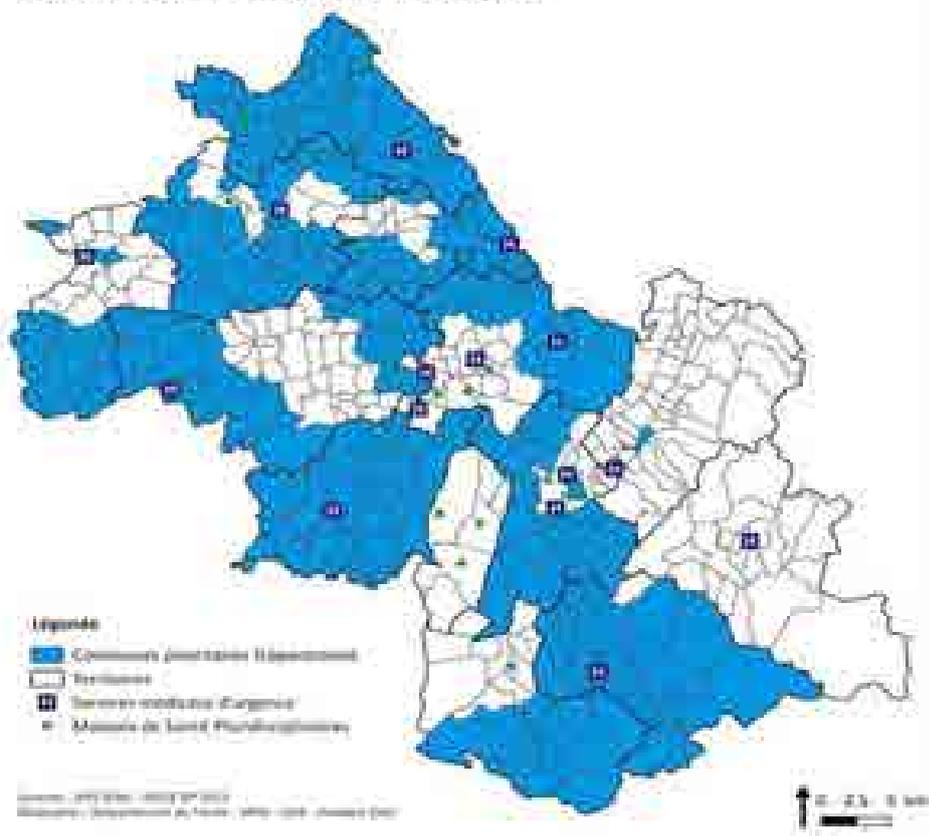
- de décider que les zones déficitaires actuellement retenues seront révisables, dès que l'Agence Régionale de Santé aura adopté son nouveau zonage d'ici fin 2017. L'actualisation annuelle de ce zonage se fera à partir des nouvelles installations et des évolutions de la démographie médicale.

Abstentions : 18 (Groupe Rassemblement des citoyens-Solidarité & Ecologie ; Groupe Parti Socialiste et Apparentés)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

Annexe 1

Cartographie des communes prioritaires du Département



Agnin Ambel	Cheyssieu Chézeneuve	L'Albenc Lalley
Anjou	Chichillianne Chimillin	Lavaldens Lavars
Annoisin-Chatelans Anthon	Cholonge Choranche	Le Bouchage
Aoste Apprieu	Chozeau	Le Grand-Lemps Le Guâ
Arandon-Passins	Claix	Le Péage-de-Roussillon
Artas Assieu	Cielles	Le Percy Le Périer
Auberives-en-Royans Auberives-sur-Varèze	Clonas-sur-Varèze	Le Pont-de-Beauvoisin Lentjol
Beaucroissant	Cognet	Les Abrets-en-Dauphiné
Beaufin	Cognin-les-Gorges	Les avenières-Veyrins-Thuellin
Beaufort	Colombe	Les Côtes-de-Corps
Beaulieu Beaurepaire Beauvoir-de-Marc Beauvoir-en-Royans	Corbelin	Les Eparres
Bellegarde-Poussieu Belmont	Cornillon-en-Trièves	Les Roches-de-Condrieu Leyrieu
Bessins Beyenais	Corps	Lieudieu L'Isle-d'Abeau Malleva
Bilieu	Cour-et-Buis Courtenay	Marcieu Marciolles Marcollin
Biol Bizonnes Blandin	Crachier Cras Crémieu	
Bonnefamille	Creys-Mepieu Culin	
Bouge-Chambalud	Diémoz	
Bouvesse-Quirieu Brangues	Dizimieu Doissin Dolomieu	Marnans Massieu Maubec
Bresson	Domarin	Mayres-Savel Mens
Brié-et-Angonnes	Eclouse-Badinières	Mertas Meyrié
Burcin	Entraigues	Meyrieu-les-Etangs Meyssiez
	Entre-Deux-Guiers	
	Eydoche Flachères	
	Fontaine	Miribel-Lanchâtre

Chabons Chalon	Fontaniil-Cornillon Frontonas	Miribel-les-Echelles Moissieu-sur-Dolon
Chamagnieu Champagnier	Granieu	Monestier-d'Ambel Monestier-du-Percy
Champ-sur-Drac Chanas	Grenay Herbey Heyrieux	Monsteroux-Milieu Montagne
Chantelouve	Hières-sur-Amby	Montagnieu
Chantesse	Izeaux	Montalieu-Vercieu
Charancieu	Izeron	Montaud
Charantonnay	Janneyrias	Montcarra
Charavines	Jarcieu	Montchaboud
Charette	Jarrie	Monteynard
Charvieu-Chavagneux	La Balme-les-Grottes	Montfalcon
Chasselay	La Bâtie-Montgascon	Montferrat
Chasse-sur-Rhône	La Chapelle-de-Surieu	Montrevel
Chassignieu	La Motte-d'Aveillans	Mont-Saint-Martin
Chateauvialin	La Motte-Saint-Martin	Montseveroux
Châtel-en-Trièves	La Mure	Moras
Chatelus	La Rivière	Morestel
Chatenay	La Salette-Fallavaux	Morette
Chatonnay	La Salle-en-Beaumont	Murinais
Chatte	La Sône	Nantes-en-Ratier
Chavanoz	La Valette	Nivolas-Vermelle
Chellieu	La Verpillière	Notre-Dame-de-Commiers
Chevrières	Laffrey	Notre-Dame-de-l'Osier
Notre-Dame-de-Mésage	Saint-Clair-du-Rhône	Sérézin-de-la-Tour
Notre-Dame-de-Vaulx	Saint-Clair-sur-Galaure	Sermérieu
Noyarey	Saint-Didier-de-Bizonnes	Serre-Nerpol
Optevoz	Sainte-Anne-sur-Gervonde	Seysinet-Pariset
Oris-en-Rattier	Sainte-Blandine	Seysins
Oyeu	Saint-Egrève	Siccieu-Saint-Julien-et-Carisieu
Oytier-Saint-Obias	Sainte-Luce	Siévoz

Pact	Saint-Geoire-en-Valdaine	Soleymieu
Pajay	Saint-Georges-de-Comniers	Sonnay
Panissage	Saint-Georges-d'Espéranche	Sousville
Panossas	Saint-Gervais	Succieu
Parmilieu	Saint-Hilaire-de-Brens	Susville
Pellafol	Saint-Hilaire-du-Rosier	Tèche
Pierre-Châtel	Saint-Honoré	Thodure
Pisieu	Saint-Jean-d'Avelanne	Tignieu-Jameyzieu
Poliénas	Saint-Jean-de-Bourmay	Torchefelon
Pommier-de-Beaurepaire	Saint-Jean-de-Vaulx	Tramole
Ponsonnas	Saint-Jean-d'Hérans	Tréminis
Pont-de-Cheruy	Saint-Joseph-de-Rivière	Trept
Pont-de-Claix	Saint-Julien-de-L'Hermis	Valbonnais
Pont-en-Royans	Saint-Just-Chaleyssin	Valencin
Pont-Evêque	Saint-Just-de-Claix	Valencogne
Porcieu-Ambagnieu	Saint-Lattier	Valjouffrey
Prébois	Saint-Laurent-du-Pont	Varacioux
Presles	Saint-Laurent-en-Beaumont	Varces-Allières-et-Risset
Pressins	Saint-Marcel-Bel-Accueil	Vasselin
Primarette	Saint-Marcellin	Vatlieu
Proveysieux	Saint-Martin-de-Clelles	Vaulnavays-le-Bas
Prunières	Saint-Martin-de-Vausserre	Vaulnavays-le-Haut
Quaix-en-Chartreuse	Saint-Martin-d'Hères	Velanne
Quet-en-Beaumont	Saint-Martin-le-Vinoux	Vénérieu
Quincieu	Saint-Maurice-en-Trièves	Vernas
Renage	Saint-Maurice-l'Exil	Vernioz
Rencurel	Saint-Michel-en-Beaumont	Vertrieu
Revel-Tourdan	Saint-Ondras	Veurey-Voroize
Roche	Saint-Paul-de-Varces	Veyssillieu

Romagnieu	Saint-Pierre-de-Chartreuse	Vézéronce-Curtin
Roussillon	Saint-Pierre-de-Chérennes	Vif
Rovon	Saint-Pierre-de-Méarotz	Vignieu
Royas	Saint-Pierre-de-Mésage	Villages-du-lac-de-Paladru
Roybon	Saint-Pierre-d'Entremont	Villard-Bonnot
Sablons	Saint-Prim	Villard-Saint-Christophe
Saint-Agnin-sur-Bion	Saint-Quentin-sur-Isère	Villemoirieu
Saint-Alban-de-Roche	Saint-Romain-de-Jalionas	Villeneuve-de-Marc
Saint-Alban-du-Rhône	Saint-Romain-de-Surieu	Ville-sous-Anjou
Saint-Albin-de-Vaulserre	Saint-Romans	Villette-d'Anthon
Saint-André-en-Royans	Saint-Sauveur	Vinay
Saint-André-le-Gaz	Saint-Sorlin-de-Morestel	Virieu
Saint-Antoine-l'Abbaye	Saint-Sulpice-des-Rivoires	Viriville
Saint-Appolinard	Saint-Théoffrey	Vizille
Saint-Arey	Saint-Vérand	Voissant
Saint-Barthélemy	Saint-Victor-de-Cessieu	
Saint-Barthélémy-de-Séchilienne	Saint-Victor-de-Morestel	
Saint-Baudille-de-la-Tour	Salagnon	
Saint-Baudille-et-Pipet	Salaise-sur-Sanne	
Saint-Bonnet-de-Chavagne	Sarcenas	
Saint-Bueil	Sassenage	
Saint-Chef	Savas-Mepin	
Saint-Christophe-sur-Guiers	Séchilienne	

Première installation d'un médecin généraliste

Liste des matériels médicaux et équipements éligibles pour l'obtention du soutien financier du Conseil départemental de l'Isère

Matériel médical	<ul style="list-style-type: none"> • Stéthoscope et brassard (adulte, enfant) • Tensiomètre • Otoscope • Miroir laryngé • Marteau reflexe • Oxymètre de pouls • Négatoscope • Débitmètre : Spiromètre, Peakflow, Piko-6 • Lecteur de Glycémie • Thermomètres (auriculaire, scan et rectal) • Optomètres (échelles d'acuité visuelle adulte et enfant) • Adultes : Pèse-personne, toise murale mètre-ruban • Bébés : Balance (homologuée), toise bébé
Matériel d'équipement	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau, Fauteuil, Chaises • Mobilier de rangement : étagères, tiroirs... • Réfrigérateur médical • Vitrine • Divan d'examen, marche pied, étriers, tabouret • Guéridon • Lampe d'examen • Poubelles et collecteurs DASRI • Ordinateur • Périphérique multifonction (imprimante/scanner/copieur) • Téléphone +/- fax • Lecteur de carte/ télétransmission • Disque dur/ clef USB • Modem internet • Logiciel médical

Annexe 3 : unité territoriale d'observation sociale (UTOS)

En tant que bassin de vie, l'UTOS permet une analyse statistique fiable (car respectant des seuils de populations minimum) et pertinente car elle est formée à partir de critères sociodémographiques, au plus proche des réalités locales, et elle prend en compte les limites des territoires administratifs (ex: territoires, EPCI).

Annexe 4 : Typologie des communes selon la méthodologie issue de l'étude « Le fait rural en Rhône-Alpes » de la POSRA.

Le groupe de travail de ce dossier était constitué de : INSEE, DRJSCS, DREAL, DRAAF, Direccte, CAF, ARS et les rectorats des académies de Lyon et de Grenoble.

- Les communes sont considérées comme urbaines, si elles appartiennent à une unité urbaine (une commune ou un ensemble de communes présentant une zone bâtie continue (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui comptent au moins 2 000 habitants).
- Les communes sont considérées comme rurales lorsqu'elles sont hors influence des pôles urbains (=une unité urbaine qui compte au moins 1 500 emplois).
- Les communes rurales-périurbaines sont celles qui ne sont ni urbaines, ni rurales.

La typologie des UTOS a été définie en fonction des communes qui la compose (typologie UTOS = typologie qui regroupe 50% ou plus des habitants des communes correspondantes)(ex: UTOS Bièvre est (21 563 hab dont 15 979 (soit 74%) dans des communes urbaines).

Annexe 5 : Ratios de l'ARS : nombre de patients nécessaire à l'activité à temps plein d'un médecin :

- commune urbaine : 1000 hab.
- commune périurbaine : 1100 hab.
- commune rurale ou de montagne : 1200 hab.

Annexe 6

Convention d'attribution d'une indemnité d'étude et de projet professionnel relative à l'installation d'un interne en médecine générale

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité par la décision de la commission permanente en date du **XX YY 2017**,

Ci-après dénommé « le Département »,

Et

Nom, Prénom, adresse,

Interne en médecine générale, de la Faculté de médecine de **XX**, en X^{ème} année de troisième cycle,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

D'autre part,

Vu les articles L.1511-8 et D.1511-54 à 1511-56 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 14 décembre 2017, relative à l'évolution de la carte des zones prioritaires,

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 30 juin 2017, relative à la convention-cadre de coopération entre le Département de l'Isère, l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes et la Faculté de médecine de Grenoble,

Vu l'adaptation de la cartographie du dispositif au nouveau découpage des cantons de l'Isère et aux données actualisées de l'Agence régionale de santé adoptée par la délibération de l'assemblée départementale en date du 16 décembre 2016,

Il a été convenu ce qui suit :

Tel que le permet le code général des collectivités territoriales, le Département souhaite mettre en place une indemnité d'étude et de projet professionnel, dite bourse d'étude, à destination des étudiants en troisième cycle de médecine générale, en contrepartie d'une installation en tant que médecin généraliste de premier recours sur une zone identifiée comme prioritaire.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles une bourse d'études est accordée à **Nom, Prénom** durant ses années d'internat.

Cette bourse d'études est subordonnée à un engagement d'installation dans une zone du département de l'Isère identifiée comme prioritaire (voir la carte et la liste des communes éligibles en annexes 1 et 2).

Cette bourse d'étude n'est pas cumulable avec le contrat d'engagement de service public proposé par l'Agence Régionale de Santé dans le cadre du Pacte Territoire Santé.

Article 2 - Engagements du bénéficiaire de l'aide :

Le bénéficiaire s'engage à :

- justifier chaque année de son inscription à la faculté de médecine et à informer sans délai le Département de tout changement de situation notamment en cas d'abandon d'études, de changement de spécialité ou tout autre cas venant empêcher le respect de l'un au moins des engagements ;
- exercer son activité professionnelle sur l'une des communes identifiée comme prioritaire (liste jointe en annexe à la présente convention) pour une durée qui ne saurait être inférieure à deux ans et à informer le département de la commune choisie ;
- s'installer dans un délai maximal de trois ans à compter de la validation du Diplôme d'Etudes Spécialisées (DES) de Médecine Générale et justifier chaque année de sa situation (modalités d'exercice, adresse personnelle) ;
- s'il diffère son installation pour exercer la médecine sous forme de remplacements, effectuer ceux-ci uniquement en Isère sans qu'ils puissent excéder une durée de trois années après la validation du DES de Médecine Générale et justifier chaque année de sa situation ;
- suivre la formation de praticien maître de stage des universités afin d'accueillir de nouveaux internes, au plus tard dans les cinq ans suivant l'installation ;

Le bénéficiaire pourra obtenir la bourse s'il décide de rejoindre une maison de santé pluridisciplinaire labellisée par l'agence régionale de santé ou s'il fait le choix d'un mode d'exercice libéral.

Article 3 - Engagements du Département :

Le Département décide d'octroyer une indemnité d'étude et de projet professionnel, dite bourse d'études, identique à chaque année de revenus. Les revenus nets annuels des internes durant les trois années d'internat se répartissent comme suit : 17 000 € la première année, 19 000 € la deuxième année et 20 000 € la troisième année, soit un total net cumulé sur les trois années d'internat de 56 000 €.

En appliquant le principe de réciprocité, cette bourse d'études, permettant de financer jusqu'à trois années d'internat, sera subordonnée à l'installation pour une durée de deux ans, l'installation devant être effective dans les trois années suivant la validation du DES de Médecine Générale.

Article 4 – Modalités transitoires d'octroi de l'aide :

Afin de favoriser dès la rentrée 2018 l'installation de nouveaux médecins, le dispositif de la bourse d'études sur trois ans sera ouvert de manière transitoire aux internes de deuxième et troisième années. Ils bénéficieront alors respectivement d'un complément de ressources durant les deux premières années d'exercice pour les internes en troisième année et durant leur première année d'exercice pour les internes en deuxième année. Si le mode d'exercice choisi par l'interne est d'effectuer des remplacements, ceux-ci devront être réalisés sur le département de l'Isère sans qu'ils puissent excéder une durée de trois années après la validation du DES de Médecine Générale.

Article 5 - Modalités de versement de la bourse d'études :

La bourse est versée semestriellement (en juin et novembre) au bénéficiaire sur présentation d'un relevé d'identité bancaire ou postal d'un compte détenu sur le territoire métropolitain et des justificatifs de poursuite d'études : certificat d'inscription en université et attestation de passage dans l'année supérieure.

La rémunération de ce complément d'activité est soumise aux règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Le versement de la bourse sera suspendu dans les cas suivants :

- interruption des études pour congé maternité, disponibilité,
- redoublement.

Il appartiendra au bénéficiaire d'informer sans délai le Département sous peine de se voir exiger les sommes trop perçues.

Article 6 - Contrôle :

Par application de l'article D.1511-56 du code général des collectivités territoriales, le Département contrôlera annuellement l'existence de l'ensemble des justificatifs prévus à l'article 2. En cas de non présentation des justificatifs ou de non-respect des engagements, si le bénéficiaire décide d'abandonner ses études, de changer de spécialisation au cours du troisième cycle ou d'abréger la durée de son exercice prévue ci-dessus sans accord préalable du Département, le Département procédera à la mise en recouvrement de la totalité des sommes versées, soit 56 000 €. A compter de la date de notification du courrier de mise en demeure, le remboursement devra s'effectuer dans un délai maximum identique à celui durant lequel le bénéficiaire aura reçu l'aide.

Article 7 - Durée :

Compte-tenu de la durée du troisième cycle (trois ans), du délai possible avant installation (trois ans) et de la durée minimale d'engagement (deux ans), la présente convention a une validité de huit ans à compter de sa date de signature.

Article 8 - Modifications – Résiliation :

Toute modification de ladite convention devra faire l'objet d'une négociation entre les signataires et sera explicitée au moyen d'un avenant.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Chacune des parties pourra résilier ladite convention de manière unilatérale pour motif d'intérêt général et/ou cas de force majeure.

Article 9 – Contentieux :

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait porter sur l'interprétation ou les conditions d'exécution de cette convention. En tout état de cause, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent pour régler tout désaccord persistant.

Fait à Grenoble, en deux exemplaires originaux, le

L'interne en médecine générale,

Le Président du Conseil départemental
de l'Isère,

XY

Jean-Pierre Barbier

Annexe 8

**Convention d'attribution d'une indemnité d'étude et de projet professionnel relative à l'installation
d'un interne en médecine générale**

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité par la décision de la commission permanente en date du 15 décembre 2017,

Ci-après dénommé « le Département »,

Et

GEHIN Amandine, domiciliée 16D chemin du Couvent à Roussillon (38150)

Interne en médecine générale, de la Faculté de médecine de Saint-Etienne, en troisième année de troisième cycle,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

D'autre part,

Vu les articles L.1511-8 et D.1511-54 à 1511-56 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 14 décembre 2017, relative à l'évolution de la carte des zones prioritaires,

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 30 juin 2017, relative à la convention-cadre de coopération entre le Département de l'Isère, l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes et la Faculté de médecine de Grenoble,

Vu l'adaptation de la cartographie du dispositif au nouveau découpage des cantons de l'Isère et aux données actualisées de l'Agence régionale de santé adoptée par la délibération de l'assemblée départementale en date du 16 décembre 2016,

Il a été convenu ce qui suit :

Tel que le permet le code général des collectivités territoriales, le Département souhaite mettre en place une indemnité d'étude et de projet professionnel, dite bourse d'étude, à destination des étudiants en troisième cycle de médecine générale, en contrepartie d'une installation en tant que médecin généraliste de premier recours sur une zone identifiée comme prioritaire.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles une bourse d'études est accordée à Amandine GEHIN durant ses années d'internat.

Cette bourse d'études est subordonnée à un engagement d'installation dans une zone du département de l'Isère identifiée comme prioritaire (voir la carte et la liste des communes éligibles en annexes 1 et 2).

Cette bourse d'étude n'est pas cumulable avec le contrat d'engagement de service public proposé par l'Agence Régionale de Santé dans le cadre du Pacte Territoire Santé.

Article 2 - Engagements du bénéficiaire de l'aide :

Le bénéficiaire s'engage à :

- justifier chaque année de son inscription à la faculté de médecine et à informer sans délai le Département de tout changement de situation notamment en cas d'abandon d'études, de changement de spécialité ou tout autre cas venant empêcher le respect de l'un au moins des engagements ;
- exercer son activité professionnelle sur l'une des communes identifiée comme prioritaire (liste jointe en annexe à la présente convention) pour une durée qui ne saurait être inférieure à deux ans et à informer le département de la commune choisie ;
- s'installer dans un délai maximal de trois ans à compter de la validation du Diplôme d'Etudes Spécialisées (DES) de Médecine Générale et justifier chaque année de sa situation (modalités d'exercice, adresse personnelle) ;
- s'il diffère son installation pour exercer la médecine sous forme de remplacements, effectuer ceux-ci uniquement en Isère sans qu'ils puissent excéder une durée de trois années après la validation du DES de Médecine Générale et justifier chaque année de sa situation ;
- suivre la formation de praticien maître de stage des universités afin d'accueillir de nouveaux internes, au plus tard dans les cinq ans suivant l'installation ;

Le bénéficiaire pourra obtenir la bourse s'il décide de rejoindre une maison de santé pluridisciplinaire labellisée par l'agence régionale de santé ou s'il fait le choix d'un mode d'exercice libéral.

Article 3 - Engagements du Département :

Le Département décide d'octroyer une indemnité d'étude et de projet professionnel, dite bourse d'études, identique à chaque année de revenus. Les revenus nets annuels des internes durant les trois années d'internat se répartissent comme suit : 17 000 € la première année, 19 000 € la deuxième année et 20 000 € la troisième année, soit un total net cumulé sur les trois années d'internat de 56 000 €.

En appliquant le principe de réciprocité, cette bourse d'études, permettant de financer jusqu'à trois années d'internat, sera subordonnée à l'installation pour une durée de deux ans, l'installation devant être effective dans les trois années suivant la validation du DES de Médecine Générale.

Article 4 – Modalités transitoires d'octroi de l'aide :

Afin de favoriser dès la rentrée 2018 l'installation de nouveaux médecins, le dispositif de la bourse d'études sur trois ans sera ouvert de manière transitoire aux internes de deuxième et troisième année. Ils bénéficieront alors respectivement d'un complément de ressources durant les deux premières années d'exercice pour les internes en troisième année et durant leur première année d'exercice pour les internes en deuxième année. Si le mode d'exercice choisi par l'interne est d'effectuer des remplacements, ceux-ci devront être réalisés sur le département de l'Isère sans qu'ils puissent excéder une durée de trois années après la validation du DES de Médecine Générale.

Article 5 - Modalités de versement de la bourse d'études :

La bourse est versée semestriellement (en juin et novembre) au bénéficiaire sur présentation d'un relevé d'identité bancaire ou postal d'un compte détenu sur le territoire métropolitain et des justificatifs de poursuite d'études : certificat d'inscription en université et attestation de passage dans l'année supérieure.

La rémunération de ce complément d'activité est soumise aux règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Le versement de la bourse sera suspendu dans les cas suivants :

- interruption des études pour congé maternité, disponibilité,
- redoublement.

Il appartiendra au bénéficiaire d'informer sans délai le Département sous peine de se voir exiger les sommes trop perçues.

Article 6 - Contrôle :

Par application de l'article D.1511-56 du code général des collectivités territoriales, le Département contrôlera annuellement l'existence de l'ensemble des justificatifs prévus à l'article 2. En cas de non présentation des justificatifs ou de non-respect des engagements, si le bénéficiaire décide d'abandonner ses études, de changer de spécialisation au cours du troisième cycle ou d'abrèger la durée de son exercice prévue ci-dessus sans accord préalable du Département, le Département procédera à la mise en recouvrement de la totalité des sommes versées, soit 56 000 €. A compter de la date de notification du courrier de mise en demeure, le remboursement devra s'effectuer dans un délai maximum identique à celui durant lequel le bénéficiaire aura reçu l'aide.

Article 7 - Durée :

Compte-tenu de la durée du troisième cycle (trois ans), du délai possible avant installation (trois ans) et de la durée minimale d'engagement (deux ans), la présente convention a une validité de huit ans à compter de sa date de signature.

Article 8 - Modifications – Résiliation :

Toute modification de ladite convention devra faire l'objet d'une négociation entre les signataires et sera explicitée au moyen d'un avenant.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Chacune des parties pourra résilier ladite convention de manière unilatérale pour motif d'intérêt général et/ou cas de force majeure.

Article 9 – Contentieux :

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait porter sur l'interprétation ou les conditions d'exécution de cette convention. En tout état de cause, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent pour régler tout désaccord persistant.

Fait à Grenoble, en deux exemplaires originaux, le

L'interne en médecine générale,

Le Président du Conseil départemental
de l'Isère,

Amandine GEHIN

Jean-Pierre Barbier

SERVICE DU LOGEMENT

Politique : - Logement

Programme : Logement social

Opération : Aide aux organismes HLM

Approbation du principe de cessions d'actions de la société d'habitation des Alpes-Pluralis à la société SACICAP Procivis Alpes Dauphiné

*Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017,
dossier n°2017 C12 C 11 29*

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 C 11 29,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'approuver le principe de la cession de 90 actions actuellement détenues par 9 actionnaires personnes physiques de la Société d'Habitation des Alpes - Pluralis à la Société Sacicap Provicis Alpes Dauphiné.

ANNEXE

El. 1107 ER
Révisé le 20/10/17
Suite Révisé 2017
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



Objet : AG 2017
Date convocation : 04 septembre 2017
Heure : 18h30 à 20h
Lieu : 34 rue de la République
05100 Briançon

Copie Assemblée de l'Etat
Statutaire Jean-Pierre SAUBOIS
Président
RD 105E
05100 BRIANÇON (France)

Objet : Assemblée Générale Extraordinaire des Alpes | Briançon, le 4 septembre 2017

Monsieur le Président

Le Département de l'Etat est saisi par **la proposition de modification de la Société d'Initiation des Alpes**. A cet effet, je sollicite votre accord dans le cadre du projet de rachat de 50 actions de cette société.

En effet, afin de répondre à la demande de 8 actionnaires particuliers physiques de la Société d'Initiation des Alpes souhaitant vendre leurs actions, la Société d'Initiation des Alpes souhaite se proposer de les racheter.

Conformément au plan d'acquisition qui vous a été soumis, je sollicite votre accord pour racheter ces titres qui porteraient la participation de 22 actions Société Alpes d'Initiation à hauteur de 50,01 % contre 50,54 % actuellement.

Avec votre accord, j'attends à votre disposition pour tout renseignement que vous pourriez souhaiter.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.


Didier MOUNOT
Président général

Société d'Initiation des Alpes - Société par Actions Simplifiée

Siège social : 34 rue de la République 05100 Briançon 05100 Briançon Tel : 05 42 27 27 70 Fax : 05 42 27 27 70	Numéro de SIRET : 512 00 000 00000 SIREN : 512 00 000 Numéro de RCS : 512 00 000 00000 Numéro de SIRET : 512 00 000 00000	Numéro de SIRET : 512 00 000 00000 SIREN : 512 00 000 Numéro de RCS : 512 00 000 00000 Numéro de SIRET : 512 00 000 00000
---	---	---

10 rue de la République - 05100 Briançon - France - Tel : 05 42 27 27 70

**

DIRECTION DES FINANCES

Politique : - Finances

Budget primitif 2018

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05

Dépôt en Préfecture le : 27 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu la délibération n° 2017 DOB F 34 03 du 17 novembre 2017 relative au débat d'orientations budgétaires pour 2017,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 F 34 05, joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux, réunie en intercommission,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Christian RIVAL au nom de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de voter le budget primitif pour 2018 qui s'équilibre en recettes et en dépenses, au budget principal, à 1 616 022 578,59 €,

Budget principal	Dépenses			Recettes		
	Total	Opérations réelles et mixtes	Opérations d'ordre	Total	Opérations réelles et mixtes	Opérations d'ordre
Section d'investissement	400 611 753,59	382 205 850,59	18 405 903,00	400 611 753,59	277 462 457,59	123 149 296,00
Section de fonctionnement	1 215 410 823,00	1 103 241 527,00	112 169 296,00	1 215 410 823,00	1 207 984 920,00	7 425 903,00
Total	1 616 022 576,59	1 485 447 377,59	130 575 199,00	1 616 022 576,59	1 485 447 377,59	130 575 199,00

et pour les budgets annexes (boutiques des musées, laboratoire vétérinaire, réseau Transisère, cuisines centrales et aménagement numérique) à la somme de 132 122 432,00 € en dépenses et à 134 028 119,00 € en recettes

Budgets annexes	Dépenses			Recettes		
	Total	Opérations réelles et mixtes	Opérations d'ordre	Total	Opérations réelles et mixtes	Opérations d'ordre
Section d'investissement	33 878 987,00	32 555 825,00	1 323 162,00	35 784 674,00	32 291 425,00	3 493 249,00
Section de fonctionnement	98 243 445,00	94 750 196,00	3 493 249,00	98 243 445,00	96 920 283,00	1 323 162,00
Total	132 122 432,00	127 306 021,00	4 816 411,00	134 028 119,00	129 211 708,00	4 816 411,00

- de décider de ne pas augmenter le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2018, maintenu à 15,90 %,
- de décider de ne pas augmenter le taux des droits de mutation à titre onéreux, maintenu à 3,80 %,
- de prendre acte de la dette départementale.

Contre : 22 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Abstention : 2 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés : Sylviane Colussi et Didier Rambaud)

Pour : Le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTÉ

Annexe 1
Projet de BP 2018 - Balance générale consolidée du Département de l'Isère
Opérations réelles et mixtes

Imputation	Libellé	BP 2018
DEPENSES		
Investissement		414 761 675,59
010	Revenu minimum d'insertion	
020	Dépenses imprévues (dépenses)	3 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	
13	Subventions d'investissement	
16	Emprunts et dettes assimilées	95 550 001,00
20	Immobilisations incorporelles	8 691 650,00
204	Subventions d'équipement versées	117 845 891,00
21	Immobilisations corporelles	14 277 492,00
23	Immobilisations en cours	158 546 451,17
26	Participations et créances rattachées à des participations	
27	Autres immobilisations financières	16 838 500,00
4581	Opérations sous mandat	11 690,42
Fonctionnement		1 197 991 723,00
011	Charges à caractère général	156 493 680,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	207 157 263,00
014	Atténuations de produits	34 105 333,00
015	Revenu minimum d'insertion	15 000,00
016	Allocation Personnalisée d'Autonomie	130 932 425,00
017	Allocation de solidarité active	152 249 369,00
022	Dépenses imprévues (dépenses)	1 500 000,00
65 hors 657	Autres charges de gestion courante	477 715 672,00
657	Autres charges de gestion courante (subventions du budget principal, hors subventions d'équilibre aux budgets annexes)	28 645 934,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	726 944,00
66	Charges financières	3 230 000,00
67	Charges exceptionnelles	4 720 103,00
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	500 000,00
TOTAL DEPENSES		1 612 753 398,59
RECETTES		
Investissement		309 753 882,59
024	Produit des cessions d'immobilisation	2 720 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	21 800 000,00
13	Subventions d'investissement	43 042 490,17
16	Emprunts et dettes assimilées	242 089 092,00
20	Immobilisations incorporelles	
204	Subventions d'équipement versées	
21	Immobilisations corporelles	
23	Immobilisations en cours	
26	Participations et créances rattachées à des participations	
27	Autres immobilisations financières	90 610,00
4582	Opérations sous mandat	11 690,42
Fonctionnement		1 304 905 203,00
013	Atténuations de charges	304 000,00
015	Revenu minimum d'insertion	
016	Allocation Personnalisée d'Autonomie	39 220 360,00

017	Allocation de solidarité active	561 450,00
70	Produits des services	108 392 947,00
73	Impôts et taxes	429 506 943,00
731	Impositions directes	409 097 921,00
74	Dotations, subventions et participations	260 346 175,00
75	Autres produits de gestion courante	50 692 101,00
76	Produits financiers	820,00
77	Produits exceptionnels	3 518 475,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	3 264 011,00
TOTAL RECETTES		1 614 659 085,59

Annexe 2
Fiscalité 2018

I Fiscalité 2017 notifiée

Taxe	Bases	Taux	Produit
Foncier sur les propriétés bâties	1 654 827 031	15,90%	263 117 498
Taxe spéciale sur les conventions d'assurances (montant voté en 2017)			105 693 021
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)			77 920 329
Attribution de compensation CVAE (Région - transferts de compétences)			5 196 144
Fonds national de garantie individuelle des ressources			35 439 804
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle			41 619 427
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau			10 882 599
Droits de mutation et de publicité foncière			7 914 370
Allocations compensatrices			6 890 170
Frais de gestion de la taxe foncière transférés			14 078 066
TOTAL de la fiscalité compensée			305 633 930
TOTAL			568 751 428

II Fiscalité 2018 estimée

Taxe	Bases	Taux	Produit
Foncier sur les propriétés bâties	1 693 432 660	15,90%	269 255 793
Taxe spéciale sur les conventions d'assurances (montant estimé pour 2018)			106 961 337
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)			79 089 134
Fonds national de garantie individuelle des ressources			35 439 804
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle			41 373 679
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau			11 013 190
Droits de mutation et de publicité foncière			7 914 370
Allocations compensatrices			6 185 083
Frais de gestion de la taxe foncière transférés			14 300 000
TOTAL de la fiscalité compensée			302 276 597

TOTAL	571 532 390
--------------	--------------------

Annexe 3

Durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en un an :	3 000 €
--	---------

Types d'immobilisations corporelles et incorporelles	Durées d'amortissement
--	------------------------

<i>Immobilisations incorporelles à règles particulières en M52</i>	
Frais d'étude non suivie de réalisation	5
Frais de recherche et de développement :	
si réussite du projet	5
si échec du projet	immédiatement
Frais d'insertion en cas d'échec du projet d'investissement	5

<i>Subventions d'équipement versées aux organismes publics et privés :</i>	
Financement des biens mobiliers, du matériel ou des études	5
Financement des biens immobiliers ou des installations	30
Financement des projets d'infrastructures d'intérêt national	30

<i>Immobilisations incorporelles en référence au barème indicatif M52</i>	
Logiciels	2

<i>Immobilisations corporelles en référence au barème indicatif M52</i>	
Voitures et fourgons	5
Camions et véhicules industriels (tracteurs, épaveuses, rotofaucheuse, broyeur)	7
Camions et véhicules industriels (remorques, rouleaux, point à temps, balayeuses, tractopelles, saleuses, lames, étraves, ailerons, traineaux, unimog, crabes, porte chars, grues, compresseurs)	10
Mobilier	10
Matériel de bureau électrique ou électronique	5
Matériel informatique	2
Matériels et outillage	6
Postes de radio GSM	5
Coffre-fort	20
Installations et appareils de chauffage	10
Appareils de levage-ascenseurs	20
Appareils de laboratoire	5
Equipements de garages et ateliers < 10 000€ HT	5
Equipements de garages et ateliers > 10 000€ HT	10
Equipements des cuisines	10
Equipements sportifs	10
Installations de voirie	20
Plantations	15

Autres agencements et aménagements de terrains	15
Bâtiments scolaires	25
Bâtiments	30
Constructions sur sol d'autrui	sur la durée du bail à construction
Bâtiments légers, abris , installations spécialisées (cuves à saumure, cuves à fuel, silos à sel)	10
Agencements et aménagements de bâtiment, installations électriques et téléphoniques	15
Relais radio	10

**

Politique : - Finances

Budget primitif 2018 – Autorisations de programme

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05

Dépôt en Préfecture le : 27 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE,

Vu la délibération n° 2017 DOB F 34 03 du 17 novembre 2017 relative au débat d'orientations budgétaires pour 2017,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 F 34 05 joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux, réunie en intercommission,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Christian Rival **au nom de la commission** des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de voter les nouvelles autorisations de programme suivantes :

Nouvelles autorisations de programme proposées au BP 2018

Dépenses

Politique	Code AP	Description AP/EPCP	Mt AP prévu
07 - Education	1A3K	2018 BP AP3K maintenance collèges	9 000 000,00
Somme :			9 000 000,00
08 - Jeunesse et sports	1A4K	2018 BP 1A4K Equipements sportifs Plan piscine	6 000 000,00
Somme :			6 000 000,00
09 - Routes	1A1K	2018 BP 1A1K Sécurité risques	10 000 000,00
	1A7J	2018 BP AP7J PPRC 2018-2020 T1	7 910 000,00
	1A9J	2018 BP 1A9J Ouvrages d'art	10 000 000,00
Somme :			27 910 000,00
10 - Transports	1A2K	2018 BP transports aériens	2 500 000,00
Somme :			2 500 000,00
13 - Aménagement numérique	6A8J	2018 BP AP8J ANT THD coenfouissement	5 000 000,00
Somme :			5 000 000,00
24 - Culture et citoyenneté	6A5K	2018 BP 6A5K Patrimoine protégé Abbatiale St Antoine	1 100 000,00
Somme :			1 100 000,00
	Somme :		51 510 000,00

- de procéder au réajustement des autorisations de programme selon le tableau ci-dessous :

Evolution des autorisations de programme proposées au BP 2018

Dépenses

Politique	Code AP	Description AP/EPCP	Mt AP prévu
09 - Routes	1A6C	2012 BP AP6C Mise aux normes Bâts routiers T1	2 077 000,00
Somme :			2 077 000,00
24 - Culture et citoyenneté	1A5E	2013 BP 1A5E Maintenance bâtiments culturels T2	3 656 800,00
Somme :			3 656 800,00
33 - Bâtiments départementaux	1A4C	2012 BP1A4C Construction MDT et CMS	3 160 000,00
	1A5I	2016 BP 1A5I Palais du Parlement toitures	780 000,00
	1A68	2008 BP 1A68 Bâtiments départementaux (construction) T1	-397 000,00
Somme :			3 543 000,00
	Somme :		9 276 800,00

Recettes

Politique	Code AP	Description AP/EPCP	Mt AP prévu
07 - Education	RINP	2009 BP AP82 Rec CPER 2007-2013 INPG	-2 500 000,00
Somme :			-2 500 000,00
	Somme :		-2 500 000,00

Contre : 22 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Abstention : 2 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés : Sylviane Colussi et Didier Rambaud)

Pour : Le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

**

Politique : - Finances

Budget primitif 2018 – Constitutions et reprises de provisions.

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05

Dépôt en Préfecture le : 27 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu la délibération n°2016 BP F 34 05 du 15 décembre 2016 (BP 2017) créant les provisions pour risques et charges au titre des fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE),

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 F 34 05 joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux, réunie en intercommission,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Christian Rival **au nom de la commission** des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

de reprendre la provision constituée lors du BP 2017, pour un montant de 3 264 011 € :

- 2 306 337 € au titre du fonds de péréquation des DMTO,
- 957 674 € au titre du fonds de péréquation de la CVAE,

de constituer une provision pour les créances irrécouvrables de 500 000 €.

Contre : 22 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Abstention : 2 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés : Sylviane Colussi et Didier Rambaud)

Pour : Le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

**

Politique : - Finances

Budget primitif 2018 – Clôture du budget annexe gestion du parc.

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017 dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05

Dépôt en Préfecture le : 27 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE,

Vu la délibération n°2011 BP A 32 02 du 16 décembre 2010 relative à la création du budget annexe de Gestion du parc,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP F34 05 joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux, réunie en intercommission,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Christian Rival **au nom de la commission** des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Le budget annexe « Gestion du parc » a été créé à compter du 1^{er} janvier 2011, suite au transfert par l'Etat du parc de l'Equipement, pour suivre les dépenses et recettes liées aux matériels, véhicules et engins nécessaires à l'entretien et à l'exploitation du réseau routier.

Dans un but de simplification, de conformité comptable et d'optimisation des procédures, il est proposé aujourd'hui d'intégrer les activités et le patrimoine du budget annexe « Gestion du parc » dans le budget principal.

Les coûts d'exploitation continueront à être comptabilisés et analysés distinctement grâce aux systèmes d'information de gestion financière et de gestion du parc.

Les résultats du budget annexe constatés lors du vote du compte administratif de 2017 voté en juin 2018 seront à reprendre et à comptabiliser au budget principal lors du vote du budget supplémentaire de l'exercice 2018, en lien avec le Payeur départemental de l'Isère.

Je vous propose :

- de clôturer le budget annexe « Gestion du parc » au 31 décembre 2017 ;
- de m'autoriser à passer les actes et écritures nécessaires au transfert des éléments comptables du budget annexe.

Contre : 22 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Abstention : 2 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés : Sylviane Colussi et Didier Rambaud)

Pour : Le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

**

Politique : - Finances

Budget primitif 2018 – Durées d'amortissement.

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 34 05

Dépôt en Préfecture le : 27 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 52 des départements et de leurs établissements publics administratifs, et notamment les dispositions relatives à la gestion comptable du patrimoine et des amortissements,

Vu la délibération n° 2003 S1-O A 6d09 du 10 février 2003 portant sur les durées d'amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles applicables au 1er janvier 2004,

Vu la délibération n° 2009 DM1 A 34 05 du 18 juin 2009 modifiant la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées aux organismes publics,

Vu la délibération n°2011 BP A 32 02 du 16 décembre 2010 relative aux durées d'amortissements des biens du budget annexe Gestion du parc,

Vu la délibération n°2011 DM2 B 34 14 du 27 octobre 2011 complétant la catégorie des biens amortissables « bâtiments légers »,

Vu la délibération n°2012 DM1 B 34 13 du 21 juin 2012 modifiant la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées aux organismes publics et privés,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP F34 05 joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux, réunie en intercommission,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Christian Rival, au nom de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Suite à la clôture du budget annexe Gestion du Parc et à l'intégration de son patrimoine dans le budget principal du Département, je vous propose de poursuivre le plan d'amortissement actuellement appliqué sur ce budget annexe.

Conformément à ce que prévoit l'instruction budgétaire et comptable M52, je vous propose de modifier la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées aux organismes publics et privés lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations pour la passer de 15 à 30 ans.

Compte-tenu de ces mises à jour et des délibérations successives ayant modifié les durées d'amortissement, il est apparu nécessaire de synthétiser l'ensemble de ces durées dans un document unique de référence ci-annexé.

Cette délibération annule et remplace toutes les délibérations précédentes relatives aux durées d'amortissement.

Ces dispositions sont applicables aux immobilisations acquises en 2017 et amorties à compter de 2018 ainsi qu'à toutes les immobilisations acquises à compter de 2018.

Contre : 22 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Abstention : 2 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés : Sylviane Colussi et Didier Rambaud)

Pour : Le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

**

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Politique : - Ressources humaines

Programme(s) :- Effectifs budgétaires - Effectifs budgétaires - Prestations d'action sociale - Subventions de fonctionnement

Dispositions ressources humaines

Extrait des délibérations du 14 décembre 2017, dossier N° 2017 BP 2018 F 31 01

Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 F 31 01,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Daniel CHEMINEL au nom de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

1°) d'autoriser les créations de postes permanents motivées par l'évolution des missions, des besoins des services, qui se traduisent par :

* Direction de la culture et du patrimoine

Patrimoine culturel

- Création d'un poste d'attaché

* Direction territoriale du Sud Grésivaudan

Service éducation

- Création d'un poste d'adjoint technique

* Toutes directions

- Création de deux postes de psychologues
- Création de quatre postes d'assistants socio-éducatifs

2°) d'autoriser les créations de postes non permanents suivants :

* Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Service programmation, conseils et maintenance

- Création d'un poste de contractuel de catégorie A pendant 12 mois en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour faire face à un besoin occasionnel au regard de la charge de travail particulièrement importante.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

* Direction de l'aménagement

Service patrimoine naturel

- Création d'un poste de contractuel de catégorie B pendant 1 mois en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour faire face à un besoin occasionnel dans le cadre de la préparation de la prochaine campagne estivale des espaces naturels sensibles.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des animateurs territoriaux.

* Direction de la culture et du patrimoine

Direction

- Création d'un poste de contractuel de catégorie B pendant 4 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, dans le cadre du plan de relance.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

- Création d'un poste de contractuel de catégorie A pendant 3 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour les assises de la culture.

Musée dauphinois

- Création d'un poste de contractuel de catégorie A pendant 6 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier modifiée, pour l'accompagnement des projets autour des expositions à venir.

Musée Berlioz

- Création d'un poste de contractuel de catégorie A pendant 3 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour la préparation de la célébration du 150^{ème} anniversaire de la mort d'Hector Berlioz.

Musée archéologique de Grenoble

- Création d'un poste de contractuel de catégorie A pendant 3 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour un travail de recherche documentaire pour permettre la compréhension et la restitution des bâtiments prieuraux à partir de données archéologiques.

Musée de l'ancien évêché

- Création d'un poste de contractuel de catégorie A pendant 3 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour la préparation de la célébration du 20^{ème} anniversaire du musée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération des 5 postes de catégorie A sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine.

* Directions territoriales de la Matheysine et de l'Isère rhodanienne

- Création de deux postes de contractuels de catégorie B pendant 6 mois, pour faire face à un besoin occasionnel en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour faire face à l'augmentation du nombre de mesures suivies par les travailleurs sociaux dans le cadre de la protection de l'enfance.

Les niveaux de recrutement et de rémunération de ces postes sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs.

* Toutes directions

Suite aux récentes évolutions de la politique nationale relative aux emplois aidés, il est proposé de créer 34 postes de contractuels de catégorie C pendant 12 mois, pour accroissement d'activité, en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, repartis comme suit :

- Services Education : 29 postes

Les niveaux de recrutement et de rémunération de ces postes sont fixés en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques.

- Autres services : 5 postes

Les niveaux de recrutement et de rémunération de ces postes sont fixés en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs.

- Création de 60 postes de contractuels de catégorie C pour faire face à un besoin occasionnel pendant l'été 2018. Ces recrutements seront effectués en application de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, pour assurer notamment des tâches de secrétariat, de saisie informatique, de classement et d'archivage.

Les agents seront recrutés sans condition de diplôme, en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

3°) de remplacer, pour les agents rattachés au service patrimoine naturel (direction de l'aménagement), la dénomination de guides espaces naturels sensibles (ENS) par celle d'animateurs ENS et d'acter la nouvelle période d'emploi du coordonnateur ENS, toujours pour 6 mois, mais sur la période de mai à octobre ;

4°) d'adopter les effectifs budgétaires suivants mis à jour suite à la séance du 20 octobre 2017 (DM2 2017) :

Cadres d'emplois de la catégorie A	après DM2 2016		après DM2 2017	
	<i>Temps complet</i>	<i>Temps non complet</i>	<i>Temps complet</i>	<i>Temps non complet</i>
Administrateur	16		16	
Attaché	300	1	308	0
Attaché de conservation	17		20	
Bibliothécaire	4		4	
Cadre de santé paramédical	19		19	
Conseiller activités physiques et sportives	1		1	
Conseiller socio-éducatif	36		40	
Conservateur de bibliothèque	4		3	
Conservateur du patrimoine	9		9	
Infirmier	28	2	27	2
Ingénieur chef	24		25	
Ingénieur territorial	191		196	

Médecin territorial	52	15	50	19
Psychologue	30	6	32	6
Puéricultrice	9		8	
Puéricultrice 2014	78		80	
Sage-femme	17		17	
Vétérinaire	2		1	
Emploi fonctionnel	5		5	
Contractuel, dont pers. de groupes politiques collaborateurs de cabinet	26		26	
Sous total catégorie A	868	24	887	27

Cadres d'emplois de la catégorie B	après DM2 2016		après DM2 2017	
	<i>Temps complet</i>	<i>Temps non complet</i>	<i>Temps complet</i>	<i>Temps non complet</i>
Animateur	1		1	
Assistant de conservation	35		39	
Assistant socio-éducatif	478	1	492	1
Rédacteur territorial	517		502	
Technicien	172		177	
Technicien paramédical	23	1	24	1
Contractuel pers. de groupes politiques	1		1	
Sous total catégorie B	1 227	2	1 236	2

Cadres d'emplois de la catégorie C	après DM2 2016		après DM2 2017	
	<i>Temps complet</i>	<i>Temps non complet</i>	<i>Temps complet</i>	<i>Temps non complet</i>
Adjoint administratif	323		336	
Adjoint du patrimoine	49		50	
Adjoint technique	1 023	7	1 021	7
Adjoint technique des EE	21		17	
Agent de maîtrise	218		225	
Agent spécialisé des écoles maternelles	1		1	
Contractuel pers. de groupes politiques	2		2	
Sous total catégorie C	1 637	7	1 652	7

Total catégories A.B.C	3 732	33	3 775	36
-------------------------------	--------------	-----------	--------------	-----------

Emplois saisonniers		
Saisonniers pack rentrée	13	13
Saisonniers musées	2	2
Saisonniers transport	2	2
Saisonniers déneigement	130	130
Saisonniers ENS	16	16
Sous total Saisonniers	163	163

5°) d'approuver le nombre d'heures de vacances réparties à titre indicatif comme suit :

400 heures de vacances pour assurer les besoins suivants :

- recruter des professionnels assurant ponctuellement auprès des agents départementaux des supervisions

individuelles ou collectives, des analyses de la pratique, des accompagnements d'équipes ou préparations aux concours.

- recours à la participation de collaborateurs occasionnels intervenant en qualité de personnes qualifiées, d'experts dans les comités de pilotage et / ou groupes de travail relatifs aux ressources humaines.

Le taux horaire de ces vacances est fixé en référence au barème appliqué par le Centre national de la fonction publique territoriale pour la rémunération des chargés de cours.

1 000 heures de vacances afférentes aux interventions « d'ambassadeurs sportifs » afin de promouvoir la politique départementale sportive.

1 500 heures de vacances pour la réalisation d'actes déterminés, ponctuels et de très courte durée, entrant dans le cadre de l'activité des services de la collectivité. Est concerné notamment à ce titre, le personnel d'accueil du public lors des manifestations organisées par le Département ou auxquelles il participe.

2 500 heures de vacances au titre du dispositif de sécurité mis en place pour assurer la sécurité des collégiens à la sortie des bus.

4 970 heures de vacances dans le cadre du Stand itinérant « Sport santé » avec pour actions : la sensibilisation des Isérois aux bienfaits d'une pratique sportive régulière sur la santé, de promouvoir les activités sportives de nature en lien avec l'application « Isère Outdoor ».

15 300 heures de vacances pour les services de la direction de la culture et du patrimoine afin de faire face à des besoins imprévisibles qui ne correspondent pas à des besoins permanents. Le recrutement intervient dans ce cas pour un acte déterminé, limité dans le temps et répondant aux critères de la vacation.

21 000 heures de vacances pour le recrutement ponctuel de professionnels exerçant en qualité de :

- médecins, sages-femmes, puéricultrices, infirmières chargés d'assurer des consultations infantiles, des bilans

de 4 ans ou des missions ponctuelles relatives à la protection maternelle et infantile (4 100 heures) ;

- médecins, infirmières chargés d'assurer des vaccinations dans le cadre de campagnes vaccinales lancées par le Département (1 000 heures) ;

- médecins, psychologues, infirmières pour des missions ponctuelles liées à la vénérologie, au dépistage du SIDA et de l'hépatite C, aux maladies respiratoires (2 500 heures) ;

- médecins, psychologues, ergothérapeutes, infirmiers, assistants socio-éducatifs, interprètes en langage des signes, d'orthophonistes et plus largement à l'ensemble des professionnels paramédicaux permettant de répondre à des besoins ponctuels notamment dans le cadre des missions relatives à l'autonomie (6 500 heures) ;

- psychologues pour répondre à des besoins ponctuels dans le cadre de l'insertion des adultes (3 700 heures) ;

- psychologues, conseillers socio-éducatifs, assistants socio-éducatifs pour des missions ponctuelles liées à l'ASE (3 200 heures).

La rémunération des agents vacataires est déterminée conformément aux dispositions des délibérations 2007 DM2 A 6b06 du 21 juin 2007 et 2009 BP A31 02 du

22 janvier 2009 (sage-femme, puéricultrice). Pour tous les emplois non visés par les délibérations susvisées, la rémunération horaire est déterminée en référence au cadre d'emplois correspondant à la qualification.

Le choix du grade et de l'échelon prend en considération l'expérience professionnelle de l'agent. Le taux horaire brut ainsi obtenu est majoré de 10 % au titre des congés payés.

6°) d'approuver les conditions d'attribution des prestations d'action sociale détaillées dans l'annexe ci-jointe ;

7°) de répartir l'enveloppe des subventions de fonctionnement d'un montant de **1 124 750 €** inscrit en politique ressources humaines au budget primitif 2018, comme suit :

- Associations du personnel (736 750 €) :
 - **724 000 €** au profit de l'Association des personnels du Département de l'Isère (APDI), le versement de cette subvention intervenant en trois fois ;
 - **12 750 €** au profit de l'Association sportive des agents du Département de l'Isère (ASADI), cette subvention faisant l'objet d'un paiement unique.
- Organismes bénéficiant de mises à disposition de personnel (152 000 €) :
 - **91 500 €** pour l'Association des personnels du Département de l'Isère (APDI : mise à disposition de trois agents équivalent temps plein) ;
 - **33 000 €** pour l'Etablissement public industriel et commercial (EPIC) « Isère - Tourisme » (mise à disposition d'un agent équivalent temps plein du 1er janvier au 31 août 2018) ;
 - **27 500 €** pour l'Agence régionale « Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises » (ARAE : mise à disposition d'un agent équivalent temps plein du 1^{er} janvier au 31 mai 2018) ;
- Unions syndicales départementales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, UNSA 38, FSU et FO), bourse du travail (ville de Grenoble) et maisons des syndicats (communes de : La Tour du Pin, Bourgoin-Jallieu et Vienne) : les crédits (236 000 €), feront l'objet d'une répartition lors d'une commission permanente du second semestre 2018.

ANNEXE : PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE

MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'article 70 de la loi du 19 février 2007 a introduit dans la loi du 26 janvier 1984 modifiée un article 88-1 qui pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales au bénéfice de leurs agents.

Dans le respect du principe de libre administration, la loi confie à chaque collectivité le soin d'en décider le principe, le montant et les modalités.

La loi confie à l'assemblée délibérante le soin de fixer le périmètre des actions, c'est-à-dire la nature des prestations, que la collectivité entend engager à ce titre ainsi que le montant des dépenses consacrées à l'action sociale. Ces prestations sont désormais définies par l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 relative aux droits et obligations des fonctionnaires modifiée par la loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique, qui dispose que :

« L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.

Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération visée à l'article 20 de la présente loi et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir. »

En application de ces dispositions, les prestations sociales offertes aux agents du Département, leurs modalités d'attribution ainsi que les crédits prévus au titre de l'année 2014 sont fixés ci-dessous.

1) ALLOCATION RESTAURATION ET PARTICIPATION AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Une participation est versée pour les repas pris dans un restaurant administratif ou inter-administratif ou dans un restaurant d'entreprise avec lequel le Département a passé une convention pour le versement d'une subvention à l'organisme gestionnaire.

Le montant de cette participation est identique à celui fixé par la circulaire interministérielle, à titre indicatif le taux applicable en 2017 s'élève à 1,22 € par repas.

1.1) Agents bénéficiaires de cette prestation

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- les agents contractuels recrutés au titre de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée;
- les agents contractuels recrutés au titre des articles 3-3 1°, 3-3- 2°, 3-4 et 3-5 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;
- les agents contractuels remplaçants recrutés au titre des articles 3-1 et 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois) ;
- les agents contractuels recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois) ;
- les collaborateurs de groupe d'élu (article 110-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée).

1.2) Conditions d'attribution

- être rémunéré à un indice majoré inférieur ou égal à **466** (NBI incluse).

1.3) Participation aux charges de fonctionnement

Une participation aux frais de fonctionnement est versée aux organismes gestionnaires conformément aux dispositions conventionnelles.

2) TITRES RESTAURANTS

A compter du 1^{er} janvier 2018, la participation employeur à l'acquisition des titres restaurants d'une valeur faciale de 7,00 € est fixée à 3,50 €.

2.1) Agents bénéficiaires de cette prestation

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- les agents contractuels recrutés au titre de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- les agents contractuels recrutés au titre des articles 3-3 1° et 3-3- 2°, 3-4 et 3-5 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;
- les agents contractuels remplaçants recrutés au titre des articles 3-1 et 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois) ;
- les agents contractuels recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois) ;
- les collaborateurs de groupe d'élu (article 110-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les stagiaires de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement secondaire en période de formation en milieu professionnel en stage depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois).

2.2) Conditions d'attribution

- être rémunéré à un indice majoré inférieur ou égal à **477** (NBI incluse) ;
- et être affecté dans un service **non desservi** par un restaurant administratif ou inter-administratif ou par un restaurant d'entreprise avec lequel le Département a passé une convention.

3) AIDES A LA FAMILLE

3.1) CESU garde d'enfants 0/6 ans

Cette prestation vise, notamment, à favoriser le maintien de l'activité professionnelle des parents qui le souhaitent par l'attribution de chèques emploi service universel préfinancés (CESU préfinancés)

permettant de recourir à des dispositifs payants de garde de leurs enfants âgés de 0/6 ans. Le CESU ainsi mis en place est ci-après dénommé « CESU - garde d'enfant 0/6 ans »

Le CESU préfinancé est un titre spécial de paiement, créé par la loi n°2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne.

Conformément à l'article L. 129-8 du code du travail, le Département, qui assure intégralement le préfinancement des CESU au bénéfice de ses agents, a choisi d'en réserver l'utilisation à celles des activités mentionnées à l'article L. 129-5 du même code qui ont trait à la garde d'enfants âgés de 0/6 ans.

3.1.1) Les activités pouvant être rémunérées 3.1.1.1) Garde d'enfant(s) à domicile

Sont éligibles les prestations de garde d'enfant à domicile assurées par :

- les associations et entreprises, dotés de l'agrément « qualité » prévu aux articles

L. 129-1 et R. 129-1 du code du travail délivré par l'Etat.

L'utilisation du « CESU - garde d'enfant 0/6 ans » obéit alors aux dispositions de l'article L.129-2 du code du travail ;

- un salarié à domicile rémunéré dans les conditions prévues à l'article L. 129-6 du code du travail.

3.1.1.2) Garde d'enfant(s) hors domicile

La prestation de garde d'enfant peut être assurée hors domicile par :

- les services et établissements publics ou privés, agréés en vertu des alinéas 1 et 2 de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique, tels que précisés par l'article R.2324-17 du même code, assurant l'accueil collectif ou familial non permanent d'enfants de moins de six ans ;
- les services d'accueil collectif recevant des enfants scolarisés de plus de deux ans, avant et après la classe (dits « garderies périscolaires »)
- une association ou une entreprise agréée en vertu de l'article L. 129-1 du code du travail ;
- un assistant maternel agréé en vertu de l'article L. 421-1 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues à l'article L. 129-6 du code du travail.

Sont par conséquent exclus du champ des activités pouvant être rémunérées par « CESU - garde d'enfant de 0/6 ans » les accueils collectifs à caractère éducatif hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, loisirs, etc., relevant de l'alinéa 3 de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique précité.

3.1.2) Conditions d'attribution

- l'aide fait l'objet d'un seul versement forfaitaire par année civile, pour l'intégralité de son montant et pour chaque enfant à charge, sous forme de CESU ;
- le montant annuel de l'aide versée est déterminé au prorata du nombre de mois au cours de l'année civile pendant laquelle sont remplies les conditions liées à l'âge de l'enfant ;
- l'agent ne doit pas bénéficier d'une prestation similaire par l'employeur de son conjoint ;
- la prestation est due pour tout mois engagé ;
- la demande au titre de l'année civile en cours doit être effectuée au plus tard le 15 décembre.

3.1.2.1) L'âge des enfants

Le droit au « CESU - garde d'enfant 0/6 ans » est ouvert à compter de la fin du congé de maternité du ou des enfants précités et jusqu'à leurs cinq ans révolus.

Si l'enfant est adopté, le droit au « CESU - garde d'enfants 0/6 ans » est ouvert à compter de la fin du congé d'adoption, pris du chef d'un ou plusieurs enfants, et jusqu'aux cinq ans révolus du ou des enfants précités.

3.1.2.2) La charge effective de l'enfant

Le bénéfice du « CESU - garde d'enfant 0/6 ans » ne peut être reconnu, au titre du même enfant de moins de six ans, à un agent, que s'il en supporte seul ou conjointement la charge effective et permanente, au sens du livre V du code de la sécurité sociale.

La condition de la charge effective de l'enfant est appréciée à la date de la demande.

Ne sont pas considérés comme à charge du parent divorcé ou séparé les enfants pour lesquels le parent doit, par décision de justice, verser une pension alimentaire à l'autre parent (hors résidence alternée) ou à un tiers accueillant.

Dans toutes les autres situations, et notamment dans celle où la qualité d'allocataire d'une prestation familiale ne peut être attestée, il importe à l'agent demandeur de « CESU – garde d'enfant 0/6 ans » d'apporter la preuve par tous moyens qu'il assume la charge effective et permanente de l'enfant à titre principal.

3.1.2.3) Les revenus

Tout agent remplissant les conditions ci-dessus exposées peut bénéficier du « CESU - garde d'enfant 0/6 ans », quel que soit son revenu.

Toutefois, le montant de l'aide accordée est déterminé en fonction du (des) revenu(s) fiscal(aux) de référence (RFR)¹ et du nombre de parts du (des) foyer(s) fiscal(aux) des personnes, ayant la charge effective et permanente de l'enfant, et répertoriés dans le logement du demandeur où l'enfant réside à titre principal.

Le RFR à retenir pour le calcul du montant de l'aide est celui de l'année n-2 pour toute demande effectuée en année n.

Le nombre de parts fiscales doit en revanche être apprécié à la date de la demande.

Le tableau ci-après détaille la modulation de l'aide en fonction du RFR et du nombre de parts fiscales :

Parts fiscales	Revenu fiscal de référence (en €)			
	Jusqu'à	de	à	à partir de
1,25	27 000	27 001	35 999	36 000
1,5	27 524	27 525	36 523	36 524
1,75	28 048	28 049	37 047	37 048
2	28 572	28 573	37 570	37 571
2,25	29 095	29 096	38 094	38 095
2,5	29 619	29 620	38 618	38 619
2,75	30 143	30 144	39 142	39 143
3	30 667	30 668	39 665	39 666
3,25	31 190	31 191	40 189	40 190
3,5	31 714	31 715	40 713	40 714
3,75	32 238	32 239	41 237	41 238
4	32 762	32 763	41 760	41 761
Montant annuel de l'aide	600	350		200

Les tranches définies dans le tableau ci-dessus sont celles définies pour les agents de l'Etat par 11la circulaire « NOR : RDFF1427524C » du 24/12/2014 du Ministère de la décentralisation et de la fonction publique.

¹ Défini à l'article 1417-IV du code général des impôts et figurant sur l'avis d'impôt sur les revenus ou de non imposition

Agents bénéficiaires et modalités de versement

- les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires en activité, rémunérés par le Département de l'Isère ;
- les agents contractuels de droit public ;
- les assistants familiaux ;
- les emplois d'avenir.

Les trois dernières catégories d'agents doivent totaliser une ancienneté de 6 mois de services effectifs ininterrompus au moment du dépôt de la demande de CESU.

Compte tenu des spécificités liées à l'emploi d'assistant familial, le montant annuel de l'aide est fixé à **200 €** quel que soit le montant du revenu fiscal de référence ou du nombre de part fiscal du foyer de l'assistant familial

3.1.4) Pièces justificatives

- copie du livret de famille ou de tout document attestant de l'âge de l'enfant et de son lien de filiation avec le demandeur et de la situation matrimoniale du demandeur lorsqu'il n'est pas célibataire ;
- copie du ou des avis d'imposition sur les revenus ou de non-imposition afférente à l'année (n-2), selon la situation matrimoniale du demandeur ;
- le cas échéant, copie du document attestant des modalités de garde de l'enfant ;
- l'attestation sur l'honneur de non-bénéfice d'une prestation similaire délivrée par l'employeur du conjoint du demandeur de la prestation ;
- l'attestation du versement d'une prestation familiale, ouverte notamment du chef du ou des enfants au titre duquel ou desquels le bénéfice du CESU est sollicité, permettant de déterminer la qualité d'allocataire du demandeur ou de son conjoint ;
- attestation de garde à titre onéreux.

3.2) Séjour(s) enfant(s)

3.2.1) Prestations

- allocation aux parents effectuant un séjour en maison de repos ou de convalescence accompagnés de leur enfant de moins de cinq ans, pour la prise en charge d'une partie des frais du séjour de l'enfant ;
- participation aux frais de séjour des enfants en centres de vacances avec hébergement ;
- participation aux frais de séjour des enfants en centres de loisirs sans hébergement ;
- participation aux frais de séjours des enfants âgés de moins de 18 ans, dans des centres familiaux de vacances agréés et gîtes de France ;
- participation aux frais de séjours mis en oeuvre dans le cadre du système éducatif (classes culturelles transplantées, classes de l'environnement, classes de patrimoine ou séjours effectués lors d'échanges pédagogiques...);
- participation aux frais de séjours linguistiques.

3.2.2) Agents bénéficiaires de ces prestations

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- les agents contractuels recrutés au titre de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- les agents contractuels recrutés au titre des articles 3-3 1°, 3-3- 2°, 3-4 et 3-5 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;
- les agents contractuels remplaçants recrutés au titre des articles 3-1 et 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème}

mois);

- les agents contractuels recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois) ;
- les collaborateurs de groupe d'élus (article 110-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée);
- les assistants familiaux.

3.2.3) Conditions d'attribution

- le séjour doit avoir lieu dans une structure agréée ;
- la participation journalière est déterminée en fonction du quotient familial. Au-delà d'un plafond défini par la circulaire interministérielle la participation n'est pas versée ;
- la participation à l'allocation aux parents effectuant un séjour en maison de repos ou de convalescence accompagnés de leur enfant, pour la prise en charge d'une partie des frais du séjour de l'enfant, n'est pas soumise à condition de ressources ;
- la demande doit être formulée dans le délai maximal d'un an à compter de la fin de chaque séjour.

La prestation est versée :

- sans limitation de durée pour les centres de loisirs sans hébergement;
- avec une durée minimum de 5 jours, et dans la limite de 21 jours par an et par enfant, pour les classes de découverte ;
- dans la limite de 21 jours par an et par enfant pour les séjours linguistiques ;
- dans la limite de 45 jours par an et par enfant pour les colonies, camps d'adolescents et centre familial de vacances ou gîte ;
- dans la limite de 35 jours par an pour l'allocation aux parents effectuant un séjour en maison de repos ou de convalescence accompagnés de leur enfant, pour la prise en charge d'une partie des frais du séjour de l'enfant.

3.3) Prestations pour enfant(s) handicapé(s)

3.3.1) Agents bénéficiaires de ces prestations

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- les agents contractuels recrutés au titre de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- les agents contractuels recrutés au titre des articles 3-3 1°, 3-3- 2°, 3-4 et 3-5 de la loi

du 26 janvier 1984 modifiée ;

- les agents contractuels remplaçants recrutés au titre des articles 3-1 et 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois);
- les agents contractuels recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) en contrat depuis 1 mois (à partir du 1^{er} jour du 2^{ème} mois) ;
- les collaborateurs de groupe d'élus (article 110-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984);
- les assistants familiaux.

3.3.2) Les allocations aux parents d'enfants handicapés

3.3.2.1) Allocation aux parents d'enfants handicapés (de moins de 20 ans)

- cette allocation est accordée au titre des enfants handicapés âgés de **moins de 20 ans** ayant un taux d'incapacité égal au moins à 50 % sans qu'il y ait obligation pour les parents de participer financièrement à la garde de leur enfant ;
- aucune condition d'indice ou de ressources de l'agent n'est requise ;
- la prestation est servie dans tous les cas où les parents perçoivent l'allocation d'éducation spéciale.

3.3.2.2) Allocation spéciale pour jeunes adultes atteints d'une maladie chronique ou d'un handicap et poursuivant des études, un apprentissage ou un stage de formation professionnelle

- prestation versée aux parents d'enfants handicapés ou atteints d'une maladie chronique en vue de faciliter leur intégration sociale par la formation ;
- aucune condition d'indice ou de ressources de l'agent n'est requise ;
- allocation attribuée pour les jeunes **au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans** ayant ouvert droit aux prestations familiales ;
- les enfants doivent justifier de la qualité d'étudiant, d'apprenti ou de stagiaire au titre de la formation professionnelle ;
- en cas de maladie chronique ou d'infirmité constitutive de handicap reconnu par la CDAPH, la prestation est allouée si le jeune ne bénéficie pas de l'allocation aux adultes handicapés ou de l'allocation compensatrice ;
- en cas de maladie chronique ou d'infirmité non constitutive de handicap, les parents peuvent prétendre à cette prestation sur avis d'un médecin agréé.

3.3.2.3) Participation aux frais de séjour en centres de vacances spécialisés pour handicapés

- le séjour doit avoir lieu dans un centre de vacances agréé spécialisé relevant d'organismes à but non lucratif ou de collectivités publiques ;
- cette prestation est servie **quel que soit l'âge** de l'enfant, celui-ci pouvant être majeur, et n'exige aucune condition de ressources ;
- la demande doit être formulée dans le délai maximal d'un an à compter de la fin de chaque séjour ;
- la participation est versée dans la limite de **45 jours par an**.

3.3.2.4) Participation aux frais de séjour des enfants handicapés séjournant en centres de vacances familiaux agréés et gîtes de France

- cette subvention est accordée au titre des enfants handicapés, **jusqu'à 20 ans**, lorsque l'enfant a séjourné en centre familial de vacances agréé et gîte de France (location ou pension complète) ;
 - cette prestation n'exige aucune condition de ressources ;
 - le séjour doit avoir lieu obligatoirement dans une structure agréée ;
- la demande doit être formulée dans le délai maximal d'un an à compter de la fin de chaque séjour ;
- elle est versée dans la limite de **45 jours par an et par enfant**.

3.4) Aide aux agents souffrant de handicap : « CESU - agent handicapé »

Cette prestation vise, notamment, à favoriser l'insertion et l'activité professionnelle des agents souffrant d'un handicap par l'attribution de chèques emploi service universel préfinancés (CESU préfinancés).

Le CESU ainsi mis en place est ci-après dénommé « CESU – agents handicapés »

Le CESU préfinancé est un titre spécial de paiement, créé par la loi n°2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne.

Conformément à l'article L. 129-8 du code du travail, le Département, qui assure intégralement le préfinancement des CESU au bénéfice de ses agents, a choisi d'en réserver l'utilisation à celles des activités mentionnées à l'article L. 129-5 du même code qui ont trait à l'assistance des personnes dépendantes ou handicapées.

3.4.1) Conditions d'attribution

Etre atteint d'un handicap, les pièces justificatives à joindre à la demande de CESU sont :

- copie de la décision de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées CDAPH (ou ex COTOREP) ;
- copie de la notification du taux de handicap à défaut copie du document attestant de l'éligibilité à la prestation de compensation du handicap (PCH) non lié à un taux de handicap.

3.4.2) Les activités pouvant être rémunérées

- assistance aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- accompagnement des personnes handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que ces prestations soient comprises dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services comprenant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes.

3.4.3) Montant

L'aide annuelle forfaitaire de **400 €** est accordée sans condition de ressources.

Modalités du versement de l'aide

- L'aide fait l'objet d'un seul versement forfaitaire par année civile, pour l'intégralité de son montant ;
- la demande au titre de l'année civile en cours doit être effectuée au plus tard le 15 décembre.

3.4.4) Agents bénéficiaires

- les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires en activité, rémunérés par le Département de l'Isère ;
- les agents contractuels de droit public ;
- assistants familiaux.

Les deux dernières catégories d'agents doivent totaliser une ancienneté de 6 mois de services effectifs ininterrompus au moment du dépôt de la demande de CESU.

3.5) Secours exceptionnel

Dans le cadre de l'action sociale auprès des agents du Département de l'Isère, la direction des ressources humaines est amenée à connaître des situations de fonctionnaires (titulaires et stagiaires) et d'agents contractuels de droit public ou de droit privé se trouvant en grande difficulté sociale.

Le rôle de la collectivité en tant qu'employeur, est de pouvoir venir en aide ponctuellement à ces agents en difficulté. Il est donc décidé d'instaurer une aide sociale non remboursable

venant en complément ou pour pallier l'absence d'accès aux dispositifs d'action sociale existants.

Les modalités d'attribution sont les suivantes :

- l'agent doit être en situation de difficultés financières liées à la santé, au logement et à la famille notamment en cas d'évènement imprévu (décès, accident, chômage, maladie prolongée...) ou de changement de situation familiale (divorce, séparation, ...) ou d'endettement rendant impossible une nouvelle dépense impérative annuelle ou imprévue ;
- une enquête sociale est menée par l'assistante sociale du Département de l'Isère qui proposera le montant à attribuer à la direction générale des services, après validation par une commission interne à la direction des ressources humaines ;
- le montant maximum de l'aide allouée à l'agent est fixé à 750 € pour une année, en un ou plusieurs versements exonérés de charges sociales.

L'autorité territoriale est autorisée à attribuer les secours dans le cadre défini ci-dessus et dans la limite des crédits alloués à cet effet au budget primitif 2017 (8 000 €).

3.6) Aide aux veuves des anciens conducteurs de chantiers et agents de travaux vicinal
La répartition des crédits dédiés à l'aide versée aux veuves des anciens conducteurs de chantiers et agents de travaux du service vicinal (2 000 €) est faite en commission permanente.

4) L'ARBRE DE NOËL DU PERSONNEL

L'arbre de Noël est destiné aux agents du Département ayant des enfants de moins de 16 ans.

4.2) Agents bénéficiaires de cette prestation

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- les agents contractuels recrutés au titre de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- les agents contractuels recrutés au titre des articles 3-3 1°, 3-3- 2°, 3-4 et 3-5 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;
- les assistants familiaux ;
- les agents contractuels remplaçants recrutés au titre des articles 3-1 et 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;
- les agents contractuels recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les collaborateurs de groupe d'élu (article 110-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
- les emplois d'avenir.

Conditions de prise en compte :

- Agents entrant dans la collectivité au plus tard le 1^{er} octobre de l'année en cours (recrutement ou retour de situation interruptive d'activité) ;
- Les enfants nés dans l'année seront pris en compte jusqu'au 1^{er} octobre (date limite de la naissance de l'enfant et de déclaration au service).
- Pour les quatre dernières catégories d'agents, être en poste au 1^{er} octobre de l'année en cours et totaliser au moins 6 mois de présence sur l'année.

4.1) Les prestations

Une prestation est offerte aux agents avec à minima l'octroi d'un bon d'achat d'une valeur faciale de 30.50 € par agent.

5) MEDAILLES D'HONNEUR DEPARTEMENTALES

Les médailles d'honneur départementales sont attribuées selon les conditions prévues par le décret n° 87-594 du 22 juillet 1987.

La gratification accordée à cette occasion aux bénéficiaires est de :

- 305 € pour la médaille d'argent (20 ans) ;
- 457,50 € pour la médaille de vermeil (30 ans) ;
- 610 € pour la médaille d'or (35 ans).

6) ASSOCIATIONS DU PERSONNEL

Attribution aux associations du personnel du Département d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2018 d'un montant de :

- **724 000 €** à l'association du personnel du Département de l'Isère (ADPI) pour la gestion d'une partie des prestations sociales (restauration collective, chèques vacances, chèques livres ou disques, tickets de cinéma, tarifs sur la billetterie spectacle, avances sur achats, ...);
- **12 750 €** à l'association sportive des agents du Département de l'Isère (ASADI) pour ses actions visant au développement de la pratique sportive.

7) PROTECTION SOCIALE

Bénéficiaires :

Agents pouvant adhérer au contrat collectif prévoyance et /ou complémentaire santé:

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- les agents contractuels de droit public ;
- les assistants familiaux ;
- les agents vacataires ;
- les emplois d'avenir.

7.1) Contrat de prévoyance

Les agents qui le souhaitent ont la possibilité d'adhérer (adhésion facultative) au contrat collectif prévoyance permettant la garantie du maintien de salaire en cas de maladie et d'invalidité.

Dans le cadre de ce contrat collectif (adhésion facultative), la participation financière de la collectivité est fixée à 11 € bruts par mois.

7.2) Complémentaire santé

A compter du 1^{er} janvier 2018, les agents qui le souhaitent auront également la possibilité d'adhérer (adhésion facultative) au contrat collectif « Complémentaire Santé ».

Cette convention de participation avec Complémentaire permet une couverture des frais de santé avec 4 niveaux de garanties.

En sus des bénéficiaires, susvisés pourront adhérer au contrat collectif :

- les agents détachés et mis à disposition ;
- les agents départementaux retraités.

Dans le cadre de ce contrat collectif, la participation financière de la collectivité est fixée à :

- 23 euros bruts par mois pour l'agent (sauf retraités).
- 5 euros bruts par mois par enfant à charge, 10 euros pour 2 enfants, 15 euros pour 3 enfants et plus.

7.3) Versement de la participation :

Le versement de la participation « employeur » aux agents adhérents aux contrats collectifs prévoyance et / ou complémentaire santé est réservé aux agents rémunérés par la collectivité et intervient mensuellement sur le bulletin de paie.

Le budget afférent est inscrit au programme « gestion paie » et « gestion des assistants familiaux ».

**

SERVICE GESTION DU PERSONNEL

Délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse

Arrêté n° 2017-8317 du 01/12/2017

Date de dépôt en Préfecture : 07/12/2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2016-10107 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2013-6773 du 16 août 2013, relatif aux attributions de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté n° 2017-7207 portant délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté nommant **Madame Sandrine Suchet**, chef de service autonomie à compter du 1^{er} octobre 2017,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Chantale Brun**, directrice du territoire de Voironnais Chartreuse, et à **Madame Gaëlle Yerezian**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Michaël Richard, chef du service aménagement par intérim, et à **Monsieur Bruno Bigillon**, adjoint au chef du service aménagement par intérim, **Monsieur François Balaye**, chef du service éducation, **Madame Nathalie Delclaux**, chef du service aide sociale à l'enfance, et à **Madame Mélanie Monnier**, responsable accueil familial, et à **Madame Sylvie Salse**, responsable accueil familial par intérim, **Madame Christine Guichard**, chef du service PMI, **Madame Sandrine Suchet**, chef du service autonomie, **Madame Brigitte Ailloud-Betasson**, chef du service développement social, **Madame Nathalie Vacher**, chef du service ressources par intérim,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
 - arrêtés de subventions,
 - règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
 - demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction.
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Isabelle Résibois**, chargée de mission « prévention jeunesse », pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de Voironnais Chartreuse.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Karine Geneaux**, chargée de mission « insertion logement » service développement social, pour signer les actes relatifs aux dispositifs relevant des thématiques logement et insertion sur le territoire de Voironnais Chartreuse.

Article 5 :

Au terme de la mission de **Madame Véronique Conte**, délégation est donnée à **Madame Pascale Durif-Varambon**, chargée de mission à la direction, pour signer tous les actes mentionnés au présent article relatifs aux dispositifs d'aides financiers pour ce qui concerne l'aide sociale à l'enfance.

Jusqu'au rattachement de l'équipe MAIA à la Direction de l'Autonomie qui prendra effet au 1^{er} janvier 2018, délégation est donnée à **Madame Hélène Ribeiro** pour signer les actes relatifs au dispositif MAIA.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Chantale Brun, directrice du territoire, et de

Madame Gaëlle Yeretzián, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service ou d'un responsable de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service, adjoints au chef de service ou responsables de service de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse.

En cas d'absence du responsable accueil familial, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par le chef de service ASE ou par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse.

En cas d'absence du chargé de mission « prévention jeunesse », la délégation qui lui est conférée par l'article 3 peut être assurée par le chef du service aide sociale à l'enfance.

En cas d'absence du chargé de mission « insertion logement », la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par le chef du service développement social ou par l'adjoint au chef de ce même service.

Article 8 :

L'arrêté n°2017-7207 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 9 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

DIRECTION CULTURE ET PATRIMOINE

POLE RESSOURCES "CULTURE-PATRIMOINE"

Politique : - Culture et citoyenneté

Programme(s) :- Patrimoine protégé

- Patrimoine non protégé

Plan Patrimoine en Isère 2018-2021 - Critères d'intervention

*Extrait des délibérations du 14 décembre 2017,
dossier N° 2017 BP 2018 E 24 01*

Dépôt en Préfecture le : 21 déc 2017

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le rapport du Président n° 2017 BP 2018 E 24 01,

Vu l'avis de la commission de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée,

Entendu, le rapport du rapporteur Monsieur Patrick CURTAUD au nom de la commission de la culture, du patrimoine et de la coopération décentralisée,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

d'adopter "le Plan Patrimoine en Isère 2018-2021" et de poursuivre l'action du Département selon les axes suivants :

- pour le **patrimoine public protégé au titre des monuments historiques** (classé, inscrit), situé dans les abords d'un monument historique, dans une AVAP ou ZPPAUP, dans un site protégé (classé ou inscrit), en revenant aux taux d'intervention en vigueur avant le plan de relance ;
- pour le **patrimoine privé protégé au titre des monuments historiques** (classé, inscrit), en conservant les taux d'intervention actuellement en vigueur et en plafonnant l'aide départementale à 50 000 € ;
- pour le **patrimoine privé situé aux abords d'un monument historique**, dans un site historique remarquable, une aire de valorisation du patrimoine (AVAP) ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysagé (ZPPAUP), en revenant aux taux d'intervention en vigueur avant le plan de relance ;
- pour le **patrimoine labellisé « Patrimoine en Isère »**, en conservant les taux d'intervention actuellement en vigueur et de plafonner l'aide à 50 000 € ;
- pour le **patrimoine de proximité**, qui ne fait l'objet d'aucune protection :
 - en poursuivant l'accompagnement technique et financier des projets,

- en ciblant, par période de 2 ans, les interventions sur des types d'édifices, par un appel à projets : églises et chapelles en 2018-2019, bâtiments civils (écoles, mairies, cures, ...) en 2020-2021,
- en accompagnant les projets publics concernant des petits édifices qui font paysage tels que poids public, lavoir, etc,
- en accompagnant les projets privés uniquement lorsqu'ils concernent des petits édifices qui font paysage (cadran solaire, pavillon, portail...),
- en conservant les taux d'intervention actuellement en vigueur et en plafonnant l'aide départementale à 50 000 €,
- en consacrant à cette politique une enveloppe de subvention de 500 000 € par an.

Sur la base d'un repérage des projets réalisés par la direction de la culture et du patrimoine, et en invitant les propriétaires publics et privés à faire remonter leurs projets patrimoniaux, un comité technique, composé du Vice-président en charge de la culture et du patrimoine et de techniciens, se réunira tous les deux à trois mois pour l'examen des dossiers.

Le tableau ci-après, reprend les différents taux d'intervention du Département en faveur de la restauration du patrimoine :

Type de Patrimoine	Aide de l'Etat	Aide du Département		
		2011-2015	2016-2018	2018-2021
Patrimoine protégé public				
Edifice classé MH	50 % maximum	40 % du déficit d'opération HT	60 % minimum du déficit d'opération HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable)*	40 % du déficit d'opération HT
Edifice inscrit MH	40 % maximum	40 % du déficit d'opération HT	60 % minimum du déficit d'opération HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable) *	40 % du déficit d'opération HT
Objet classé MH	50 % maximum	40 % du déficit d'opération HT	60 % du déficit d'opération HT *	40 % du déficit d'opération HT
Objet inscrit MH	25 % du coût HT	40 % du déficit d'opération HT	60 % du déficit d'opération HT *	40 % du déficit d'opération HT
Edifice situé aux abords d'un MH, dans une AVAP, une ZPPAUP, un Site protégé	0	40 % du déficit d'opération HT	60 % minimum du déficit d'opération HT (complété par un double financement du territoire si le taux du contrat est plus favorable)*	40 % du déficit d'opération HT
Valorisation d'un édifice classé MH (signalétique, éclairage, aménagement des abords)	0	0	20 % de la dépense subventionnable HT	0
Patrimoine protégé privé				
Edifice classé MH	50 % maximum	10 % de la dépense subventionnable	30 % de la dépense subventionnable TTC	30 % de la dépense subventionnable TTC

		TTC		Plafonné à 50 000 €
Edifice inscrit MH	40 % maximum	10 % de la dépense subventionnable TTC (15 % si maître d'œuvre)	30 % de la dépense subventionnable TTC (40 % si maître d'œuvre)	30 % de la dépense subventionnable TTC 40 % si maître d'œuvre Plafonné à 50 000 €
Objet classé MH	50 % maximum	10 % de la dépense subventionnable TTC	30 % de la dépense subventionnable TTC	30 % de la dépense subventionnable TTC Plafonné à 50 000 €
Objet inscrit MH	25 % du coût TTC	10 % de la dépense subventionnable TTC	30 % de la dépense subventionnable TTC	30 % de la dépense subventionnable TTC Plafonné à 50 000 €
Edifice situé aux abords d'un MH, dans une AVAP, une ZPPAUP, un Site protégé	0	10 % de la dépense subventionnable TTC	30 % de la dépense subventionnable TTC 40 % si maître d'œuvre	10 % de la dépense subventionnable TTC
Valorisation d'un édifice inscrit MH (signalétique, éclairage, aménagement des abords)	0	0	20 % de la dépense subventionnable TTC	0

Type de Patrimoine	Aide de l'Etat	Aide du Département		
		2011-2015	2016-2018	2018-2021
Label « Patrimoine en Isère »				
Patrimoine non protégé	Edifice public	0	30 % de la dépense subventionnable HT Plafonné à 30 000 €	40 % de la dépense subventionnable HT Sans plafond Plafonné à 50 000 €
	Edifice privé	0	25 % de la dépense subventionnable TTC Plafonné à 30 000 €	30 % de la dépense subventionnable TTC, 40 % si maître d'œuvre Sans plafond Plafonné à 50 000 €
	Patrimoine de proximité public			
Edifice	0	En fonction des orientations et des taux d'intervention des contrats territoriaux	25 % de la dépense subventionnable HT lorsque le projet ne peut être aidé dans le cadre du contrat territorial, 30 % si maître d'œuvre Bonus de 15 % en plus de l'aide possible du territoire dans la limite de 80 % d'aides publiques maximum, 20 % si maître d'œuvre	En fonction des priorités annuelles 25 % de la dépense subventionnable HT 30 % si maître d'œuvre Plafonné à 50 000 €

Objet	0	0	25 % de la dépense subventionnable TTC, 30 % si maître d'œuvre	25 % de la dépense subventionnable TTC, 30 % si maître d'œuvre Plafonné à 50 000 €
Patrimoine de proximité privé				
Edifice	0	0	25 % de la dépense subventionnable TTC, 30 % si maître d'œuvre	En fonction des priorités annuelles 25 % de la dépense subventionnable TTC, 30 % si maître d'œuvre Plafonné à 50 000 €
Objet	0	0	25 % de la dépense subventionnable TTC, 30 % si maître d'œuvre	25 % de la dépense subventionnable TTC, Plafonné à 5 000 €

Abstention : 24 (Groupe Parti Socialiste et Apparentés, groupe Rassemblement des citoyens – Solidarité et Ecologie, groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire)

Pour : Le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ADOPTE

**

ISERE TOURISME

Politique : - Tourisme

Programme : Développement touristique local

Opération : Schéma départemental du tourisme

Contrat de performance des Alpes de l'Isère (plaine)

Extrait des décisions de la commission permanente du 15 décembre 2017, dossier N° 2017 C12 B 23 19

Dépôt en Préfecture le : 20 décembre 2017

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2017 C12 B 23 19,

Vu l'avis de la commission du développement, du tourisme, de la montagne, de la forêt, de l'agriculture,

DECIDE

- de valider les priorités de développement de chaque CPAI Plaine,
- de préciser les modalités d'intervention du Département pour l'ensemble des CPAI Plaine.

A) Priorités de développement des 5 CPAI Plaine

Dans le paragraphe « 1. Champ d'intervention des Contrats de Performance des Alpes de l'Isère Plaine » et le sous paragraphe « C. Les axes privilégiés », modification du point « 2) les

priorités de développement des territoires qui seront définies avec les EPCI à l'échelle de chacun des périmètres » par :

« 2) les priorités de développement des territoires définies avec les EPCI à l'échelle de chacun des périmètres sont :

1. Bièvre Valloire :

- **émergence d'une destination Berlioz** en lien avec les préconisations de l'étude et l'aéroport,
- **développement de l'itinérance douce** : ancienne voie ferrée, ViaRhôna, Saint-Jacques de Compostelle, etc...,
- **développement de l'hébergement touristique** avec, notamment, un plan camping pour la modernisation de l'hébergement de plein air géré par les collectivités.

2. Dauphiné – Porte des Alpes :

- **développement des itinérances douces** : pédestre, équestre, cyclotourisme en confortant les itinéraires structurants (ViaRhôna, chemin de Saint-Jacques de Compostelle...),
- **développement des activités nautiques et aquatiques** : valorisation du Rhône, du Guiers et des nombreux plans d'eau du territoire,
- **valorisation du patrimoine culturel** : valorisation du patrimoine architectural (châteaux, maisons fortes...) et des sites de visite d'intérêt touristique,
- **organisation d'une offre touristique en lien avec les sites de forte fréquentation** : Walibi, village de marques de Villefontaine....

3. Isère Rhôdanienne :

- **développement du tourisme fluvial** : accueil de croisiéristes, création de produits touristiques liés au fleuve Rhône...,
- **valorisation de l'itinérance** : pédestre ou cyclotouristique,
- **valorisation de Jazz à Vienne et autres événements à portée départementale ou régionale.**

4. Sud-Grésivaudan - Voironnais :

- **développement de l'itinérance douce** : notamment avec la Véloroute et voie verte de la vallée de l'Isère et les liaisons entre différents itinéraires (ViaRhôna et V63),
- **requalification des hébergements publics et développement d'une offre de services associés** : demandes spécifiques répondant aux attentes des entreprises, des clientèles sportives ou itinérantes (cyclotourisme, randonneurs, etc...), des clientèles haut de gamme...
- **amélioration de la mobilité des clientèles en séjour** : accessibilité des sites touristiques et des points remarquables du territoire, liaisons piémont / montagne, liaisons depuis les gares et les hébergements, ...
- **valorisation des savoir-faire locaux et de la gastronomie** : autour de la Noix de Grenoble, du Saint-Marcellin et de la Chartreuse, notamment.

5. Vallée du Grésivaudan :

- **développement de l'itinérance douce** : mise en tourisme de la V63,
- **valorisation des sites patrimoniaux d'intérêt touristique,**
- **valorisation et mise en tourisme de l'Isère et des sites touristiques autour de l'eau : le long de l'Isère ou à proximité immédiate de plans d'eau. »**

B) Modalités d'intervention

Dans le règlement d'intervention relatif aux CPAI de plaine, de procéder aux ajustements suivants :

Dans le paragraphe « 1. Champ d'intervention des Contrats de Performance des Alpes de l'Isère Plaine », il est rajouté le sous paragraphe « D. Les modalités d'intervention » incluant le texte existant suivant :

« Seules les dépenses d'investissement portées par des maîtres d'ouvrage publics sont concernées.

Le soutien financier du Département ne pourra porter que sur des projets structurants, c'est-à-dire qui :

- *fonctionnent par eux-mêmes et rayonnent en contribuant à une dynamique touristique globale du territoire environnant (d'autres activités, et/ou des prestations sont reliées au projet) ;*
- *à l'issue du soutien financier, ont leur propre fonctionnement et sont à l'équilibre ;*
- *concernent un public conséquent quantitativement par rapport à ce qui est observé généralement pour des équipements ou des activités similaires. »*

Les points suivants sont également ajoutés :

« Seuls les travaux d'investissements sont financés. Les opérations liées aux outils de promotion tels que les flyers, applications numériques, sites Internet, bornes interactives, etc., ne peuvent être éligibles aux aides financières dans le cadre des CPAI de plaine.

Les études techniques et préalables ne sont pas éligibles. Seules celles liées à la définition d'un projet touristique comme des études d'opportunité, de faisabilité, de programmation, d'aménagement, etc., peuvent être soutenues. »

**

DIRECTION TERRITORIALE PORTE DES ALPES

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la RD1006 du PR 9+0897 au PR 11+0708 (Vaulx-Milieu) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10362 du 4 décembre 2017,

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 17/11/2017 de Département de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'avis favorable de la DDT en date du 28/11/2017

Vu l'avis réputé favorable de la commune de Vaulx Milieu en date du 29/11/2017

Considérant que les travaux de mise en 2 * 2 voie de la RD 1006 nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise eiffage et ses sous traitant pour le compte du Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 20/11/2017 jusqu'au 02/03/2018, sur RD1006 du PR 9+0897 au PR 11+0708 (Vaulx-Milieu) situés hors agglomération, la circulation des véhicules est interdite de 21h00 à 6h00 . Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de l'entreprise, véhicules intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route et Véhicules du maître d'oeuvre et du service aménagement du territoire, quand la situation le permet.
- A compter du 20/11/2017 jusqu'au 02/03/2018, sur RD1006 du PR 9+0897 au PR 11+0708 (Vaulx-Milieu) situés hors agglomération, La bretelle de sortie entre les PR 9+0897 et PR 9+990 sera fermée à la circulation dans les 2 sens de circulation. une voirie provisoire sera créée dans le cadre de ce chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h.
- A compter du 20/11/2017 jusqu'au 02/03/2018, une déviation est mise en place de 21h00 à 06h00 pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : D36 du PR 30+0094 au PR 29+0955 (Vaulx-Milieu) situés hors agglomération, les voies communales dites voie nouvelle capi, la route de vienne, rue de la gare, rue de la commanderie du temple, rue de montgeard et D1006 du PR10+0593 au PR10+0715 (Vaulx-Milieu) situés hors agglomération
- Lors des périodes de fermeture de nuit de la RD 1006 du PR 9+0897 au PR 11+0708 (Vaulx-Milieu) situés hors agglomération, la circulation des transports exceptionnelles tous gabarits sera interdit et seront stockés sur des zones spécialement identifiées par des modulos tempo

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, astreinte eiffage (cf planning joint en annexe) est joignable au : 0611853282 ou 0620443892

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Vaulx-Milieu impactée(s) par la restriction. Vaulx-Milieu impactée(s) par la déviation.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Ponctuellement pour des services pouvant être impactés par la déviation en Isère : La Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIRCE) ;

La Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) ; La Société des Autoroutes Rhône-Alpes (AREA) ;

La Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) ;

La Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Rhône-Alpes Auvergne (CRS ARAA)

ANNEXES:

Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Réglementation de la circulation sur la RD520 du PR 3+0589 au PR 5+0277 (Châteauvilain) situés hors agglomération	
N°	Contenu
1	Arrêté N° 2017-10395 du 06 décembre 2017
2	LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE
3	Vu la demande en date du 24/11/2017 de Département de l'Isère
4	Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
5	Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
6	Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
7	Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature
8	Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-1310 en date du 17/02/2017
9	Considérant que les travaux déploiement réseau fibre optique nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

**

Réglementation de la circulation sur la RD520 du PR 3+0589 au PR 5+0277 (Châteauvilain) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10395 du 06 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 24/11/2017 de Département de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-1310 en date du 17/02/2017

Considérant que les travaux déploiement réseau fibre optique nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au

volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 30/03/2018, sur RD520 du PR 3+0589 au PR 5+0277 (Châteauvilain) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 30/03/2018, sur RD520 du PR 3+0589 au PR 5+0277 (Châteauvilain) situés hors agglomération, L'entreprise devra laisser un passage d'au moins 4mètres sur chaussée afin de faciliter le passage des engins de déneigement.

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Lavalette Benjamin est joignable au : 0607917640

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

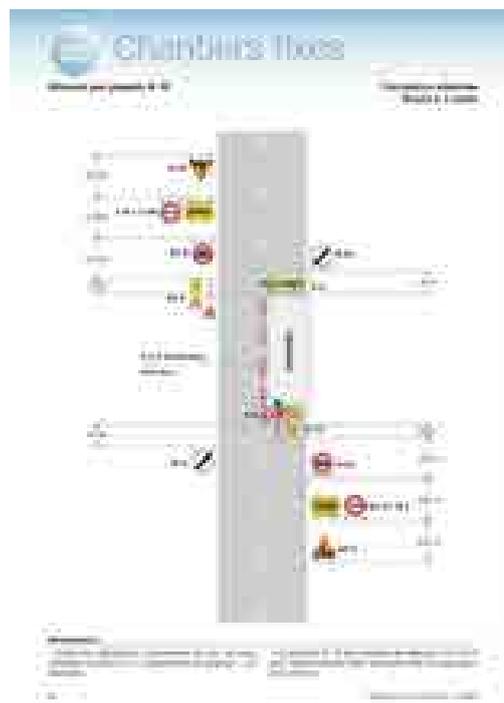
La commune de :

Châteauvilain impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

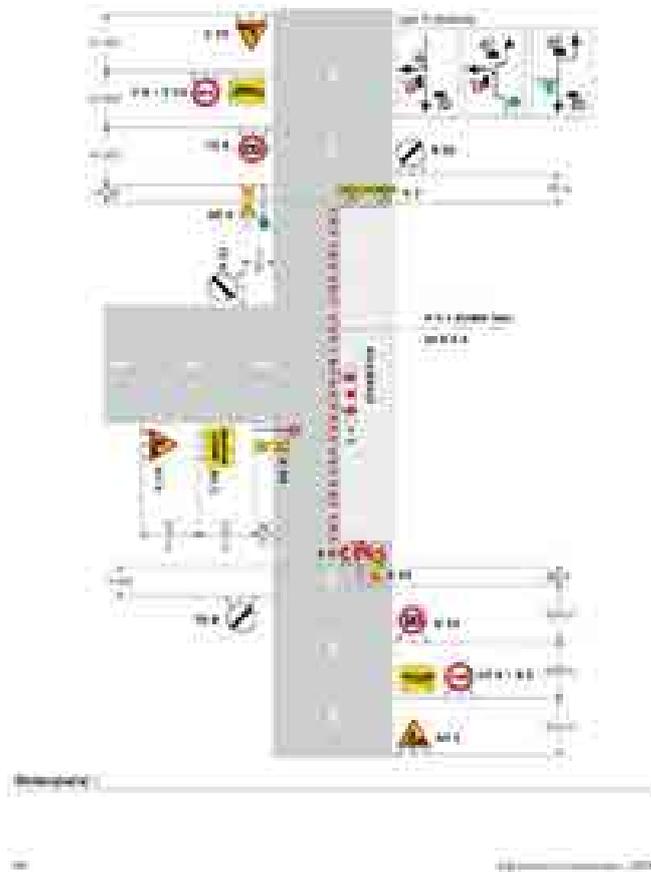
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





Circulation autorisée
sur tout le terrain



**

Réglementation de la circulation sur la RD520 du PR 2+0620 au PR 3+0593 (Châteauvilain et Succieu) situés hors agglomération et D56A du PR9+0404 au PR9+0597 (Châteauvilain) situés hors agglomération

Arrêté N°2017-10397 du 6 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 24/11/2017 de Département de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-1310 en date du 17/02/2017

Considérant que les travaux déploiement réseau fibre optique nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

A compter du 08/01/2018 jusqu'au 30/03/2018, sur RD520 du PR 2+0620 au PR 3+0593 (Châteauvilain et Succieu) situés hors agglomération et D56A du PR9+0404 au PR9+0597 (Châteauvilain) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

A compter du 08/01/2018 jusqu'au 30/03/2018, sur RD520 du PR 2+0620 au PR 3+0593 (Châteauvilain et Succieu) situés hors agglomération et D56A du PR9+0404 au PR9+0597 (Châteauvilain) situés hors agglomération, L'entreprise devra laisser un passage d'au moins 4mètres sur chaussée afin de faciliter le passage des engins de déneigement.

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Lavalette Benjamin est joignable au : 0607917640

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

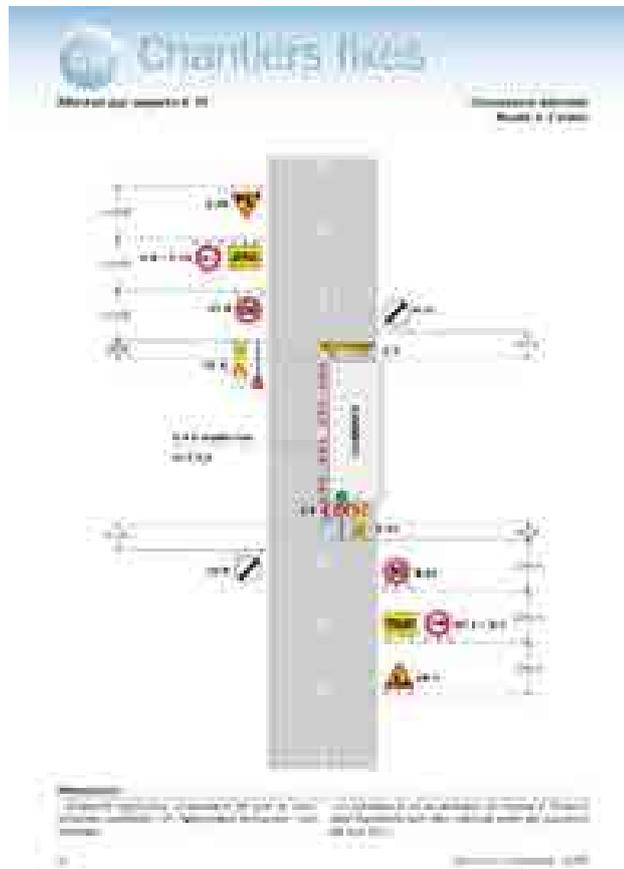
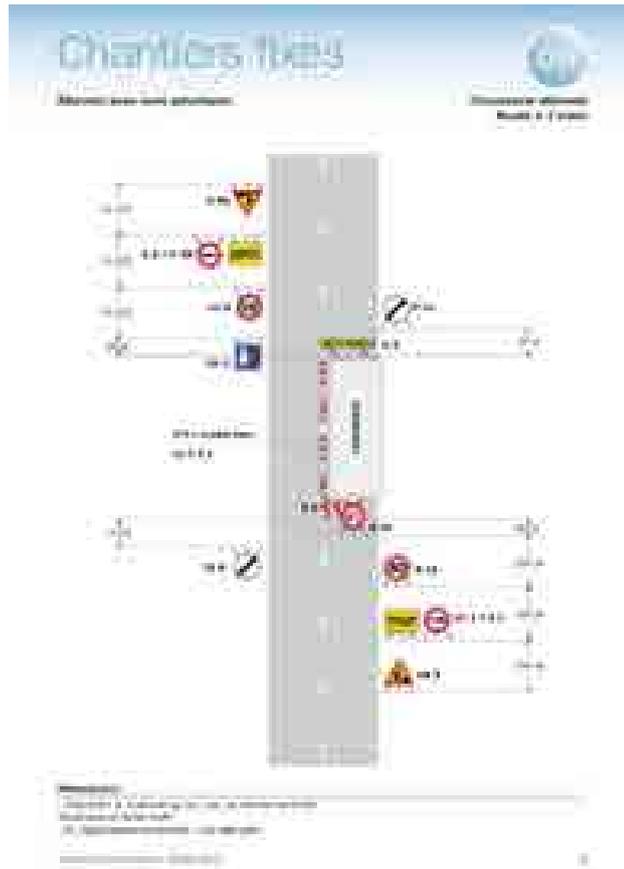
Les communes de :

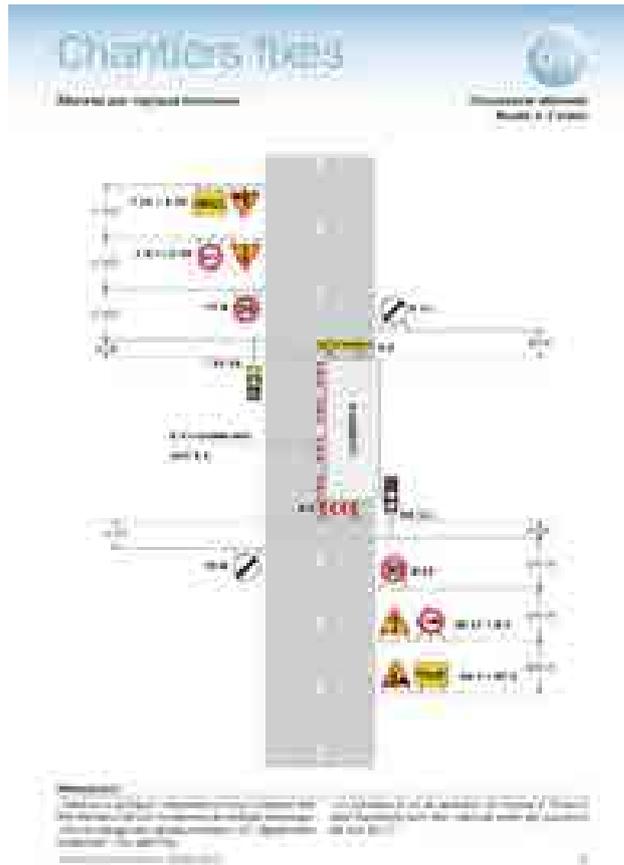
Châteauvilain et Succieu impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





Réglementation de la circulation sur la RD1006 du PR 14+0455 au PR 14+0785 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10432 du 6 décembre 2017,

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 23/11/2017 de SPIE Sud-Est pour le compte de Communauté d'agglomération Porte de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-10431 en date du 29/11/2017

Considérant que les travaux pose de panneau type PMV nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise SPIE Sud-Est pour le compte de Communauté d'agglomération Porte de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD1006 du PR 14+0455 au PR 14+0785 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération, la vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 70 km/h.
- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD1006 du PR 14+0455 au PR 14+0785 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur D1006 du PR 14+0455 au PR 14+0785 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération, le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit.
- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD1006 du PR 14+0455 au PR 14+0785 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération, L'entreprise devra faciliter le passage des transports exceptionnels au droit de leur chantier..

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Alonso José est joignable au : 0476316022

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

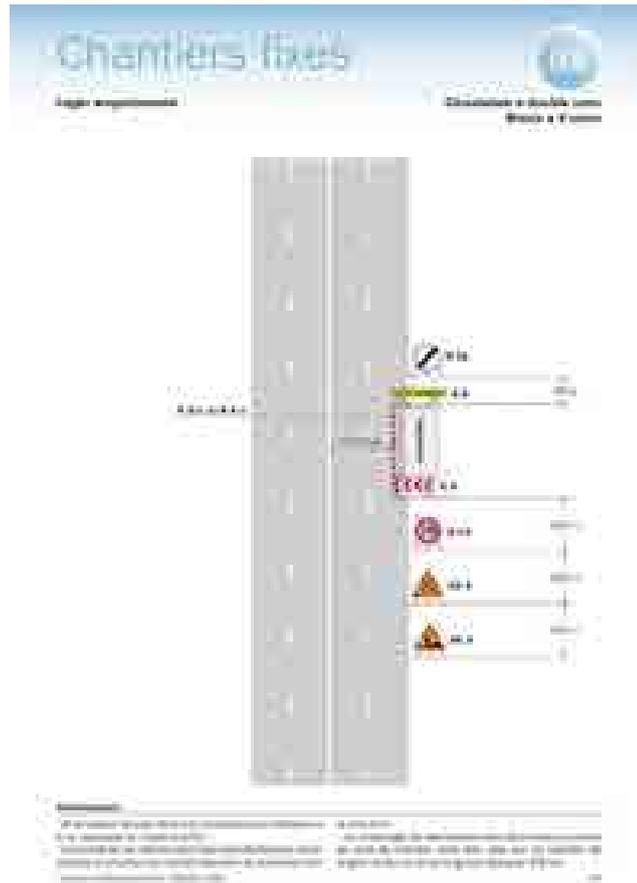
La commune de :

Bourgoin-Jallieu impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**

Réglementation de la circulation sur la RD1006 du PR 8+0482 au PR 8+0773 (Villefontaine) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10624 du 6 décembre 2017

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée DA 24/023764 en date du 17/12/2017 de For-Drill pour le compte de Enedis

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-9236 en date du 20/10/2017

Considérant que les travaux forage dirigé en traversée de chaussée pour la pose de réseaux électrique nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise For-Drill pour le compte de Enedis, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité

détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 07/12/2017 jusqu'au 12/01/2018, sur RD1006 du PR 8+0482 au PR 8+0773 (Villefontaine) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

- A compter du 07/12/2017 jusqu'au 12/01/2018, sur RD1006 du PR 8+0482 au PR 8+0773 (Villefontaine) situés hors agglomération, L'entreprise devra veiller à laisser le passage aux transports exceptionnelles. L'entreprise ne devra pas stationner de matériel sur la chaussées et devra intervenir entre 9h00 et 16h00.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Mathet Yannick est joignable au : 0490600511

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

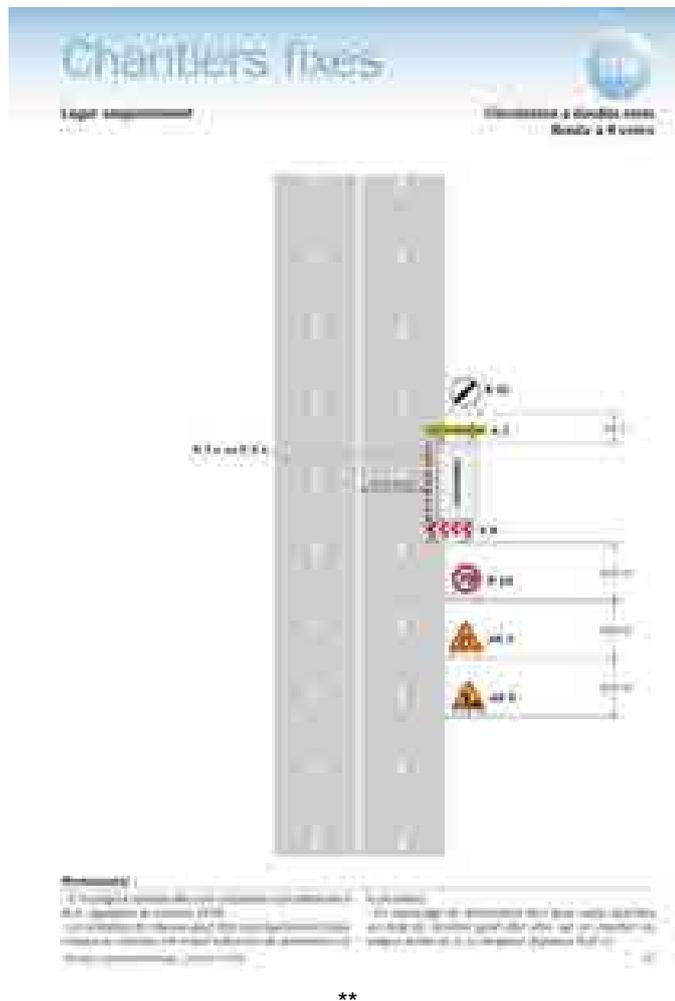
La commune de :

Villefontaine impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**

Réglementation de la circulation sur la RD54 du PR 12+0963 au PR 12+0808 (Saint-Chef) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10629 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 29/11/2017 de Decoux bois service

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'évacuation de bois issue d'une coupe sur terrain privée nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Decoux bois service, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD54 du PR 12+0963 au PR 12+0808 (Saint-Chef) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 la journée.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, M Rossero est joignable au : 0640091263

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

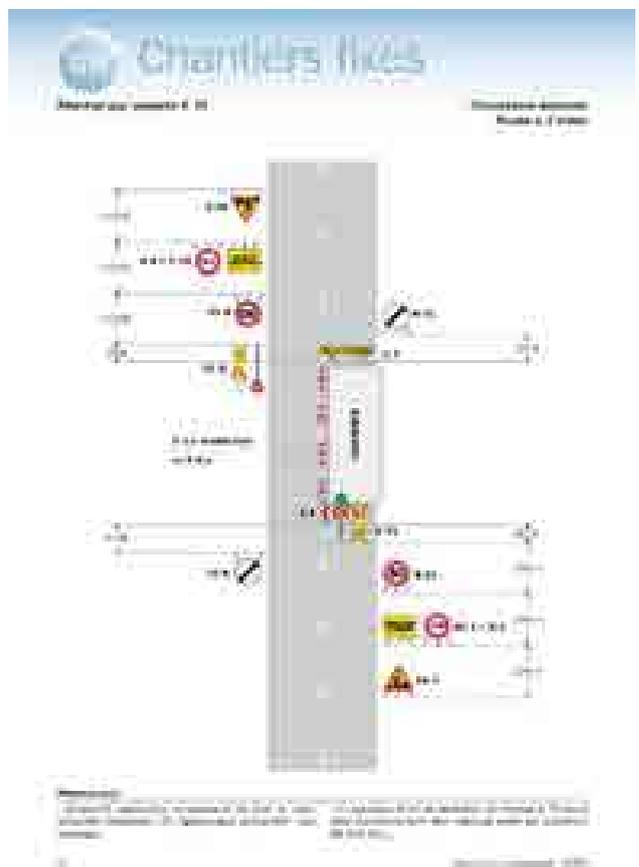
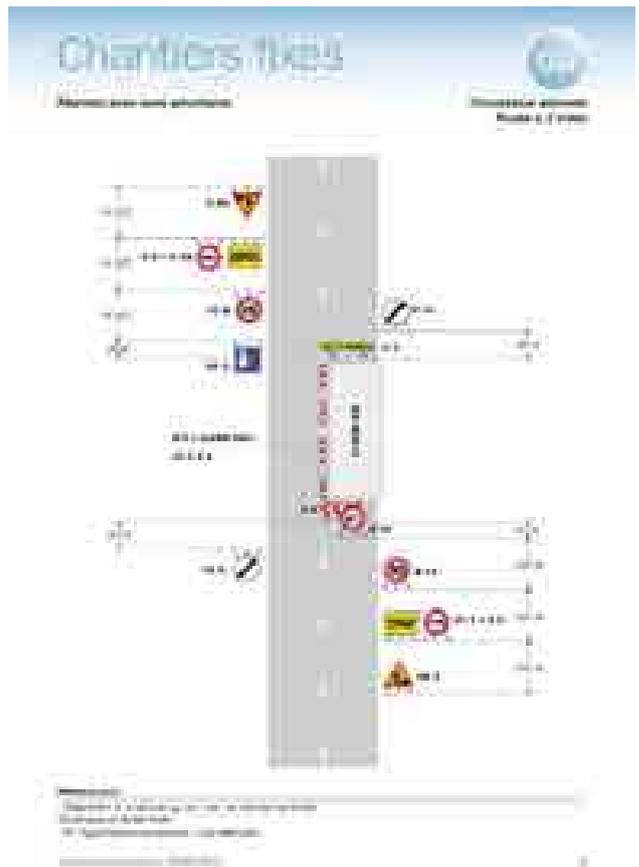
La commune de :

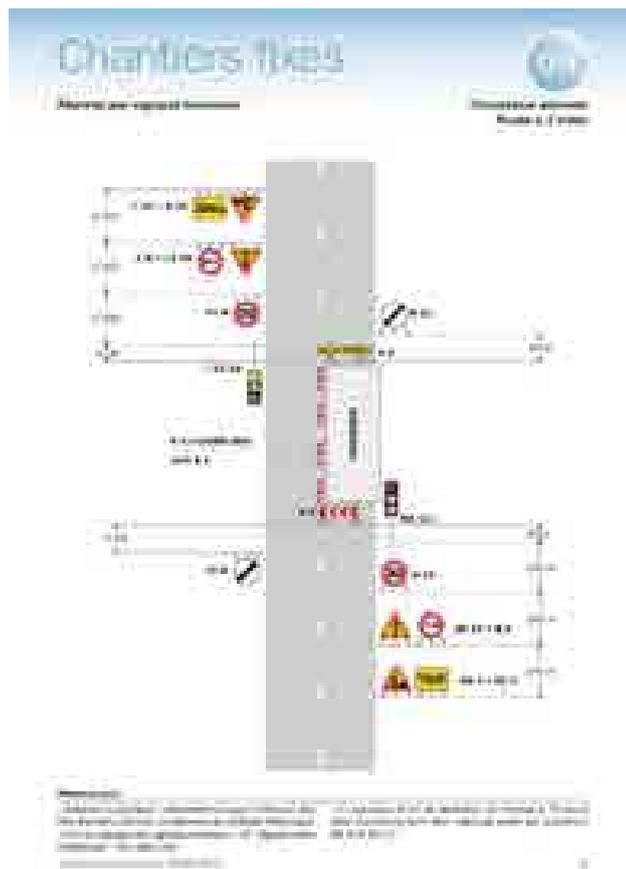
Saint-Chef impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





**

Réglementation de la circulation sur la RD53A du PR 0+0547 au PR 2+0500 (Valencin et Heyrieux) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10702 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 20/11/2017 de Colas Rhône Alpes Auvergne pour le compte de Département de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-1310 en date du 17/02/2017

Considérant que les travaux de mise en place de fourreau pour la fibre optique nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Colas Rhône Alpes Auvergne pour le compte de Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD53A du PR 0+0547 au PR 2+0500 (Valencin et Heyrieux) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Julien Boirayon est joignable au : 0669506111

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

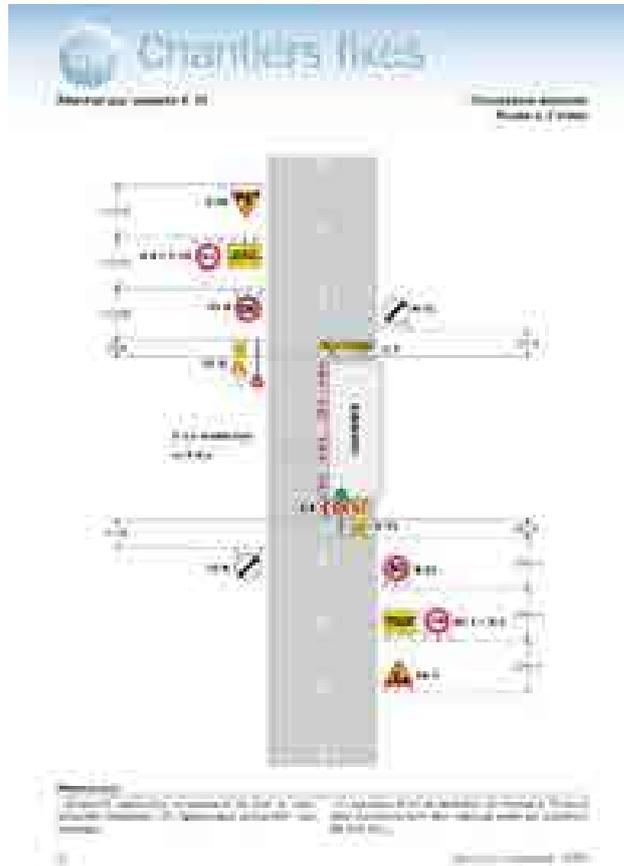
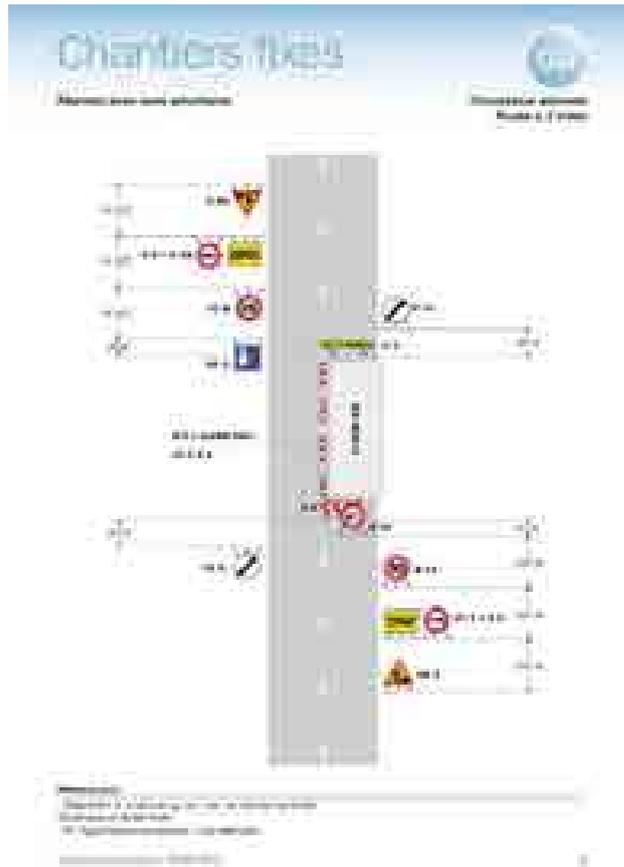
Les communes de :

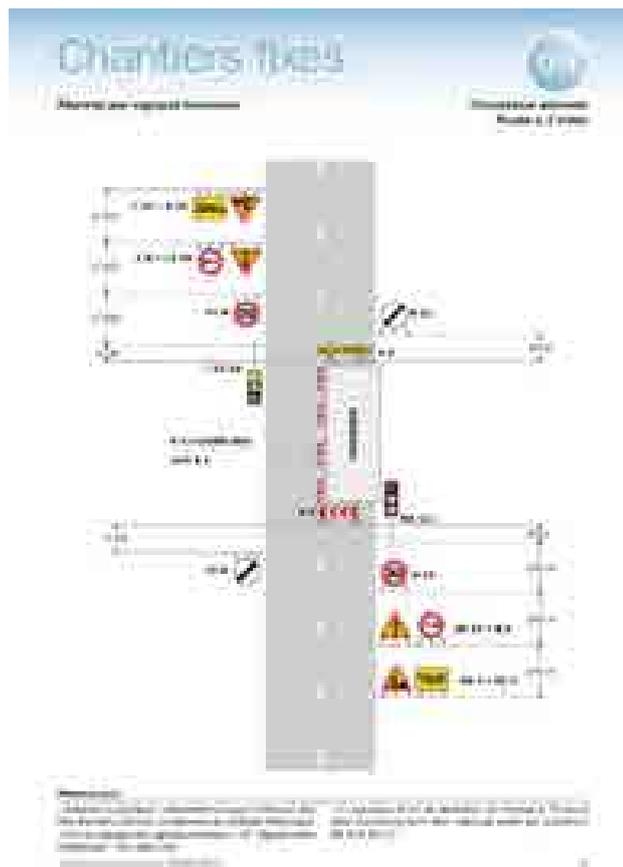
Valencin et Heyrieux impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





**

Réglementation de la circulation sur la RD522 du PR 18+0034 au PR 18+0092 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération et D208 DU PR 3+0572 au PR 3+0667 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération

Arrêté n°2017-10704 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 01/12/2017 de Sicom SA pour le compte de Commune de Bourgoin-Jallieu

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-10351 en date du 29/11/2017

Considérant que les travaux d'installation d'ouvrages nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Sicom SA pour le compte de Commune de Bourgoin-Jallieu, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est

(sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- Le 19/12/2017, sur RD522 du PR 18+0034 au PR 18+0092 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération et D208 du PR 3+0572 au PR 3+0667 (Bourgoin- Jallieu) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement est interdit dans les deux sens de circulation.

- Le 19/12/2017, sur RD522 du PR 18+0034 au PR 18+0092 (Bourgoin-Jallieu) situés hors agglomération et D208 du PR 3+0572 au PR 3+0667 (Bourgoin- Jallieu) situés hors agglomération, Les véhicules devront être stationner sur la bande cycle ou sur la terre plein centrale et éviter de limiter la gêne à la circulation. Les travaux devront être effectués entre 9h00 et 16h00.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Magalhaes Rafael est joignable au : 0761009312

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur

départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Bourgoin-Jallieu impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif

compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit

d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité

Chantiers fixes



Signe implantation

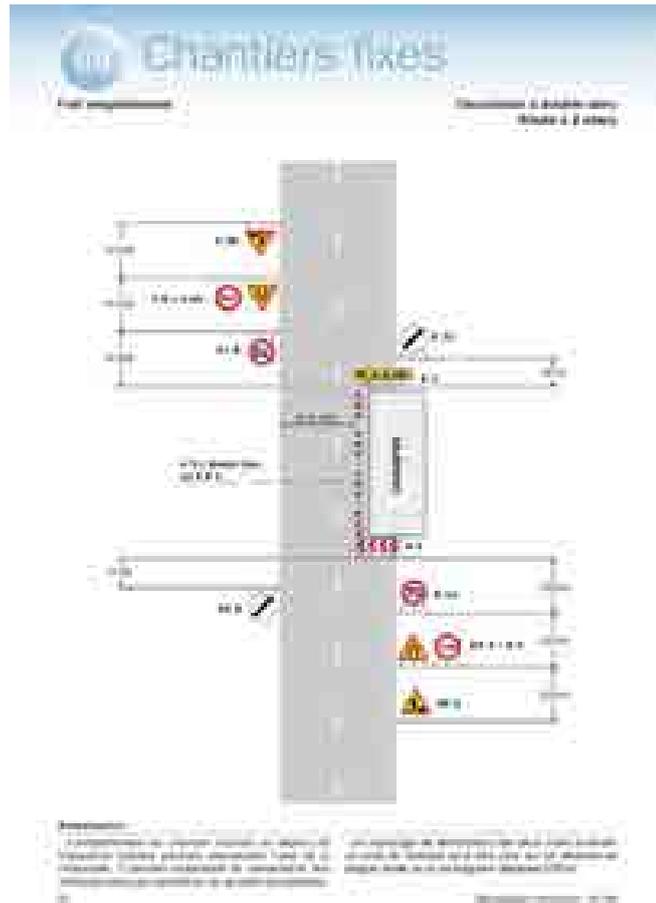
Dispositif à double sens
Voies à 4 voies



Remarque:
En cas de travaux de maintenance, les signaux de chantier doivent être implantés en fonction de la configuration de la route.

Source : Direction Générale de l'Équipement

10



**

Réglementation de la circulation sur la RD124 du PR3+0738 au PR 1+0899 (Four) situés hors agglomération

Arrêté N°2017-10707 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 30/11/2017 de Guintoli pour le compte de Sobeca

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R.411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-1310 en date du 17/02/2017

Considérant que les travaux pose de réseaux fibres optique nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Guintoli pour le compte de Sobeca, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiétement sur la chaussée

Fort empiétement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiétement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 19/01/2018, sur RD124 du PR 3+0738 au PR 1+0899 (Four) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 de 08 h 00 à 18 h 00.

Dès lors que l'empiétement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en oeuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, M Lavalette Benjamin est joignable au : 06 07 91 76 40

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur

départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Four impactée(s) par la restriction.

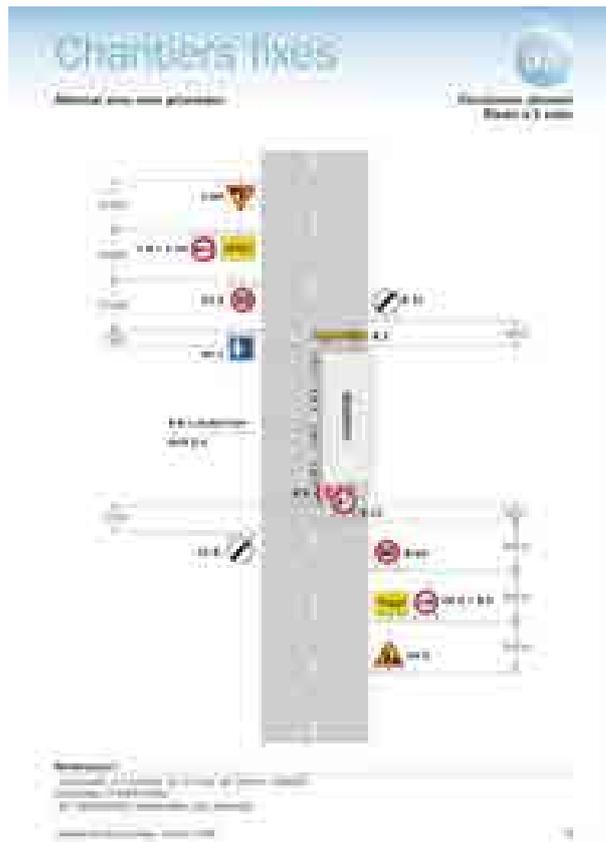
Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif

compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit

d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Réglementation de la circulation sur la RD518 du PR 13+0524 au PR 12+0446 (Saint-Georges-d'Espéranche) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10711 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 08/12/2017 de Axian fibre centre-est pour le compte de Free Infrastructures

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-10710 en date du 08/12/2017

Considérant que les travaux de réparation de fourreaux telecom nécessitent de règlementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Axian fibre centre-est pour le compte de Free Infrastructures, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD518 du PR 13+0524 au PR 12+0446 (Saint-Georges-d'Espéranche) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD518 du PR 13+0524 au PR 12+0446 (Saint-Georges-d'Espéranche) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement est interdit dans les deux sens de circulation.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Samy BADJI est joignable au : 06 81 18 10 18

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

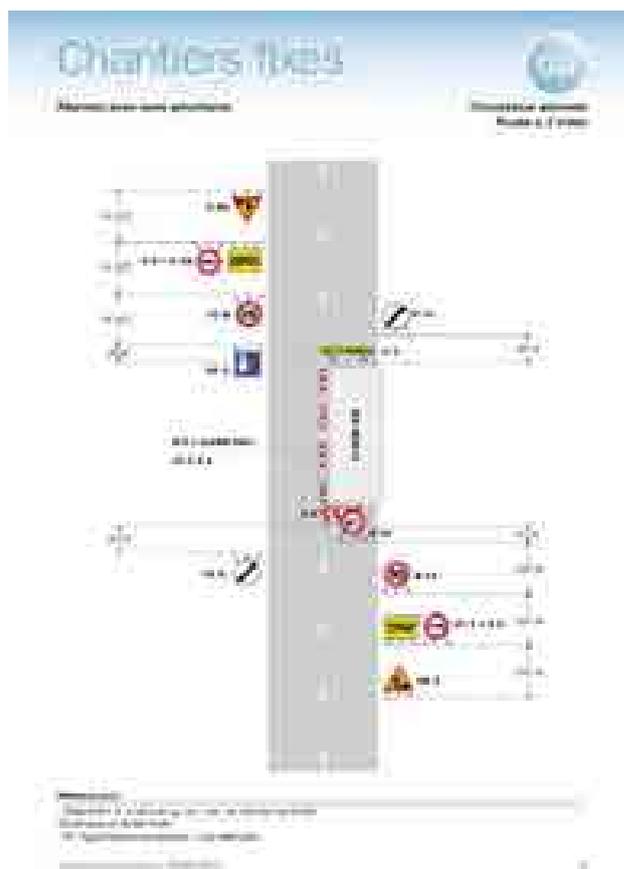
La commune de :

Saint-Georges-d'Espéranche impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Charities Trust
Annual and special accounts

Financial statements
Year ended 31/12/2016

2016	2015
Income	£1,000,000
Expenditure	£1,000,000
Surplus	£1,000,000
Fixed assets	£1,000,000
Net assets	£1,000,000

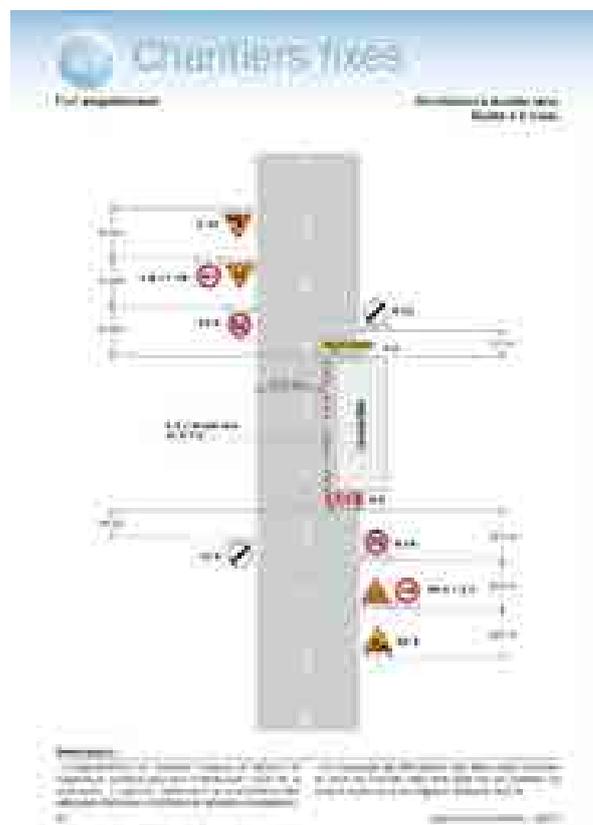
Notes:
1. The charity is a company limited by guarantee and is a member of the Charities Trust Group. The financial statements are prepared on a consolidated basis. The financial statements are prepared on a going concern basis. The financial statements are prepared on a going concern basis. The financial statements are prepared on a going concern basis.

Charities Trust
Annual and special accounts

Financial statements
Year ended 31/12/2016

2016	2015
Income	£1,000,000
Expenditure	£1,000,000
Surplus	£1,000,000
Fixed assets	£1,000,000
Net assets	£1,000,000

Notes:
1. The charity is a company limited by guarantee and is a member of the Charities Trust Group. The financial statements are prepared on a consolidated basis. The financial statements are prepared on a going concern basis. The financial statements are prepared on a going concern basis. The financial statements are prepared on a going concern basis.



**

Réglementation de la circulation sur la RD522 du PR 10+0055 au PR 10+0464 (Saint-Agnin-sur-Bion) situés hors agglomération et D522 du PR13+0928 au PR14+0075 (Maubec et Meyrié) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10714 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 05/12/2017 de O.T. Engineering pour le compte de Département de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-1310 en date du 17/02/2017

Considérant que les travaux de mise en place de fourreaux nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise O.T. Engineering pour le compte de Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

A compter du 11/12/2017 jusqu'au 02/03/2018, sur RD522 du PR 10+0055 au PR 10+0464 (Saint-Agnin-sur-Bion) situés hors agglomération et D522 du PR13+0928 au PR14+0075

(Maubec et Meyrié) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 de 08 h 00 à 18 h 00.

Dès lors que l'empiétement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, B Voissier est joignable au : 0476189597

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

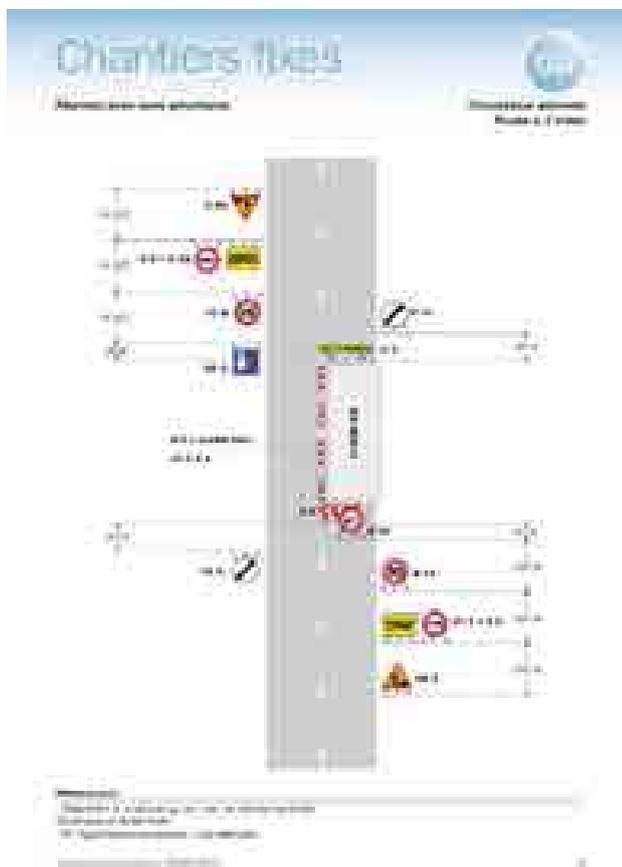
La commune de :

Saint-Agnin-sur-Bion impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Charities UK&I
 Charities Commission
 Charities Act 2006

The diagram shows a vertical grey signpost with several horizontal arms. On the left side, there are signs for 'Charities UK&I' and 'Charities Commission'. On the right side, there are signs for 'Charities Act 2006' and 'Charities Commission'. The signpost also features a central vertical sign with the text 'Charities UK&I' and 'Charities Commission'. Below the signpost, there is a legend with symbols and text.

Legend:

- Charities UK&I
- Charities Commission
- Charities Act 2006
- Charities Commission

© Charities Commission 2006

Charities UK&I
 Charities Commission
 Charities Act 2006

The diagram shows a vertical grey signpost with several horizontal arms. On the left side, there are signs for 'Charities UK&I' and 'Charities Commission'. On the right side, there are signs for 'Charities Act 2006' and 'Charities Commission'. The signpost also features a central vertical sign with the text 'Charities UK&I' and 'Charities Commission'. Below the signpost, there is a legend with symbols and text.

Legend:

- Charities UK&I
- Charities Commission
- Charities Act 2006
- Charities Commission

© Charities Commission 2006

Réglementation de la circulation sur la RD75 du PR 10+0790 au PR 12+0598 (Oytier-Saint-Oblas) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10715 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée AC D75 en date du 07/12/2017 de G.R.D.E.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'élagage nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise G.R.D.E., maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 11/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD75 du PR 10+0790 au PR 12+0598 (Oytier-Saint-Oblas) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 de 09h00 à 16h00.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Baril Catherine est joignable au : 0476290759

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

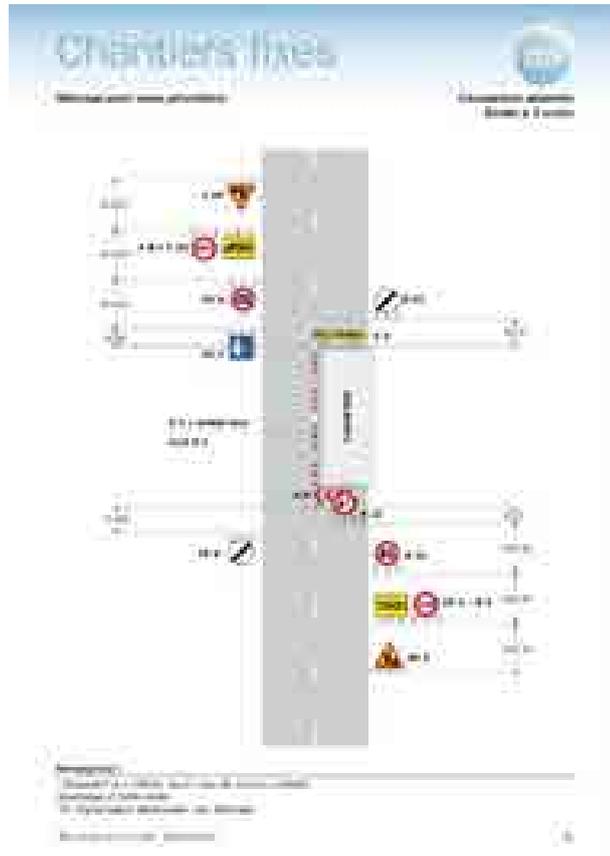
La commune de :

Oytier-Saint-Oblas impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Réglementation de la circulation sur la RD54F du PR 0+0844 au PR 0+0767 (Saint-Chef) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10716 du 8 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 05/12/2017 de Mme Vinard Carole

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'élagage nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Mme Vinard Carole, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière. Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 15/12/2017 jusqu'au 22/12/2017, sur RD54F du PR 0+0844 au PR 0+0767 (Saint-Chef) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Mme Vianrd Carole est joignable au : 0619290709

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Saint-Chef impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





**

Réglementation de la circulation sur la RD126 du PR 2+0869 au PR 2+0296 (Saint-Jean-de-Bournay) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-11152 du 18 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée VIE701498 en date du 13/12/2017 de Constructel pour le compte de Orange

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux tirage de cable telecom nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Constructel pour le compte de Orange, maître d'ouvrage des travaux

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au

volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 19/12/2017 jusqu'au 23/12/2017, sur RD126 du PR 2+0869 au PR 2+0296 (Saint-Jean-de-Bournay) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 de 08 h 00 à 18 h 00.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Luis Correia est joignable au : 0671753304

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives, Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

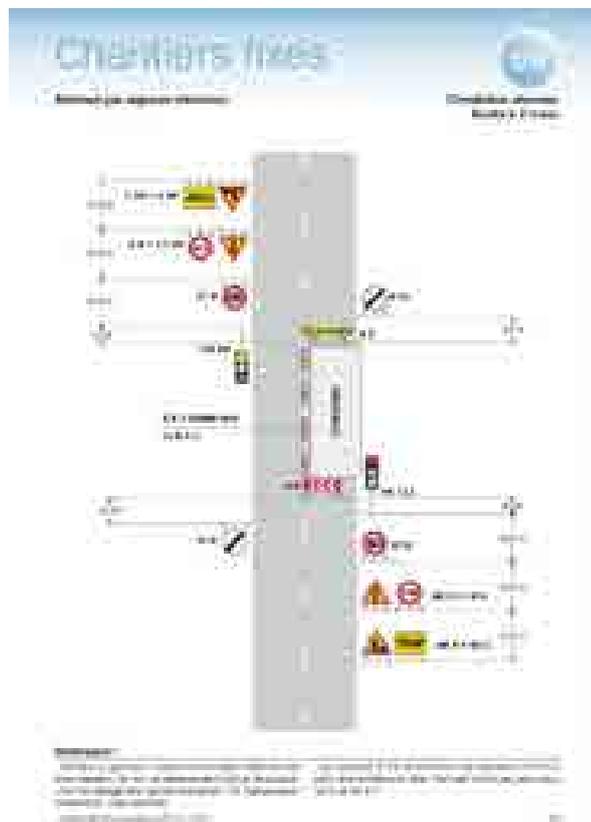
Saint-Jean-de-Bournay impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.







**

Réglementation de la circulation sur la RD1085 du PR 2+0405 au PR 2+0634 (Nivolas-Vermelle) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-11192 du 20 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée 38.004.18 BGN en date du 05/12/2017 de Constructel pour le compte de Orange

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de remplacement de poteaux telecom nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Constructel pour le compte de Orange, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

A compter du 20/12/2017 jusqu'au 02/02/2018 entre 9h et 16h00, sur RD1085 du PR 2+0405 au PR 2+0634 (Nivolas-Vermelle) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Pendant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement est interdit dans les deux sens de circulation.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Mélanie Branco est joignable au : 0472025355

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

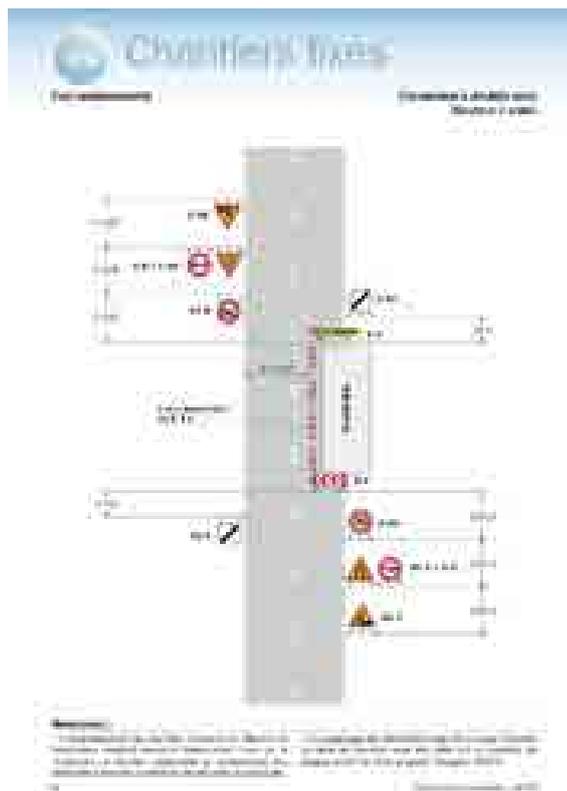
Nivolas-Vermelle impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





**

Réglementation de la circulation sur la RD54B du PR 6+0819 au PR 6+0703 (Ruy-Montceau) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-11193 du 20 décembre 2017,
LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée 38.004.18 BGN en date du 19/12/2017 de Constructel pour le compte de Orange

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de remplacement du poteau telecom 708585 nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Constructel pour le compte de Orange, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au

volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 20/12/2017 jusqu'au 02/02/2018 entre 9h et 16h00, sur RD54B du PR 6+0819 au PR 6+0703 (Ruy-Montceau) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Mélanie Branco est joignable au : 0472025355

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

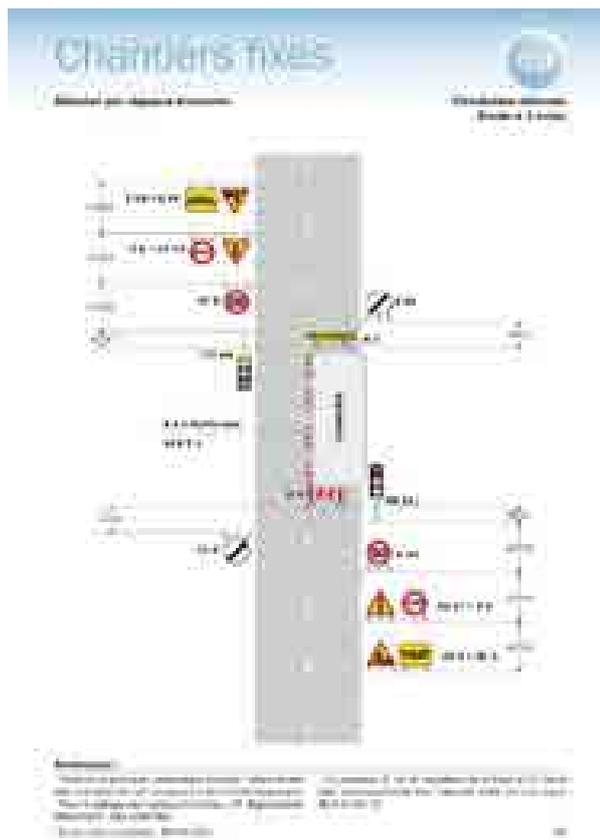
La commune de :

Ruy-Montceau impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**

Réglementation de la circulation sur la RD522 du PR 9+0038 au PR 9+0222 (Saint-Agnin-sur-Bion) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-11194 du 20 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée 38.004.18 BGN en date du 05/12/2017 de Constructel pour le compte de Orange

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de remplacement du poteau telecom 706841 nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Constructel pour le compte de Orange, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est

(sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 20/12/2017 jusqu'au 02/02/2018 entre 9h et 16h00, sur RD522 du PR 9+0038 au PR 9+0222 (Saint-Agnin-sur-Bion) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Mélanie Branco est joignable au : 0472025355

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Saint-Agnin-sur-Bion impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.





**

Portant réglementation du stationnement et de la circulation sur la RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-11217 du 14 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 11/12/2017 de Colas Rhône Alpes Auvergne pour le compte de AREA

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de création d'une voie de shunt entre la sortie du péage et la rd 1006 direction ouest nécessitent de régler la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Colas Rhône Alpes Auvergne pour le compte de AREA, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au

volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 04/05/2018, sur RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération, la vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h.
- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 04/05/2018, sur RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération, l'arrêt et le stationnement bilatéral sur l'accotement des véhicules sont interdits.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant, très gênant et dangereux au sens des articles R. 417-9 et R. 417-11 du code de la route, très gênant, très gênant et dangereux au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 04/05/2018, sur RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération, le stationnement bilatéral sur l'accotement des véhicules est interdit en permanence, pendant la période indiquée dans l'arrêté.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant, très gênant et dangereux au sens des articles R. 417-9 et R. 417-11 du code de la route, très gênant, très gênant et dangereux au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 04/05/2018, sur RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement est interdit dans les deux sens de circulation.

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 04/05/2018, sur D1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération, le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit.
- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 04/05/2018, sur RD1006 du PR 8+0583 au PR 8+0720 (Villefontaine) situés hors agglomération, L'entreprise devra veiller à faciliter le passage aux transports exceptionnels pendant et hors chantier. L'entreprise devra faciliter le passage des engins de déneigement. L'entreprise devra procéder au

nettoyage de la RD 1006 dès que nécessaire et/ou à la demande du gestionnaire de la voirie..

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Talbot Armelle est joignable au : 0659911358

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Villefontaine impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**

Réglementation de la circulation sur la RD65 du PR 3+0114 au PR 3+0247(Saint-Hilaire-de-Brens) situés hors agglomération

Arrêté N°2017-11231 du 20 décembre 2017,

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande en date du 12/12/2017 de Colas Rhône Alpes Avergne pour le compte de Département de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-10310 en date du 17/02/2017

Considérant que les travaux de mise en place de fourreau pour la fibre optique nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Colas Rhône Alpes Avergne pour le compte de Département de l'Isère, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 22/01/2018 jusqu'au 02/03/2018, sur RD65 du PR 3+0114 au PR 3+0247 (Saint-Hilaire-de-Brens) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en oeuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Julien Boirayon est joignable au : 0669506111

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Saint-Hilaire-de-Brens impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

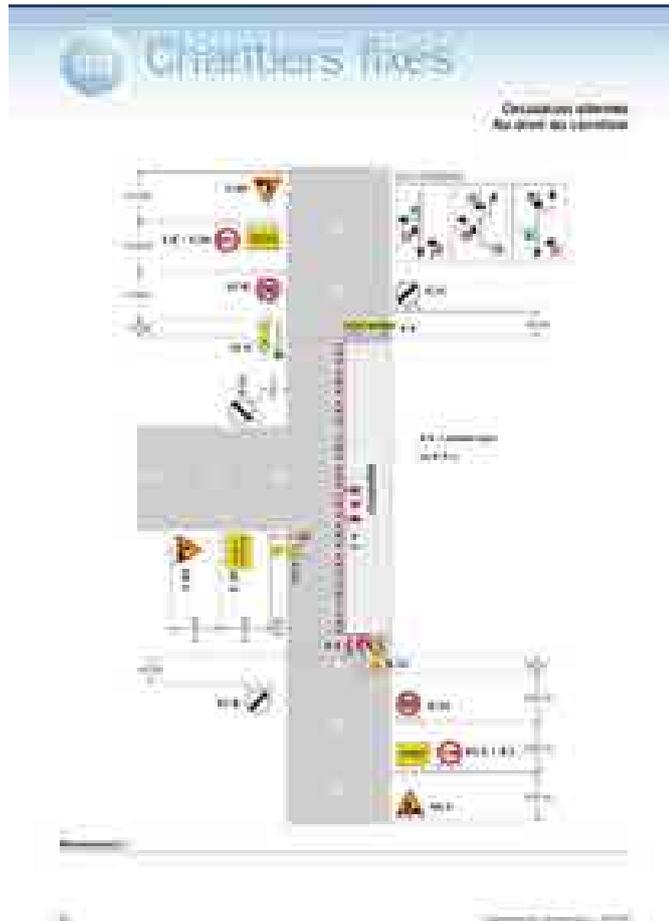
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Remarque :
 Les signaux de chantier doivent être installés à l'avance et en nombre suffisant pour permettre aux usagers de s'adapter à la situation.
 Les signaux de chantier doivent être installés à l'avance et en nombre suffisant pour permettre aux usagers de s'adapter à la situation.
 Les signaux de chantier doivent être installés à l'avance et en nombre suffisant pour permettre aux usagers de s'adapter à la situation.





**

Réglementation de la circulation sur la RD36 du PR 28+0624 au PR 27+0916 (Villefontaine et Vaulx-Milieu) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-11335 du 22 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu la demande en date du 14/12/2017 de Communauté d'agglomération Porte de l'Isère pour le compte de Direction départementale des Territoires

Considérant qu'afin d'assurer la sécurité des usagers, sur la section de route départementale lors de l'évènement intitulé "Intervention administrative de régulation dans la RNR" "Etang de Saint Bonnet", il y a lieu de régler la circulation des véhicules

Arrête:

Article 1

- Le 13/01/2018, sur RD36 du PR 28+0624 au PR 27+0916 (Villefontaine et Vaulx-Milieu) situés hors agglomération, la circulation des véhicules est interdite de 8h00 à 11h00 . Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de police, véhicules de secours, véhicules intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route et véhicules de l'association, quand la situation le permet.
- Le 13/01/2018, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : VC dite chaussée l'Etang, VC dite chaussée des escoffiers et D36 au PR 27+0848 (Villefontaine) situé hors agglomération

Article 2

Le jalonnement de l'évènement (panneaux d'informations à l'usager) sera mis en place, entretenu, et déposé par l'organisateur.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité de l'entité l'ayant mise en place et ce, pendant toute la durée de l'évènement.

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes de :

Villefontaine et Vaulx-Milieu impactée(s) par la restriction. Villefontaine impactée(s) par la déviation.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Ponctuellement pour des services pouvant être impactés par la déviation en Isère : La Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIRCE) ;

La Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) ; La Société des Autoroutes Rhône-Alpes (AREA) ;

La Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) ;

La Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Rhône-Alpes Auvergne (CRS ARAA)

ANNEXES:

Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



**

Réglementation de la circulation sur RD1006 du PR 4+1630 au PR 4+1176 (Saint-QUENTIN-Fallavier) situés hors agglomération

Arrêté N°2017-11404 du 27 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée DA24/024788 en date du 15/12/2017 de Eiffage Energie pour le compte de Enedis

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-917 du 07/02/2017 portant délégation de signature

Vu l'arrêté portant autorisation de voirie n°2017-9230 en date du 27/12/2017

Considérant que les travaux de mise en place de fourreaux nécessitent de règlementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise Eiffage Energie pour le compte de Enedis, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies
- Alternat de circulation
- Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 08/03/2018, sur RD1006 du PR 4+1630 au PR 4+1176 (Saint-Quentin-Fallavier) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 de 09h00 à 16h00.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en oeuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 08/03/2018, sur RD1006 du PR 4+1630 au PR 4+1176 (Saint-Quentin-Fallavier) situés hors agglomération, l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement est interdit dans les deux sens de circulation.

- A compter du 08/01/2018 jusqu'au 08/03/2018, sur RD1006 du PR 4+1630 au PR 4+1176 (Saint-Quentin-Fallavier) situés hors agglomération, L'entreprise devra veiller à faciliter le passage aux transports exceptionnels au droit du chantier.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, M Pascal Coppel est joignable au : 0675536201

Article 4

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur

départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune de :

Saint-Quentin-Fallavier impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**

**DIRECTION TERRITORIALE SUD-
GRESIVAUDAN**
SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la R.D 71 du P.R. 6+030 au P.R. 6+270 sur le territoire de la commune de La Sône hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10574 du 04/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1;

Vu le code de la voirie routière;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-4373 du 12/06/2017, portant délégation de signature,

Vu la demande de la SNCF UNITE VOIE ISERE

Demeurant Place Robert SCHUMAN 38000 Grenoble en date du 04/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de réfection complète de la voie ferrée au droit du passage à niveau n°44, il y a lieu de réglementer la circulation sur la R.D 71 du P.R. 6+030 au P.R. 6+270 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête:

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la R.D 71 du P.R. 6+030 au P.R. 6+270 dans les conditions définies ci-après.

Du Mardi 05 Décembre 2017 à 14h00 au Jeudi 07 Décembre à 14h00, la circulation sera interdite, dans les deux sens de circulation, à tous les véhicules y compris ceux non-motorisés .

La traversée de la zone de chantier restera possible pour les piétons.

Article 2 :

Pendant la période de fermeture à la circulation, une déviation sera mise en place par la R.D. 1092 et 71J et voies communales des communes de Chatte et La Sône sur le département de l'Isère.

L'entreprise réalisant les travaux et ses sous-traitants ou cotraitants, les représentants du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage conserveront le droit de pénétrer dans la section de route barrée.

Les services de secours et les forces de l'ordre n'auront pas la possibilité de traverser la section de route barrée.

Article 3 :

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud-Grésivaudan.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La signalisation de l'itinéraire de déviation sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants:

La Direction Départementale des Territoires représentant la Préfecture de l'Isère ;

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

- o Les Communes de La Sône et Chatte;
- o Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38);
- o Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38);
- o Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère;
- o La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Isère;
- o La Préfecture de l'Isère (SIDPC);
- o Les services du Département de l'Isère:
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI);
 - Direction territoriale du CD38 concernée du Sud-Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 201a entre les P.R. 0+400 et 0+800 sur le territoire de la commune de NOTRE DAME DE L'OSIER hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10593 du 04/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-6891 de la 08/08/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de Mr BERGERAND Sylvain en date du 04/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux d'abattage et débardage d'arbres réalisés pour le compte de Mr BERGERAND Sylvain Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 201a selon les dispositions indiquées dans les articles suivant.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la R.D.201a entre les P.R 0+400 et 0+800, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 02/01/2018 au 12/01/2018.

Article 2 :

La circulation sera interdite dans les 2 sens de circulation à tous les véhicules y compris ceux non motorisés et aux piétons entre les P.R 0+400 et 0+800 seulement du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00. Dès que possible, lors des périodes hors activité du chantier (interruption de chantier et notamment les nuits, samedi, dimanche et jours fériés), la circulation sera rétablie pour tous les véhicules, Pendant la période de fermeture à la circulation, une déviation sera mise en place et/ou la R.D.201

Les accès aux propriétés riveraines seront maintenus en permanence dans la section comprise dans la route déviée.

L'entreprise réalisant les travaux et ses sous-traitants ou cotraitants, les représentants du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, le coordinateur SPS, les gestionnaire de voiries concernées, les services de secours, les forces de l'ordre conserveront le droit de pénétrer dans la section de route barrée.

Les services de secours et les forces de l'ordre auront la possibilité d'emprunter la route déviée et traverser la section de route barrée.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 5 du guide technique du SETRA relatif à la conception et mise en œuvre des déviations (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 06/32/08/83/39 .La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

- o La(Les) Commune(s) de NOTRE DAME DE L OSIER
- o Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) ;
- o Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38) ;
- o Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère ;
- o La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Isère
- o La Préfecture de l'Isère (SIDPC) ;
- o Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;
 - Direction(s) territoriale(s) du CD38 concernée(s) de Sud Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 153 entre les P.R. 5+140 et 5+980 sur le territoire de la commune de CHANTESSE et CRAS hors agglomération et CRAS en agglomération.

Arrêté n° 2017-10595 du 04/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-6891 de la 08/08/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de la mairie de CHANTESSSE en date du 27/11/ 2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, sur la section de route départementale où subsiste le danger lié à des festivités du Téléthon il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 153 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.153 entre les P.R 5+140 et 5+980, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 09/12/2017 au 09/12/2017

Article 2 :

La circulation sera interdite dans les 2 sens de circulation à tous les véhicules y compris ceux non motorisés entre les P.R 5+140 et 5+980 seulement le samedi 09 décembre 2017, de 18h00 à 20h00 .

Pendant la période de fermeture à la circulation, une déviation sera mise en place par la V.C la R.D.201 et 201c.

Les accès aux propriétés riveraines seront maintenus en permanence dans la section comprise dans la route déviée.

Les services de secours et les forces de l'ordre auront la possibilité d'emprunter la route déviée et traverser la section de route barrée.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 5 du guide technique du SETRA relatif à la conception et mise en œuvre des déviations (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

La(Les) Commune(s) de CHANTESSE et CRAS

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38) ;

Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38) ;

Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère ;

La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Isère

La Préfecture de l'Isère (SIDPC) ;

Les services du Département de l'Isère :

Poste de Commandement Itinisé (PCI) ;

Direction(s) territoriale(s) du CD38 concernée(s) de Sud Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D. 20A du P.R. 1+100 au P.R. 1+500 sur le territoire de la commune de Chevières hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10680 du 07 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-6891 du 08/08/2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de SOBECA 74 impasse de Tolignat ZA du Peuras 38210 Tullins en date du 05/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de raccordement électrique d'une habitation individuelle, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 20A selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête:

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 20A entre les P.R 1+100 et 1+500, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 05/12/2017 au 28/12/2017.

Article 2 :

Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est:

- Alternat de circulation

L'entreprise devra respecter les principes suivants:

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat sera réglé par feux type KR11(j ou v).
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)

dont la fiche, présentant le schéma à mettre en œuvre, est annexée au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité de l'entreprise pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud-Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Conseil départemental de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants:

- La Commune de Chevrières
- Les services du Conseil départemental de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinisé (PCI);
 - Direction territoriale du CD38 concernée du Sud-Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D. 20A du P.R. 1+100 au P.R. 1+500 sur le territoire de la commune de Chevières hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10763 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-6891 du 08/08/2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de l'entreprise CONSTRUCTEL domiciliée 81 Rue René Augé 38980 Viriville en date du 08/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de pose de poteaux pour un réseau de télécommunications, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 20A selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête:

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la R.D. 20A entre les P.R 1+100 et 1+500, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 28/12/2017 au 05/01/2018.

Article 2 :

Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est:

- Alternat de circulation

L'entreprise devra respecter les principes suivants:

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat sera réglé par feux type KR11(j ou v).
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)

dont la fiche, présentant le schéma à mettre en œuvre, est annexée au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité de l'entreprise pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud-Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Conseil départemental de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

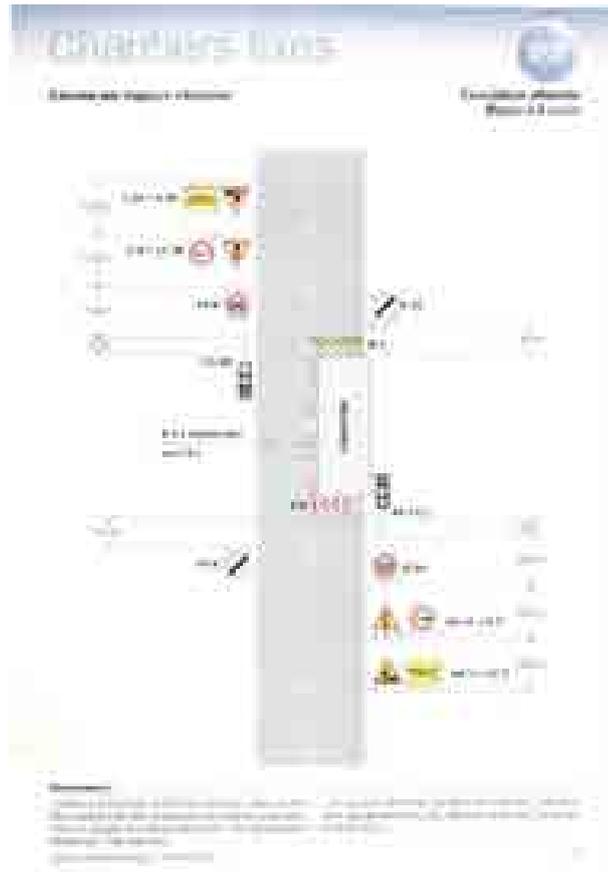
Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants:

- La Commune de Chevrières
- Les services du Conseil départemental de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinisé (PCI);
 - Direction territoriale du CD38 concernée du Sud-Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**

Réglementation de la circulation sur la voie verte n°2 entre les P.R. 23+420 et 33+500 sur le territoire de la commune de ST GERVAIS, L'ALBENC, POLIENAS, ST QUENTIN S/ISERE hors agglomération

Arrêté n° 2017-11140 du 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie :

Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Vu l'arrêté départemental n°2008-8600 du 2 septembre 2008 portant réglementation de la circulation des voies vertes Départementales situées sur les digues de l'Isère et du Drac.

Vu l'arrêté départemental n° 2017/6891 du 08/08/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de en date du 12/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels en charge de réaliser une battue aux sangliers et assurer la sécurité de la voie et des personnels réalisant la battue, il y a lieu de réglementer la circulation sur la voie verte n°2, selon les dispositions indiquées dans les articles suivant.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la voie verte n°2 du PR23+420 au PR33+500 dans les conditions définies ci-après, cette réglementation sera applicable le 30 décembre 2017 de 7h00 à 13h00

Article 2 :

Après examen du mode d'exploitation, soumis à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, le mode d'exploitation retenu dans le cadre de cet arrêté est :

Voie Verte fermée.

Afin de pouvoir réaliser la battue dans des conditions de sécurité optimales, la voie verte n°2

Sera fermée à l'aide de barrières, limite amont au droit du pont de St Quentin sur Isère et à la barrière d'entrée rd45 ainsi qu'à la barrière d'entrée de St Gervais rd35 au PR 3

Il conviendra d'assurer une présence physique sur ces points de bouclage afin d'éviter toute intrusion sur la voie verte n°2.

La société de chasse a l'obligation d'informer sans délai l'autorité de police compétente s'il lui apparaît que des prescriptions de l'arrêté de circulation doivent être complétées ou adaptées

Toutes modifications du mode d'exploitation du chantier doivent être soumises à l'autorité de police.

Article 3 :

Dispositions Spéciales

Les véhicules des chasseurs sont autorisés à circuler et à stationner sur la voie verte n°2 fermée à la circulation citée dans l'article 1.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par la société de chasse.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

La société de chasse en charge de la battue

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

Direction départementale des territoires service environnement

- Les Commune(s) de L'ALBENC, ST GERVAIS, POLIENAS, ST QUENTIN s/ISERE

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;
 - Direction(s) territoriale(s) du Cd38 concernée(s) de Sud Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la voie verte n°2 entre les P.R. 23+420 et 33+500 sur le territoire de la commune de ST GERVAIS, L'ALBENC, POLIENAS, ST QUENTIN S/ISERE, hors agglomération

Arrêté n° 2017-11148 du 27/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière(livre I,huitième partie :

Signalisation temporaire)approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Vu l'arrêté départemental n°2008-8600 du 2 septembre 2008 portant réglementation de la circulation des voies vertes Départementales situées sur les digues de l'Isère et du Drac.

Vu l'arrêté départemental n° 2017/6891 du 08/08/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de en date du 12/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels en charge de réaliser des tirs de prélèvement aux sangliers et assurer la sécurité de la voie et des personnels réalisant la battue, il y a lieu de réglementer la circulation sur la voie verte n°2,selonles dispositions indiquées dans les articles suivant.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les chasseur et agents du conseil supérieur de la chasse sont autorisés à circuler sur la voie verte n°2 du Pr 23+420 au Pr 33+500 du 20 décembre 2017 au 31 janvier 2018 de 20h00 à 5h00.

Article 2 :

Des panneaux de type « chasse en cours » seront implantés de part et d'autres de la section concernée.

Cette signalisation temporaire sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par la société de chasse en charge de l'opération.

Voie Verte fermée.

Afin de pouvoir réaliser la battue dans des conditions de sécurité optimales, la voie verte n°2

Sera fermée à l'aide de barrières, limite amont au droit du pont de St Quentin sur Isère et à la barrière d'entrée rd45 ainsi qu'à la barrière d'entrée de St Gervais rd35 au PR 3 de 20h00 à 5h00.

Il conviendra d'assurer une présence physique sur ces points de bouclage afin d'éviter toute intrusion sur la voie verte n°2.

La société de chasse a l'obligation d'informer sans délai l'autorité de police compétente s'il lui apparaît que des prescriptions de l'arrêté de circulation doivent être complétées ou adaptées

Toutes modifications du mode d'exploitation du chantier doivent être soumises à l'autorité de police.

Article 3 :

Dispositions Spéciales

Les véhicules des chasseurs sont autorisés à circuler et à stationner sur la voie verte n°2 fermée à la circulation citée dans l'article 1.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par la société de chasse.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

La société de chasse en charge de la battue

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

- Direction départementale des territoires service environnement unité patrimoine naturel
- Les Commune(s) de L'ALBENC, ST GERVAIS, POLIENAS, ST QUENTIN s/ISERE-Les services du Département de l'Isère :
- Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;
- Direction(s) territoriale(s) du Cd38 concernée(s) de Sud Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 201b entre les P.R. 0+560 et 0+600 sur le territoire de la commune de POLIENAS hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11236 du 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-6891 du 08/08/2017 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie 2017-10060 du 08/08/2017 portant sur un branchement ENEDIS souterrain ;

Vu la demande de SOBECA en date du 15/11/ 2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de branchement ENEDIS souterrain réalisés, par l'entreprise

SOBECA 74 impasse de Tolignat 38210 pour le compte de ENEDIS Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 201b selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, sur la section de route départementale où subsiste le danger lié à l'encombrement et la réduction de la chaussée il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 201b selon les dispositions indiquées dans les articles

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la R.D. 201b entre les P.R 0+560 et 0+600 dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 08/01/2018 au 31/01/2018

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) : Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation par feux
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat sera réglé par feux type KR11(j ou v)
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de

semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.

- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 04/76/07/00/24 .

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Sud Grésivaudan

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

- La(Les) Commune(s) de POLIENAS Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinisé (PCI) ;
 - Direction territoriale du Cd38 concernée Sud Grésivaudan

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

DIRECTION DU HAUT RHONE DAUPHINOIS

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la RD 33 entre le PR 3+380 et le PR 4+600 sur le territoire de la commune de Le Bouchage, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10537 du 01/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-8315 du 2 octobre 2017 portant délégation de signature ;

Vu l'AET 2017-10536 du 01/12/2017 portant sur **la réalisation de sondage**;

Vu la demande de SERPOLLET en date du 28/11/2017 ;

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de réalisation de sondage réalisés, par l'entreprise SERPOLLET pour le compte d'ENEDIS maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 33 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la RD 33 entre le PR 3+380 et le PR 4+600, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 11/12/2017 au 22/12/2017.

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :

- o Chaussée rétrécie

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par

piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.

- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le : 0648898026.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent..

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

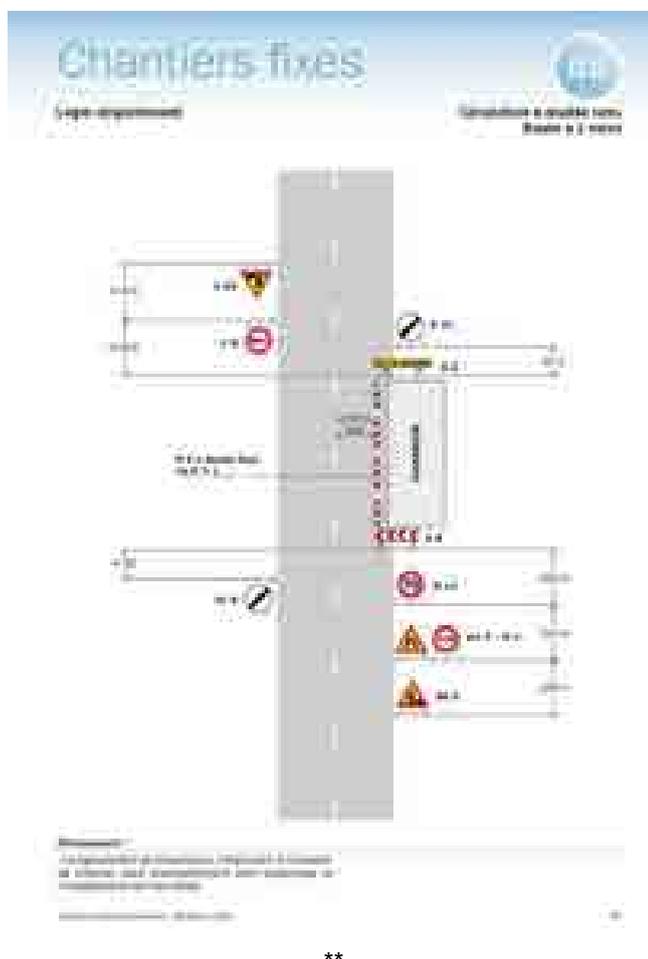
La Commune

Direction territoriale concernée du Haut-Rhône dauphinois

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



Réglementation de la circulation sur la RD 1075 entre le PR 16+580 et le PR 16+980 sur le territoire de la commune d'Arandon-Passins, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10718 du 11 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-8315 du 02 octobre 2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de CONSTRUCTEL en date du 04/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de tirage et raccordement de câble réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL pour le compte d'Orange maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 1075 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 1075 entre PR 16+580 et le PR 16+980 dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 11/12/2017 au 29/12/2017

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :

Empiètement sur la chaussée

Chantier mobile

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.

Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. **La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.**

La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.

Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.

Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)

le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le : 0647563544.

Article 3 :

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

La Commune

Direction territoriale concernée du Haut-Rhône dauphinois

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.

**

Réglementation de la circulation sur la RD 24A entre le PR 1+340 et le PR 1+600 sur le territoire de la commune de Charvieu-Chavagneux, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10746 du 11 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;
Vu l'arrêté départemental n° 2017-8315 du 02 octobre 2017 portant délégation de signature,
Vu la demande de JEAN LEFEBVRE en date du 08/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement de trappe télécom réalisés par l'entreprise JEAN LEFEBVRE pour le compte d'Orange maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 24A selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la RD 24A entre PR 1+340 et le PR 1+600 dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 12/12/2017 au 19/12/2017

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :

- Alternat de circulation
- Léger empiètement sur la chaussée

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. **La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.**
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.

- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le : 04/72/79/04/04.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

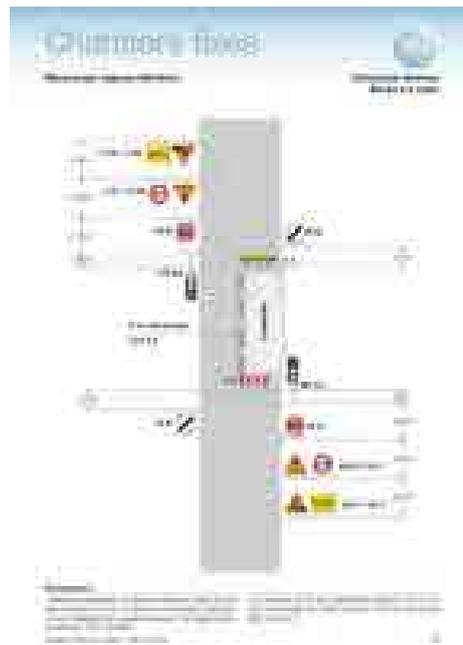
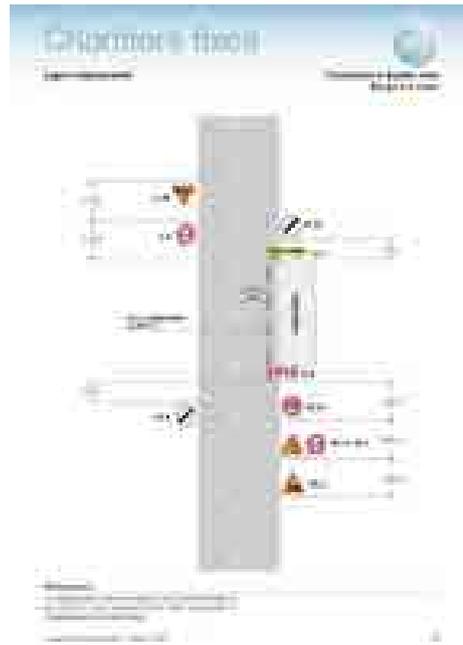
La Commune

Direction territoriale concernée du Haut-Rhône dauphinois

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD517 entre le PR 11+800 et le PR 12+200 sur le territoire de la commune de Saint Romain de Jalionas, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10747 du 05/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-8315 du 2 octobre 2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande d'ENEDIS en date du 08/12/2017 ;

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement de poteau accidenté réalisés, par l'entreprise SERPOLLET pour le compte d'ENEDIS maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 517 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la RD 517 entre le PR 11+800 et le PR 12+200, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 13/12/2017 au 22/12/2017.

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :

- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
 - le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)
- dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le : 04/74/85/15/13.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent..

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

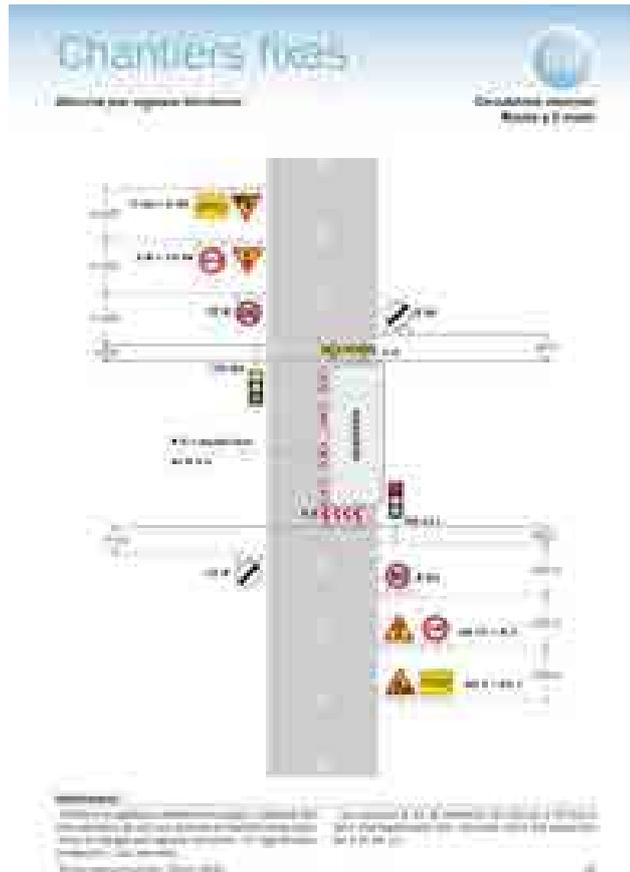
La Commune

Direction territoriale concernée du Haut-Rhône dauphinois

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 52 entre le PR 17+885 et le PR 18+950 et sur la RD 52D entre le PR 0+000 et le PR 0+100 sur le territoire de la commune de Porcieu-Ambagnieu, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11020 du 15 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-8315 du 02 octobre 2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de BERTRAND TP en date du 14/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de renouvellement du réseau EU réalisés, par le groupement d'entreprise (PL FAVIER, BERTRAND TP, POLEN') pour le compte du SIEAMP maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 52 et 52D selon les dispositions indiquées dans les articles suivants

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté proroge l'arrêté 2017-8152 du 21/09/2017 portant sur les travaux de renouvellement du réseau EU.

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 52 entre le PR 17+885 et le PR 18+950, et sur la RD 52D entre le PR 0+000 et le PR 0+100, dans les conditions définies ci-après

Cette réglementation sera applicable du 22/12/2017 au 23/02/2018

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :

- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lorsqu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.

Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le : 07/83/16/52/67.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

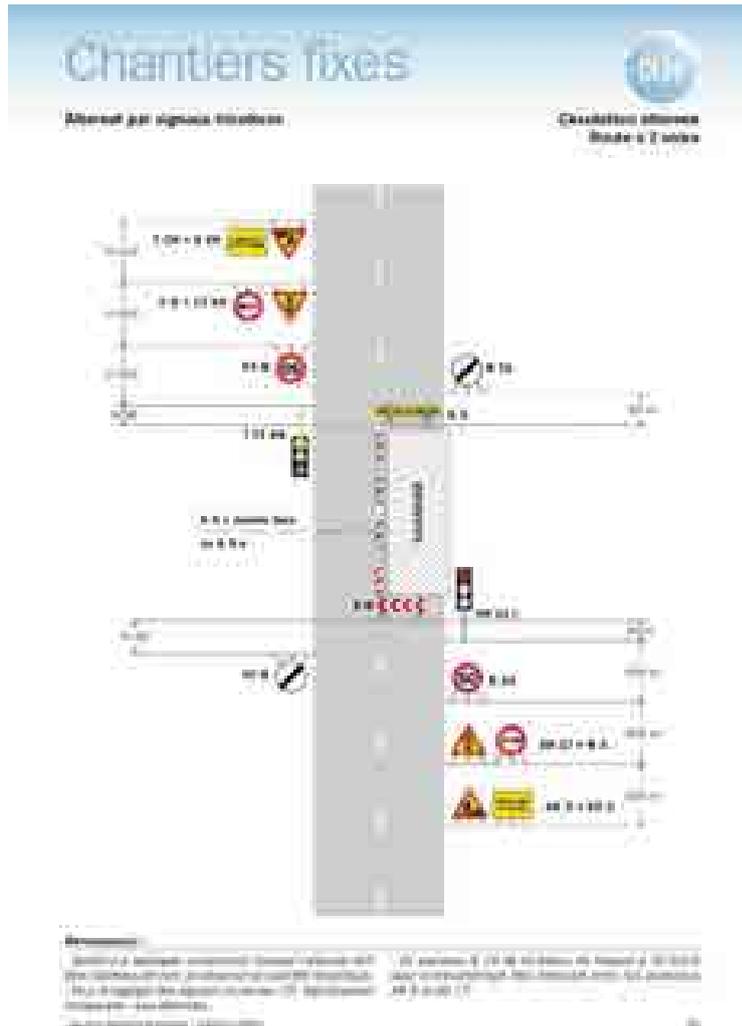
Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

- Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :
- La commune
- Direction territoriale du CD38 concernée de Haut-Rhône dauphinois

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 140 entre le PR 6+600 et le PR 8+610 sur le territoire de la commune de Soleymieu, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11056 du 18 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-8315 du 02 octobre 2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de COLAS en date du 14/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de génie civil pour réseau fibre optique réalisés par l'entreprise

COLAS pour le compte du Département de l'Isère maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD140 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté proroge l'arrêté 2017-10246 du 23/11/2017 portant sur les travaux de génie civil pour réseau fibre optique.

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 140 entre PR 6+600 et le PR 8+610, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 29/12/2017 au 28/02/2018

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :

- **Alternat de circulation.**

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11_(j ou v) ou soit par panneaux B15/C18.
- Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules par suppression de l'alternat. Chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. **La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.**
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le : 06/69/50/61/11.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

- Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :
- La commune
- Direction territoriale du CD38 concernée de Haut-Rhône dauphinois

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.

**

DIRECTION TERRITORIALE ISERE RHODANIENNE SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la R.D 502 du PR : 15+280 au PR :17+17 sur le territoire de la commune de MOIDIEU DETOURBE

Arrêté n° 2017-9943 du 07/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-2353 du 20/10/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de CONSTRUTEL en date du 13/11/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de TIRAGE DE CABLES SOUTERRAIN ET AERIEN par

l'entreprise CONSTRUCTEL, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 502 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Vu l'avis favorable de la direction départementale de territoires de l'Isère, représentant le préfet sur les routes à grande circulation, en date du 06/12/2017

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 502 P.R 15+280 AU PR :17+17 dans les conditions définie ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 18/12/2017 au 22/12/2017

Article 1 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation
- Il faudra toutefois veiller, lors de l'empiètement sur la chaussée, à garder le gabarit nécessaire au passage des transports exceptionnels, à savoir : catégorie 3, classe C, longueur 45m, largeur 6m, hauteur 6m et tonnage 120t.

Article 2 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est le 0967129776

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale isère rhodanienne

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

Les Communes de moidiou detourbe

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

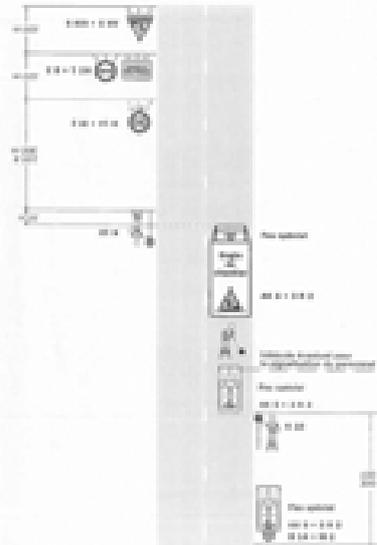
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Chantiers mobiles



Traffic en conditions de visibilité justifiant un stoppage



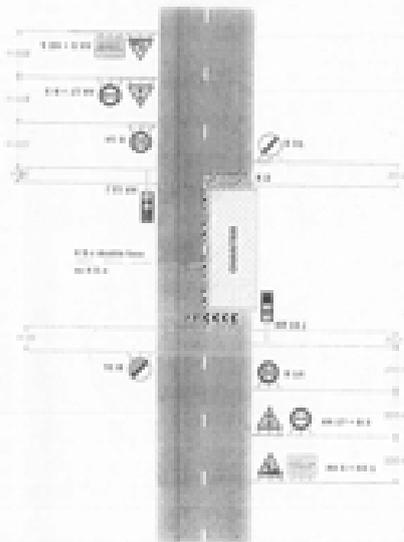
Remarque:
 - Ce schéma représente la signalisation d'urgence prévue pour un arrêt de travail en cas de panne de la voie. Elle est à compléter par la signalisation permanente habituelle en fonction des conditions de visibilité.
 - Les autres codes sont réservés pour utilisation par les autres sites.
 - Les autres codes sont réservés pour utilisation par les autres sites.
 - Les autres codes sont réservés pour utilisation par les autres sites.

Chantiers fixes

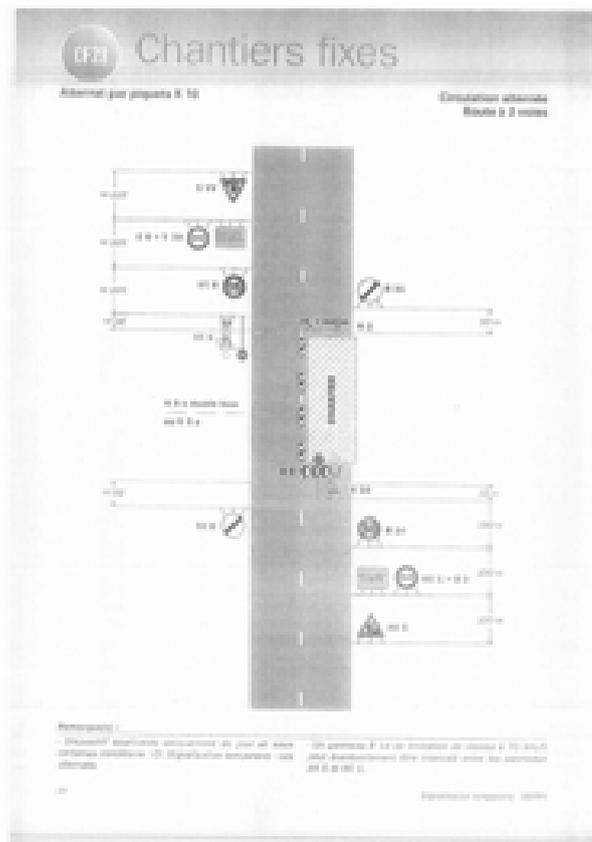


Arrêt par signalisation

Construction avancée
 Route à 2 voies



Remarque:
 - Ce schéma représente la signalisation d'urgence prévue pour un arrêt de travail en cas de panne de la voie. Elle est à compléter par la signalisation permanente habituelle en fonction des conditions de visibilité.
 - Les autres codes sont réservés pour utilisation par les autres sites.
 - Les autres codes sont réservés pour utilisation par les autres sites.



**

Réglementation de la circulation sur la R.D 75 P.R. 2+517 AU 2+782 territoire de la commune de Serpaize hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10452 du 01/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-9157 du 09/11/2017 portant délégation de signature ;

Vu l'avis favorable de la direction départementale de territoires de l'Isère, représentant le préfet sur les routes à grande circulation, en date du :30/11/2017

Vu la demande de L'ENTREPRISE SERPOLLET agence vallée du Rhône

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier **pour permettre les manœuvres avec des engins de chantier pour le changement de câble**

Pour le compte d ENEDIS , il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 75 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.75 du P.R. 2+517 AU 2+782 dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 22/01/2018 AU 02/02/2018 pour 12 jours dans la période. Horaires de 9h00 à 16h30

Article 1 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont)

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Recommandation de la DDT. Il faudra toutefois veiller, lors de la mise en place de la circulation alternée par feux tricolores ou manuellement et au basculement de circulation sur la chaussée opposée, à garder le gabarit nécessaire au passage des transports exceptionnels, à savoir : classe A, longueur 25m, largeur 4m, hauteur 6m, tonnage 72t.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18. La longueur maximale du chantier sera d'une longueur de 150ml.
- Ne pas cumuler deux alternats à la suite sur la rd 75
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation

Article 2 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)

- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000) dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. **A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est le 04.74.85.15.13**

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction Territoriale de l'Isère Rhodanienne.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

La Commune de **Serpaize**.

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

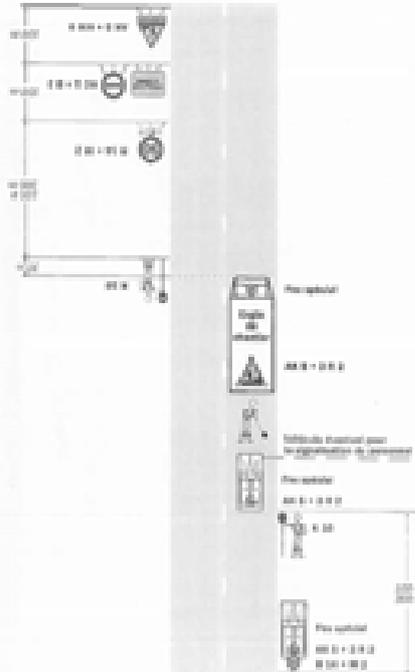
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Chantiers mobiles



Traffic ou conditions de visibilité justifiant un itinéraire



Remarques :

- En cas de travaux, les signaux de signalisation et d'avertissement sont à afficher dans un sens et dans l'autre de la circulation. En cas de travaux, la signalisation d'avertissement doit être installée sur le côté de la circulation qui sera affecté par les travaux.

- En cas de travaux, les signaux de signalisation et d'avertissement sont à afficher dans les deux sens de la circulation.

Source : Direction Régionale de l'Équipement de la Région de Bruxelles-Capitale

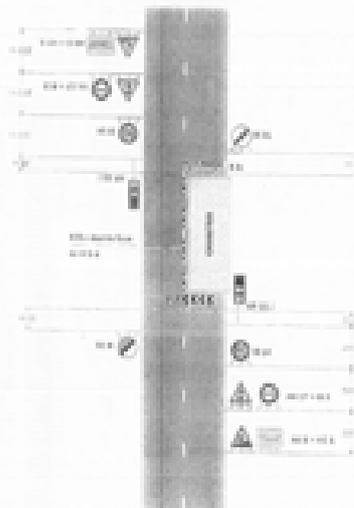
19

Chantiers fixes



Attention pour signalisation

Éclairage obligatoire
Nuits et 2 heures



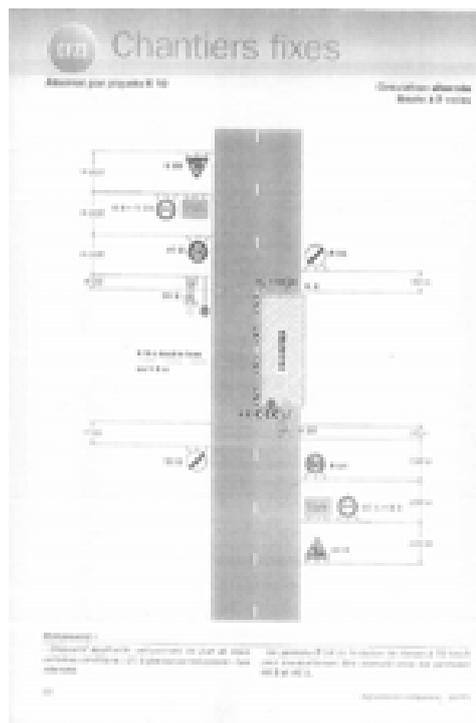
Remarques :

- En cas de travaux, les signaux de signalisation et d'avertissement sont à afficher dans un sens et dans l'autre de la circulation. En cas de travaux, la signalisation d'avertissement doit être installée sur le côté de la circulation qui sera affecté par les travaux.

- En cas de travaux, les signaux de signalisation et d'avertissement sont à afficher dans les deux sens de la circulation.

Source : Direction Régionale de l'Équipement de la Région de Bruxelles-Capitale

20



**

Rglementation de la circulation sur la R.D.4B entre les P.R 0+984 au 1+35 sur le territoire de la commune de Reventin-Vaugris hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10559 du 05/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-9157 DU 09/11/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande DE CONSTRUCTEL **en date du 30/11/2017 BENEFICIAIRE ENTREPRISE ORANGE**

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux **de tranchée et tirage de câble, pour réparation réseaux pose de chambre**, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD4b selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 4B entre les P.R 0+984 au 1+35, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable DU 26/12/2017 AU 08/01/2018

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont)

- Chantier sur accotement
- Léger empiètement sur la chaussée
- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Voir fiche chantier : CF14 circulation à double sens route à 3 voies comprenant le zebra sur la voie centrale .
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18. La longueur maximale du chantier sera d'une longueur de 150ml.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. **A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise construtel : 07.87.16.66.52 REIS NATAL**

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale ISERE RHODANIENNE

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère

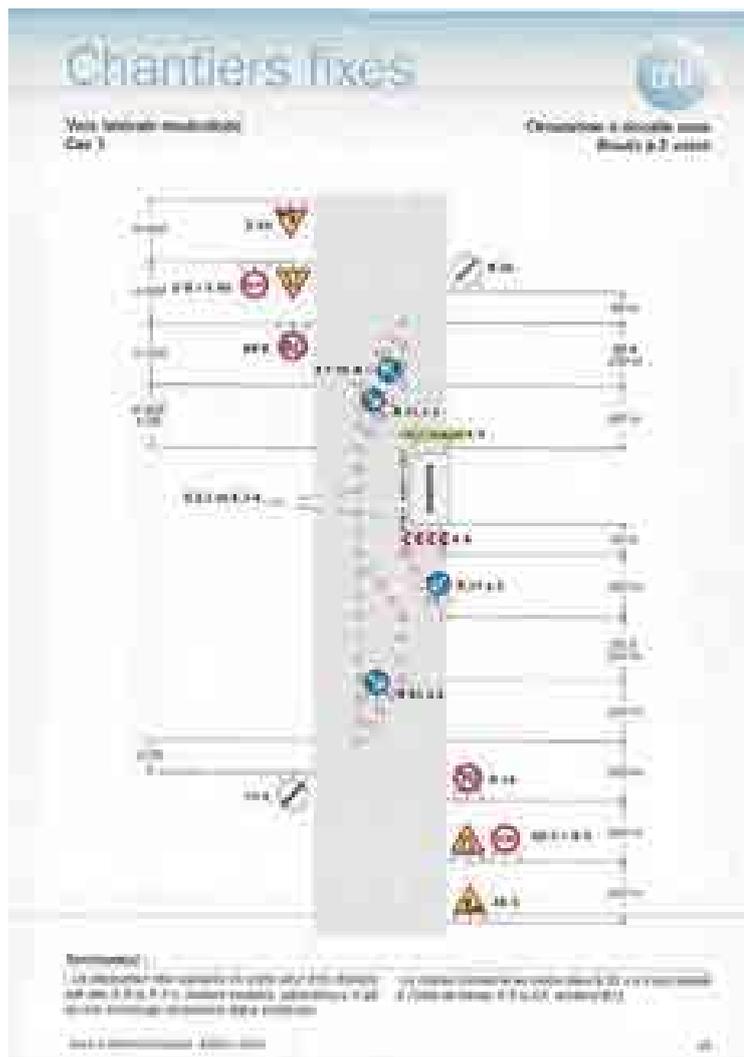
Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- .La Commune de .reventin-Vaugris
- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinisère (PCI) ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**

Réglementation de la circulation sur la R.D 37 du PR : 31+170 au PR :31+270 sur le territoire de la commune de CHEYSSIEU

Arrêté n° 2017-10619 du 06/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-9157 du 09/11/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande d'ORANGE en date du 04/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de CREATION RESEAU POUR DESERTE EN FIBRE

OPTIQUE par l'entreprise ORANGE, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 37 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Arrête :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.37 P.R 31+170 AU PR :31+270 dans les conditions définie ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 11/12/2017 au 18/12/2017

Article 1 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation
- Il faudra toutefois veiller, lors de l'empiètement sur la chaussée, à garder le gabarit nécessaire au passage des transports exceptionnels, à savoir : catégorie 3, classe C, longueur 45m, largeur 6m, hauteur 6m et tonnage 120t.

Article 2 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est le 06.89.56.75.59 CROS jean louis

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale Isère rhodanienne

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

Les Communes de CHEYSSIEU

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

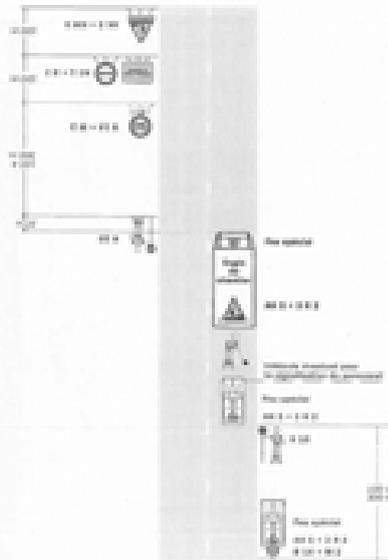
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Chantiers mobiles



Tout(s) en conditions de visibilité justifiant un avertissement



Remarques :

- En présence d'opérations de réparation d'urgence, prévoir une circulation avec un accès au passage au lieu d'un avertissement. En présence de réparations d'urgence, prévoir une circulation avec un accès au passage au lieu d'un avertissement.
- En cas d'arrêt, voir article 22 de l'arrêté du 23 août 2005 pour plus de détails.
- Les avertissements doivent être placés en nombre suffisant de façon à être visibles depuis les deux sens de circulation.

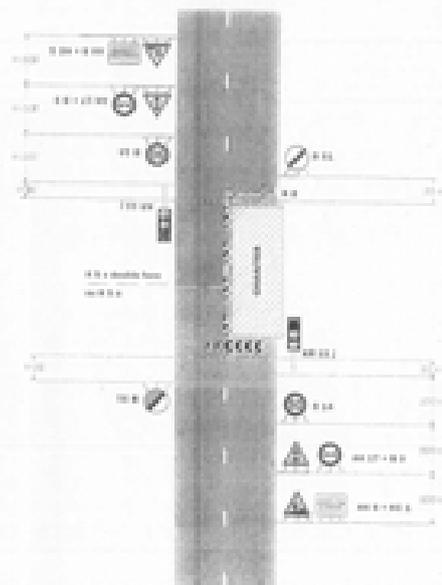
Source : Arrêté du 23 août 2005

Chantiers fixes



Avertissement par signaux lumineux

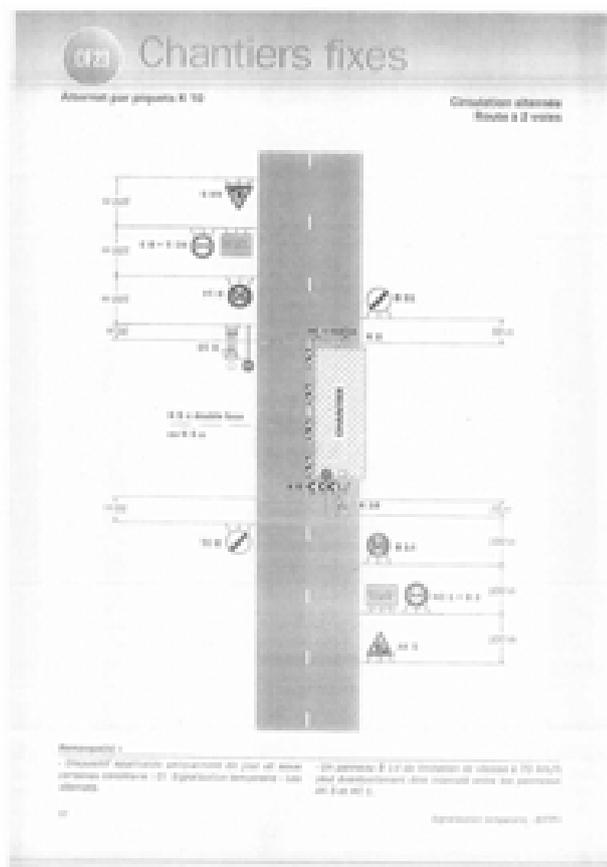
Circulation alternée
Bande à 2 voies



Remarques :

- Lorsque la visibilité est insuffisante, prévoir l'installation de feux lumineux à l'entrée et à la sortie du chantier.
- En présence d'opérations de réparation d'urgence, prévoir une circulation avec un accès au passage au lieu d'un avertissement.
- En cas d'arrêt, voir article 22 de l'arrêté du 23 août 2005 pour plus de détails.

Source : Arrêté du 23 août 2005



**

Réglementation de la circulation sur la R.D 51C du PR : 17+617au PR :17+709 sur le territoire de la commune de SONNAY

Arrêté n° 2017-10705 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-9157 du 09/11/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande d'ENEDIS en date du 07/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de changement d'un transformateur h61 sur poteau par l'entreprise ENEDIS, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 51C selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Arrête :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.51C P.R 17+617 AU PR :17+709 dans les conditions définie ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 19/12/2017 au 20/12/2017

Article 1 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation
- Il faudra toutefois veiller, lors de l'empiètement sur la chaussée, à garder le gabarit nécessaire au passage des transports exceptionnels, à savoir : catégorie 3, classe C, longueur 45m, largeur 6m, hauteur 6m et tonnage 120t.

Article 2 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est le **04.74.86.79.05**

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale Isère rhodanienne

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

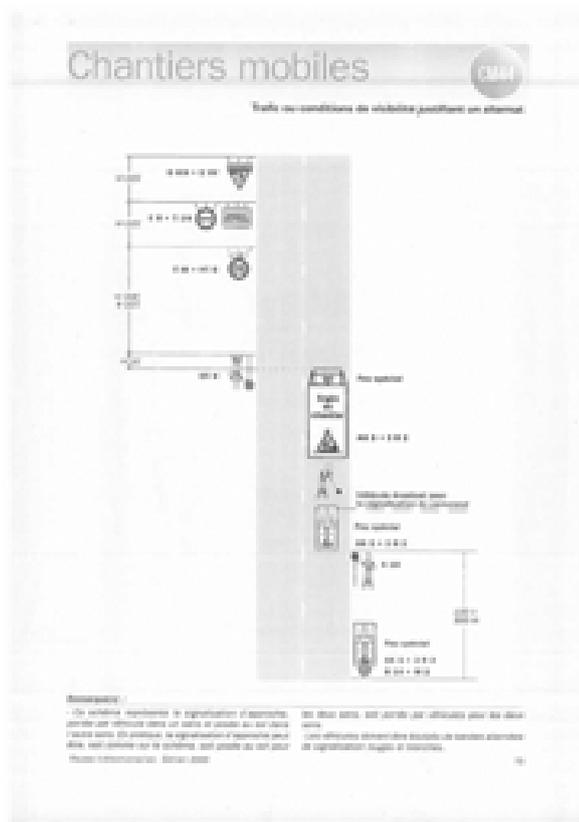
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

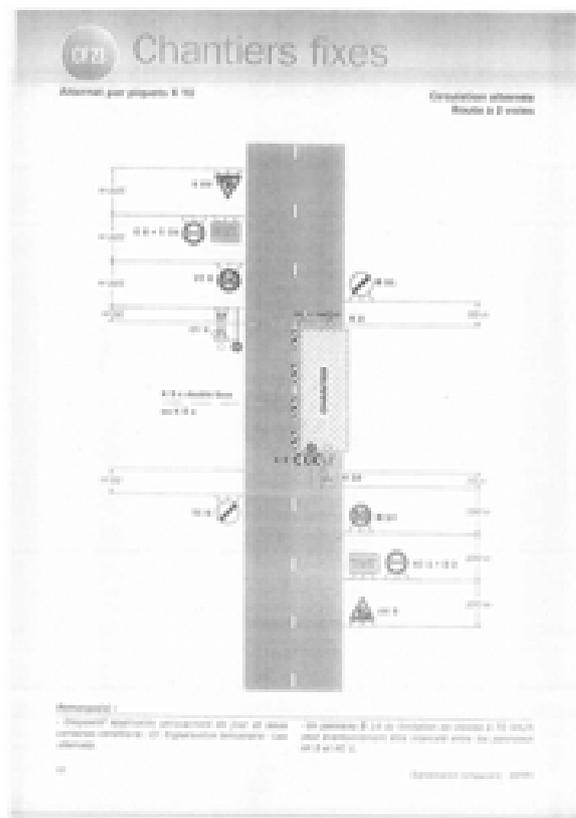
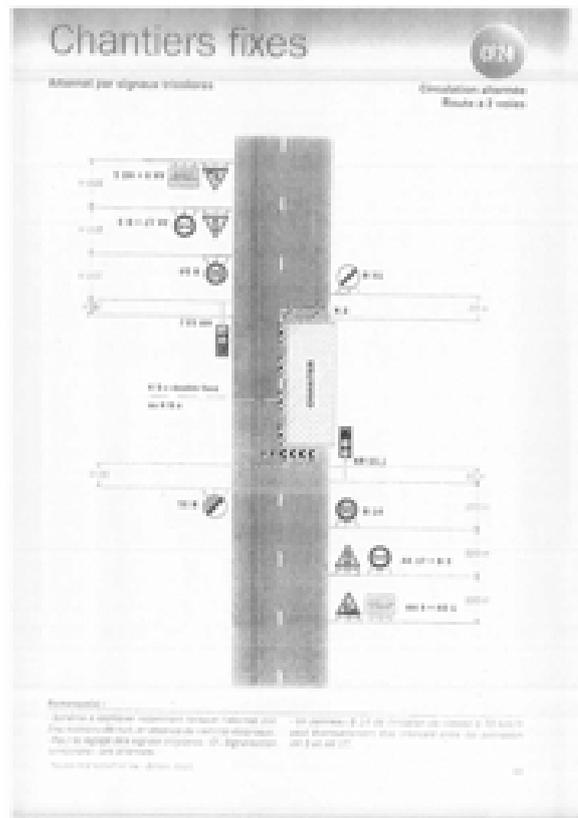
La Communes de SONNAY

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.





**

Réglementation de la circulation sur la R.D 41 PR4+442 AU PR 4+462 sur le territoire de la commune de PONT EVEQUE hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10901 du 14 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-9157 du 09/11/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de CONSTRUCTEL en date du 11/12/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de REMPLACEMENT D'UNE PLAQUE POUR UNE CHAMBRE K2C par l'entreprise **CONSTRUCTEL** pour le compte d'**ORANGE** Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 41 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.41 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 26/12/2017 au 09/01/2017 15 jours dans la période

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) :

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- **Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.**
- **Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18**
- **Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA**

volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiétement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.

- **Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation**

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
 - le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)
- dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. **A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est 07.87.16.66.52 MR REIS NATAL**

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale Isère Rhodanienne

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

La Commune DE PONT EVEQUE

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinisé (PCI) ;

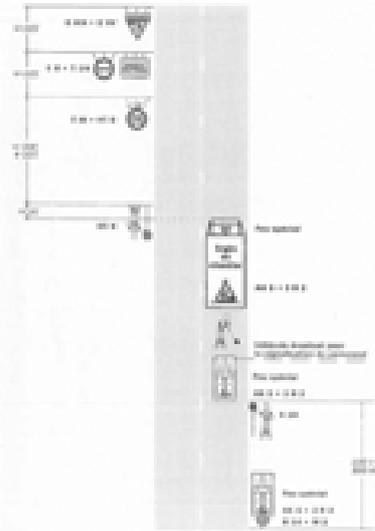
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Chantiers mobiles



Tous les conditions de visibilité pendant un chantier



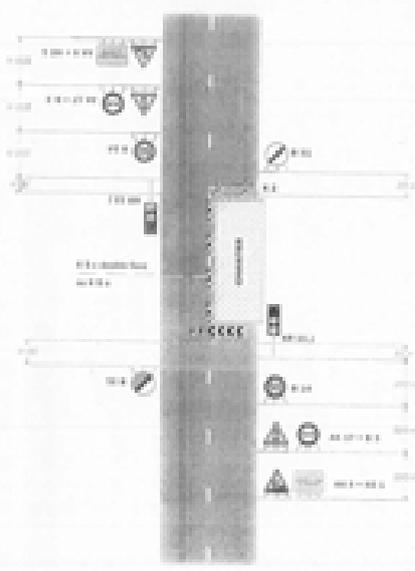
Remarque:
 - En présence d'activités de réparation d'urgence, prévoir une signalisation de chantier de nuit.
 - Les sites de chantier de réparation d'urgence sont à signaler par la signalisation de chantier de nuit.
 - Les sites de chantier de réparation d'urgence sont à signaler par la signalisation de chantier de nuit.
 - Les sites de chantier de réparation d'urgence sont à signaler par la signalisation de chantier de nuit.

Chantiers fixes

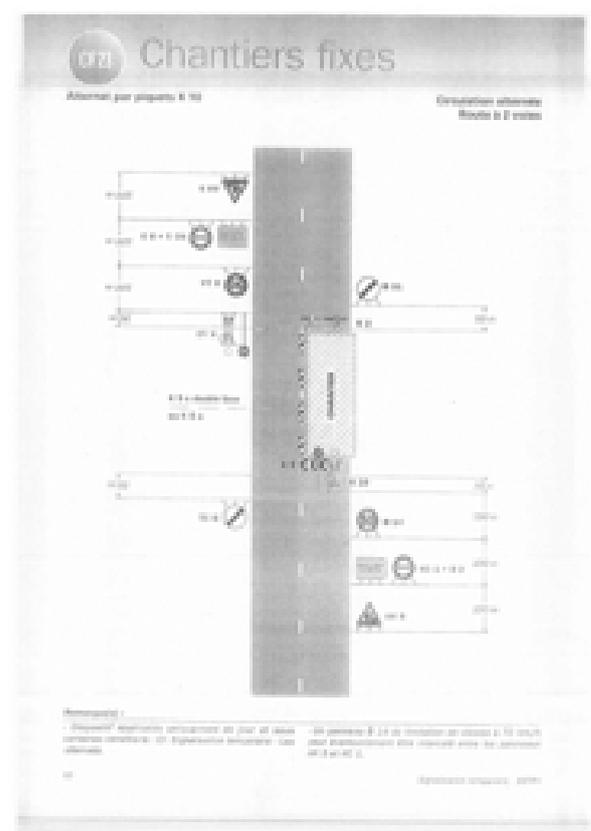


Atteint par signaux tricolores

Construction abandonnée
 Hauteur à 2 mètres



Remarque:
 - En présence d'activités de réparation d'urgence, prévoir une signalisation de chantier de nuit.
 - Les sites de chantier de réparation d'urgence sont à signaler par la signalisation de chantier de nuit.
 - Les sites de chantier de réparation d'urgence sont à signaler par la signalisation de chantier de nuit.
 - Les sites de chantier de réparation d'urgence sont à signaler par la signalisation de chantier de nuit.



**

Réglementation de la circulation sur la R.D 46 P.R. 5+76 à 5+230 sur le territoire des communes de Jardin hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10905 du 14 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2017-9157 du 09/11/2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de **COFORET route de Lyon 69870 LAMURE SUR AZERGUES en date du 13/12/2017**

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant le stationnement de véhicules , il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 46 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

La circulation sera temporairement règlementée **sur la R.D.46 P.R 5+76 à 5+230** dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable **du 18/12/2017 AU 22/12/2017 situées sur la RD 46**

Article 1 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) Chantier sur CHAUSSEE

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v)
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation

Article 2 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. **A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est le 06.42.92.52.69 mr PROVENT bruno**

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction Territoriale Isère Rhodanienne

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

Les Communes de Jardin

- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

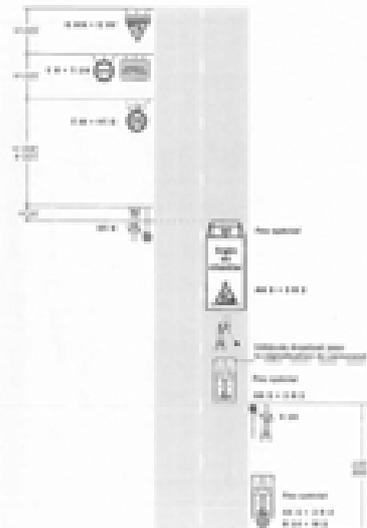
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Chantiers mobiles



Tous les conditions de visibilité pendant un chantier



Remarque:
 - Un chantier temporaire de réparation d'urgence, autorisé par arrêté préfectoral ou arrêté de l'autorité compétente, est exempté de l'obligation de porter des équipements de protection individuelle, mais doit être signalé par un panneau de signalisation de chantier temporaire. (Article 100)

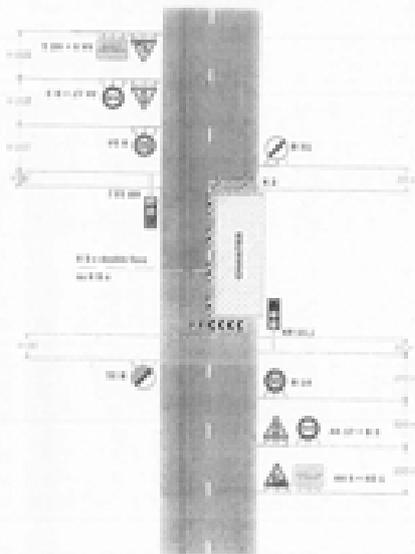
En tout état de cause, un chantier est autorisé pour les chantiers de réparation d'urgence dans des conditions de visibilité de chantier.

Chantiers fixes



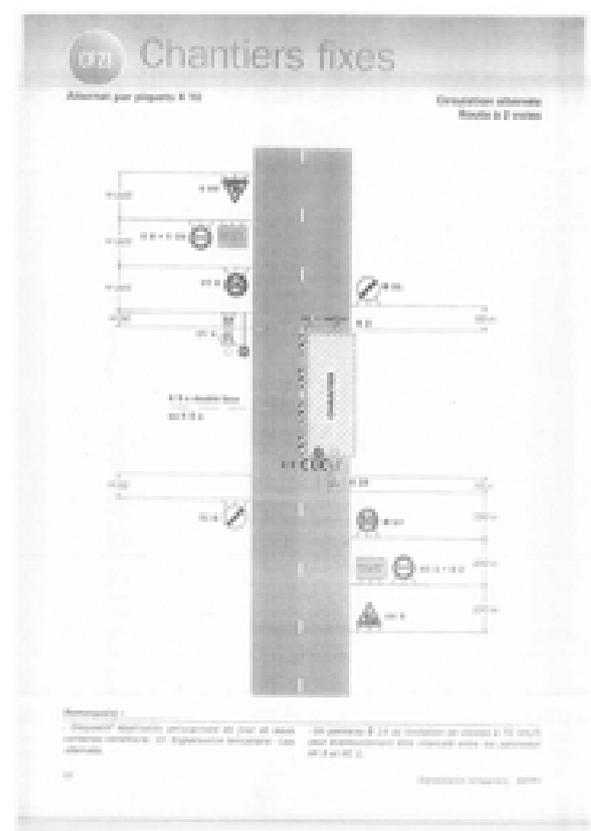
Arrière-plan pour signaux permanents

Construction permanente
 Hauteur à 2 mètres



Remarque:
 - Les chantiers de réparation d'urgence, autorisés par arrêté préfectoral ou arrêté de l'autorité compétente, sont exemptés de l'obligation de porter des équipements de protection individuelle, mais doivent être signalés par un panneau de signalisation de chantier temporaire. (Article 100)

En tout état de cause, un chantier est autorisé pour les chantiers de réparation d'urgence dans des conditions de visibilité de chantier.



**

DIRECTION TERRITORIALE DE LA MATHEYSINE

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation et du stationnement, hors agglomérations, sur la RD217B (PR 4+614 à 0), la RD 217 (PR 9+829 à 14+392) et la RD 537 le dimanche 17 décembre 2017 à l'occasion de l'épreuve sportive « 2^{ème} Rallye National automobile hivernal du Dévoluy » lors des épreuves spéciales ES5 et ES8 du dimanche 17 décembre 2017, sur le territoire des communes de Pellafol et Monestier d'Ambel.

Arrêté n° 2017-10608 du 06/12/2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1, R411-25 et R411-28 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4, L2213 à L2213-6 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'avis des forces de l'ordre en date du 04/12/2017 ;

Vu le dossier d'exploitation coordonné entre l'organisateur, le Département de l'Isère, le Département des Hautes-Alpes, les forces de l'ordre, les services de secours et les communes concernées ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10593 du 17/01/2017 du Président du Département de l'Isère portant délégation de signature,

Vu la demande présentée par Association Dévoluy Rallye Team en date du 08/09/2017 demeurant à Office de tourisme du Dévoluy « L'Adroit» 05250 Le Dévoluy

Considérant que pour permettre le bon déroulement de l'épreuve sportive automobile dénommée « **2ème Rallye National hivernal du Dévoluy**» **le dimanche 17 décembre 2017** empruntant un itinéraire dans le département de l'Isère et pour assurer la sécurité des usagers de la voie, des organisateurs de l'épreuve, des personnels sur l'itinéraire de la course, et des concurrents, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement de tous les véhicules et des usagers des voies concernées (citées ci-dessous) sur le territoire des communes concernées.

Sur proposition de M. le Directeur général des services du département de l'Isère,

Arrête :

Article 1 : Réglementation

Le présent arrêté ne s'applique pas aux tronçons du parcours situés en agglomérations.

Article 2 : Dispositions

Afin de limiter les perturbations du trafic routier sur l'itinéraire de la course, la circulation de tous les véhicules et des piétons sera temporairement interdite ou réglementée dans les deux sens de circulation sur les routes départementales RD217B (PR4+614 à PR0+000) et RD217 (PR 9+829 à PR 14+392), aux dates et aux horaires suivants et dans les conditions définies ci-après :

Cette réglementation sera applicable :

- **Sur la RD217B** du PR 4+614 (carrefour RD217B/RD537) au PR 0+000 (carrefour RD217B/RD217): **le dimanche 17 décembre 2017 de 6h40 à 16h00.**
- **Sur la RD217** du PR 9+829 (carrefour RD217/RD217B) au PR 14+392 (carrefour RD217/RD537) : **le dimanche 17 décembre 2017 de 6h40 à 16h00.**

La décision de fermeture et de réouverture de routes est une prérogative du Directeur de course. Toutefois, si les circonstances l'exigent, la fermeture ou le rétablissement de la circulation seront laissés à l'initiative du Directeur de course, des services de secours et d'incendie et de la Gendarmerie Nationale suivant la configuration des événements.

Article 3 : Restrictions de stationnement

Des restrictions de stationnement et d'arrêt des véhicules et des piétons sont instaurées.

Aucun stationnement et arrêt ne sera autorisé le long du parcours et des routes concernées par ces restrictions sous peine de mise en fourrière des véhicules contrevenants.

Toutes interdictions de stationnement et arrêts prennent fin sur décisions du Directeur de course.

Le stationnement sera interdit le dimanche 17 décembre de 6h40 à 16h00 :

- sur l'itinéraire course, sur les RD217B (PR4+614 au PR0+000) et RD217 (9+829 au 14+392).

- sur la RD 217 du PR 9+263 (sortie d'agglomération Monestier d'Ambel au PR9+829 (carrefour RD217/RD217B));
- sur la RD 537 du PR 8+150 au PR 8+550 (de part et d'autre du carrefour RD537/RD217B, section à proximité de la zone de départ de la course) ;
- sur la RD 537 du PR 13+300 au PR 13+800 (de part et d'autre du carrefour RD537/RD217, section à proximité de la zone d'arrivée de la course) .

Article 4 : Déviation et information des usagers

Aucune déviation de la circulation ne sera mise en place. Les panneaux indiquant les horaires de coupure des routes concernées seront à poser par l'organisateur, une semaine minimum avant l'épreuve, les riverains et les mairies concernées devront être informés personnellement.

Article 5 : Etat des lieux

Un état des lieux contradictoire devra être réalisé entre les organisateurs de la course et le service Aménagement de la direction territoriale de la Matheysine (T : 04 57 48 11 11 / 06 71 99 58 39) avant et après le passage des concurrents. En cas de dommages importants au domaine public provoqués lors des épreuves spéciales ou parcours de liaison et pouvant mettre en jeu la sécurité des usagers, les organisateurs devront impérativement en informer immédiatement le gestionnaire de la voirie (P : 06 71 99 58 39 / 06 31 60 09 97) et les forces de l'ordre.

Les organisateurs s'engagent à remettre en état la voirie après la course, par reprises éventuelles des dégradations, ainsi qu'à veiller à la propreté des abords.

Article 6 : Exemptions

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules autorisés tels que ceux dûment identifiés de l'organisation, des forces de police ou de gendarmerie, des véhicules d'urgence, des services de secours, des services de lutte contre l'incendie, des services de sécurité du Département de l'Isère à caractère opérationnel ou de voirie, munis de leur signalisation lumineuse en fonctionnement.

Article 7 : Mises en oeuvre

Les signalisations réglementaires temporaires (panneaux d'informations à l'utilisateur, d'interdiction de stationnement de type B6, etc...) et les balisages nécessaires aux fermetures de route, aux interdictions de stationner et au retournement des usagers seront fournis, mis en place, entretenus, remplacés et déposés par l'organisateur sous contrôle de la direction territoriale de La Matheysine – service aménagement du Département de l'Isère.

La signalisation de course sera mise en place et entretenue par l'organisateur. Elle sera déposée immédiatement à la fin de l'épreuve.

La gestion des fermetures de routes sera assurée par le Directeur de course avec l'aide des signaleurs déclarés en préfecture de l'Isère et mis à disposition par l'organisateur.

Article 8 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 9 : Ampliation

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Les Maires des communes de Monestier d'Ambel et Pellafol

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Isère.

L'Association Dévoluy Rallye Team , organisateur de l'épreuve,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants:

- La Direction Départementale des Territoires représentant la Préfecture de l'Isère ;
- Les Communes de Monestier d'Ambel, Pellafol, Ambel, Beaufin et Corps;
- Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38) ;
- La Préfecture de l'Isère (SIACEDPC) ;
- Le Bureau des manifestations sportives de la Préfecture de l'Isère ;
- Les services du Département de l'Isère :
 - Le Poste de Commandement PC Itinéraire (PCI);
 - La Direction territoriale de la Matheysine ;
 - La Direction territoriale du Trièves.

- Le Département des Hautes Alpes.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 526, P.R. 33+410 à 36+800, la RD 26 PR 8 à 8+600 et la RD 26A PR 2+600 à 3, sur les territoires des communes de Valbonnais, Sievoz et Saint Laurent en Beaumont, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10638 du 7 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n° 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement général de voirie départemental, et notamment ses articles 4, 16.1 à 16.5, 17.2.3, 17.2.4, 25, 28 à 35, 40 à 41 ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10593 du 17/01/2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de l'entreprise OT Engineering en date du 05/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers pendant les travaux d'installation d'un réseau public de télécommunication souterrain, il y a lieu de réglementer la circulation sur les routes départementales citées ci-dessus, hors agglomération

selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D 526, P.R. 33+410 à 36+800, la RD 26 PR 8 à 8+600 et la RD 26A PR 2+600 à 3, hors agglomération, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 16 décembre 2017 au 02 février 2018.

Les Services de Secours, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette règlementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est

Alternat de circulation

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat. Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.
- La circulation devra être rétablie chaque fin de semaine chaque fin de journée dans les deux sens de circulation

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000) dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté. La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier. Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale de La Matheysine

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Conseil départemental de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

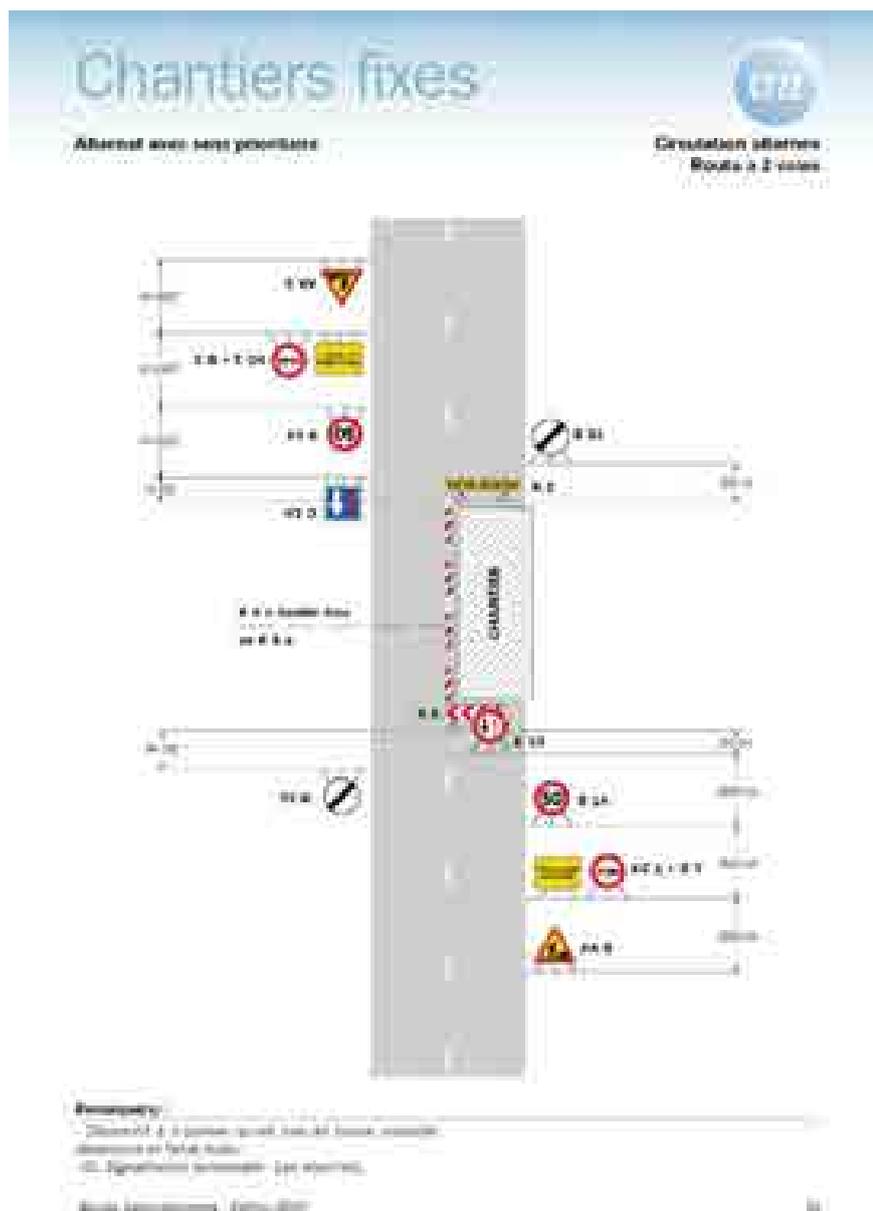
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

Les Communes de Valbonnais, Sievoz et Saint Laurent en Beaumont

- Les services du Département de l'Isère :

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 115C, entre les PR 4+592 et 5, Fugières, sur le territoire de la commune de Saint Honoré, hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10646 du 06/12/2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la

loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. 526 dans la nomenclature des voies à grande circulation;

Vu l'arrêté 2015-256 du 04/02/2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10593 du 17/01/2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de l'entreprise CONSTRUCTEL en date du 29/11/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement de 6 supports de télécommunication réalisés par l'entreprise CONSTRUCTEL pour le compte de ORANGE Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD115C selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D 115C, entre les PR 4+592 et 5, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 18 au 29 décembre 2017.

Les Services de Secours, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette règlementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est:

Alternat de circulation

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.

- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l’Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d’Ouvrage pendant toute la durée du chantier. Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l’entreprise désignée par le Maître d’Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l’entreprise désignée par le Maître d’Ouvrage.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l’autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale de La Matheysine.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l’Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l’article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l’Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l’Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l’Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l’entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commune de Saint Honoré
- Les services du Département de l’Isère :

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu’il dispose d’un droit d’accès et de rectification qu’il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l’Isère.

La présente décision pourra faire l’objet d’un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**

Réglementation de la circulation sur la R.D 212, entre les P.R. 5+350 et 10+750 sur le territoire des communes de La Salle en Beaumont et Saint Michel en Beaumont, hors agglomération

Arrêté n° 2017-10739 du 13 décembre 2017

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté 2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10593 du 17/01/2017 portant délégation de signature,

Vu la demande de Rallyes Tests Trieves Matheysine en date du 28/11/2017

Vu l'avis favorable des Maires des communes de La Salle en Beaumont et Saint Michel en Beaumont.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels des demandeur pendant la réalisation d'essais de voiture de rallye entre les P.R 5+350 et P.R. 10+750, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 212

Selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 212 entre les P.R 5+350 et P.R. 10+750, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable les :

05 ou 06 janvier 2018 de 9h00 à 12h00 et de 14h à 17h pour TOYOTA

07 janvier 2018 de 9h00 à 12h00 et de 14h à 17h pour HYUNDAI.

19 et 20 janvier 2018 de 9h00 à 12h00 et de 14h à 17h pour CITROEN.

L'association, les Services de Secours et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette réglementation pour l'accès à la zone d'essais.

Article 2 :

La circulation sera interdite dans les 2 sens de circulation à tous les véhicules y compris ceux non motorisés **pour des durées qui n'excéderont pas 10 minutes chacune.**

Pendant la période de fermeture à la circulation, une déviation sera mise en place par la RN 85 et la RD 212A via La Salle en Beaumont, Quet en Beaumont et Sainte Luce .

Le demandeur assure le contrôle de tous les accès sur la section de route concernée pour interdire toute entrée d'usagers pendant les essais.

Article 3 :

Des piquets avec fanion ou dispositifs équivalents seront mis en place à l'intérieur des virages en bordure du revêtement pour interdire l'utilisation des accotements non stabilisés et éviter leur dégradation et la projection de matériaux sur la chaussée.

Le demandeur s'engage à remettre les lieux dans le même «état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés.

Le bénéficiaire mettra en place à ses frais des panneaux provisoires fond jaune « Essais voitures rallye », « microcoupures de 10 mn maxi », « le / /... », « de 9 h à 12 h et de 14h à 17h »

Ces panneaux seront mis en place 24 heures minimum avant les séances d'essais.

Ils seront placés:

- au carrefour RD 212 / RN 85
- au carrefour de la RD 212A / RD 212 à Sainte Luce

Article 4 :

La signalisation réglementaire temporaire de chantier ainsi que la signalisation réglementaire temporaire de déviation seront mises en place, entretenues et déposées par le demandeur sous contrôle de la direction territoriale de La Matheysine.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 6 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

La personne responsable des essais,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au

- o Maire de La Salle en Beaumont
- o Maire de Saint Michel en Beaumont
- o Le Groupement de Gendarmerie de l'Isère ;
- o Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;
- o Direction territoriale de La Matheysine
- o Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

DIRECTION TERRITORIALE DU VERCORS

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la R.D 106L entre les P.R. 0+000 et 1+000 sur le territoire de la commune de Autrans hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10576 du 4 Décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 10576 du 4/12/2017 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie 10576 du 04/12/2017 portant sur la création d'une traverse de route;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires représentant le Préfet en date du Vercors

Vu la demande de l'entreprise Moderne de débardage de matériaux en date du 30/11/2017

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de traverse de route pour raccordement au réseau d'eau potable

et eaux usées) réalisés, par l'entreprise Moderne de débardage de matériaux pour le compte de Mairie d'Autrans Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 106I selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 106I entre les P.R 0+000et 1+000 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 04/12/2017 au 14/12/2017

Article 2 :

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Œuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le mode d'exploitation du chantier retenu est :Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé par l'entreprise par feux type KR11(j ou v)
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte joignable 24h/24 de l'entreprise est le 06/84/05/85/70

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale du Vercors

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants

- La Commune de Autrans
- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;
 - Direction territoriale du CD38 concernée du Vercors

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

DIRECTION TERRITORIALE DU TRIEVES

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la R.D 8C entre les P.R. 1+580 et 1+680, croisement des Touches et du Clapier sur le territoire de la commune de ... hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10524 du 01/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;
Vu l'arrêté départemental n° 2016-10596 du 17 Janvier 2017 portant délégation de signature ;
Vu l'arrêté portant permission de voirie **2017-9948** du **15/11/2017** portant sur **la réparation d'un câble enterré pour le compte d'Orange**;

Vu la demande de Constructel en date du 01/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de réparation d'un câble enterré réalisés, par l'entreprise Constructel pour le compte de Orange Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 8C selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté proroge l'arrêté 2017-9949 du 15 Novembre 2017 portant sur la réparation d'un câble enterré, route des Touches Commune de Saint Guillaume.

Article 2 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 8C entre les P.R 1+580 et 1+680, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 06/12/2017 au 16/12/2017.

Article 3 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commune de Saint Guillaume
- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement l'tinisère (PCI) ;
 - Direction territoriale du Cd38 concernée du Trièves

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**

Réglementation de la circulation sur la R.D 8A, entre les P.R. 16+000 et 19+500 sur le territoire de la commune de Saint Michel Les Portes hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10607 du 05/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10596 du 17 Janvier 2017 portant délégation de signature,

Vu la charte signée le 29/09/2017

Vu la demande de Madame Carminati en date du 11 Septembre 2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de la commune de Gresse en Vercors en date du 19 Septembre 2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Saint Michel Les Portes en date du 4 Décembre 2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des essais automobiles, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 8A selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 8A entre les P.R 16+000 et 19+500 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable le 07 Décembre 2017 de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Article 2 :

La route départementale sera fermée à la circulation publique durant cette journée **pour des durées qui n'excéderont pas 10 minutes chacune**. Le demandeur assure le contrôle **de tous les accès** sur la section de route concernée pour interdire toute entrée d'usagers pendant la durée des essais sur la route.

Une vigie sera mise en place, au PR 16+000, juste après le pont des Pellas, et une autre au PR 19+500, situé juste avant l'entrée ouest de la commune de Saint Michel Les Portes.

Il devra être utilisé de la **rubalise** pour matérialiser la présence de ces essais à chaque chemin vicinal, laissé également un message sur le pare-brise de chaque véhicule éventuellement stationné en bordure de la RD 8A sur la section utilisées pour les essais automobiles.

Les vigies et autres membres de l'équipe seront obligatoirement équipés de talkie-walkie ou de CB.

Article 3 :

Des piquets avec fanion ou dispositif équivalent seront mis en place à l'intérieur des virages en bordure du revêtement pour interdire l'utilisation de l'accotement non stabilisé. Ces dispositifs devront permettre d'éviter la dégradation des accotements et la projection de matériaux sur la chaussée.

Article 4 :

Le demandeur devra obtenir les autorisations nécessaires pour l'installation de son aire de service.

Article 5 :

Le demandeur s'engage à remettre les lieux dans le même état de propreté que celui dans lequel il les aura trouvés.

Article 6 :

Une signalisation informant les automobilistes des essais automobiles sera mise en place :

- Côté Gresse en Vercors :
 - Sur la RD 8A à la sortie de Gresse en Vercors
 - Sur la RD 8A à la sortie sud du hameau de « La Bâtie », commune de Gresse en Vercors, au PR 14+500
- Côté Saint Michel les Portes :
 - à l'intersection de la RD 8A (PR 20+175) et de la RD 247, juste à l'entrée du pont
 - sur la RD 8A (PR 19+710) à la sortie de Saint Michel Les Portes, côté ouest

Panneaux à fond jaune ou orangé, lettres noires hauteur 80 mm minimum.

Libellé : « **Essais automobiles – microcoupures de 10 min maximum** ».

Article 7 :

La signalisation, à la charge du demandeur, sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle des services du Conseil départemental et de la gendarmerie, par le demandeur.

Article 8. :

L'attributaire veillera à la sécurisation de l'ensemble du site et à l'absence de piétons sur l'itinéraire.

En cas de non-respect de ces règles et si la présence de public est constatée, l'arrêté sera suspendu et la poursuite des essais annulée.

Article 9. :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le pétitionnaire,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- Les Communes de Gresse en Vercors et St Michel Les Portes
- Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation la R.D. 1075 classée à grande circulation entre les P.R. 136+255 et 136+275 lieu-dit « Le Chaffaud » sur le territoire de la commune de Clelles hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10723 du 11 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. 1075 dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10596 du 17 Janvier 2017 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie **2017-9549** du **27/10/2017** portant sur **la mise en place de deux poteaux téléphonique;**

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires représentant le Préfet en date du 24/11/2017 ;

Vu la demande de Constructel en date du 08/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de mise en place de deux poteaux réalisés, par l'entreprise Constructel pour le compte de Orange Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 1075 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté proroge l'arrêté 2017-10299 du 24 Novembre 2017 portant sur la mise en place de deux poteaux téléphoniques.

Article 2 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 1075 entre les P.R 136+255 et 136+275 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 11/12/2017 au 15/12/2017

Article 3 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère

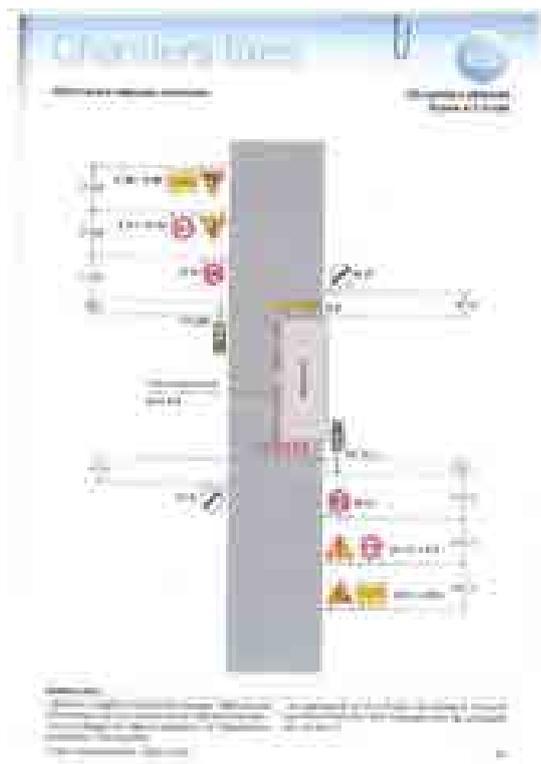
Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commun de Clelles
- Les services du Département de l'Isère :
 - Poste de Commandement Itinisé (PCI) ;
 - Direction territoriale du Cd38 concernée du Trièves.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**

Réglementation de la circulation sur la R.D216, entre les P.R 12+700 et 17+900 sur le territoire des communes de Tréminis et de Saint Baudille et Pipet hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11386 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10596 du 17 Janvier 2017 portant délégation de signature,

Vu la charte signée le 29/07/2017

Vu la demande de Madame Carminati en date du 11/12/2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Tréminis en date du 22 décembre 2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Saint Baudille et Pipet en date du 13 décembre 2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des essais automobiles, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 216 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D 216 entre les P.R 12+700 et 17+900 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable le 08 Janvier 2017 de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Article 2 :

La route départementale sera fermée à la circulation publique durant cette journée **pour des durées qui n'excéderont pas 10 minutes chacune**. Le demandeur assure le contrôle **de tous les accès** sur la section de route concernée pour interdire toute entrée d'usagers pendant la durée des essais sur la route.

Une vigie sera mise en place de chaque côtés du col de Mens, au P.R 12+700, pont dit « du col de Mens » côté Tréminis, et au P.R 17+900, pont du parking des Marceaux côté Saint Baudille et Pipet.

Il devra être utilisé de la **rubalise** pour matérialiser la présence de ces essais à chaque chemin vicinal, laissé également un message sur le pare-brise de chaque véhicule éventuellement stationné en bordure de la RD 216 sur la section utilisées pour les essais automobiles.

Les vigies et autres membres de l'équipe seront obligatoirement équipés de talkie-walkie ou de CB.

Article 3 :

Des piquets avec fanion ou dispositif équivalent seront mis en place à l'intérieur des virages en bordure du revêtement pour interdire l'utilisation de l'accotement non stabilisé. Ces dispositifs devront permettre d'éviter la dégradation des accotements et la projection de matériaux sur la chaussée.

Article 4 :

Le demandeur devra obtenir les autorisations nécessaires pour l'installation de son aire de service.

Article 5 :

Le demandeur s'engage à remettre les lieux dans le même état de propreté que celui dans lequel il les aura trouvés.

Article 6 :

Une signalisation informant les automobilistes des essais automobiles sera mise en place :

- Côté Tréminis :
 - à l'intersection de la RD 216 et de la VC 34, au P.R 12+000
- Côté Saint Baudille et Pipet :
 - à l'intersection de la RD 216 et de la RD 66, au P.R 21+783
 - à l'intersection de la RD 216 et de la RD 216B, au P.R 19+270

Panneaux à fond jaune ou orangé, lettres noires hauteur 80 mm minimum.

Libellé : « **Essais automobiles – microcoupures de 10 min maximum** ».

Article 7 :

La signalisation, à la charge du demandeur, sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle des services du Conseil départemental et de la gendarmerie, par le demandeur.

Article 8. :

L'attributaire veillera à la sécurisation de l'ensemble du site et à l'absence de piétons sur l'itinéraire.

En cas de non-respect de ces règles et si la présence de public est constatée, l'arrêté sera suspendu et la poursuite des essais annulée.

Article 9. :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le pétitionnaire,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- Les Communes de Tréminis et St Baudille et Pipet
- Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 8A, entre les P.R. 16+000 et 19+500 sur le territoire de la commune de Saint Michel Les Portes hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11388 du 26 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10596 du 17 Janvier 2017 portant délégation de signature,

Vu la charte signée le 29/09/2017

Vu la demande de Madame Carminati en date du 11 décembre 2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de la commune de Gresse en Vercors en date du 20 décembre 2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Saint Michel Les Portes en date du 11 décembre 2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des essais automobiles, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 8A selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1. :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 8A entre les P.R 16+000 et 19+500 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable le 09 Janvier 2017 de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Article 2. :

La route départementale sera fermée à la circulation publique durant cette journée **pour des durées qui n'excéderont pas 10 minutes chacune**. Le demandeur assure le contrôle **de tous les accès** sur la section de route concernée pour interdire toute entrée d'usagers pendant la durée des essais sur la route.

Une vigie sera mise en place, au PR 16+000, juste après le pont des Pellas, et une autre au PR 19+500, situé juste avant l'entrée ouest de la commune de Saint Michel Les Portes.

Il devra être utilisé de la **rubalise** pour matérialiser la présence de ces essais à chaque chemin vicinal, laissé également un message sur le pare-brise de chaque véhicule éventuellement stationné en bordure de la RD 8A sur la section utilisées pour les essais automobiles.

Les vigies et autres membres de l'équipe seront obligatoirement équipés de talkie-walkie ou de CB.

Article 3. :

Des piquets avec fanion ou dispositif équivalent seront mis en place à l'intérieur des virages en bordure du revêtement pour interdire l'utilisation de l'accotement non stabilisé. Ces dispositifs devront permettre d'éviter la dégradation des accotements et la projection de matériaux sur la chaussée.

Article 4. :

Le demandeur devra obtenir les autorisations nécessaires pour l'installation de son aire de service.

Article 5. :

Le demandeur s'engage à remettre les lieux dans le même état de propreté que celui dans lequel il les aura trouvés.

Article 6. :

Une signalisation informant les automobilistes des essais automobiles sera mise en place :

- Côté Gresse en Vercors :
 - Sur la RD 8A à la sortie de Gresse en Vercors
 - Sur la RD 8A à la sortie sud du hameau de « La Bâtie », commune de Gresse en Vercors, au PR 14+500
- Côté Saint Michel les Portes :
 - à l'intersection de la RD 8A (PR 20+175) et de la RD 247, juste à l'entrée du pont
 - sur la RD 8A (PR 19+710) à la sortie de Saint Michel Les Portes, côté ouest

Panneaux à fond jaune ou orangé, lettres noires hauteur 80 mm minimum.

Libellé : « **Essais automobiles – microcoupures de 10 min maximum** ».

Article 7. :

La signalisation, à la charge du demandeur, sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle des services du Conseil départemental et de la gendarmerie, par le demandeur.

Article 8. :

L'attributaire veillera à la sécurisation de l'ensemble du site et à l'absence de piétons sur l'itinéraire.

En cas de non-respect de ces règles et si la présence de public est constatée, l'arrêté sera suspendu et la poursuite des essais annulée.

Article 9. :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le pétitionnaire,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- Les Communes de Gresse en Vercors et St Michel Les Portes
- Poste de Commandement Itinéraire (PCI) ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D216, entre les P.R 12+700 et 17+900 sur le territoire des communes de Tréminis et de Saint Baudille et Pipet hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11514 du 29 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-10596 du 17 Janvier 2018 portant délégation de signature,

Vu la charte signée le 20/03/2017

Vu la demande de Madame Ferrat pour le compte de RTTM en date du 20/12/2016,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Tréminis en date du 22 décembre 2017,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Saint Baudille et Pipet en date du 29 décembre 2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des essais automobiles, il y a lieu de réglementer la circulation sur la 216 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1. :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D 216 entre les P.R 12+700 et 17+900 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable le 10 janvier 2018 de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Article 2. :

La route départementale sera fermée à la circulation publique durant cette journée **pour des durées qui n'excéderont pas 10 minutes chacune**. Le demandeur assure le contrôle **de tous les accès** sur la section de route concernée pour interdire toute entrée d'usagers pendant la durée des essais sur la route.

Une vigie sera mise en place de chaque côtés du col de Mens, au P.R 12+700, pont dit « du col de Mens » côté Tréminis, et au P.R 17+900, pont du parking des Marceaux côté Saint Baudille et Pipet.

Il devra être utilisé de la **rubalise** pour matérialiser la présence de ces essais à chaque chemin vicinal, laissé également un message sur le pare-brise de chaque véhicule éventuellement stationné en bordure de la RD 216 sur la section utilisées pour les essais automobiles.

Les vigies et autres membres de l'équipe seront obligatoirement équipés de talkie-walkie ou de CB.

Article 3. :

Des piquets avec fanion ou dispositif équivalent seront mis en place à l'intérieur des virages en bordure du revêtement pour interdire l'utilisation de l'accotement non stabilisé. Ces dispositifs devront permettre d'éviter la dégradation des accotements et la projection de matériaux sur la chaussée.

Article 4. :

Le demandeur devra obtenir les autorisations nécessaires pour l'installation de son aire de service.

Article 5. :

Le demandeur s'engage à remettre les lieux dans le même état de propreté que celui dans lequel il les aura trouvés.

Article 6. :

Une signalisation informant les automobilistes des essais automobiles sera mise en place :

- Côté Tréminis :
 - à l'intersection de la RD 216 et de la VC 34, au P.R 12+000
- Côté Saint Baudille et Pipet :
 - à l'intersection de la RD 216 et de la RD 66, au P.R 21+783
 - à l'intersection de la RD 216 et de la RD 216B, au P.R 19+270

Panneaux à fond jaune ou orangé, lettres noires hauteur 80 mm minimum.

Libellé : « **Essais automobiles – microcoupures de 10 min maximum** ».

Article 7 :

La signalisation, à la charge du demandeur, sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle des services du Conseil départemental et de la gendarmerie, par le demandeur.

Article 8. :

L'attributaire veillera à la sécurisation de l'ensemble du site et à l'absence de piétons sur l'itinéraire.

En cas de non-respect de ces règles et si la présence de public est constatée, l'arrêté sera suspendu et la poursuite des essais annulée.

Article 9. :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le pétitionnaire,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- Les Communes de Tréminis et St Baudille et Pipet
- Poste de Commandement Itinisé (PCI) ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

DIRECTION TERRITORIALE DES VALS DU DAUPHINE

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la R.D 16 B entre les P.R. 5+238 et 5+310 et sur la RD 16 G du PR 0+0 au PR 0+030 sur le territoire de la commune de DOLOMIEU hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10314 du 01/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-7622 du 29 Septembre 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie **2016-10313** du **27/11/2017** portant sur travaux de remplacement de canalisation AEP de 125 mm ;

Vu la demande de M. Albert BUISSON du SIE Région Dolomieu-Montcarra en date du 21/11/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement de canalisations AEP de 125 réalisés, par

l'entreprise DUMAS TP pour le compte du SIE Région Dolomieu-Montcarra Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 16 B et RD 16 G selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.16 B entre les P.R 5+238 et 5+310 ainsi que sur la RD 16 G du PR 0+0 au PR 0+030 dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable suivant l'avancement des travaux du 02/01/2018 au 30/03/2018.

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) : Fort empiètement sur la chaussée

- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 2 du manuel du chef de chantier relatif aux routes à chaussées séparées (édition de 2002)

- le volume 3 du manuel du chef de chantier relatif à la voirie urbaine (édition de 2003)
 - le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)
- dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 04/74/92/40/28 .

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commune de Dolomieu
- Les services du Département de l'Isère :
 - Direction territoriale du Cd38 concernée des Vals du Dauphiné

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 145 Centre les P.R. 5+0 et 5+200 sur le territoire de la commune de Faverges de La Tour hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10381 du 1 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411- 21-1 ;

Vu le code de la voirie routière;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-7622 du 29 septembre 2016 portant délégation de signature;

Vu la demande de GATEL pour le compte d'ORANGE en date du 23/11/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement du poteau cassé réalisés, par l'entreprise GATEL pour le compte de ORANGE Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 145 C selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

article 1.:

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D.145 Centre les P.R 5+0 et 5+200, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable une journée pendant la période du 11/12/2017 au 12/01/2018

article 2.:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) :Chantier sur accotement

- o Fort empiètement sur la chaussée
- o Alternat de circulation

Le chantier pourra être ,c fixe >> ou « mobile 1» selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 9^{ème} partie de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11ü ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.

- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

**

Réglementation de la circulation sur la RD17C du PR 1+0050 au PR 1+0115 dans le sens croissant du côté gauche (Valencogne et Villages du lac de Paladru) situés hors agglomération

Arrêté N° 2017-10460 du 1 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu la demande référencée GESTARI171012VB21778763 en date du 17/11/2017 de SAS Gatel

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que les travaux d'installation d'ouvrages nécessitent de réglementer la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisés par l'entreprise SAS Gatel, maître d'ouvrage des travaux

Arrête:

Préambule:

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Les modes d'exploitation du chantier, conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002), pouvant être appliqués sont :

Chantier sur accotement

Léger empiètement sur la chaussée

Fort empiètement sur la chaussée

Neutralisation d'une voie sur route à 3 voies

Alternat de circulation

Chaussée provisoire

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée impose un déport de trajectoire mais permet encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il n'est pas mis en place d'alternat. (cf fiches CF12 ou CF13 du volume 1 du manuel du chef de chantier)

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- A compter du 04/12/2017 jusqu'au 08/12/2017, sur RD17C du PR 1+0050 au PR 1+0115 dans le sens croissant du côté gauche (Valencogne et Villages du lac de Paladru) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10 la journée.

Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectue par voie unique à sens alterné.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic.

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats.

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

En phase d'activité du chantier, l'alternat peut être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier). La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Article 2

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le responsable de cette signalisation, Tiago GONCALVES est joignable au : 06 45 30 05 98

Article 3

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes de :

Valencogne et Villages du lac de Paladru impactée(s) par la restriction.

Si la section concernée ou si la déviation ou si l'itinéraire dévié est sur un itinéraire de Transports Exceptionnels : La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Réglementation de la circulation sur la R.D 520 du P.R. 9+940 au PR 10+030 et du PR 11+610 au PR 12+280 et sur la R.D. 51 entre les P.R. 13+080 et 13+385 sur le territoire de la commune de MONTREVEL hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10910 du 15/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-7622 du 29 Septembre 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie **2017-10909** du **14/12/2017** portant sur **travaux de remplacement de 8 poteaux du réseau de télécommunication ORANGE** ;

Vu la demande de ORANGE en date du 07/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement de 8 poteaux du réseau de télécommunication réalisés, par l'entreprise Constructel pour le compte de ORANGE Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur les RD 520 et RD 51 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 520 entre les P.R 9+940 et 10+030 et du PR 11+610 au PR 12+280 et sur la RD 51 du PR 13+080 au PR 13+385, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable pendant la période du 22/12/2017 au 02/03/2018.

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) : Chantier sur accotement

- o Fort empiètement sur la chaussée
- o Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiètera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 06/70/41/74/48.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commune de Montrevel
- Les services du Département de l'Isère :
 - Direction territoriale du Cd38 concernée des Vals du Dauphiné.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation R.D. 51 entre les P.R. 8+740 au PR 9+135 et du PR 9+650 au PR 10+215 sur le territoire de la commune de DOISSIN hors agglomération.

Arrêté n° 2017-10953 du 15 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-7622 du 29 Septembre 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie **2017-10951** du **14/12/2017** portant sur **travaux de remplacement de 8 poteaux du réseau de télécommunication ORANGE** ;

Vu la demande de ORANGE en date du 07/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement de 8 poteaux du réseau de télécommunication réalisés, par l'entreprise Constructel pour le compte de ORANGE Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 51 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 51 du PR 8+740 au PR 9+135 et du PR 9+650 au PR 10+215, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable pendant la période du 22/12/2017 au 02/03/2018.

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du

pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) :Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 06/70/41/74/48.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commune de Doissin
- Les services du Département de l'Isère :
 - Direction territoriale du Cd38 concernée des Vals du Dauphiné.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 73 entre les P.R. 9+625 et 9+925 sur le territoire de la commune de VIRIEU hors agglomération.

Arrêté n° 2017-11177 du 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2016-7622 du 29 Septembre 2016 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant permission de voirie **2017-11174** du **19/12/2017** portant sur **travaux de remplacement d'un poteau bois accidenté pour le compte d'ORANGE** ;

Vu la demande urgente de SAS GATEL en date du 18/12/2017,

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de remplacement d'un poteau bois de télécommunication réalisés, par l'entreprise SAS GATEL pour le compte de ORANGE Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 73 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 73 entre les P.R 9+625 et 9+925, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable 1 jour du 19/12/2017 au 22/12/2017.

Article 2 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) : Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.
- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 3 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 04/76/31/26/90 .

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- La Commune de Virieu
- Les services du Département de l'Isère :
 - Direction territoriale du Cd38 concernée des Vals du Dauphiné

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

Réglementation de la circulation sur la R.D 51 entre les P.R. 3+715 et 4+146 sur le territoire de la commune de Saint Victor de Cessieu hors agglomération et du PR 7+075 au PR 7+937 hors agglomération commune de Montagnieu.

Arrêté n° 2017-11332 du 22 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n° 2015-2258 du 2 avril 2015 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté portant accord de voirie 2017-8857 du **06/10/2017** portant sur **les travaux de création d'un réseau d'électricité souterrain pour le compte d'ENEDIS** ;

Vu la demande de Florian GENIX de CITEOS EEE AD en date du 21/12/2017,

Vu l'arrêté n° 2017-8878 du 16/10/2017 portant sur réglementation de la circulation ; ;

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier pendant les travaux de création d'un réseau souterrain d'électricité réalisés, par l'entreprise CITEOS EEE AD pour le compte d'ENEDIS Maître d'ouvrage, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 51 selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté proroge l'arrêté **2017-8878** du 16/10/2017 portant sur réglementation de la circulation.

Article 2 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la R.D. 51 entre les P.R 3+715 et 4+146 commune de St Victor de Cessieu et du PR 7+075 au PR 7+937 commune de Montagnieu, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable ponctuellement du **16/02/2018 au 16/05/2018**.

Article 3 :

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Dans le cadre de cet arrêté, le(s) mode(s) d'exploitation du chantier retenu(s) est (sont) :Chantier sur accotement

- Fort empiètement sur la chaussée
- Alternat de circulation

Le chantier pourra être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

L'entreprise devra respecter les principes suivants :

- Lorsque l'empiètement du chantier sur la chaussée imposera un déport de trajectoire mais permettra encore le croisement de 2 véhicules poids lourds (6 mètres de largeur de chaussée au minimum), il ne sera pas mis en place d'alternat.
- Dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres, la circulation s'effectuera par voie unique à sens alterné. En phase d'activité du chantier, l'alternat pourra être réglé au choix de l'entreprise soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18. En cas de tranchées dangereuses, un alternat sera mis en place la nuit avec une signalisation renforcée. Toutes tranchées dangereuses devront être traitées le plus rapidement possible pour supprimer tout danger aux usagers.
- Le choix du type d'alternat devra être adapté en permanence à la configuration des lieux, et au trafic. De manière générale, tout alternat de circulation devra être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats. Dès que possible, l'empiètement du chantier devra être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de

semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier. La vitesse sera limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation sera en place.

- La vitesse sera limitée à 70 km/h dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée sans pour autant nécessiter la mise en place d'un alternat de circulation.
- Le dépassement sera interdit dans les deux sens de circulation dès lors que le chantier empiétera sur la chaussée avec ou sans mise en place d'un alternat de circulation.
- Le stationnement sera interdit dans les deux sens de circulation.

Article 4 :

La signalisation temporaire sera mise en œuvre conformément à la 8^{ème} partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière traduit par :

- le volume 1 du manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles (édition de 2000)
- le volume 3 du manuel du chef de chantier relatif à la voirie urbaine (édition de 2003)
- le volume 4 du guide technique du SETRA relatif aux alternats (édition 2000)

dont les fiches, présentant les schémas à mettre en œuvre, sont annexées au présent arrêté.

La signalisation temporaire du chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et déposée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage.

La surveillance et la maintenance de cette signalisation seront assurées par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le numéro de téléphone d'astreinte de l'entreprise est le 06/76/19/60/92.

La signalisation temporaire du chantier est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, à savoir la direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 6 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère ou Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère selon leurs compétences territoriales respectives,

Le Responsable de l'entreprise réalisant des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique, télécopie ou courrier aux services destinataires suivants :

- Les Communes de Saint Victor de Cessieu, Sainte Blandine, Montagnieu
- Les services du Département de l'Isère :
 - Direction territoriale du Cd38 concernée des Vals du Dauphiné.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du département de l'Isère.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**

DIRECTION TERRITORIALE VOIRONNAIS CHARTREUSE

SERVICE AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation sur la RD 520 au PR 35+100 située sur le territoire de la Commune de Coublevie hors agglomération.

Arrêté n°2017-10467 du 04/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires).

Vu la demande en date du 19 octobre 2017, de la CAPV, Service Eau potable, Service Assainissement, demeurant 40 rue Mainssieux bâtiment le Quartz, CS 80363, 38516 Voiron cedex.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers pendant la réalisation des travaux de raccordement au réseau d'adduction d'eau potable, de branchement au réseau d'assainissement, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 520, selon les dispositions suivantes.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la RD 520 au PR 35+100, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable 11 au 15 décembre 2017, comme précisée dans la demande.

La CAPV et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette réglementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

L'alternat sera réglé par feux tricolores ou manuellement par piquets K10 en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, chaque soir, chaque fin de semaine, en période hors chantier.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50. Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation règlementaire temporaire de chantier (verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du Département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de Coulevie pour information

ANNEXES

Fiches , CF.23, CF24, de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 28, du PR 2+250 au PR 2+350 sur le territoire de la Commune de Les Abrets En Dauphiné hors agglomération

Arrêté n°2017-10631 du 2017-10631

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté 2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 29 novembre 2017 par laquelle l'entreprise REVALTECH, demeurant 103 Route du Petit Consuoz, 38620 Saint Geoire En Valdaine, agissant pour le compte de La Lyonnaise des Eaux demeurant, 27 Avenue Pravaz BP- 66, 38480, Le Pont de Beauvoisin.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers et des agents du Département pendant la réalisation des travaux de raccordement au réseau d'alimentation d'eau potable, du PR 2+250 au PR 2+350, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 28, selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la RD 28 du PR 2+250 au PR 2+350 , dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 06 au 09 décembre 2017, comme précisée dans la demande.

La Lyonnaise des Eaux et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Conseil Départemental et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette réglementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé manuellement par piquets K10 ou par feux tricolores en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, éventuellement sur voies réduites chaque soir.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50 Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation règlementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de Les Abrets En Dauphiné pour information

ANNEXES

Fiches cf. 23, 24 de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.

Réglementation de la circulation sur la RD 1075 du PR 69+170 au PR 69+200 sur le territoire de la Commune de La Buisse, hors agglomération.

Arrêté n°2017-10663 du 06 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 30 novembre 2017, par laquelle L'Entreprise Aoste Vidange, demeurant, 437 Route des Charmilles, 38490 Aoste.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers et des agents du Département pendant la réalisation des travaux de livraisons de matériaux, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 1075 selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 1075 du PR 69+170 au PR 69+200, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable le 07 décembre 2017 de 8h30 à 16h00 comme précisée dans la demande.

L'Entreprise Aoste Vidange et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette réglementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules selon les prescriptions de la fiche CF31 jointe en annexe.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 30 Km/h

Interdiction de dépasser

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation règlementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de La Buisse, pour information

ANNEXES

Fiche, CF 31, de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 49C du PR 7+760 au PR 7+790 et du PR 8+400 au PR 8+440 sur le territoire de la Commune de Merlas hors agglomération

Arrêté n°2017-10665 du 07/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 04 décembre 2017, de l'entreprise Bouygues Energie et Services, demeurant, Rue de la Cuche, 38113 Veurey Voroize, agissant pour le compte de la Commune de Merlas.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers et des agents du Département pendant la réalisation des travaux sur les armoires d'éclairage public, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 49C, du PR 7+760 au PR 7+790 et du PR 8+400 au PR 8+440, selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 49C du PR 7+760 au PR 7+790 et du PR 8+400 au PR 8+440, cette réglementation sera applicable du 11 au 29 décembre 2017, comme précisée dans la demande.

L'entreprise Bouygues Energie Services et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette réglementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé manuellement par feux tricolores en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, éventuellement sur voies réduites chaque soir, chaque fin de semaine, en période hors chantier.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50 Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation réglementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Conseil général de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

Maire

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté départemental n° 2008-8600 du 2 septembre 2008 portant réglementation de la circulation des voies vertes Départementales situées sur les digues de l'Isère et du Drac.

Vu l'arrêté n° 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement général de voirie départemental, et notamment ses articles 12, 21, 22.1 ;

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de la Direction Départementale des Territoires Service Environnement Unité Patrimoine Naturel, en date du 29 novembre 2017.

Considérant que afin d'assurer la sécurité, des personnels en charge de réaliser une battue, administrative aux sangliers, et assurer la sécurité de la voie et des personnels réalisant la battue, il y a lieu de réglementer la circulation sur la Voie Verte N°2, selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la Voie Verte N°2, du PR 12+400 au PR 23+400 dans les conditions définies ci-après, cette réglementation sera applicable le 16 décembre 2017 de 7h00 à 13h00.

Article 2 :

Après examen du mode d'exploitation soumis à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation, le mode d'exploitation retenu dans le cadre de cet arrêté est :

Voie Verte N°2 fermée.

Afin de pouvoir réaliser la battue dans des conditions de sécurité optimales, la voie verte N° 2 sera fermée à l'aide de barrières, limite amont au droit du pont de Veurey et limite aval au droit du pont de Saint Quentin sur Isère, (RD45).

Les portails d'accès situés au droit du pont Pascal, (face aux étangs de Roize), au droit de la station d'épuration, (limite Voreppe, Moirans, PR 16+800) et au droit de l'accès Moirans seront également fermés.

Il conviendra d'assurer une présence physique sur ces points de bouclage afin d'éviter toute intrusions sur la Voie Verte N°2

La société de chasse à l'obligation d'informer sans délai l'autorité de police compétente s'il lui apparaît que des prescriptions de l'arrêté de circulation doivent être complétées ou adaptées.

Toute modification du mode d'exploitation du chantier doit être soumis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 3 :

Dispositions Spéciales

Les véhicules des chasseurs sont autorisés à circuler et à stationner sur la voie Verte N°2, fermée à la circulation.

Article 4 :

La signalisation réglementaire temporaire de chantier est à la charge financière et sous la responsabilité du maître d'ouvrage pendant toute la battue.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue et déposée par la société de chasse.

La signalisation temporaire est sous le contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation à savoir le Direction Territoriale du Voironnais Chartreuse.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 6 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

La Société de chasse en charge de la battue

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique ou courrier aux destinataires suivants :

Préfet

Maires des communes concernées

M. le président de l'association Départementale Drac, Isère Romanche.

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.

**

Réglementation de la circulation sur la Voie Verte N°2, du PR 15+500 au PR 23+400 sur le territoire des Communes de Voreppe, Moirans, Tullins, Saint Quentin sur Isère, hors agglomération

Arrêté n° 2017-10782 du 12 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté départemental n° 2008-8600 du 2 septembre 2008 portant réglementation de la circulation des voies vertes Départementales situées sur les digues de l'Isère et du Drac.

Vu l'arrêté n° 2015-256 du 4 février 2015 portant règlement général de voirie départemental, et notamment ses articles 12, 21, 22.1 ;

Vu l'arrêté du Président du Département n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature ;

Vu la demande de la Direction Départementale des Territoires Service Environnement, Unité Patrimoine Naturel, en date du 29 novembre 2017.

Considérant que afin d'assurer la sécurité, des personnels en charge de réaliser des tirs de prélèvements aux sangliers, et assurer la sécurité de la voie et des personnels réalisant la battue, il y a lieu de réglementer la circulation sur la Voie Verte N°2, selon les dispositions indiquées dans les articles suivants.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les chasseurs et les agents du Conseil Supérieur de la Chasse sont autorisés à circuler sur la Voie Verte N°2, du PR 15+400 au PR 23+400 du 16 décembre 2017 au 31 janvier 2018 entre 20h00 et 5h00.

Article 2 :

Des panneaux de type « chasse en cours », seront implantés de part et d'autres de la section concernée.

Cette signalisation temporaire sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par la société de chasse en charge de l'opération.

La société de chasse à l'obligation d'informer sans délai l'autorité de police compétente s'il lui apparaît que des prescriptions de l'arrêté de circulation doivent être complétées ou adaptées.

Toute modification du mode d'exploitation du chantier doit être soumis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Article 3 :

Dispositions Spéciales

Les véhicules des chasseurs sont autorisés à circuler et à stationner sur la voie Verte N°2 durant la période citée dans l'article 1.

Article 4 :

La signalisation temporaire est sous le contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation à savoir le Direction Territoriale du Voironnais Chartreuse.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 6 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

La Société de chasse en charge des tirs de nuits

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise par messagerie électronique ou courrier aux destinataires suivants :

Préfet

Maires des communes concernées

M. le président de l'association Départementale Drac, Isère Romanche.

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.

**

Réglementation de la circulation sur la RD 512 du PR 3+895 au PR 4+100 sur le territoire de la Commune de Saint Pierre d'Entremont En Chartreuse, hors agglomération.

Arrêté n°2017-10847 du 13 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 11 décembre 2017, par laquelle madame Emmanuelle Vin, demeurant, « Les Vassaux », 73360 Saint Pierre d'Entremont En Chartreuse .

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers et des agents du Département pendant la réalisation des travaux de

déménagement, (stationnement d'un camion) , il y a lieu de régler la circulation sur la RD 512 selon les dispositions suivantes :
Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 512 du PR 3+895 au PR 4+100, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable le 16 décembre 2017 de 12h00 à 17h30 comme précisée dans la demande.

Madame Emmanuelle Vin et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette règlementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

L'alternat sera réglé par feux tricolores en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, chaque soir, chaque fin de semaine, en période hors chantier.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 30 Km/h

Interdiction de dépasser

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation règlementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution
La Commune de Saint Pierre d'Entremont En Chartreuse pour information

ANNEXES

Fiche, CF24, de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 45 du PR 2+690 au PR 2+700 sur le territoire de la Commune de Tullins, hors agglomération.

Arrêté n°2017-11186 du 19 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 12 décembre 2017, par laquelle l'Entreprise Constructel Télécommunications, demeurant, 81 Rue René Augé, 38980 Viriville, agissant pour le compte de Orange France.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers et des agents du Département pendant la réalisation des travaux de réparation d'une conduite Orange France, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 45 selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 45 du PR 2+690 au PR 2+700, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 26 décembre 2017 au 09 janvier 2018, comme précisée dans la demande.

L'entreprise Constructel Télécommunications et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette règlementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera selon les prescriptions de la fiche CF N°11 jointe en annexe, en phase travaux.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50 Km/h

Limitation de vitesse à 30 Km/h, sur la section limitée à 50 Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation réglementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de Tullins, pour information

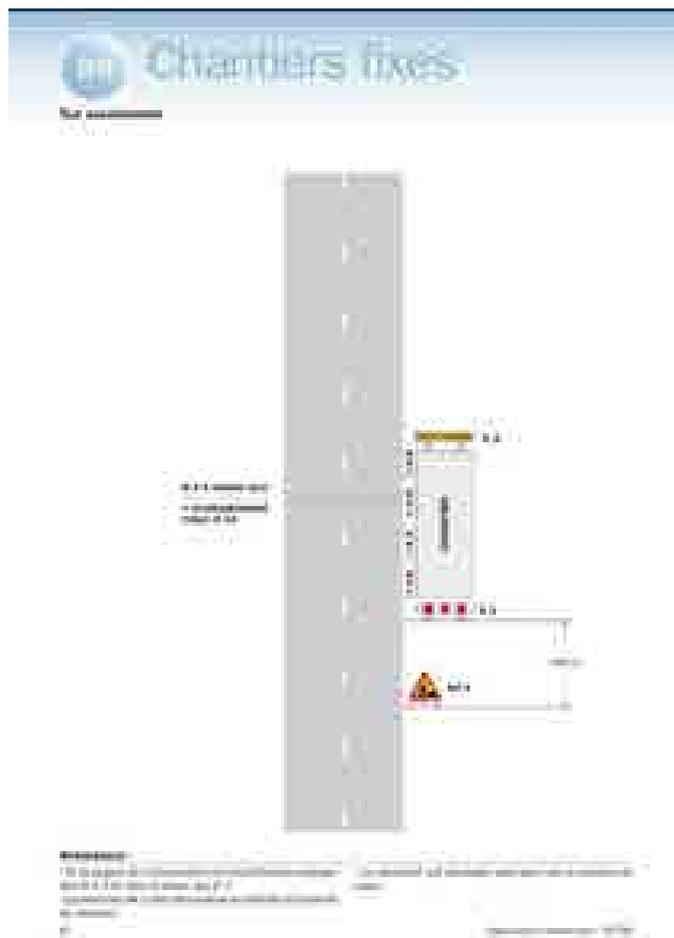
ANNEXES

Fiche CF.11 de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



**

Réglementation de la circulation sur la RD 45 du PR 0+470 au PR 1+600 sur le territoire de la Commune de Saint Quentin Sur Isère, de la Commune de Tullins hors agglomération.

Arrêté n°2017-11222 du 20 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 15 décembre 2017, par laquelle l'Entreprise Constructel Télécommunications, demeurant, 19 Le Grand Chemin, 38590 Brezins, agissant pour le compte de Orange France.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers et des agents du Département pendant la réalisation des travaux de tirage de câbles, de raccordement au réseau fibre Orange France, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 45 selon les dispositions suivantes :

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 45 du PR 0+470 au PR 1+600, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 02 au 16 janvier 2018, comme précisée dans la demande.

L'entreprise Constructel Télécommunications et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette règlementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

L'alternat sera réglé manuellement par piquets K10, ou par feux tricolores en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, éventuellement sur voies réduites chaque soir, chaque fin de semaine, en période hors chantier.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50 Km/h

Limitation de vitesse à 30 Km/h, sur la section limitée à 50 Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation réglementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse, Service Aménagement pour attribution

Les Communes de Saint Quentin sur Isere, Tullins, pour information

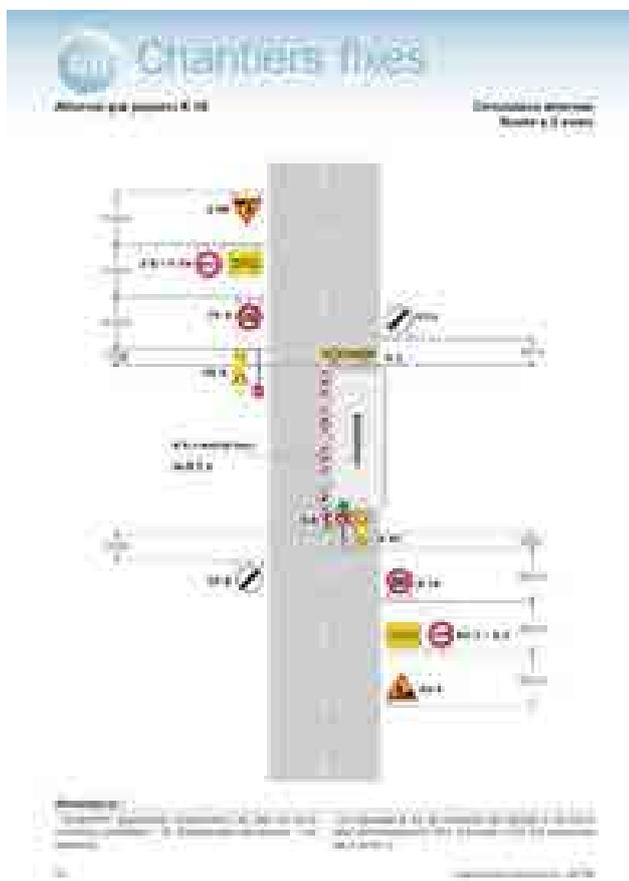
ANNEXES

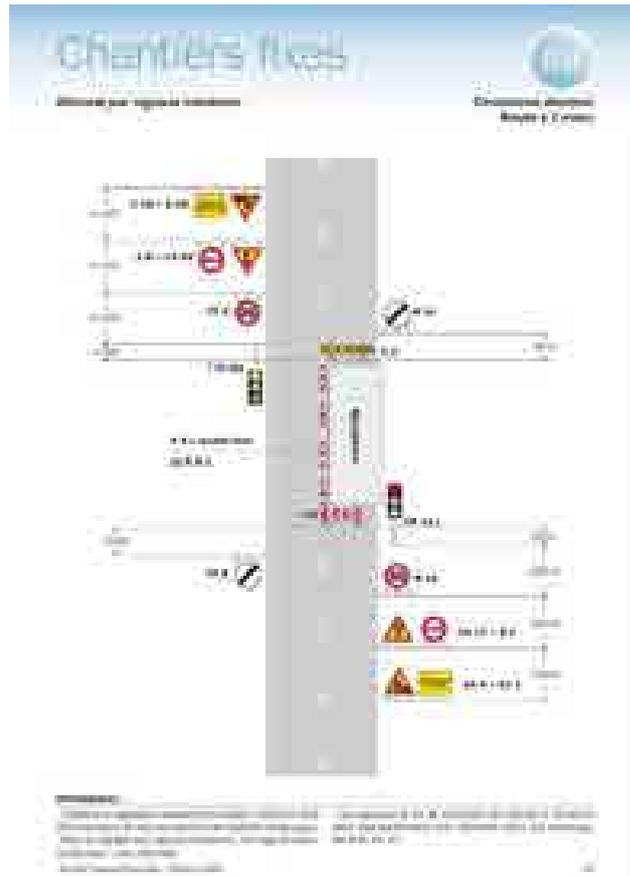
Fiches CF.23, CF.24, de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.





**

Réglementation de la circulation sur la RD 49 du PR 2+300 au PR 2+395, située sur le territoire de la Commune de Saint Nicolas de Macherin hors agglomération.

Arrêté n°2017-11268 du 20 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires).

Vu la demande en date du 19 décembre 2017 de l'entreprise Gatel, demeurant ZA La Sage 73330, Domessin, agissant pour le compte de Orange France.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur

les chantiers pendant les travaux de remplacement d'un poteau Orange France, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 49, selon les dispositions suivantes:

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement règlementée sur la RD 49 du PR 2+300 au PR 2+395, dans les conditions définies ci-après.

Cette règlementation sera applicable du 02 au 12 janvier 2018, comme précisée dans la demande.

L'Entreprise Gatel et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette règlementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

L'alternat sera réglé par feux tricolores ou manuellement par piquets K10 en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, chaque soir, chaque fin de semaine, en période hors chantier.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50. Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation règlementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de Saint Nicolas de Macherin pour information

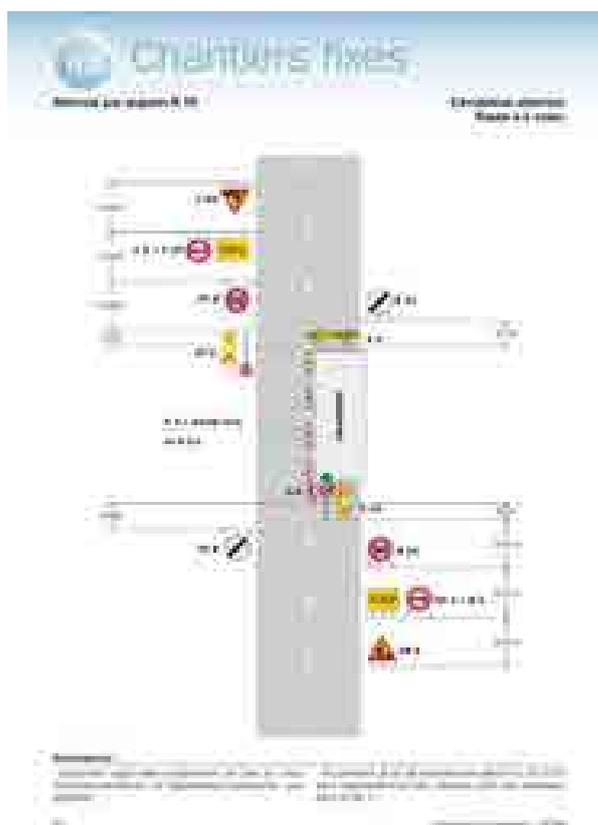
ANNEXES

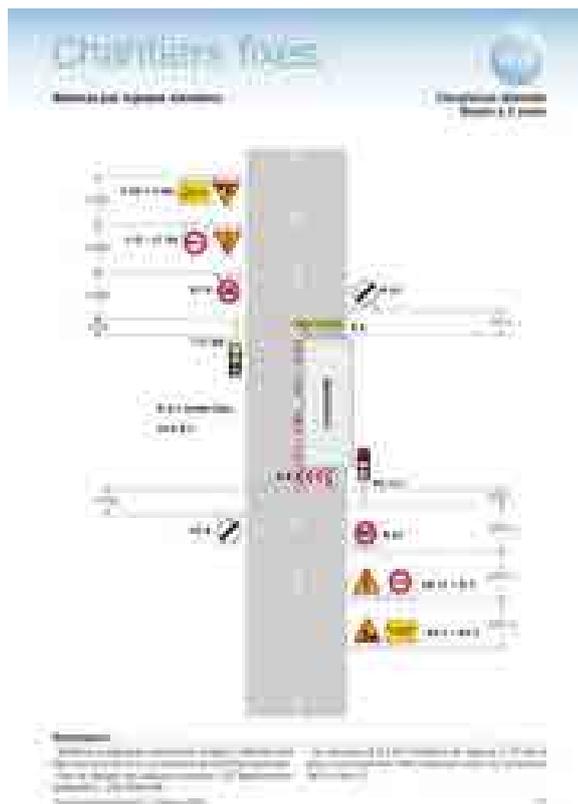
Fiches CF23, CF.24 , de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.





**

Réglementation de la circulation sur la RD 45 du PR 1+350 au PR 1+680 sur le territoire de la Commune de Tullins, hors agglomération

Arrêté n°2017-11280 du 21/12/2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté 2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté 2017-11176 du 19 décembre 2017 portant sur la mise en service du nouveau tronçon de la RD 45 ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires)

Vu la demande en date du 19 décembre 2017, de la Direction des Mobilités du Département de l'Isère.

Considérant que, afin d'assurer la sécurité des usagers circulant sur la RD 45 entre les PR 1+350 et 1+680, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 45 selon les dispositions suivantes.

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Cette réglementation sera applicable du 21 décembre 2017 au 30 mars 2018 comme précisée dans la demande.

Article 2 :

La vitesse sera limitée à 50 Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

La signalisation réglementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) est à la charge de l'entreprise.

Elle sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Préfet

DIFFUSIONS :

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de Tullins, pour information

**

Réglementation de la circulation sur la RD 82K du PR 5+600 au PR 7+200, située sur le territoire de la Commune de Miribel Les Echelles hors agglomération.

Arrêté n°2017-11339 du 22 décembre 2017

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

Vu le code de la route, et notamment les articles L 411-1, R. 411-5, R.411-8 et R.411-21-1 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3221-4 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté n°2015-256 du 04 février 2015 portant règlement de voirie départemental ;

Vu l'arrêté départemental n°2017-7207 du 07 septembre 2017 portant délégation de signature, (au territoire si pas déviation sur plusieurs territoires).

Vu la demande en date du 12 décembre 2017 de l'entreprise Gatel, demeurant ZA La Sage 73330, Domessin, agissant pour le compte de Orange France.

Considérant que afin d'assurer la sécurité des usagers, des personnels travaillant sur les chantiers pendant les travaux de tirage de câbles Orange France, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD 82K, selon les dispositions suivantes:

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la RD 82K du PR 5+600 au PR 7+200, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 02 au 07 janvier 2018, comme précisée dans la demande.

L'Entreprise Gatel et ses sous-traitants, les Services de Secours, le Service technique de la commune, les services techniques du Département et la Gendarmerie Nationale ne sont pas assujettis à cette réglementation pour l'accès au chantier.

Article 2 :

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

L'alternat sera réglé par feux tricolores ou manuellement par piquets K10 en phase travaux.

Le double sens de circulation sera rétabli, chaque soir, chaque fin de semaine, en période hors chantier.

Les restrictions complémentaires suivantes seront instituées au droit du chantier :

Limitation de vitesse à 50. Km/h

Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation

Défense de stationner

Article 3 :

La signalisation réglementaire temporaire de chantier (horizontale et verticale) sera fournie, mise en place, remplacée et entretenue par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère .

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5 :

Le Directeur général des services du département de l'Isère,

Le Colonel ou Lieutenant – Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Isère,

M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère,

L'entreprise responsable des travaux,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au :

Maire

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

Le Territoire de Voironnais Chartreuse Service Aménagement pour attribution

La Commune de Miribel Les Echelles pour information

ANNEXES

Fiches CF23, CF.24 , de signalisation temporaire

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Direction territoriale de Voironnais Chartreuse ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 € au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du code général des impôts et du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.



Dépôt légal : décembre 2017

Hôtel du Département de l'Isère - BP 1096 - 38022 GRENOBLE CEDEX - Tél : 04.76.00.38.38

Directeur de la publication : Vincent Roberti

Rédaction et abonnement : service ressources direction générale